

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX- TRAVAIL- PATRIE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT
DES FILIÈRES AGRICOLES PHASE II

COMMISSION SPECIALE DE PASSATION
DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE- WORK- FATHERLAND

MINISTRY OF AGRICULTURE
AND RURAL DEVELOPMENT

COMMODITY VALUE CHAIN
DEVELOPMENT SUPPORT PROJECT
PHASE II

SPECIAL TENDER'S BOARD

DEMANDE DE PRIX EN PROCEDURE D'URGENCE

N°005/DPX/MINADER/PADFAII/CSPM/2023 DU 21 JUILLET 2023

POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT SUR 140 HA, EN VUE DE LA PRODUCTION DE L'OIGNON, DANS LES ARRONDISSEMENTS DE MAROUA 1^{ER} ET DE GAZAWA (REGION DE L'EXTREME-NORD), ET LES ARRONDISSEMENTS DE GUIDER ET DE PITOA (REGION DU NORD), CAMEROUN, POUR LE COMPTE DU PADFA II, EN 2 LOTS.

PROTET :

**PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES
AGRICOLES PHASE II (PADFA II)**

PAYS :

CAMEROUN

**MAITRE D'OUVRAGE
DELEGUE :**

COORDONNATRICE NATIONALE DU PADFA II

FINANCEMENT :

**PRETS FIDA N° 2000003228 Et N° 2000003229 ET
GOUVERNEMENT DU CAMEROUN**

CODE PTBA :

PTBA 2023 N° A1IG0103

JUILLET 2023

Table des matières

Avis de Demande de Prix	3
Partie 1: Procédures de Demande de Prix et de sélection	7
Section I. Instructions à l'intention des soumissionnaires	8
Section II. Données Particulières de la Demande de Prix	44
Section III. Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires	53
Section IV. Formulaires de soumission	70
Partie 2: Exigences relatives aux travaux.....	133
Section V. Exigences relatives aux travaux	134
Partie 3: Conditions contractuelles et formulaires spécifiques aux marchés.....	188
Section VI. Conditions contractuelles générales	189
Section VII. Conditions contractuelles particulières	253
Section VIII. Formulaires spécifiques aux marchés.....	261

Avis de Demande de Prix

DEMANDE DE PRIX EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 005/DPX/MINADER/PADFAII/ CSPM/2023 DU 21 JUILLET 2023 POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT SUR 140 HA, EN VUE DE LA PRODUCTION DE L'OIGNON, DANS LES ARRONDISSEMENTS DE MAROUA 1^{ER} ET DE GAZAWA (REGION DE L'EXTREME-NORD), ET LES ARRONDISSEMENTS DE GUIDER ET DE PITOIA (REGION DU NORD), CAMEROUN, POUR LE COMPTE DU PADFA II, EN 2 LOTS.

1. Contexte

Le Gouvernement du Cameroun a obtenu du Fonds international de développement agricole (FIDA) un financement dont il envisage de faire partiellement usage pour couvrir la réalisation des présents travaux. L'utilisation de fonds du FIDA est soumise à l'approbation de ce dernier, selon les modalités et conditions que prévoit l'accord de financement et conformément aux règles, politiques et procédures du FIDA. Le FIDA et ses représentants, mandataires et fonctionnaires sont dégagés de toute responsabilité concernant les actions en justice, procédures, réclamations, demandes, pertes et obligations en tout genre et de toute nature qu'une quelconque partie invoquerait dans le cadre du **Projet d'appui au développement des filières agricoles- phase II (PADFA II)**.

Le **Projet d'appui au développement des filières agricoles- phase II (PADFA II)** prévoit d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements éligibles au titre du Marché relatif à **«la réalisation des travaux d'aménagement sur 140 Ha, en vue de la production de l'oignon, dans les Arrondissements de Maroua 1^{er} et de Gazawa (Région de l'Extrême-Nord), et les Arrondissements de Guider et de Pitoia (Région du Nord), Cameroun, pour le compte du PADFA II, en 2 lots »**.

2. Consistance des travaux

Le Maître d'Ouvrage Délégué invite à présent les entités remplissant les conditions requises (les soumissionnaires) à faire parvenir, sous pli cacheté, leur offre concernant l'exécution et l'achèvement des **«travaux d'aménagement sur 140 Ha, en vue de la production de l'oignon, dans les Arrondissements de Maroua 1^{er} et de Gazawa (Région de l'Extrême-Nord), et les Arrondissements de Guider et de Pitoia (Région du Nord), Cameroun, pour le compte du PADFA II, en 2 lots»**, travaux faisant l'objet, dans le cadre de ladite Demande de Prix, d'un contrat à prix unitaire établi sur la base du devis quantitatif.

Ces travaux comprennent pour chaque site les activités suivantes :

- Mobilisation et installation de chantiers ;
- Projet d'exécution et plan de recollement ;
- Réalisation des Forages Maraîchers et Superstructures ;
- Réalisation des pompages d'essais (essai de débit simplifié) ;
- Pose des conduites de refoulement et de distribution y compris raccordement ;
- Pompage, refoulement et distribution ;
- Réalisation de la menuiserie métallique et la visibilité du projet ;
- Prise en compte des aspects environnementaux.

3. Participation

La Demande de Prix est ouverte à quiconque souhaite y participer, pourvu qu'il remplisse les conditions requises. Sous réserve des restrictions énoncées dans le dossier de Demande de Prix, les soumissionnaires habilités peuvent s'associer à d'autres soumissionnaires afin d'être mieux à même de réaliser l'ensemble des travaux.



4. Allotissement

Les travaux, ainsi que le ou les marchés qui devraient être attribués sont répartis en **deux (02) lots**, à savoir :

- **Lot N° 1** : Réalisation des travaux d'aménagement sur 80 Ha, en vue de la production de l'oignon, dans les Arrondissements de Maroua 1^{er} et de Gazawa (Région de l'Extrême-Nord) ;
- **Lot N° 2** : Réalisation des travaux d'aménagement sur 60 Ha, en vue de la production de l'oignon, dans les Arrondissements de Guider et de Pitoa (Région du Nord).

5. Acquisition du Dossier de Demande de Prix

Les soumissionnaires désireux de présenter une offre devront se procurer le Dossier de Demande de Prix dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable, de **Cinquante mille (50 000) francs CFA**. La méthode de paiement sera en **espèce, dans le Compte de l'ARPM N°33598800001-89** ouvert à cet effet par l'Agence de Régulation des Marchés Publics, auprès des Agences de la Banque Internationale pour l'Epargne et le Crédit (BICEC) des Chefs-lieux des Régions et des villes de Limbé et Dschang. Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant de l'Entreprise ou Groupement d'entreprises désireuses de participer à la Demande de Prix.

Le Lieu d'obtention de la Demande de Prix est l'Unité de Coordination et de Gestion (UCGP) du Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles Phase II (PADFA II) », sise à Yaoundé, au quartier Bastos, derrière l'ambassade de Chine. Téléphone : (+237) 222 20 74 44. Email : padfacameroun@gmail.com ; www.padfa.net.

6. Remise des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies marquées comme telles et une version électronique version Word et PDF desdites Offres sur une (01) clé USB, seront adressées sous plis et scellés, au Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles Phase II (PADFA II) ; Unité de Coordination et de Gestion (UCGP), sise à Yaoundé, au quartier Bastos, derrière l'ambassade de Chine. Téléphone : (+237) 222 20 74 44. Email : padfacameroun@gmail.com ; www.padfa.net sans aucune indication sur l'identité du soumissionnaire sous peine de rejet, et devront être déposées contre décharge à la cellule de Passation des Marchés ou au secrétariat du PADFA II **au plus tard le 14 Août 2023 à 13 Heures précises (heure locale)** et devront porter la mention suivante :

DEMANDE DE PRIX EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 005/DPX/MINADER/PADFAII/ CSPM/2023 DU 21 JUILLET 2023 POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT SUR 140 HA, EN VUE DE LA PRODUCTION DE L'OIGNON, DANS LES ARRONDISSEMENTS DE MAROUA 1ER ET DE GAZAWA (REGION DE L'EXTREME-NORD), ET LES ARRONDISSEMENTS DE GUIDER ET DE PITOA (REGION DU NORD), CAMEROUN, POUR LE COMPTE DU PADFA II, EN 2 LOTS.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB :

- Les soumissions hors délai ne seront en aucun cas acceptées ;

- Toutes les offres devront être assorties d'une garantie de soumission, et par lot ;
- Veuillez noter que les soumissions par voies électroniques **ne sont pas** acceptées.

7. Ouverture des Offres

L'ouverture des plis, qui se fera en un (1) temps, sera effectuée **le 14 Août 2023 à 14 heures** par la Commission Spéciale de Passation des Marchés (CSPM) du PADFA II, sise au quartier Bastos, derrière l'Ambassade de Chine. Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture des plis ou se faire représenter par une personne mandatée, ayant une parfaite connaissance de leur dossier.

8. Durée d'exécution

La durée d'exécution des travaux est de **Trois (03) mois pour chaque lot**. Elle est comptée dès notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

9. Critères d'évaluation des Offres

Les critères éliminatoires :

- Absence de la caution de soumission à l'ouverture des offres ;
- Absence d'une pièce administrative 48 heures après l'ouverture des offres ;
- Non-conformité d'une pièce administrative 48 heures après notification de non-conformité ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Absence du formulaire d'auto-certification du FIDA pour service concerné qui soient daté, paraphé et signé;
- Non satisfaction d'au moins 80% « oui » des critères essentiels ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié.

Critères essentiels

Les critères essentiels qui seront évalués de façon binaire portent sur :

N°	CRITÈRES	NOTATION	
		OUI	NON
A	Présentation de l'offre		
B	Référence et capacité financière de l'entreprise		
C	Personnel d'encadrement		
D	Déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un chantier de son fait au cours des trois (03) dernières années		
E	Matériel d'encadrement		
F	Méthodologie de travail		
G	Garantie de bonne exécution des travaux signé sur l'honneur		
H	Garantie de bonne exécution environnementale et sociale signé sur l'honneur.		
I	Attestation de visite de site signée sur l'honneur		

10. Attribution du Marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre techniquement qualifiée sera évaluée



la moins-disante.

Une entreprise adjudicataire sera sélectionnée selon la procédure de Demande de Prix, conformément au Guide pratique de passation des marchés du FIDA, qui peut être consulté à l'adresse suivante : www.ifad.org/fr/project-procurement. Le processus de Demande de Prix comportera un examen et une vérification des qualifications et des prestations antérieures; il sera notamment procédé à un contrôle des références préalablement à l'attribution du marché.

NB : Un soumissionnaire peut être attributaire de plus d'un lot.

11. Durée de validité des Offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à la date limite fixée pour la remise des offres.

12. Caution de soumission

Toutes les offres devront être assorties d'une caution de soumission, délivrée par une banque ou compagnie d'assurances agréée par le MINFI, d'un montant total de :

- Lot N° 1 : Neuf Cent Mille (900 000) F CFA ;
- Lot N° 2 : Sept cent Mille (700 000) F CFA.

13. Renseignements complémentaires

L'adresse de contact et de dépôt des offres est : « Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles Phase II (PADFA II) » ; Unité de Coordination et de Gestion (UCGP), sise à Yaoundé, au quartier Bastos, derrière l'ambassade de Chine. Téléphone : (+237) 222 20 74 44. Email padfacameroun@gmail.com ; www.padfa.net. Les offres doivent parvenir à l'adresse et selon les modalités indiquées dans les Données Particulières de la Demande de Prix– clause 23.2 des instructions à l'intention des soumissionnaires, **au plus tard le 14 Août 2023.**

Veuillez noter qu'aucune séance d'information ne sera organisée à l'intention des soumissionnaires selon les modalités indiquées dans les Données Particulières de la Demande de Prix, dans la Section II du dossier.

LA COORDONNATRICE NATIONALE

Partie 1: Procédures de Demande de Prix et de sélection



Section I. Instructions à l'intention des soumissionnaires

Liste des clauses

A. Généralités	10
1. Objet de l'offre	10
2. Source de financement.....	11
3. Pratiques répréhensibles	11
4. Harcèlement sexuel, exploitation et atteintes sexuelles	14
5. Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme.....	16
6. Normes de performance PESEC	16
7. Soumissionnaires admissibles et conflits d'intérêts.....	16
8. Matériaux, matériels et services répondant aux critères de provenance	20
B. Contenu du dossier de Demande de Prix.....	20
9. Sections du dossier de Demande de Prix	20
10. Éclaircissements relatifs au dossier de Demande de Prix, visites de chantier, réunion d'information préalable à l'intention des soum.....	21
11. Modification du dossier de Demande de Prix.....	23
C. Établissement des offres	23
12. Coûts inhérents à la soumission des offres.....	23
13. Langue retenue pour les offres	23
14. Documents constitutifs de l'offre	23
15. Lettre de soumission et bordereaux.....	24
16. Offres alternatives	25
17. Montants des offres et décotes.....	25
18. Monnaies retenues pour l'offre	27
19. Documents constitutifs de la proposition technique	27
20. Documents attestant des qualifications du soumissionnaire	27
21. Délai de validité des offres.....	27
22. Garantie de soumission	28
23. Format et signature de l'offre	30
D. Dépôt des offres et ouverture des plis	30
24. Cachetage et marquage des plis	30
25. Délai de présentation des offres	31
26. Soumissions hors délai.....	32
27. Retrait, remplacement et modification des offres	32

28. Ouverture des plis	33
------------------------------	----

E. Évaluation et comparaison des offres 34

29. Confidentialité	34
30. Éclaircissements relatifs aux offres	35
31. Écarts, réserves et omissions	35
32. Examen de la recevabilité des offres	35
33. Défauts mineurs de conformité	36
34. Correction des erreurs arithmétiques	37
35. Conversion en une seule et unique monnaie	37
36. Préférence nationale.....	38
37. Sous-traitants	38
38. Examen et évaluation des offres.....	38
39. Comparaison des offres.....	40
40. Post-sélection du soumissionnaire retenu.....	40
41. Droit du maître d'ouvrage d'accepter quelque offre que ce soit et d'écarter l'une ou la totalité des offres	41

F. Attribution du marché..... 41

42. Critère du meilleur rapport qualité-prix.....	41
43. Avis d'intention d'attribution	41
44. Contestation des offres.....	42
45. Notification de l'attribution (lettre d'acceptation).....	42
46. Signature du contrat	42
47. Garantie de bonne exécution.....	42
48. Publication de l'attribution du marché et restitution des garanties de soumission	43
49. Conciliateur	43



Instructions à l'intention des soumissionnaires

A. Généralités

1. Objet de l'offre

1.1 Le Maître d'Ouvrage, tel qu'identifié dans les données particulières de la Demande de Prix, a émis un avis de Demande de Prix, joint au présent dossier, en vue de la réalisation des travaux spécifiés dans la Partie 2 - Exigences relatives aux travaux. L'intitulé et le numéro d'identification du marché, ainsi que le nombre et la description du ou des lots, sont précisés dans les données précitées.

1.2 Le soumissionnaire retenu devra avoir terminé les travaux dans le délai spécifié dans les données particulières de la Demande de Prix.

1.3 Dans l'ensemble du présent document,

- a) l'expression "par écrit" s'entend d'une communication effectuée sous une forme écrite et assortie d'un accusé de réception;
- b) si le contexte l'exige, les mots au singulier désignent également le pluriel et inversement;
- c) le terme "jour" désigne un jour calendaire, sauf s'il est précisé "jour ouvrable". Un jour ouvrable est un jour de travail officiel pour l'emprunteur;
- d) le "FIDA" ou le "Fonds" désigne le Fonds international de développement agricole;
- e) le terme "offre" désigne l'offre de réalisation de travaux présentée par un soumissionnaire en réponse au présent dossier de Demande de Prix;
- f) une "garantie de soumission" ou "déclaration de garantie de l'offre" s'entend de la garantie qu'un soumissionnaire peut être tenu de remettre dans le cadre de son offre, conformément à la clause 22 des instructions à l'intention des soumissionnaires;

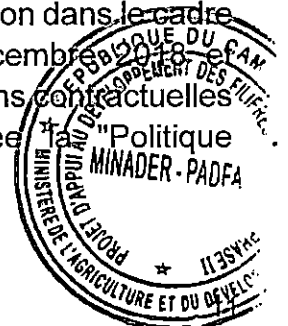
- g) un "soumissionnaire" s'entend de toute entité ou personne admissible, en ce compris tout associé de cette entité ou personne, qui présente une offre;
- h) l'expression "emprunteur/bénéficiaire" désigne le Gouvernement, l'organisme public ou toute autre entité signataire de l'accord de financement passé avec le Fonds. Elle laisse entendre que cette entité a signé un accord de prêt;
- i) le sigle "PESEC" désigne les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA.

2. Source de financement

2.1 L'emprunteur ou le bénéficiaire (ci-après dénommé "l'emprunteur") **mentionné dans les données particulières de la Demande de Prix** a obtenu du (ou, le cas échéant, "a demandé au") Fonds international de développement agricole ("le Fonds"), un financement libellé en diverses monnaies représentant une somme équivalant au montant destiné à couvrir le coût du projet **indiqué dans ces mêmes données**, et envisage d'utiliser une partie du produit de ce prêt/don pour effectuer les paiements exigibles au titre du présent marché. Le FIDA n'effectuera de paiements qu'à la demande de l'emprunteur et après les avoir visés; lesdits paiements seront soumis, à tous égards, aux dispositions de l'accord de financement. L'accord de financement interdit tout retrait du compte de prêt/don destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou tout paiement qui tomberait sous le coup d'une interdiction prononcée par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

3. Pratiques répréhensibles

3.1 Le FIDA fait obligation à tous les bénéficiaires de ses financements, y compris le maître d'ouvrage et tous les soumissionnaires, partenaires d'exécution, prestataires de services, fournisseurs, co-fournisseurs, entreprises, sous-traitants, consultants et sous-consultants, de même qu'à tous leurs mandataires (déclarés ou non) et membres de leur personnel, de respecter les normes d'éthique et d'intégrité les plus rigoureuses durant la passation des marchés et leur exécution, et de se conformer à la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, révisée le 12 décembre 2018 et reproduite à l'Appendice A de la Section VI - Conditions contractuelles générales (EB 2018/125/R.6, ci-après dénommée la "Politique anticorruption du FIDA").



3.2 Aux fins des présentes dispositions, et conformément à la Politique anticorruption du FIDA, les termes ci-après, qui désignent parfois ce que l'on appelle collectivement "les pratiques répréhensibles", sont définis comme suit:

- a) un "acte de corruption" s'entend du fait d'offrir, de donner, de recevoir ou de solliciter, directement ou indirectement, un avantage dans le but d'influencer indûment les décisions d'une autre partie;
- b) une "pratique frauduleuse" s'entend de toute action ou omission, y compris une fausse déclaration, qui trompe sciemment, ou cherche sciemment à tromper, une partie dans le but d'obtenir indûment un avantage financier ou autre ou de se soustraire à une obligation;
- c) un "acte de collusion" s'entend d'un arrangement entre deux ou plusieurs parties destiné à atteindre un but illégitime, comme influencer indûment les actions d'une autre partie;
- d) un "acte de coercition" s'entend du fait de léser ou d'endommager, ou de menacer de le faire, directement ou indirectement, une partie ou ses biens pour influencer indûment les actions de ladite partie ou d'une autre partie;
- e) un "acte d'obstruction" s'entend i) du fait de détruire, de falsifier, d'altérer ou de dissimuler délibérément tout élément de preuve dans une enquête menée par le Fonds, ou de faire de fausses déclarations aux enquêteurs dans le but d'entraver substantiellement une enquête menée par le Fonds; ii) du fait de menacer, de harceler ou d'intimider une partie pour l'empêcher de divulguer ce qu'elle sait sur des questions intéressant une enquête menée par le Fonds ou de poursuivre cette enquête, ou iii) de la commission de tout acte visant à entraver substantiellement l'exercice des droits contractuels du Fonds relatifs à l'audit, l'inspection et l'accès aux informations.

3.3 Le Fonds refusera d'avaliser la proposition d'attribution d'un marché s'il estime que la personne physique ou morale qu'il est recommandé de retenir, ou tout membre de son personnel ou mandataire, ou encore ses sous-consultants, sous-traitants,

prestataires de services, fournisseurs, co-fournisseurs et/ou tout membre de leur personnel ou mandataires, s'est livrée à des pratiques répréhensibles dans le cadre d'activités ou d'opérations financées et/ou gérées par le Fonds, y compris pour obtenir le marché.

3.4 Aux termes de la Politique anticorruption du FIDA, le Fonds est en droit de prendre à l'encontre de personnes morales et physiques des sanctions qui peuvent aller jusqu'à leur interdire, pour une durée limitée ou illimitée, de participer à une quelconque activité ou opération qu'il gère ou finance. Il peut ainsi leur être interdit: i) de se voir attribuer ou, d'une manière générale, d'obtenir par des voies financières ou de toute autre manière un quelconque marché financé par le FIDA, ii) d'être désignées comme sous-traitants, consultants, fabricants, fournisseurs, co-fournisseurs, mandataires ou prestataires de services agissant pour une société qui aurait par ailleurs été admise à bénéficier d'un marché financé par le FIDA, et iii) de percevoir les produits d'éventuels prêts ou dons octroyés par le Fonds¹. Le Fonds est également en droit de reconnaître unilatéralement les exclusions prononcées par les institutions financières internationales signataires de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion, dès lors que lesdites exclusions remplissent les critères de reconnaissance mutuelle établis dans l'Accord précité.

3.5 En outre, le Fonds est à tout moment en droit de déclarer l'irrégularité d'une passation de marché et/ou l'inadmissibilité de toutes dépenses associées à une procédure de passation de marché ou à un marché, s'il estime que la procédure de passation de marché ou le marché en question a donné lieu à des pratiques répréhensibles et que l'emprunteur/le bénéficiaire n'a pas pris en temps voulu les mesures nécessaires, acceptables par le Fonds, pour réprimer ces pratiques lorsqu'elles ont été commises.

3.6 Les soumissionnaires, les fournisseurs, les consultants, les entreprises et leurs sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, fournisseurs, mandataires et membres de leur personnel

¹ Pour éviter toute ambiguïté, l'interdiction faite à une partie sanctionnée de se voir attribuer un marché englobe, sans s'y limiter, i) le fait de se porter candidat pour une pré-sélection, de soumettre une manifestation d'intérêt pour des services de conseil et de répondre à une Demande de Prix, tant directement qu'en qualité de sous-traitant désigné, de consultant désigné, de fabricant ou fournisseur désigné ou de prestataire de services désigné pour le marché en question, et ii) le fait de signer un additif ou un amendement ayant pour effet d'apporter une modification importante à un marché existant.



sont tenus de coopérer sans réserve à toute enquête conduite par le Fonds, notamment en mettant le personnel à disposition pour les entretiens, en donnant pleinement accès à tous documents comptables, locaux, documents et dossiers (notamment les fichiers électroniques) liés à l'opération ou activité financée ou gérée par le FIDA pertinente, et en permettant que ces documents comptables, locaux, documents et dossiers fassent l'objet d'un audit ou d'une inspection² par les auditeurs et/ou enquêteurs nommés par le Fonds.

3.7 Le soumissionnaire est tenu de faire état des sanctions et des condamnations pénales dont il aurait fait l'objet à cet égard par le passé, ainsi que des commissions ou sommes versées ou à verser à des mandataires ou à une autre partie dans le cadre de la présente procédure de passation de marché ou de l'exécution de ce dernier.

3.8 Le soumissionnaire doit veiller à ce que tous les dossiers et documents, y compris les fichiers électroniques, relatifs au présent processus de passation de marché demeurent accessibles pour une durée minimale de trois (3) ans à compter de la notification de la fin de la procédure de Demande de Prix ou, si le soumissionnaire se voit attribuer le marché, de l'exécution de ce dernier.

4. Harcèlement sexuel, exploitation et atteintes sexuelles

4.1 Le Fonds exige que tous les bénéficiaires de ses financements, y compris le maître d'ouvrage ainsi que tous les soumissionnaires, partenaires d'exécution, prestataires de services, fournisseurs, co-fournisseurs, entreprises, sous-traitants, consultants et sous-consultants, de même que tous leurs mandataires (déclarés ou non) et les membres de leur personnel se conforment à la Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Aux fins des présentes dispositions, et conformément à la Politique susmentionnée du FIDA, à laquelle des modifications pourront au besoin être apportées, les termes ci-après sont définis comme suit:

² Les inspections couvrent l'ensemble des activités que le Fonds estime utiles pour l'établissement des faits face à des allégations ou autres signes d'éventuelles pratiques répréhensibles. Ces activités peuvent consister, sans pour autant s'y limiter, à consulter et examiner les dossiers et états financiers d'une personne morale ou physique et à en prendre copie s'il y a lieu, à consulter et examiner les autres documents, données ou informations (quel qu'en soit le format – papier ou électronique) jugés pertinents pour les besoins d'une enquête ou d'un audit et à en prendre copie s'il y a lieu, à interroger les membres du personnel et autres individus concernés, à procéder à des contrôles et visites de chantier, et à croiser les informations auprès de tierces parties. Il incombe à la personne morale ou physique visée par l'inspection de veiller à respecter effectivement l'obligation de coopérer, en tenant compte des textes législatifs et réglementaires ou autres obligations potentiellement conflictuelles.

- a) le harcèlement sexuel s'entend de toute proposition sexuelle non sollicitée, de toute demande de faveur sexuelle ou de tout propos ou comportement à connotation sexuelle qui a une incidence déraisonnable sur l'exercice des fonctions professionnelles, modifie les conditions de travail, est utilisé comme condition à l'embauche ou crée une situation intimidante, hostile ou offensante sur le lieu de travail;
- b) l'expression "exploitation sexuelle" désigne "le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris mais non exclusivement en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique. On entend par "atteinte sexuelle" toute agression sexuelle commise en utilisant la force ou la contrainte, ou à la faveur d'un rapport inégal, la menace d'une telle agression constituant aussi une atteinte sexuelle".

4.2 Les maîtres d'ouvrage, fournisseurs et soumissionnaires devront prendre toutes mesures appropriées pour prévenir le harcèlement ainsi que l'exploitation et les atteintes sexuelles, et pour empêcher que les membres de leur personnel et leurs sous-traitants, ou toute autre personne qu'ils emploient ou que leurs sous-traitants emploient directement ou indirectement ne se livrent à de tels actes lors de l'exécution du présent marché. Les acheteurs, fournisseurs et soumissionnaires signaleront immédiatement au FIDA les faits de harcèlement sexuel ou d'exploitation et d'atteintes sexuelles survenus avant ou pendant l'exécution du marché, ou dans le cadre de celui-ci, en faisant notamment état des éventuelles condamnations, mesures disciplinaires, sanctions ou enquêtes. L'acheteur pourra prendre des mesures appropriées pouvant aller jusqu'à la résiliation du contrat, dès lors qu'il est établi que des actes de harcèlement sexuel ou d'exploitation et d'atteintes sexuelles ont été commis pendant l'exécution du marché ou dans le cadre de celui-ci.

4.3 Les soumissionnaires, sous-traitants et fournisseurs sont tenus de faire état des éventuelles sanctions, condamnations et mesures disciplinaires dont ils auraient pu faire l'objet ou de leurs antécédents judiciaires.



5. Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme

5.1 Le Fonds exige que tous les bénéficiaires de financements du FIDA ou de fonds gérés par lui, y compris le maître d'ouvrage, les soumissionnaires, les partenaires d'exécution, les prestataires de services et les fournisseurs, fassent preuve de la plus grande intégrité durant la passation des marchés et leur exécution, et s'engagent à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans le droit fil de la Politique de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

6. Normes de performance PESEC

6.1 Le contrat résultant du présent marché sera exécuté conformément aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA (PESEC), consultables à l'adresse <https://www.ifad.org/fr/secap>.

7. Soumissionnaires admissibles et conflits d'intérêts

7.1 La présente Demande de Prix est ouvert à tous les soumissionnaires des pays répondant aux critères de provenance. Les soumissionnaires peuvent être constitués d'entreprises privées, d'entreprises publiques soumises à la clause 7.8 des instructions à l'intention des soumissionnaires ou de tout groupement d'entités de ce type réunies sous forme d'une co-entreprise au titre d'un accord existant ou tel qu'il ressort d'une intention de conclure un tel accord, étayé par une lettre d'intention.

7.2 Lorsque le soumissionnaire est une co-entreprise ou envisage de constituer une co-entreprise,

- a) tous les membres seront tenus conjointement et solidairement responsables de l'exécution du marché, et
- b) la co-entreprise désignera un représentant qui sera habilité à exercer des activités pour l'ensemble et pour le compte de chacun et de la totalité de ses membres.

Conflit d'intérêts

7.3 Un soumissionnaire ne peut être en situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel. Il est tenu de déclarer dans le formulaire de soumission de l'offre tous les intérêts réels, potentiels ou raisonnablement perceptibles comme tels, quelle qu'en soit la nature, qui mettent ou pourraient raisonnablement paraître mettre en cause d'une quelconque manière l'impartialité du processus de passation du marché, y compris la procédure de sélection et l'exécution du marché. Tout soumissionnaire qui serait en pareille situation sera écarté, sauf approbation expresse du Fonds. Le maître d'ouvrage exige du soumissionnaire et du fournisseur qu'ils

accordent en toutes circonstances une importance primordiale aux intérêts du projet, en évitant scrupuleusement tous conflits d'intérêts réels, potentiels ou raisonnablement perceptibles comme tel, y compris avec les intérêts d'autres missions, leurs intérêts personnels et/ou ceux de leur entreprise, et qu'ils agissent sans tenir aucun compte des éventuelles autres missions en cours ou à venir. Sans préjudice du caractère général de ce qui précède, le soumissionnaire ou le fournisseur, en ce compris toutes leurs composantes ainsi que leurs filiales et personnels respectifs, de même que tous les sous-traitants appelés à exécuter une quelconque partie du marché, notamment les services connexes, ainsi que leurs filiales et personnels respectifs, peuvent être considérés en situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel et être de ce fait écartés ou voir leur contrat résilié:

- i) s'ils ont, pourraient avoir ou semblent raisonnablement avoir au moins un partenaire majoritaire en commun avec une ou plusieurs parties à la procédure visée dans la présente Demande de Prix ou à l'exécution du présent marché; ou
- ii) s'ils ont, pourraient avoir ou semblent raisonnablement avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire aux fins de la présente offre ou de l'exécution du présent marché; ou
- iii) s'ils ont, pourraient avoir ou semblent raisonnablement avoir, que ce soit par voie directe ou par le biais de tierces parties qu'ils auraient en commun, un lien qui leur permettrait d'avoir indûment connaissance d'informations relatives à la procédure de Demande de Prix et à l'exécution du présent marché, d'influer sur cette procédure et l'exécution de ce marché, ou d'influer sur les décisions de l'acheteur concernant le processus de sélection suivi pour la passation du présent marché ou lors de l'exécution de ce dernier; ou
- iv) s'ils soumissionnent, pourraient soumissionner ou semblent raisonnablement soumissionner à plusieurs offres dans la présente procédure; le fait de soumissionner à plusieurs offres entraîne la disqualification de toutes les offres dans lesquelles intervient la partie concernée; cette disposition



n'empêche cependant pas un même sous-traitant d'être partie à plusieurs offres; ou

- v) s'ils ont, pourraient avoir ou semblent raisonnablement avoir un quelconque lien professionnel ou familial avec l'un des membres du conseil d'administration de l'acheteur ou de son personnel, du Fonds ou de son personnel, ou avec toute autre personne qui serait intervenue ou pourrait raisonnablement intervenir en quoi que ce soit, directement ou indirectement, i) dans l'établissement du présent dossier de Demande de Prix, ii) dans le processus de sélection pour l'attribution du présent marché, ou iii) dans l'exécution dudit marché, à moins que le conflit réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel qui découlerait de ce lien ait été expressément autorisé par le Fonds.

7.4 Il est interdit au soumissionnaire engagé par le maître d'ouvrage pour fournir des biens, travaux ou services autres que de conseil pour un projet, de même qu'aux membres de son personnel et à toutes ses filiales, quelles qu'elles soient, de dispenser des services de conseil portant sur lesdits biens, travaux ou services. Inversement, il est interdit au soumissionnaire engagé pour fournir des services de conseil en vue de préparer ou de mettre en œuvre un projet, de même qu'aux membres de son personnel et à toutes ses filiales, quelles qu'elles soient, de fournir par la suite des biens, travaux ou services autres que de conseil qui résulteraient des services de conseil destinés à la préparation ou à la mise en œuvre du projet ou qui y seraient directement liés.

7.5 Le soumissionnaire et le fournisseur sont tenus de faire état de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou perceptible comme tel qui compromet, pourrait compromettre ou semblerait raisonnablement être perçu par d'autres comme susceptible de compromettre leur capacité à défendre le plus efficacement possible les intérêts de l'acheteur. La non-divulcation de telles situations peut notamment entraîner l'exclusion du soumissionnaire, la résiliation du marché ou toute autre mesure appropriée en application de la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

7.6 Ni le soumissionnaire ni le fournisseur, en ce compris toutes leurs composantes, de même que tous les sous-traitants appelés à

exécuter une quelconque partie du marché, notamment les services connexes, ainsi que leurs filiales et personnels respectifs, ne pourront être une personne ou entité visée par une décision d'exclusion rendue par le Fonds pour cause de recours à des pratiques répréhensibles de l'ordre de celles envisagées dans la clause 3 ci-dessus des instructions aux soumissionnaires ou par une suspension du droit de soumissionner prononcée par le maître d'ouvrage suite à la mise à exécution d'une déclaration de garantie de l'offre. Le Fonds est également en droit de reconnaître unilatéralement les exclusions prononcées par les institutions financières internationales signataires de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion, dès lors que lesdites exclusions remplissent les critères de reconnaissance mutuelle établis dans l'Accord précité.

7.7 Le soumissionnaire ou le fournisseur, en ce compris toutes leurs composantes, de même que tous les sous-traitants appelés à exécuter une quelconque partie du marché, notamment les services connexes, ainsi que leurs filiales et personnels respectifs qui n'ont pas par ailleurs été exclus pour l'un des motifs énoncés dans la clause 7 des présentes instructions, seront néanmoins écartés dès lors que:

- a) les autorités nationales interdisent dans leur législation ou réglementation toutes relations commerciales avec le pays dont est originaire le soumissionnaire ou le fournisseur (y compris leurs associés, filiales et sous-traitants), à condition que le Fonds ait l'assurance que cette exclusion n'empêche pas l'exercice d'une concurrence effective pour la fourniture de biens, la passation de marchés relatifs à des travaux ou la conclusion de contrats de services que requiert le projet; ou
- b) en application d'une décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, les autorités nationales interdisent l'émission d'un ordre de paiement.

7.8 Les soumissionnaires qui sont des entreprises ou institutions publiques dans le pays du maître d'ouvrage ne peuvent participer au processus qu'à la condition de pouvoir établir qu'ils i) sont juridiquement et financièrement indépendants, ii) sont régis par les règles du droit commercial et iii) ne sont pas placés sous l'autorité du maître d'ouvrage. Pour être admissible, une entreprise ou institution publique doit établir, à la satisfaction du FIDA et au moyen de tous



documents pertinents, y compris ses actes constitutifs et autres informations susceptibles d'être réclamées par le Fonds, qu'elle i) est une entité juridique non liée à l'Etat, ii) ne bénéficie à ce moment d'aucune aide budgétaire ni subventions importantes, iii) fonctionne comme toute société commerciale et, entre autres, n'est pas tenue de transférer son excédent budgétaire à l'Etat, peut acquérir des droits et contracter des obligations, emprunter des fonds, être contrainte à rembourser ses dettes et être déclarée faillie, et iv) ne soumissionne pas pour un marché qui sera attribué par un service ou organisme public qui, en vertu de la législation ou réglementation en vigueur, est également chargé de rendre compte des activités de ladite entreprise ou institution ou de la superviser, ou a la capacité d'exercer une influence ou un contrôle sur elle.

8. Matériaux, matériels et services répondant aux critères de provenance

8.1 Les matériaux, matériels et services à fournir dans le cadre du marché et financés par le FIDA peuvent provenir de tout pays et doivent être livrés par un prestataire autorisé. À la demande du maître d'ouvrage, les soumissionnaires seront tenus d'apporter la preuve de la provenance des matériaux, matériels et services.

8.2 Aux fins de la clause 8.1 des instructions aux soumissionnaires, la "provenance" désigne le lieu où les matériaux et matériels sont extraits, cultivés, produits, fabriqués ou traités, ou le lieu d'où sont dispensés les services. Les matériaux et matériels sont réputés "produits" lorsqu'un processus de fabrication, de traitement ou d'assemblage substantiel ou important débouche sur un produit commercialement reconnu dont les caractéristiques essentielles, le but ou l'intérêt sont foncièrement différents de ses composants.

8.3 La provenance des matériaux, matériels et services est distincte de la nationalité du soumissionnaire.

B. Contenu du dossier de Demande de Prix

9. Sections du dossier de Demande de Prix

9.1 Le présent dossier de Demande de Prix compte trois parties qui comportent la totalité des sections indiquées ci-après et doivent être lues en combinaison avec tout additif établi conformément à la clause 11 des instructions à l'intention des soumissionnaires.

Partie I - Procédures de Demande de Prix et de sélection

Section I. Instructions à l'intention des soumissionnaires

Section II. Données particulières de la Demande de Prix

Section III. Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires

Section IV. Formulaires de soumission

Partie 2 - Exigences relatives aux travaux

Section V:

- a) Périmètre des travaux
- b) Spécifications techniques
- c) Exigences environnementales et sociales
- d) Plans et schémas

Partie 3 - Conditions contractuelles et formulaires spécifiques aux marchés

Section VI. Conditions contractuelles générales et appendices

Section VII. Conditions contractuelles particulières

Section VIII. Formulaires spécifiques aux marchés

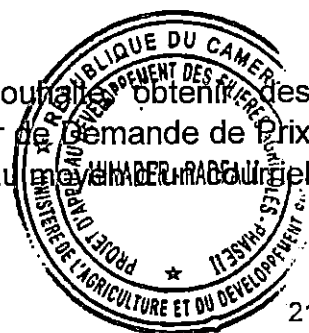
9.2 L'avis de Demande de Prix lancé par le maître d'ouvrage ne fait pas partie du dossier de Demande de Prix.

9.3 Le maître d'ouvrage n'est pas tenu de s'assurer que le dossier de Demande de Prix et ses additifs sont complets dès lors qu'ils ne proviennent pas directement de la source qu'il a indiquée dans l'avis de Demande de Prix.

9.4 Le soumissionnaire est censé passer en revue les instructions, les formulaires, la terminologie et les exigences relatives aux travaux qui figurent dans le présent dossier de Demande de Prix. Tout manquement à l'obligation de fournir la totalité des informations ou documents demandés dans ledit dossier peut entraîner le rejet de l'offre.

10. Éclaircissements relatifs au dossier de Demande de

10.1 Tout soumissionnaire potentiel qui souhaite obtenir des éclaircissements concernant le présent dossier de Demande de Prix devra contacter le maître d'ouvrage par écrit, au moyen d'un formulaire



**Prix, visites de
chantier, réunion
d'information
préalable à
l'intention des
soumissionnaires**

ou d'un message transmis par télécopie, qui devra être envoyé à l'adresse du maître d'ouvrage renseignée dans les données particulières de la Demande de Prix. Le maître d'ouvrage répondra à toute demande d'éclaircissements, pourvu que celle-ci lui parvienne au plus tard le nombre de jours avant la date limite de dépôt des offres indiqué dans lesdites données particulières. Le maître d'ouvrage enverra par écrit aux soumissionnaires qui ont fait enregistrer ou se sont procuré le dossier directement auprès de lui avant la date limite prescrite dans les données susmentionnées, une copie des réponses indiquant la question posée mais sans mention de l'auteur. Il postera également une copie des réponses et de la question sur son site web indiqué dans les données particulières de la Demande de Prix. Dans l'hypothèse où ces éclaircissements viendraient modifier les éléments essentiels du dossier, le maître d'ouvrage sera tenu d'y apporter les changements nécessaires selon la procédure prévue par la clause 11 des instructions aux soumissionnaires.

10.2 Il est conseillé au soumissionnaire de procéder, sous sa propre responsabilité, à une visite et un examen du site où auront lieu les travaux et de ses environs, afin d'obtenir par lui-même toutes les informations nécessaires à l'établissement de l'offre et à l'attribution d'un marché relatif à l'exécution de tels travaux. Les frais afférents à la visite du chantier seront à la charge du soumissionnaire.

10.3 Le soumissionnaire et tout membre de son personnel ou mandataire seront autorisés par le maître d'ouvrage à pénétrer dans ses locaux et accéder à ses terres aux fins de ladite visite, mais à la condition expresse que le soumissionnaire, son personnel ou ses mandataires dégagent le maître d'ouvrage, son personnel ou ses mandataires de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, ainsi que de tout autre dommage, perte, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

10.4 Le représentant désigné du soumissionnaire est invité à assister à une séance d'information, si les **données particulières de la Demande de Prix le prévoient**. Cette séance d'information a pour but de clarifier tous les points et de répondre à toutes les questions qui pourraient être soulevées à ce stade.

11. Modification du dossier de Demande de Prix

11.1 Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, avant la date limite de soumission des offres, modifier le présent dossier par voie d'additifs.

11.2 Tous les additifs publiés feront partie du présent dossier et devront être communiqués par écrit à tous les soumissionnaires qui se sont procuré le dossier directement auprès du maître d'ouvrage.

11.3 Afin de laisser aux soumissionnaires potentiels un délai qui leur permette raisonnablement de tenir compte d'un additif dans l'établissement de leurs offres, le maître d'ouvrage peut, à son entière discrétion, reporter la date limite de dépôt de ces dernières.

C. Établissement des offres

12. Coûts inhérents à la soumission des offres

12.1 Le soumissionnaire supportera tous les frais afférents à l'établissement et à la soumission de son offre, ainsi qu'à l'établissement définitif du contrat, et le maître d'ouvrage ne sera en aucun cas tenu responsable de ces frais, quel que soit le déroulement ou l'issue du processus de Demande de Prix.

13. Langue retenue pour les offres

13.1 L'offre, de même que tous les échanges de courriers et documents y relatifs entre le soumissionnaire et le maître d'ouvrage, se fera par écrit dans la langue **spécifiée dans les données particulières de la Demande de Prix**. Les documents destinés à étayer l'offre ainsi que les autres documents papier qui font partie de l'offre peuvent être rédigés dans une autre langue, pourvu qu'ils soient accompagnés d'une traduction fidèle des passages concernés dans la langue **spécifiée dans les données susmentionnées**; dans ce cas, pour les besoins de l'interprétation de l'offre, c'est cette traduction qui fera foi.

14. Documents constitutifs de l'offre

14.1 L'offre présentée par le soumissionnaire devra comporter:

- a) la lettre de soumission, conformément à la clause 15 des instructions aux soumissionnaires;
- b) les bordereaux complétés, tels que requis dans la Section IV - Formulaire de soumission, y compris le devis quantitatif et estimatif, conformément aux clauses 15 et 16 des instructions précitées;
- c) la garantie de soumission ou la déclaration de garantie de l'offre, conformément à la clause 22 des instructions;



- d) les offres alternatives, pourvu qu'elles soient autorisées, conformément à la clause 16 desdites instructions;
- e) une confirmation écrite autorisant le signataire de l'offre à engager le soumissionnaire, conformément à la clause 23.1 desdites instructions;
- f) des documents établis conformément à la clause 20 desdites instructions attestant que le soumissionnaire est qualifié pour exécuter le marché si son offre est retenue;
- g) la proposition technique, conformément à la clause 19.1 desdites instructions;
- h) tout autre document **spécifié dans les données particulières de la Demande de Prix.**

14.2 Outre les documents qu'exige la clause 14.1 des instructions aux soumissionnaires, les offres présentées par des co-entreprises devront inclure une copie de l'accord de co-entreprise conclu par tous ses membres, ou, à défaut, une lettre faisant état de l'intention de conclure un tel accord au cas où l'offre serait retenue, lettre qui devra être signée par tous les membres et jointe à l'offre, accompagnée d'une copie de l'accord envisagé.

14.3 Le soumissionnaire est tenu de fournir dans la lettre de soumission des informations concernant les éventuelles commissions et gratifications versées ou à verser à des mandataires ou toute autre partie qui ont trait au présent dossier de Demande de Prix, à son offre ou à l'exécution du marché dans l'hypothèse où celui-ci lui serait attribué.

14.4 Le soumissionnaire doit indiquer dans sa lettre de soumission le nom d'un conciliateur potentiel et joindre le *curriculum vitae* de ce dernier. Les conciliateurs proposés par le maître d'ouvrage dans la **clause 49.1 des instructions à l'intention des soumissionnaires** et par le soumissionnaire dans la lettre de soumission doivent faire l'objet d'un avis de non-objection du FIDA.

15. Lettre de soumission et bordereaux

15.1 La lettre de soumission et les bordereaux, y compris le devis quantitatif (ou le calendrier des activités) et les informations relatives à l'offre technique, devront être établis à l'aide des formulaires figurant dans la Section IV - Formulaires de soumission. Ces formulaires

doivent être complétés sans qu'aucune des informations qu'ils contiennent puissent être modifiée et sans qu'un formulaire de remplacement puisse être utilisé. Toutes les informations demandées doivent être reportées dans les espaces prévus à cet effet.

16. Offres alternatives 16.1 Sauf indication contraire dans les **données particulières de la Demande de Prix**, les offres alternatives ne seront pas prises en compte.

16.2 Lorsque les soumissionnaires sont expressément invités à proposer des délais d'achèvement alternatifs, une déclaration à cet effet sera **incluse dans lesdites données**, qui précisera également la méthode retenue pour l'évaluation de ces autres délais.

16.3 Hormis dans les cas visés à la clause 16.4 ci-après des présentes instructions, les soumissionnaires qui souhaitent proposer des variantes techniques aux spécifications du dossier de Demande de Prix doivent d'abord chiffrer les exigences définies par le maître d'ouvrage et décrites dans ledit dossier, et fournir en outre tous les renseignements dont le maître d'ouvrage a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans et schémas, les notes de calcul, les spécifications techniques, la ventilation des prix et les méthodes de construction proposées, ainsi que tout autre détail utile. Le cas échéant, seules les variantes techniques du soumissionnaire ayant proposé l'offre conforme aux exigences techniques de base la plus avantageuse seront examinées par le maître d'ouvrage.

16.4 Lorsque les soumissionnaires sont autorisés par **les données particulières de la Demande de Prix** à soumettre des variantes techniques pour certains éléments des travaux et que ces éléments seront **identifiés dans lesdites données**, la méthode retenue pour leur évaluation sera indiquée dans la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires, sur la base des alternatives potentielles exposées à la Section V - Exigences relatives aux travaux.

17. Montants des offres et décotes

17.1 Les prix et décotes proposés par le soumissionnaire dans la lettre de soumission et le devis quantitatif (ou le calendrier des activités) doivent être conformes aux exigences **fixées dans les données particulières de la Demande de Prix** et présentés comme indiqué ci-après.



17.2 Le soumissionnaire devra renseigner les tarifs et prix de tous les éléments des travaux énumérés dans le devis quantitatif (ou calendrier des activités). Les éléments dont le soumissionnaire aura omis d'indiquer le tarif ou le prix ne seront pas payés par le maître d'ouvrage et seront présumés couverts par d'autres prix et tarifs du devis quantitatif (ou du calendrier des activités).

17.3 Le prix qui doit être renseigné dans la lettre de soumission est le montant total de l'offre, hors éventuelles décotes proposées, conformément à la clause 15.1 des instructions aux soumissionnaires.

17.4 Le soumissionnaire doit indiquer dans sa lettre de soumission toute décote octroyée sans condition et préciser son mode de calcul, conformément à la clause 15.1 desdites instructions.

17.5 Sauf si le contrat et les **données particulières de la Demande de Prix** en disposent autrement, les tarifs et prix indiqués par le soumissionnaire seront sujets à révision pendant l'exécution du marché, conformément aux dispositions contractuelles. En pareil cas, le soumissionnaire devra fournir dans le tableau des données d'ajustement les indices et pondérations nécessaires pour la formule de révision des prix et le maître d'ouvrage pourra exiger du soumissionnaire qu'il les justifie.

17.6 Si la clause 1.1 des **instructions aux soumissionnaires** le prévoit, la Demande de Prix sera lancée pour différents lots ou pour des lots combinés (marchés groupés). Les soumissionnaires qui souhaitent proposer des décotes en cas d'attribution de plusieurs lots devront préciser dans leur offre les remises de prix applicables pour chaque marché groupé ou pour chacun des différents marchés composant le marché groupé. Les remises de prix ou décotes devront être appliquées conformément à la clause 17.4 des instructions aux soumissionnaires, sous réserve que les plis contenant les offres relatives à tous les lots soient remis et ouverts simultanément.

17.7 Les droits, taxes et autres prélèvements dus par l'entreprise adjudicataire aux termes du contrat **ou** pour tout autre motif, calculés au taux en vigueur 28 jours avant la date butoir pour la soumission des offres, devront être inclus dans les tarifs, les prix³ et le montant total de l'offre du soumissionnaire.

³ Dans les marchés à forfait, supprimer "les tarifs, les prix et".

**18. Monnaies
retenues pour
l'offre**

18.1 La ou les monnaies retenues pour l'offre doivent être **spécifiées dans les données particulières de la Demande de Prix**.

18.2 Le maître d'ouvrage peut demander aux soumissionnaires de justifier, à sa satisfaction, leurs besoins en monnaies nationales et étrangères, et d'établir que les montants inclus dans les taux et prix unitaires indiqués dans le tableau des données d'ajustement, sont raisonnables⁴; à cette fin, un état détaillé de leurs besoins en monnaies étrangères sera fourni par les soumissionnaires.

**19. Documents
constitutifs de la
proposition
technique**

19.1 Le soumissionnaire devra remettre une offre technique indiquant les méthodes de travail, le matériel et le personnel auxquels il envisage de faire appel, le calendrier des travaux et autres informations demandées dans la Section V - Formulaire de soumission; ces renseignements devront être suffisamment détaillés pour démontrer que l'offre répond aux exigences relatives auxdits travaux et que le délai d'achèvement pourra être respecté. Le soumissionnaire devra inclure dans sa proposition technique son plan de gestion et de mise en œuvre de la stratégie; il devra ressortir de sa proposition qu'elle est conforme aux exigences environnementales, sociales, de santé et de sécurité ainsi qu'aux plans de gestion de la santé et de la sécurité.

**20. Documents
attestant des
qualifications du
soumissionnaire**

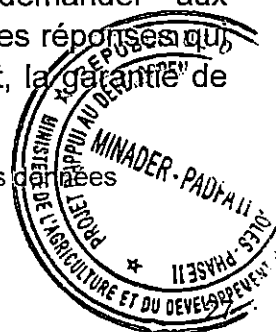
20.1 Conformément à la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires, ces derniers doivent, pour démontrer que leurs qualifications répondent aux exigences définies dans ladite Section, communiquer toutes les informations requises dans les fiches d'information et formulaires figurant dans la Section IV - Formulaire de soumission.

**21. Délai de validité
des offres**

21.1 Les offres devront demeurer valables pendant la durée **précisée dans les données particulières de la Demande de Prix** à compter de la date limite de soumission prescrite par le maître d'ouvrage. Les offres valables pendant une durée plus courte seront rejetées par le maître d'ouvrage pour cause d'irrecevabilité.

21.2 À titre exceptionnel, le maître d'ouvrage pourra, avant l'expiration du délai de validité des offres, demander aux soumissionnaires qu'il soit prorogé. La demande et les réponses qu'y sont faites devront l'être par écrit. Le cas échéant, la garantie de

⁴ Pour les marchés à forfait, remplacer "les taux et prix unitaires indiqués dans le tableau des données d'ajustement" par "la somme forfaitaire".



soumission sera également prorogée de vingt-huit (28) jours au-delà de la nouvelle date limite de validité des offres. Les soumissionnaires peuvent refuser de proroger la validité de l'offre sans perdre la garantie de soumission. Les soumissionnaires qui accèdent à la demande ne devront ni ne pourront modifier leur offre, hormis dans les cas prévus à la clause 23 des instructions aux soumissionnaires.

21.3 Si l'attribution du marché est retardée de plus de soixante (60) jours au-delà du délai initial de validité des offres, les conditions suivantes s'appliqueront:

- i) dans le cas d'un marché à prix fixe, le montant du marché sera égal au montant de l'offre ajusté par le **facteur spécifié dans les données particulières de la Demande de Prix;**
- ii) dans le cas d'un marché à prix révisable, le montant du marché ne fera l'objet d'aucun ajustement;
- iii) dans tous les cas, les offres seront évaluées sur la base de leur montant, sans prendre en considération la correction qui résulte des éventuels ajustements ci-dessus.

22. Garantie de soumission

22.1 Le soumissionnaire est tenu de joindre à son offre, dans leur exemplaire original, une garantie de soumission ou une déclaration de garantie de l'offre, selon ce que prévoient les **données particulières de la Demande de Prix**. Si une garantie de soumission est exigée, elle devra être conforme au montant et libellée dans la monnaie spécifiés dans lesdites **données**, et:

- a) se présenter, au choix du soumissionnaire, sous la forme d'une lettre de crédit irrévocable, d'une caution ou d'une garantie bancaire sous une forme sensiblement identique à celle du formulaire de garantie de soumission (garantie bancaire) figurant dans la Section IV - Formulaires de soumission;
- b) être émise par une institution reconnue choisie par le soumissionnaire dans tout pays satisfaisant aux critères de provenance (déterminés conformément à la clause 7 des instructions aux soumissionnaires);

- c) être payable rapidement sur demande écrite du maître d'ouvrage lorsque les conditions énoncées à la clause 22.2 des instructions précitées sont invoquées;
- d) constituer le document original; aucune copie ne sera acceptée;
- e) être valable pour une période dépassant de vingt-huit (28) jours la période de validité initiale des offres ou toute extension de ladite période sollicitée ultérieurement au titre de la clause 21.2 desdites instructions.

22.2 Si une garantie de soumission est exigée en application de la clause 22.1 des présentes instructions, les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus leur seront restituées le plus rapidement possible après que le soumissionnaire retenu aura signé le contrat et fourni la garantie de bonne exécution ainsi que, si les données particulières le prévoient, la garantie de bonne exécution environnementale et sociale, conformément à la clause 42 desdites instructions.

22.3 Toute offre non accompagnée (le cas échéant) d'une garantie de soumission conforme, aux termes de la clause 22.1 des instructions aux soumissionnaires, sera écartée par le maître d'ouvrage pour cause d'irrecevabilité. La garantie pourra être saisie:

- a) si le soumissionnaire retire son offre pendant la durée de validité qu'il a indiquée dans la lettre de soumission ou toute prorogation qu'il a acceptée; ou
- b) si le soumissionnaire n'accepte pas la correction du montant de son offre, conformément à la clause 34 desdites instructions; ou
- c) si, pendant le délai spécifié, le soumissionnaire retenu manque à son obligation:
 - de remettre la ou les garanties de bonne exécution prévues par la clause 47 des instructions précitées; ou
 - de signer le contrat, en application de la clause 46 de ces instructions.



22.4 La garantie de soumission d'une co-entreprise devra être libellée au nom de la co-entreprise qui soumet l'offre. Si la co-entreprise n'a pas été formellement constituée lors du dépôt de l'offre, la garantie de soumission sera libellée au nom de tous ses futurs membres, ou au nom du représentant désigné (associé ou membre principal) dans la lettre d'intention ou tout document similaire en rapport avec la constitution de la co-entreprise.

22.5 La déclaration de garantie de l'offre doit être établie au moyen du formulaire figurant dans la Section IV - Formulaires de soumission.

23. Format et signature de l'offre

23.1 Le soumissionnaire est tenu d'établir un (1) ensemble original de documents constitutifs de l'offre, en y apposant clairement la mention "original". L'original devra être dactylographié ou écrit à l'encre indélébile, et porter la signature d'une personne dûment habilitée à signer au nom du soumissionnaire. Cette autorisation devra consister en une confirmation écrite, comme précisé dans les **données particulières de la Demande de Prix**, et être jointe à l'offre. Le ou les signataires de l'offre doivent parapher toutes les pages comportant des ajouts ou des modifications.

23.2 Le soumissionnaire est en outre tenu d'établir le nombre de copies de l'offre (étant entendu que des copies de l'original signé seront acceptées) **indiqué dans les données susmentionnées**, en apposant sur chaque exemplaire la mention "copie". En cas de discordance entre l'original et les copies, l'original fera foi.

23.3 L'offre ne devra comporter ni modifications ni ajouts, hormis celles et ceux qui se sont avérés nécessaires pour se conformer aux instructions émises par le maître d'ouvrage ou corriger les erreurs du soumissionnaire, auquel cas ces corrections devront être paraphées par le ou les signataires de l'offre.

D. Dépôt des offres et ouverture des plis

24. Cachetage et marquage des plis

24.1 Les soumissionnaires peuvent remettre leur offre par courrier ou en main propre. Lorsque les **données particulières de la Demande de Prix** le prévoient, les soumissionnaires doivent pouvoir remettre leurs offres par voie électronique. Il est rappelé aux soumissionnaires que les distances et les formalités douanières peuvent allonger les délais d'envoi.

- a) S'agissant des offres sur papier, les soumissionnaires devront placer l'original et chacune des copies dans des plis séparés et cachetés portant la mention "original" ou "copie", selon le cas, et les glisser ensuite dans une seule et même enveloppe.
- b) Les soumissionnaires qui remettent leur offre par voie électronique, lorsque les **données particulières** les y autorisent, devront suivre les procédures relatives à l'envoi électronique des offres précisées dans lesdites **données**.

24.2 Les enveloppes intérieures, tout comme l'enveloppe extérieure, devront:

- a) indiquer les nom et adresse du soumissionnaire;
- b) être envoyées au maître d'ouvrage à l'adresse indiquée dans les **données particulières de la Demande de Prix**;
- c) indiquer le numéro d'identification du présent marché qui figure sous la clause 1.1 des instructions aux soumissionnaires, ainsi que toutes les marques d'identification supplémentaires précisées dans les données particulières;
- d) comporter l'avertissement "ne pas ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis";
- e) porter la mention "soumission d'une offre" ou "ce pli contient une offre".

24.3 Si tous les plis ne sont pas cachetés et marqués comme requis, le maître d'ouvrage sera dégagé de toute responsabilité au cas où l'offre serait égarée ou prématurément ouverte.

25. Délai de présentation des offres

25.1 Les offres devront parvenir au maître d'ouvrage à l'adresse et, au plus tard, aux date et heure **spécifiées dans les données particulières de la Demande de Prix**.

25.2 Le maître d'ouvrage pourra, à sa discrétion, proroger le délai de présentation des offres moyennant modification des **données particulières** conformément à la clause 11 des présentes instructions; le nouveau délai s'appliquera ensuite à tous les droits et obligations du maître



d'ouvrage et des soumissionnaires précédemment liés par la date butoir initiale.

26. Soumissions hors délai 26.1 Le maître d'ouvrage n'acceptera aucune offre qui lui parviendrait après l'expiration du délai de remise des offres, conformément à la clause 25 des instructions aux soumissionnaires. Toute offre qui lui parviendrait passé cette date sera déclarée hors délai; elle sera rejetée et, à la demande du soumissionnaire, lui sera retournée sans avoir été ouverte, à ses frais. Dans les cas où le soumissionnaire ne demande pas la restitution d'une offre hors délai, celle-ci sera conservée, non ouverte, en lieu sûr.

27. Retrait, remplacement et modification des offres 27.1 Le soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier son offre avant la date limite de dépôt des offres, par voie de notification écrite dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de cette habilitation en application de la clause 23.1 des instructions aux soumissionnaires (aucune copie de la notification de retrait n'étant cependant exigée). La modification ou l'offre de remplacement devra être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications devront:

- a) être délivrées en application des clauses 23 et 24 des présentes instructions (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies); en outre, les enveloppes devront porter clairement, selon le cas, la mention "retrait", "offre de remplacement" ou "modification";
- b) parvenir au maître d'ouvrage avant la date limite de remise des offres, conformément à la clause 25 desdites instructions.

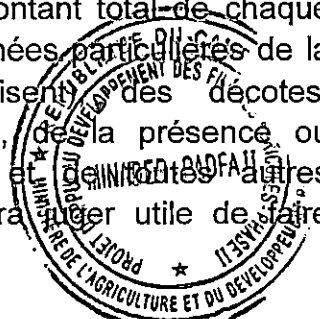
27.2 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de la présente clause leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes, à leurs frais.

27.3 Aucune offre ne pourra être retirée, remplacée ou modifiée dans l'intervalle compris entre la date limite fixée pour la soumission des offres et l'expiration du délai de validité spécifié par le formulaire de soumission ou de toute période de prorogation dudit délai.

28. Ouverture des plis 28.1 Le maître d'ouvrage procédera à l'ouverture des plis et à la lecture à haute voix des offres, conformément à la clause 28.3 des instructions aux soumissionnaires, en présence des représentants des soumissionnaires et de toute autre personne qui souhaite y assister, au lieu et à l'heure **précisés dans les données particulières de la Demande de Prix**. Les procédures propres à l'ouverture d'offres électroniques, si tant est que de telles offres soient prévues dans les **données particulières**, seront **détaillées dans lesdites données**.

28.2 Dans un premier temps, les plis marqués "retrait" seront ouverts et leur contenu lu à haute voix, tandis que ceux pour lesquels une notification de retrait a été déposée conformément à la clause 25 des présentes instructions seront renvoyés aux soumissionnaires sans avoir été ouverts et à leurs frais. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valable du signataire l'autorisant à demander ledit retrait et à condition qu'elle soit lue à haute voix lors de l'ouverture des plis. Ensuite, les plis marqués "offre de remplacement" seront ouverts et leur contenu lu à haute voix; la nouvelle offre correspondante sera substituée à la précédente, qui elle-même sera renvoyée au soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte, à la demande et aux frais dudit soumissionnaire. Le remplacement d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valable du signataire l'autorisant à demander ledit remplacement et à condition qu'elle soit lue à haute voix lors de l'ouverture des plis. Les plis marqués "modification" seront ouverts et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'une offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valable du signataire l'autorisant à demander ladite modification et à condition qu'elle soit lue à haute voix lors de l'ouverture des plis. Seules les offres qui ont été ouvertes et lues à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite examinées.

28.3 Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et il devra être donné lecture à voix haute du nom des soumissionnaires, des prix proposés, du montant total de chaque offre et de toute offre alternative (si les données particulières de la Demande de Prix l'exigent ou l'autorisent) des décotes, remplacements ou modifications éventuels, de la présence ou absence d'une garantie de soumission, et de toutes autres informations que le maître d'ouvrage pourra juger utile de faire



connaître. Aucune offre ne sera rejetée à l'ouverture des plis, hormis celles soumises hors délai, en application de la clause 26 des instructions aux soumissionnaires. Les offres de remplacement et les modifications d'offres proposées en application de la clause 27 desdites instructions qui n'ont pas été ouvertes et dont il n'a pas été donné lecture à haute voix ne seront pas examinées plus avant aux fins d'évaluation, quelles que soient les circonstances. Les plis déposés hors délai, ceux qui ont été retirés et ceux qui ont été remplacés devront être renvoyés non ouverts, à la demande du soumissionnaire et à ses frais.

28.4 Le maître d'ouvrage établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, qui indiquera au minimum, pour chaque offre, le nom du soumissionnaire – en précisant si l'offre a fait l'objet d'un retrait, d'un remplacement ou d'une modification –, le montant de l'offre – par lot (marché) le cas échéant –, y compris les éventuelles décotes et offres alternatives, ainsi que la présence ou l'absence d'une garantie de soumission, lorsqu'une telle garantie est exigée. Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer le procès-verbal. L'absence de signature d'un soumissionnaire n'invalidera ni le contenu ni les effets dudit procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les soumissionnaires et publié sur le site web du maître d'ouvrage.

E. Évaluation et comparaison des offres

29. Confidentialité

29.1 Aucune information, ni en ce qui concerne l'examen des offres, les éclaircissements y afférents, leur évaluation et leur comparaison, ni pour ce qui est des recommandations d'attribution d'un marché, ne saurait être dévoilée aux soumissionnaires ni à nulle autre personne qui ne soit concernée à titre officiel par cette procédure, avant que l'avis d'intention d'attribution du marché ait été notifié conformément à la clause 43 des instructions à l'intention des soumissionnaires.

29.2 Toute démarche engagée par un soumissionnaire pour tenter d'influencer le maître d'ouvrage lors de l'évaluation des offres ou de la décision d'attribution du marché peut l'exposer aux dispositions prises par le Gouvernement, le maître d'ouvrage et le Fonds en matière de lutte contre la fraude et la corruption, ainsi qu'à d'autres sanctions et recours éventuellement applicables.

29.3 Nonobstant ce qui précède, les soumissionnaires qui souhaiteraient prendre contact avec le maître d'ouvrage, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, pour évoquer un quelconque point de la procédure de Demande de Prix, devront le faire par écrit.

30. Éclaircissements relatifs aux offres

30.1 Afin de faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le maître d'ouvrage peut, à son entière discrétion, demander à tout soumissionnaire des éclaircissements concernant son offre. Aucun éclaircissement apporté par un soumissionnaire autrement qu'en réponse à une sollicitation du maître d'ouvrage ne sera pris en compte. La demande d'éclaircissement du maître d'ouvrage, de même que la réponse qui y est apportée, devra être formulée par écrit. Aucune modification du montant ou de la teneur de l'offre ne pourra être sollicitée, proposée ni permise, si ce n'est pour confirmer la correction d'erreurs arithmétiques repérées par le maître d'ouvrage lors de l'évaluation des offres, en application de la clause 34 des présentes instructions.

30.2 Si un soumissionnaire ne fournit pas les éclaircissements sur son offre avant les date et heure fixées par le maître d'ouvrage dans sa demande, son offre pourra être rejetée.

31. Écarts, réserves et omissions

31.1 Dans l'évaluation des offres, il sera fait application des définitions ci-après:

- un "écart" s'entend d'une divergence par rapport aux exigences du dossier de Demande de Prix;
- une "réserve" désigne l'imposition de conditions restrictives, ou la non-acceptation de toutes les exigences du dossier de Demande de Prix;
- une "omission" s'entend d'un manquement à fournir tout ou partie des renseignements et documents exigés dans le dossier de Demande de Prix.

32. Examen de la recevabilité des offres

32.1 L'examen de la recevabilité d'une offre auquel procède le maître d'ouvrage doit se fonder sur le contenu de l'offre proprement dite, tel que défini à la clause 14 des instructions aux soumissionnaires.



32.2 Une offre qui correspond en substance aux besoins exprimés est une offre conforme à l'ensemble des modalités, conditions et spécifications énoncées dans le dossier de Demande de Prix, et qui ne comporte pas d'omission, de réserve ou d'écart notable. Est qualifié de notable, l'écart, la réserve ou l'omission:

a) dont l'acceptation:

- i) limiterait de manière substantielle le périmètre, la qualité ou l'exécution des travaux spécifiés dans le contrat; ou
- ii) limiterait de manière substantielle et non conforme au présent dossier de Demande de Prix les droits du maître d'ouvrage ou les obligations du soumissionnaire au regard du marché proposé; ou

b) dont la rectification aurait une incidence inéquitable sur la position concurrentielle d'autres soumissionnaires ayant présenté des offres substantiellement recevables.

32.3 Le maître d'ouvrage examinera les aspects techniques de l'offre, conformément à la clause 19 des instructions aux soumissionnaires, et la proposition technique en particulier, afin de s'assurer qu'il a été satisfait à toutes les exigences figurant dans la Section V - Exigences relatives aux travaux, sans écart, réserve ou omission notable.

32.4 Le maître d'ouvrage écartera les offres qui ne sont pas substantiellement conformes aux exigences du dossier de Demande de Prix, sans que les soumissionnaires puissent les rendre ultérieurement recevables en corrigeant les écarts, réserves ou omissions notables.

33. Défauts mineurs de conformité

33.1 Le maître d'ouvrage pourra tolérer des défauts de conformité dès lors qu'une offre est substantiellement recevable.

33.2 Lorsqu'une offre est substantiellement recevable, le maître d'ouvrage pourra demander au soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou les documents nécessaires pour remédier aux défauts de conformité ou omissions mineurs constatés dans l'offre. L'omission ne pourra porter sur aucun des

éléments du montant de l'offre. Le soumissionnaire qui ne donnerait pas suite à cette demande pourra voir son offre rejetée.

33.3 Lorsqu'une offre est substantiellement recevable, le maître d'ouvrage rectifiera les défauts mineurs de conformité qui affectent le montant de l'offre. À cet effet, le montant de l'offre sera ajusté, uniquement aux fins de comparaison, pour tenir compte de l'élément ou de l'article manquant ou non conforme. Le prix moyen de l'article proposé par des soumissionnaires substantiellement recevables sera ajouté au montant de l'offre et la comparaison des prix se fera sur la base du coût total équivalent ainsi déterminé.

34. Correction des erreurs arithmétiques

34.1 Lorsqu'une offre est substantiellement recevable, le maître d'ouvrage en rectifiera les erreurs arithmétiques comme suit:

- a) pour les contrats au mètre uniquement, en cas de discordance entre le prix unitaire et le montant total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire prévaudra et le montant total sera corrigé sauf si, de l'avis du maître d'ouvrage, la différence tient manifestement au placement erroné du séparateur décimal, auquel cas le montant total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera rectifié;
- b) si le total obtenu par addition ou soustraction des sous-totaux est inexact, les sous-totaux feront foi et le total sera rectifié;
- c) en cas de discordance entre les montants en chiffres et en lettres, le montant en lettres prévaudra, à moins qu'il ne soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres fera foi sous réserve des dispositions des alinéas a) et b) ci-dessus.

34.2 Les soumissionnaires seront tenus d'accepter la correction des erreurs arithmétiques. En cas de refus des rectifications apportées conformément à la clause 34.1 des présentes instructions, leur offre sera rejetée et le maître d'ouvrage saisira la garantie de soumission, en application de la clause 22.2 b) des instructions, ou mettra à exécution la déclaration de garantie de l'offre.

35. Conversion en une seule et unique monnaie

35.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison, les montants retenues pour l'offre devront être converties en une seule et unique monnaie, comme indiqué dans les **données particulières de la Demande de Prix**.



36. Préférence nationale

36.1 Sauf indication contraire dans les données particulières de la Demande de Prix, aucune marge de préférence ne sera accordée aux soumissionnaires nationaux⁵.

37. Sous-traitants

37.1 Sauf indication contraire dans les **données particulières de la Demande de Prix**, il n'est pas dans les intentions du maître d'ouvrage de faire exécuter de quelconques éléments spécifiques des travaux par des sous-traitants sélectionnés à l'avance.

37.2 Les qualifications des sous-traitants ne sauraient être invoquées par le soumissionnaire pour justifier sa propre capacité à exécuter les travaux, à moins que les éléments spécifiques des travaux à réaliser par des sous-traitants aient été préalablement **identifiés par le maître d'ouvrage dans les données particulières précitées** comme susceptibles d'être réalisées par des sous-traitants désignés ci-après comme "sous-traitants spécialisés"; en pareil cas, les qualifications des sous-traitants spécialisés proposés par le soumissionnaire pourront être ajoutées à ses propres qualifications.

37.3 Les soumissionnaires peuvent proposer de recourir à la sous-traitance à concurrence du pourcentage de la valeur totale du marché ou du volume des travaux **spécifié dans les données particulières**. Les sous-traitants proposés par le soumissionnaire doivent être pleinement qualifiés pour la partie des travaux qui leur reviendrait.

38. Examen et évaluation des offres

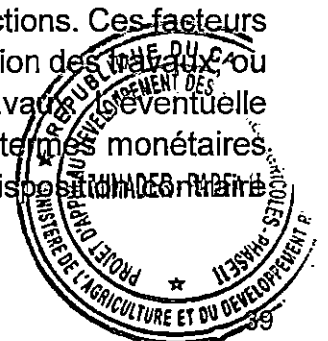
38.1 Le maître d'ouvrage devra avoir recours aux critères et méthodes indiqués dans la présente clause, ainsi qu'aux dispositions des données particulières de la Demande de Prix et de la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires, pour déterminer l'offre qui propose le "meilleur rapport qualité/prix". Aucun autre critère ou méthode d'évaluation ne sera admis.

⁵ S'agissant de l'application de la marge de préférence, une entreprise est considérée comme nationale dès lors qu'elle est enregistrée dans le pays du maître d'ouvrage, qu'elle est détenue à plus de 50% par des ressortissants de ce pays et qu'elle ne sous-traite pas à des entreprises étrangères plus de 10% du montant du marché, à l'exclusion des sommes provisionnelles. Les co-entreprises sont considérées comme nationales et susceptibles de bénéficier de la préférence nationale à la condition que chacune des entreprises qui la constituent soit enregistrée dans le pays du maître d'ouvrage et détenue à plus de 50% par des ressortissants de ce pays et que la co-entreprise soit enregistrée dans ce même pays. La co-entreprise ne doit pas sous-traiter plus de 10% du montant du marché, à l'exclusion des sommes provisionnelles, à des entreprises étrangères. Les co-entreprises formées d'entreprises nationales et étrangères ne peuvent bénéficier de la préférence nationale.

38.2 Le maître d'ouvrage tiendra compte, dans l'évaluation des offres, des éléments suivants:

- a) le montant de l'offre, en excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le récapitulatif du devis quantitatif, mais en incluant le montant des travaux en régie lorsqu'ils sont proposés à des prix concurrentiels;
- b) les ajustements de prix opérés pour rectifier les erreurs arithmétiques en application de la clause 34.1 des présentes instructions;
- c) les ajustements imputables aux décotes offertes en application de la clause 17.4 des présentes instructions;
- d) la conversion en une seule et unique monnaie des montants résultant des opérations a) à c) ci-dessus, s'il y a lieu, conformément à la clause 35 des présentes instructions;
- e) les ajustements résultant des défauts mineurs de conformité quantifiables, calculés conformément à la clause 33.3 des présentes instructions;
- f) les ajustements résultant de l'application de la marge de préférence nationale conformément à la clause 36.1 des instructions;
- g) les ajustements résultant de l'application des facteurs d'évaluation supplémentaires spécifiés dans la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires.

38.3 Les **données particulières de la Demande de Prix** et/ou la Section III peuvent prévoir que le maître d'ouvrage devra, pour procéder à l'évaluation (financière) du montant d'une offre, prendre en considération des facteurs autres que le montant indiqué conformément à la clause 17 des présentes instructions. Ces facteurs peuvent être liés aux caractéristiques ou à l'exécution des travaux, ou encore aux conditions du marché relatif aux travaux. L'éventuelle incidence des facteurs retenus sera exprimée en termes monétaires, afin de faciliter la comparaison des offres, sauf disposition contraire.



dans la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires.

38.4 Si les **données particulières de la Demande de Prix** le prévoient, le dossier de Demande de Prix autorisera les soumissionnaires à proposer des prix distincts pour chaque lot, et permettra au maître d'ouvrage d'attribuer à plusieurs soumissionnaires un ou plusieurs lots. La méthode d'évaluation utilisée pour déterminer la combinaison de lots présentant le meilleur rapport qualité-prix est précisée dans la Section III.

38.5 L'incidence estimative que peut avoir, au cours de la période d'exécution du marché, l'application des dispositions relatives à la révision des prix figurant dans les conditions contractuelles ne doit pas être prise en compte dans l'évaluation des offres.

38.6 S'il estime que l'offre qui s'avère présenter le meilleur rapport qualité-prix est fortement disproportionnée ou anormalement haute, le maître d'ouvrage peut exiger du soumissionnaire qu'il produise une analyse de prix détaillée pour un ou tous les articles figurant dans le devis quantitatif afin de démontrer que ces prix sont conformes aux méthodes de construction et au calendrier d'exécution proposés. Après examen de l'analyse de prix, le maître d'ouvrage pourra, au vu de l'échéancier de paiement des travaux à exécuter, demander que le montant de la garantie de bonne exécution soit porté, aux frais du soumissionnaire, à un niveau suffisant pour le protéger contre toute perte financière au cas où le soumissionnaire retenu viendrait à manquer à ses obligations au titre du marché.

39. Comparaison des offres

39.1 Le maître d'ouvrage comparera toutes les offres substantiellement recevables afin de déterminer quelle est celle qui présente le meilleur rapport qualité/prix, conformément à la clause 38 des présentes instructions.

40. Post-sélection du soumissionnaire retenu

40.1 Il appartiendra au maître d'ouvrage de décider, à son entière discrétion, si le soumissionnaire retenu comme étant celui dont l'offre présente le meilleur rapport qualité/prix et qui répond en substance au présent dossier de Demande de Prix est qualifié pour exécuter le marché de manière satisfaisante.

40.2 Sa décision devra reposer sur un examen des documents remis par le soumissionnaire attestant ses qualifications ainsi que sur les critères figurant dans la Section III.

40.3 La conclusion positive de cet examen constituera une condition préalable à l'attribution du marché au soumissionnaire concerné. En cas de conclusion négative, l'offre du soumissionnaire sera rejetée, et le maître d'ouvrage procédera à un examen similaire de l'offre arrivée en deuxième position afin de déterminer si le soumissionnaire qui l'a déposée est en mesure d'exécuter le marché de manière satisfaisante.

- 41. Droit du maître d'ouvrage d'accepter quelque offre que ce soit et d'écarter l'une ou la totalité des offres**
- 41.1 Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'accepter ou de refuser toute offre, ainsi que d'annuler le processus de Demande de Prix et de rejeter la totalité des offres à tout moment avant l'attribution du marché, sans que sa responsabilité soit engagée vis-à-vis des soumissionnaires. En cas d'annulation, toutes les offres présentées et, plus particulièrement, les garanties de soumission, seront renvoyées rapidement aux soumissionnaires.

F. Attribution du marché

- 42. Critère du meilleur rapport qualité-prix**
- 42.1 Sous réserve des dispositions de la clause 38 des présentes instructions, le maître d'ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre présente le meilleur rapport qualité/prix et est considérée comme substantiellement recevable au regard du présent dossier de Demande de Prix, pour autant que le soumissionnaire ait été jugé qualifié pour exécuter le marché de manière satisfaisante.

- 43. Avis d'intention d'attribution**
- 43.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres, le maître d'ouvrage devra adresser au soumissionnaire retenu l'avis d'intention d'attribution du marché. L'avis devra comporter une déclaration aux termes de laquelle le maître d'ouvrage s'engage à publier, à l'expiration du délai de contestation d'une offre et après règlement de toute contestation qui pourrait avoir été soumise, une notification officielle annonçant l'attribution du marché et l'établissement d'un projet de contrat. La remise de l'avis d'intention d'attribution ne vaut pas établissement d'un contrat entre le maître d'ouvrage et le soumissionnaire retenu, ni ne confère aucun droit juridique.

- 43.2 Simultanément à la publication de l'avis d'intention d'attribution, le maître d'ouvrage communiquera par écrit à tous les autres soumissionnaires les résultats de Demande de Prix. Le maître d'ouvrage devra répondre rapidement par écrit à tout



soumissionnaire non retenu qui, après réception des résultats de l'évaluation des offres, introduit une demande écrite de compte rendu, ou présente une contestation en bonne et due forme dans les conditions prévues par le Guide pratique de passation des marchés du FIDA.

44. Contestation des offres

44.1 Les soumissionnaires doivent, pour contester les résultats d'une procédure de passation de marché, respecter les règles fixés dans le module M du Guide pratique de passation des marchés du FIDA.

45. Notification de l'attribution (lettre d'acceptation)

45.1 À l'expiration du délai de dépôt et de règlement des éventuelles contestations d'offres qui auraient été formées (et, le cas échéant, du délai d'appel), le maître d'ouvrage enverra au soumissionnaire retenu la notification de l'attribution du marché. Cette notification, qui prendra la forme d'une lettre d'acceptation, précisera la somme que le maître d'ouvrage versera à l'entreprise adjudicataire pour l'exécution et l'achèvement des travaux (somme à laquelle il est fait référence dans les présentes instructions, ainsi que dans les conditions contractuelles et les formulaires spécifiques aux marchés, sous l'expression "montant du marché"). L'avis d'attribution, ainsi que son acceptation écrite, vaudront contrat ayant force contraignante jusqu'à l'établissement et l'exécution d'un contrat en bonne et due forme.

46. Signature du contrat

46.1 Le maître d'ouvrage enverra le contrat au soumissionnaire retenu dans les meilleurs délais après la notification de l'attribution du marché.

46.2 Dans les vingt-huit (28) jours suivant sa réception, le soumissionnaire retenu devra dater et signer ledit contrat, et le retourner au maître d'ouvrage.

47. Garantie de bonne exécution

47.1 Dans les vingt-huit (28) jours à compter de la réception de la notification par le maître d'ouvrage de l'attribution du marché, le soumissionnaire retenu devra remettre la garantie de bonne exécution et, si les données particulières de la Demande de Prix l'exigent, la garantie de bonne exécution environnementale et sociale conformément aux conditions contractuelles générales, en utilisant pour ce faire les formulaires *ad hoc* figurant dans la Section VIII - Formulaires spécifiques aux marchés, ou tout autre formulaire acceptable pour le maître d'ouvrage. Si la garantie de bonne exécution fournie par le soumissionnaire retenu se présente sous la

forme d'une caution, celle-ci devra être émise par un organisme de caution ou une compagnie d'assurance que le soumissionnaire retenu juge acceptable pour le maître d'ouvrage. S'il est fait appel, pour la caution, à une institution financière étrangère, celle-ci devra avoir un correspondant dans le pays du maître d'ouvrage.

47.2 L'incapacité du soumissionnaire retenu à fournir la garantie de bonne exécution et, si les données particulières l'exigent, la garantie de bonne exécution environnementale et sociale, ou à signer le contrat constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du marché et de saisie de la garantie de soumission. Le maître d'ouvrage pourra, dans ce cas, retenir l'offre arrivée en position suivante dans le classement, pour autant qu'elle soit substantiellement recevable et émane d'un soumissionnaire qu'il estime qualifié pour exécuter le marché de manière satisfaisante.

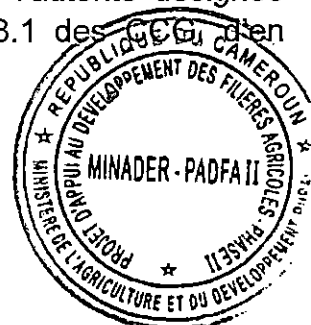
48. Publication de l'attribution du marché et restitution des garanties de soumission

48.1 Dès réception du contrat signé et d'une garantie de bonne exécution établie en bonne et due forme, le maître d'ouvrage retournera les garanties de soumission aux soumissionnaires non retenus et publiera dans la base de données UNDB et sur le site web du FIDA les résultats de Demande de Prix, en indiquant:

- a) le nom du soumissionnaire dont l'offre a été retenue;
- b) le montant de son offre et le montant du marché attribué, s'il est différent;
- c) la durée du contrat et une description récapitulative du marché attribué.

49. Conciliateur

49.1 Le maître d'ouvrage propose que la personne dont le nom est indiqué dans les **données particulières de la Demande de Prix** soit désignée comme conciliateur pour le marché, et ce au taux horaire spécifié dans **lesdites données** et moyennant remboursement des dépenses auxquelles il peut prétendre. Si le soumissionnaire n'accepte pas cette proposition, il devra le faire savoir dans son offre. Si, dans la lettre d'acceptation, le maître d'ouvrage n'approuve pas la nomination du conciliateur, il demandera à l'autorité désignée dans les CCP, conformément à la clause 23.1 des CCP, d'en nommer un.



Section II. Données Particulières de la Demande de Prix

Données Particulières de la Demande de Prix

A. Généralités	
Clause 1.1 des instructions à l'intention des soumissionnaires	Le "Maître d'Ouvrage Délégué" désigne : La Coordinatrice Nationale du Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles – Phase II - (PADFA II).
Clause 1.1 des instructions	<p>Intitulé et numéro d'identification du marché proposé :</p> <p>Demande de Prix en procédure d'urgence N°.....DPX/MINADER/PADFAII/CSPM/2023 du.....Pour la réalisation des travaux d'aménagement sur 140 Ha, en vue de la production de l'oignon, dans les Arrondissements de Maroua 1^{er} et de Gazawa (Région de l'Extrême-Nord), et les Arrondissements de Guider et de Pitoa (Région du Nord), Cameroun, pour le compte du PADFA II, en 2 lots ».</p> <p>Nombre et description des lots : Deux (02) Lots à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lot N° 1 : Réalisation des travaux d'aménagement sur 80 Ha, en vue de la production de l'oignon, dans les Arrondissements de Maroua 1^{er} et de Gazawa (Région de l'Extrême-Nord) ; - Lot N° 2 : Réalisation des travaux d'aménagement sur 60 Ha, en vue de la production de l'oignon, dans les Arrondissements de Guider et de Pitoa (Région du Nord).
Clause 2.1 des instructions	<p>Emprunteur/bénéficiaire: Gouvernement du Cameroun</p> <p>Bailleur de fonds autre que le FIDA : "RAS"</p> <p>Montant total du financement 33,3 milliards de FCFA</p> <p>Intitulé du projet: Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles - Phase II - (PADFA II).</p>
B. Contenu du dossier de Demande de Prix	
Clause 10.1 des instructions	<p>Des éclaircissements peuvent être demandés au plus tard 15 jours avant la date limite de dépôt des offres, afin que les réponses du maître d'ouvrage puissent être communiquées à tous les soumissionnaires au plus tard 7 jours avant cette date.</p> <p>Les demandes d'éclaircissements doivent être envoyées à l'adresse suivante :</p> <p>Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles - Phase II - (PADFA II) ; Unité de Coordination et de Gestion (UCGP)</p> <p>À l'attention de Madame la Coordinatrice Nationale</p>

Adresse : « *Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles Phase II (PADFA II)* » ; *Unité de Coordination et de Gestion (UCGP), sise à Yaoundé, au quartier Bastos, derrière l'ambassade de Chine. Téléphone : (+237) 222 20 74 44.*

Email : padfacameroun@gmail.com ; www.padfa.net

Clause 10.4 des instructions

Aucune séance d'information n'est prévue.

C. Établissement des offres

Clause 13.1 des instructions

L'offre se fera par écrit en **français ou anglais**.

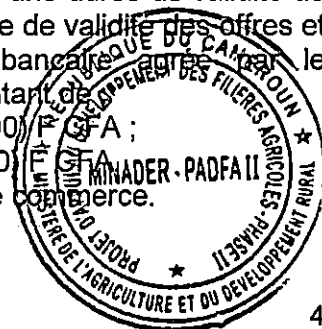
Clause 14.1 h) des instructions

Devront être joints à l'offre, dont ils feront partie, les documents complémentaires ci-après :

A. Pièces administratives (Volume 1)

Les justifications ci-après datant de moins de trois (03) mois en original ou Copies certifiées conformes.

- A.1 Une Attestation de Non Redevance ;
- A.2 Une attestation d'immatriculation ;
- A.3 Une attestation de non faillite délivrée par le Greffe du Tribunal de Première Instance du domicile ;
- A.4 Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire délivrée par une banque agréée par le Ministère en charge des Finances, suivant les normes COBAC ;
- A.5 Une attestation de non exclusion temporaire ou définitive des Marchés Publics délivrée par l'ARMP ;
- A.6 Une quittance de versement des frais d'acquisition du Dossier de Demande de Prix d'un montant de (50 000) Cinquante Mille Francs CFA, payable auprès des établissements bancaires habilités par l'ARMP et le Ministère des Finances ;
- A.7 Des pouvoirs conformes dans le cas où le soumissionnaire agirait comme Mandataire d'un groupement ainsi que la convention de groupement ;
- A.8 Une attestation pour soumission délivrée par la caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS).
- A.9 Une caution de soumission, ayant une durée de validité de trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres et établie par un établissement bancaire agréé par le Ministère des Finances, d'un montant de
 - Lot N° 1 : Neuf Cent Mille (900 000) F CFA ;
 - Lot N° 2 : Sept cent Mille (700 000) F CFA
- A.10 Une copie certifiée du registre de commerce.



N.B. :

- En cas de groupement, chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet. Les pièces suivantes doivent par ailleurs être produites en original et datées de moins de trois (03) mois : ***Caution de soumission, Attestation de domiciliation bancaire, Attestation de soumission délivrée par la CNPS, Attestation de Non Redevance, Attestation de non faillite, Attestation de non exclusion des marchés publics.***

- En cas de groupement, un accord établi par devant notaire et précisant le mandataire, devra être fourni ;

- En cas de groupement, la caution de soumission doit être libellée au nom du groupement.

B. Offre technique (Volume 2)

Elle sera constituée des pièces ci-après :

N° Désignation

B.1. Attestation et rapport de visite des lieux

L'attestation de visite des lieux, signée sur l'honneur par le soumissionnaire, sera accompagnée du rapport de visite lui aussi signé sur l'honneur par le soumissionnaire. Les photos du site devront impérativement être jointes en annexe.

B.2. La note de présentation du personnel d'encadrement

La liste du personnel d'encadrement du chantier ainsi que leurs diplômes (copie certifiée conforme par l'autorité administrative (Gouverneur, Préfet, Sous- préfet) et leurs attestations de disponibilité dûment signée par le candidat (suivant modèle joint) :

Poste	Qualification	Nbre	Années d'expé- rience
Conducteur des travaux	Ingénieur des travaux de Génie rural ou équivalent (Bacc.+3),) et ayant 05ans d'expérience et une expérience dans un des projets similaires	01	05 ans
Chef chantier	Technicien Supérieur de Génie rural ou Génie civil (Bacc.+2)	01	05 ans
Ouvriers spécialisés	Technicien foreur à la tarière	01	03 ans
	Maçons (Niveau : CAP)	01	03 ans
	Plombier (Niveau : CAP)	01	03 ans

NB :

- *Un membre de l'équipe sera évalué si et seulement si le diplôme est légalisé et l'attestation de disponibilité dûment signée ;*
- *Les documents comportant des doubles certifications ou certifiés par une personne non habilitée pour ce qui concerne les diplômes seront systématiquement éliminés.*

B.3. Moyens logistiques affectés au projet

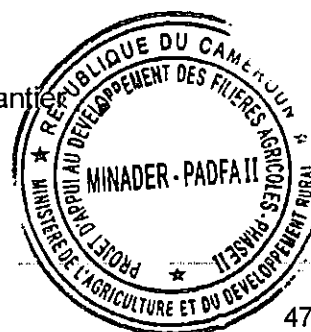
L'entreprise devra justifier de la disponibilité du matériel et de son état. À cet effet, le soumissionnaire joindra les copies certifiées conformes des cartes grises du matériel propre, certificats de vente ou de connaissances. Pour le matériel en location, fournir un contrat de location assorti des cartes grises et factures de ce matériel et les indications précises pour leur localisation :

DESIGNATION	Matériel	Quantité
Supervision des travaux	Véhicule tout terrain	01
Travaux de fonçage	Matériel complet défonçage à la tarière	Ensemble
Travaux de bétonnage/maçonnerie et de plomberie	- Petits matériels de chantier - Matériel de plomberie	Ensemble
Travaux de bétonnage et maçonnerie	- Petits matériels de chantier - Bétonnière (facultatif) - Vibreur de béton	Ensemble

B.4. Références de l'entreprise et capacité financière

L'entreprise devra fournir :

- Les références dans les travaux de l'Hydraulique en général et dans le domaine aménagements hydro agricoles en particulier (première et dernière page du contrat, page d'enregistrement du contrat et les procès-verbaux de réception provisoire ou définitive) qui justifient les marchés similaires réalisés au cours des cinq (05) dernières années;
- La capacité financière supérieure ou égal à 30 000 000 (trente millions) de FCFA par lot ;
- Le planning et le délai d'exécution ;
- Méthodologie d'exécution ;
- Approvisionnement en matériaux de chantier ;
- Contrôle interne et externe ;
- L'organigramme de l'entreprise.



B.5 CCAP paraphé à chaque page, signé et daté à la dernière page du document ;

B.6 Une déclaration sur l'honneur de non abandon de chantier au cours des trois (03) dernières années ;

B.7 CCTP paraphé à chaque page, signé et daté à la dernière page du document

C. Offre financière (Volume 3)

Elle comprendra les pièces suivantes :

C.1. La soumission (datée, signée et timbrée, *suivant modèle joint en annexe*) ;

C.2. Le bordereau des prix unitaires en chiffres et en lettres ;

C.3. Le devis quantitatif et estimatif ne comprenant pas de ratures ;

C.4. Le Sous Détail des Prix.

N.B. : Les différentes parties d'un même dossier (Dossier Administratif, Offre Technique et Offre Financière doivent obligatoirement être séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.

Chaque offre, fournie en **sept (07) exemplaires**, dont **01** original et **06** copies marquées comme tels, devra parvenir à la coordination nationale du PADFA II au plus tard le.....à..... heures, heure locale. Elles devront porter la mention suivante :

« Travaux d'aménagement sur 140 Ha, en vue de la production de l'oignon, dans les Arrondissements de Maroua 1^{er} et de Gazawa (Région de l'Extrême-Nord), et les Arrondissements de Guider et de Pitoa (Région du Nord), Cameroun, pour le compte du PADFA II, en 2 lots. »

Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- Absence de la caution de soumission à l'ouverture des offres ;
- Absence d'une pièce administrative 48 heures après l'ouverture des offres ;
- Non-conformité d'une pièce administrative 48 heures après notification de non-conformité ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Absence du formulaire d'auto-certification du FIDA pour service concerné qui soient daté, paraphé et signé;
- Non satisfaction d'au moins 80% « oui » des critères essentiels ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié.

Critères essentiels

N°	CRITÈRES	NOTATION	
		OUI	NON
A	Présentation de l'offre		
B	Référence et capacité financière de l'entreprise		
C	Personnel d'encadrement		
D	Déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un chantier de son fait au cours des trois (03) dernières années		
E	Matériel d'encadrement		
F	Méthodologie de travail		
G	Garantie de bonne exécution des travaux signé sur l'honneur		
H	Garantie de bonne exécution		
I	Attestation de visite de site signée sur l'honneur		

Clauses 16.1, 16.2 et 16.4 des instructions

Les offres alternatives **ne seront pas** examinées.

OU

Des délais d'achèvement différents **ne seront pas** examinés.

Les seules variantes techniques autorisées concernent les parties ci-après des travaux: **NA**

Clause 17.1 des instructions

Les décotes **seront** prises en compte.

Si des décotes sont autorisées, leur méthode d'application devra figurer dans la lettre de soumission de l'offre établie par le soumissionnaire. La méthode d'évaluation est spécifiée dans la Section III.

Clause 17.1 des instructions

Le prix de l'offre devra être libellé par le soumissionnaire en Francs CFA.

Le soumissionnaire qui s'attend à devoir engager, hors du pays du maître d'ouvrage, des dépenses afférentes à la réalisation des travaux dans des monnaies autres que celle dudit pays (ci-après dénommées "besoins en monnaies étrangères") et qui souhaite qu'il en soit tenu compte dans les règlements qui lui sont dus pourra indiquer jusqu'à trois monnaies étrangères de son choix exprimées en pourcentage du prix de l'offre, ainsi que les taux de change utilisés dans les calculs, dans le ou les formulaires appropriés figurant dans la Section IV - Formulaires de soumission.

Clause 17.5 des instructions

Les montants proposés par le soumissionnaire **ne seront pas** sujets à révision.

Clause 18.1 des instructions

La ou les monnaies retenues pour l'offre et les paiements devront respecter les conditions énoncées dans la variante décrite ci-après:

Variante A (Obligation pour les soumissionnaires de libeller leurs prix entièrement en monnaie locale):

a) Les taux et prix unitaires que le soumissionnaire est tenu



d'indiquer dans le devis quantitatif doivent être libellés entièrement en Francs CFA, la monnaie du pays du maître d'ouvrage, désignée ci-après sous l'expression "monnaie locale". Le soumissionnaire qui compte engager, hors du pays du maître d'ouvrage, des dépenses nécessaires à la réalisation des travaux dans d'autres monnaies (ci-après dénommées "besoins en monnaies étrangères") indiquera dans le tableau C de l'annexe à la soumission le ou les pourcentages du prix de l'offre (à l'exclusion des sommes provisionnelles) qu'il lui faudra prévoir pour couvrir ces besoins en monnaies étrangères, dans la limite de trois monnaies.

- b) Les taux de change utilisés par le soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie locale ainsi que le ou les pourcentages mentionnés au paragraphe a) ci-dessus devront être spécifiés par le soumissionnaire dans le tableau C de l'annexe à la soumission; ils s'appliqueront à tout paiement effectué au titre du marché afin que le soumissionnaire retenu ne soit exposé à aucun risque de change.

Clause 21.1 des instructions	La durée de validité de l'offre sera de 90 jours
Clause 21.3 des instructions	Dans le cas d'un marché à prix fixe, le montant de l'offre sera actualisé de la manière suivante : LA REVISION DES PRIX EST NON APPLICABLE.
Clause 22.1 des instructions	L'offre doit être accompagnée d'une déclaration de garantie. La garantie de soumission s'élèvera à : <ul style="list-style-type: none"> - Neuf Cent Mille (900 000) Francs CFA pour le Lot 1 ; - Sept Cent mille (700 000) Francs CFA pour le Lot 2.
Clause 23.1 des instructions	La confirmation écrite de l'habilitation du signataire à engager le soumissionnaire consistera en : la production d'un document d'habilitation.
Clause 23.2 des instructions	Nombre de copies de l'offre à remettre: un (01) original et SIX (06) copies. En outre, une copie des propositions administrative, technique et financière doit être sauvegardée sur une mémoire flash (clé USB) dans l'enveloppe contenant les Pièces du Dossier Administratif.
D. Dépôt des offres et ouverture des plis	
Clauses 24.1 et 24.1 b) des instructions	Les offres ne peuvent pas être remises par voie électronique.
Clause 24.2 b) des instructions	<u>Les offres établies sur papier</u> devront être envoyées à l'adresse du Maître d'Ouvrage indiquée ci-après :

Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles Phase II (PADFA II) » ; Unité de Coordination et de Gestion du Projet (UCGP), sise à Yaoundé, au quartier Bastos, derrière l'ambassade de Chine. Téléphone : (+237) 222 20 74 44. Email padfacamerpun@gmail.com ; www.padfa.net

Clause 24.2 c) des instructions

Les enveloppes devront porter les marques d'identification ci-après:

« AVIS DE DEMANDE DE PRIX EN PROCEDURE D'URGENCE N°.....DPX/MINADER/PADFAII/CSPM/2023 DUPOUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT SUR 140 HA, EN VUE DE LA PRODUCTION DE L'OIGNON, DANS LES ARRONDISSEMENTS DE MAROUA 1^{ER} ET DE GAZAWA (REGION DE L'EXTREME-NORD), ET LES ARRONDISSEMENTS DE GUIDER ET DE PITOIA (REGION DU NORD), CAMEROUN, POUR LE COMPTE DU PADFA II, EN 2 LOTS. »

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Clause 25.1 des instructions

Date limite de soumission des offres:.....à.....

E. Évaluation et comparaison des offres

Clause 28.1 des instructions

Aux seules fins de l'ouverture des plis, l'adresse du Maître d'Ouvrage Délégué est :

L'Unité de Coordination et de Gestion (UCGP) du Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles Phase II (PADFA II) », sise à Yaoundé, au quartier Bastos, derrière l'ambassade de Chine. Téléphone : (+237) 222 20 74 44. Email padfacameroun@gmail.com ; www.padfa.net .

Clause 35.1 des instructions

Monnaie retenue aux fins d'évaluation et de comparaison des offres : Francs CFA

Clause 36.1 des instructions

La préférence nationale **ne sera pas** un élément de l'évaluation.

Clause 37.3 des instructions

Pourcentage maximal autorisé de sous-traitance: **30%**

Clause 38.3 des instructions

Si des facteurs autres que le prix de l'offre sont utilisés pour l'évaluation financière, insérer le texte suivant et sélectionner les critères d'évaluation applicables dans la liste ci-après;

Sans objet



Clause 38.4 des
instructions

Les soumissionnaires proposeront des prix distincts pour les lots
suivants :

Sans objet

F. Attribution du marché

Clause 47.1 des
instructions

...
Outre la garantie de bonne exécution, le Maître d'Ouvrage Délégué
demandera également au soumissionnaire retenu de fournir une
garantie de bonne exécution environnementale et sociale. La Garantie
de Bonne Exécution sera de 8% et la Garantie Environnementale de
2%.

Cette garantie de bonne exécution peut-être remplacée par une caution
délivrée par une Banque ou une Compagnie d'assurance agréée par le
Ministère des Finances.

Clause 49.1 des
instructions

Conciliateur proposé par le Maître d'Ouvrage Délégué : **RAS**

Section III. Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires

La présente section dresse la liste de tous les critères que le maître d'ouvrage est tenu d'appliquer lorsqu'il lui faut examiner et évaluer les offres, sélectionner les soumissionnaires et choisir l'offre retenue. Conformément à la clause 38 des instructions aux soumissionnaires, aucun autre facteur, méthode ou critère ne pourra être utilisé. Le soumissionnaire devra fournir tous les renseignements demandés dans les formulaires qui figurent dans la Section IV - Formulaires de soumission. L'examen des offres s'effectuera sur la base des informations fournies par le soumissionnaire dans ces formulaires, le maître d'ouvrage étant en droit de vérifier les données qui y figurent; il pourra notamment contacter à cet effet les références communiquées par le soumissionnaire et d'autres sources, afin de s'assurer de l'authenticité des expériences antérieures et des autres qualifications et déclarations dont il est fait état dans l'offre soumise.

Les différentes étapes que devra suivre le maître d'ouvrage pour l'examen et l'évaluation des offres sont exposées ici.

A. Examen préliminaire

L'examen préliminaire a pour but de s'assurer que l'offre est complète, que tous les documents requis y sont joints, qu'elle est accompagnée de tous les formulaires et que ceux-ci ont été remplis. Le soumissionnaire peut être tenu de fournir des renseignements ou des documents complémentaires dans un délai raisonnable et/ou de corriger des points non conformes de moindre importance relevés dans l'offre qui ont trait aux pièces justificatives requises.

L'examen cherchera notamment à:

- s'assurer que l'offre est cachetée et signée conformément aux prescriptions énoncées dans les clauses 23 et 24 des instructions aux soumissionnaires;
- contrôler que la garantie de soumission (ou la déclaration de garantie de l'offre) est conforme aux prescriptions pour ce qui concerne sa forme, sa durée de validité et son montant et que l'exemplaire original est joint à l'offre du soumissionnaire;
- déterminer si le soumissionnaire est admissible;
- vérifier si l'offre comporte tous les formulaires exigés, dûment complétés.

B. Détermination de la recevabilité

Il s'agit ici de déterminer si l'offre correspond en substance aux besoins exprimés au sens indiqué dans les clauses 32 et 33 des instructions aux soumissionnaires. Une offre qui correspond en substance aux besoins exprimés est une offre qui satisfait à toutes les spécifications techniques et autres énoncées dans le dossier de Demande de Prix, et qui ne comporte pas d'écart, de réserve ou d'omission notable. Le maître d'ouvrage écartera les offres qui ne sont pas substantiellement conformes aux exigences du dossier de Demande de Prix, sans que les soumissionnaires puissent les rendre ultérieurement recevables en corrigeant les écarts, réserves ou omissions notables. Le maître d'ouvrage pourra



cependant demander au soumissionnaire d'apporter des éclaircissements concernant son offre, selon la procédure indiquée dans la clause 30 desdites instructions.

La détermination de la recevabilité englobe également l'examen des documents constitutifs du volet technique de l'offre. Le soumissionnaire devra remettre une proposition technique indiquant les méthodes de travail, le matériel et le personnel auxquels il envisage de faire appel, le calendrier des travaux et autres informations demandées dans la Section V - Formulaire de soumission; ces renseignements devront être suffisamment détaillés pour démontrer que l'offre répond aux exigences relatives auxdits travaux et que le délai d'achèvement pourra être respecté.

L'examen du volet technique de l'offre consistera notamment en une analyse des méthodes techniques du soumissionnaire et des solutions envisagées pour mobiliser le matériel et le personnel essentiels nécessaires à l'exécution du marché, ainsi que de leur compatibilité avec les prescriptions énoncées dans la Partie 2 - Exigences relatives aux travaux. Il comprendra également une évaluation du personnel, de la méthode et de l'approche retenus par le soumissionnaire pour satisfaire aux normes environnementales et sociales, telle ressort de son plan de gestion et de mise en œuvre de la stratégie ainsi que de son plan de gestion de la santé et de la sécurité, conformément aux exigences précitées.

Le Maître d'Ouvrage attribuera les points de mérite technique ci-après en fonction de la qualité de la proposition technique du soumissionnaire

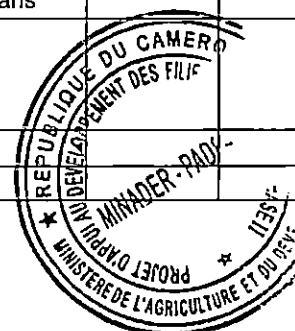
La méthode d'évaluation des offres sera binaire.

Chaque offre pour être déclarée conforme techniquement doit avoir satisfait à tous les critères éliminatoires et obtenu au moins **80% de « Oui »** des critères essentiels conformément à la Grille de notation des offres techniques.

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui, ayant présenté un dossier administratif conforme au Dossier de Demande de Prix, aura fourni une offre technique dont l'évaluation est supérieure ou égale à **80% de « Oui »** des critères essentiels et une offre financière évaluée la moins-disante.

N°	CRITÈRES	NOTATION		
			OUI	NON
A	PRESENTATION DE L'OFFRE			
1	Nombre de copie tel qu'exige le DAO, Lisibilité de l'Offre, Pagination de l'offre, Intercalaire de couleur et Preuves d'acceptation toutes paraphées signées et datées à la dernière page (CCAP, CCTP)			
2	Reliure, lisibilité bonnes			
B	RÉFÉRENCES ET CAPACITÉ FINANCIÈRE			
3	Cumul des chiffres d'affaires des trois dernières années	Sup ou Egal à 50 millions		
4	Preuve de la capacité de préfinancement des travaux (attestation de solvabilité délivrée par une banque agréée)	Sup ou Égal à 30 millions		

5	Nombre de projets réalisés de plus de 20 millions TTC dans le domaine de l'Hydraulique notamment d'Aménagement ou réhabilitation de bas fond, AEP, d'irrigation, Pompage photovoltaïque, Adduction d'eau avec Pompage PV (les références seront jugées par les premières et dernières pages des contrats conjointement avec les PV de réception ou attestation de bonne fin y afférents) au cours des trois dernières années	Sup ou Egal à 2		
6	Nombre de projets de travaux de plus de 20 millions TTC exécutés (les références seront jugées par les premières et dernières pages des contrats conjointement avec les PV de réception ou attestation de bonne fin y afférents) au cours des cinq dernières années	Sup ou Egal à 3		
7	Nombre de projets Hydraulique et/ou d'Aménagement ou d'irrigation, exécutés (les références seront jugées par les premières et dernières pages des contrats conjointement avec les PV de réception ou attestation de bonne fin y afférents) au cours des cinq dernières années	Sup ou Egal à 1		
C	PERSONNEL D'ENCADREMENT			
C1	Conducteur des travaux (niveau Ingénieur des travaux de Génie Rural)			
8	Copie certifiée du Diplôme	Sup ou égal à ITGR		
9	Curriculum Vitae	Daté et Signé		
10	Attestation de présentation de l'Original du diplôme			
11	Attestation de disponibilité	Daté et Signé		
12	Expérience générale dans les BTP/Hydrauliques	Sup ou égal à 5 ans		
13	Nombre des projets similaires suivi	Sup ou égal à 1		
14	Nombre des projets suivi en tant que Chef de projet/Conducteur de travaux	Sup ou égal à 2		
15	Inscription à L'ONIGR	attestation		
C8	Chef de chantier (Bac + 2 en Génie Rural ou Génie Civil)			
55	Copie certifiée du Diplôme	Sup ou Egale à technicien sup de génie civil ou génie rural niveau Bac+2		
56	Attestation de présentation de l'Original du diplôme			
57	Curriculum Vitae	Daté et Signé		
58	Attestation de disponibilité	Daté et Signé		
59	Expérience générale dans les BTP/Hydraulique	Sup ou égal à 5 ans		
60	Nombre des projets suivi d'aménagement/d'Hydraulique/d'irrigation en tant que Chef chantier	Sup ou égal à 3		
E	MATÉRIEL			



	Gros matériel (évalué sur la base de la présentation des photocopies légalisées des cartes grises pour le matériel roulant et les factures pour le reste du matériel ou du contrat de location)			
61	Véhicule tout terrain (en propriété ou en location)			
62	Matériel complet de fonçage à la tarière (en propriété)			
63	- Petits matériels de chantier - Matériel de plomberie			
F	METHODOLOGIE DE TRAVAIL			
76	Attestation de visite des lieux, signée sur l'honneur par le Soumissionnaire			
77	Rapport de visite de site signé et daté, faisant état de l'accessibilité du site, la disponibilité des matériaux, etc.			
78	Planning et délai d'exécution			
79	Méthodologie d'exécution des tâches			
80	Mode d'approvisionnement			
81	Organigramme de l'entreprise			
82	Politique d'utilisation de la main d'œuvre locale et notion genre			
83	Contrôle interne et externe			
84	Prise en compte de l'aspect environnemental			

L'offre technique sera jugée acceptable lorsqu'elle aura, au terme de l'analyse, satisfait au moins à 80% des critères, condition garantissant au Maître d'Ouvrage, la mobilisation du personnel et du matériel minimum adéquate.

C. Évaluation financière de l'offre

Le but de cette étape est de déterminer le prix évalué de chaque offre, en s'attachant aux seuls critères de prix et liés au prix. Le critère d'évaluation global utilisé pour déterminer l'offre à retenir sera celui du meilleur rapport qualité-prix parmi toutes les offres recevables présentées par les soumissionnaires qualifiés.

E. Post-sélection

Le but de cet examen est de déterminer si le soumissionnaire répond aux exigences de post-sélection énoncées dans la clause 40 des instructions aux soumissionnaires ainsi qu'aux conditions ci-après.

Mise à jour des informations

Le soumissionnaire devra continuer de satisfaire aux critères utilisés lors de la présélection. En cas de lots multiples, il devra soumissionner pour le même nombre de lots que celui pour lequel il a été présélectionné.

Sous-traitants spécialisés

Seuls les sous-traitants spécialisés approuvés par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues par la clause 37 des instructions aux soumissionnaires seront pris en compte. Les sous-traitants spécialisés devront continuer de satisfaire aux critères utilisés lors de la présélection. L'expérience générale et les ressources financières des sous-traitants spécialisés ne pourront être ajoutées à celles du soumissionnaire aux fins de la qualification de ce dernier.

Ressources financières.

Le soumissionnaire est tenu de démontrer au moyen des formulaires FIN-4.1, FIN-4.3 et FIN-4.4 de la Section IV - Formulaire de soumission, qu'il dispose de ressources financières telles que des liquidités, des biens immobiliers non grevés, des lignes de crédit et autres moyens financiers (qui ne sont pas des paiements anticipés prévus contractuellement), ou y a accès, pour subvenir: **Sans Objet**

i) aux besoins de flux de trésorerie ci-après (pour tous les lots pour lesquels le soumissionnaire présente une offre): **Sans objet**

et

ii) aux besoins globaux de flux de trésorerie pour le présent marché et les travaux en cours.
Sans Objet

Représentant et personnel essentiel de l'entreprise candidate

Le soumissionnaire doit démontrer qu'il disposera d'un représentant dûment qualifié ainsi que d'un personnel essentiel, lui aussi dûment qualifié (et en nombre suffisant), comme indiqué dans les spécifications.

Il devra fournir des renseignements sur ce représentant et ce personnel essentiel, ainsi que sur tout autre personnel essentiel jugé nécessaire pour exécuter le marché, et préciser leurs qualifications et leur expérience professionnelle. Il devra compléter les formulaires prévus à cet effet qui figurent dans la Section IV - Formulaire de soumission.

Matériel

Le soumissionnaire doit apporter la preuve qu'il est en mesure de se procurer le matériel essentiel énuméré ci-après:

N°	DESIGNATION	Matériel	Quantité
1	Travaux de terrassement	Matériel complet de fonçage à la tarière	01
		- Petits matériels de chantier	01
		- Matériel de plomberie	

Le soumissionnaire devra fournir des précisions sur le matériel proposé en utilisant le formulaire *ad hoc* dans la Section IV - Formulaire de soumission.

La présente section dresse la liste de tous les critères que le maître d'ouvrage est tenu d'appliquer lorsqu'il lui faut évaluer les offres et sélectionner les soumissionnaires.



Conformément aux clauses 38 et 40 des instructions aux soumissionnaires, aucun autre facteur, méthode ou critère ne pourra être utilisé. Le soumissionnaire devra fournir tous les renseignements demandés dans les formulaires qui figurent dans la Section IV - Formulaires de soumission.

Lorsqu'un soumissionnaire est tenu d'indiquer un montant, il devra préciser son équivalent en USD en utilisant le taux de change déterminé comme suit:

- Pour le chiffre d'affaires des activités de construction ou les données financières requises chaque année, le taux de change applicable sera celui du dernier jour de l'année civile en question (dans laquelle les montants de l'année à convertir ont été initialement établis).
- Pour le montant d'un marché, le taux de change sera celui de la date de signature du contrat.

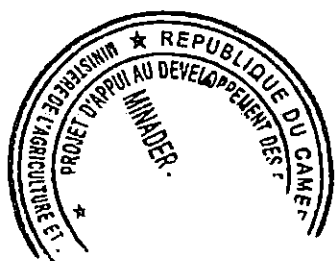
Les taux de change seront ceux provenant de la source identifiée dans la clause 35.1 des instructions aux soumissionnaires. Le maître d'ouvrage aura la latitude de corriger toute erreur commise dans la détermination du taux de change dans l'offre.

Tableau d'évaluation aux fins de la sélection

Numéro	Objet	Critères de recevabilité et de sélection		Exigences de conformité			Documents
		Condition exigée	Entité unique	Co-entreprise (existante ou envisagée)			À remettre avec l'offre
				Toutes les parties dans leur ensemble	Chaque membre	Un membre	

1. Recevabilité

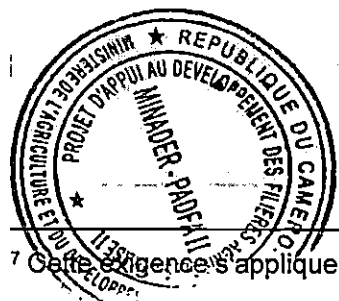
1.1.	Nationalité	Nationalité conforme aux dispositions de la clause 7 des instructions aux soumissionnaires	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	Formulaires ELI 1.1 et ELI 1.2, et pièces jointes
1.2.	Conflit d'intérêts	Absence de tout conflit d'intérêts, au regard de la clause 7 des instructions aux soumissionnaires	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	Lettre de soumission
1.3.	Recevabilité selon le FIDA	Ne pas avoir été frappé d'inéligibilité par le FIDA et avoir fait état de toutes autres sanctions, conformément à la clause 7 des instructions aux soumissionnaires.	Doit satisfaire à cette exigence et établir une déclaration.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence et faire une déclaration.	s.o.	Lettre de soumission



1.4.	Entité publique du pays de l'emprunteur	Satisfaire aux conditions de la clause 7 des instructions aux soumissionnaires.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	Formulaires ELI 1.1 et ELI 1.2, et pièces jointes
1.5.	Résolution des Nations Unies ou législation du pays de l'emprunteur	Ne pas avoir été exclu suite à l'interdiction faite par la législation ou la réglementation du pays de l'emprunteur d'entretenir des relations commerciales avec le pays du soumissionnaire ou au titre d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, conformément à la clause 7 des instructions aux soumissionnaires.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	Formulaires ELI 1.1 et ELI 1.2, et pièces jointes
2. Défauts d'exécution antérieurs							
2.1.	Antécédents de marchés non exécutés	Absence de défaut d'exécution ⁶ de la part de l'entreprise candidate dans les cinq(05) dernières années.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	Formulaire CON-2

⁶ Comme l'a décidé le maître d'ouvrage, un marché sera considéré en défaut d'exécution lorsque a) sa non-exécution n'a pas été contestée par l'entreprise adjudicataire, notamment par voie de recours au mécanisme de règlement des litiges prévu pour le marché en question, ou b) qu'il a fait l'objet d'une telle contestation mais qu'une décision a été rendue aux torts exclusifs de ladite entreprise. Le défaut d'exécution ne comprend pas le cas des marchés contestés pour lesquels le mécanisme de règlement des litiges a infirmé la décision du maître d'ouvrage. Le défaut d'exécution est déterminé grâce aux informations concernant l'ensemble des litiges ou des différends entièrement réglés, c'est-à-dire des litiges ou différends qui ont été résolus conformément au mécanisme de règlement des litiges prévu pour le marché en question et pour lesquels toutes les voies de recours dont dispose le soumissionnaire ont été épuisées.

2.2.	Suspension dans le cadre de la mise en œuvre d'une déclaration de garantie de soumission par le maître d'ouvrage ou retrait de l'offre pendant sa durée de validité	Ne pas faire l'objet d'une suspension dans le cadre de la mise à exécution d'une déclaration de garantie de soumission en application de la clause 7.6 des instructions aux soumissionnaires.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence ⁷ .	s.o.	Lettre de soumission
2.3.	Litiges en instance	Situation financière saine du soumissionnaire et perspectives de rentabilité à long terme conformes aux critères énoncés au point 3.1 ci-après, même en admettant que tous les litiges en instance soient tranchés à l'encontre du soumissionnaire.	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	Formulaire CON 2
2.4.	Antécédents de litiges	Absence d'antécédents de litiges systématiquement réglés par décision de justice/sentence arbitrale à l'encontre du	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	Formulaire CON 2



⁷ Cette exigence s'applique également aux marchés exécutés par le soumissionnaire en tant que membre d'une co-entreprise.

soumissionnaire⁸ dans les
cinq (05) dernières années

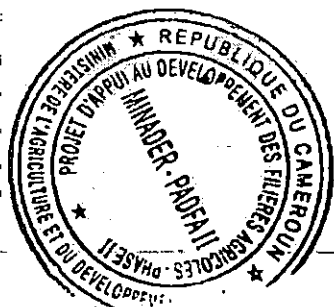
2.5.	Déclaration relative aux prestations antérieures en matière environnementale et sociale	Déclarer tous les marchés de travaux civils qui ont fait l'objet d'une suspension ou d'une résiliation et/ou d'une saisie de la garantie de bonne exécution par un maître d'ouvrage pour des motifs de non-respect des obligations contractuelles en matière environnementale ou sociale (y compris l'exploitation et les atteintes sexuelles) au cours des cinq dernières années ⁹ .	Doit établir la déclaration. Le cas échéant, le ou les sous-traitants spécialisés doivent également faire cette déclaration.	s.o.	Chacun est tenu d'établir la déclaration. Le cas échéant, le ou les sous-traitants spécialisés doivent également faire cette déclaration.	s.o.	Formulaire ES-3 - Déclaration de bonne exécution environnementale et sociale
------	---	--	--	------	---	------	--

3. Situation et résultats financiers

⁸ Le soumissionnaire doit fournir dans sa lettre de soumission des renseignements précis sur tout litige ou arbitrage résultant de contrats achevés ou en cours d'exécution ces cinq dernières années. Un antécédent de décisions judiciaires/sentences arbitrales prononcées systématiquement à l'encontre du soumissionnaire ou de tout membre d'une co-entreprise peut entraîner la disqualification du soumissionnaire.

⁹ Le maître d'ouvrage peut utiliser ces informations pour obtenir des renseignements ou éclaircissements supplémentaires dans le cadre de son examen préalable.

3.1.	Capacités financières	i) Le soumissionnaire doit démontrer qu'il dispose de liquidités, biens immobiliers non grevés, lignes de crédit et autres moyens financiers (en dehors de tout paiement anticipé prévu contractuellement) suffisants pour subvenir aux besoins de trésorerie nécessaires à l'exécution des travaux estimés à 100 000 000 FCFA, objet du ou des marchés, et nets de ses autres engagements, ou qu'il y a accès.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	s.o.	Formulaire FIN 4.1 et pièces jointes
		ii) Le soumissionnaire doit également démontrer, à la satisfaction du maître d'ouvrage, qu'il dispose de sources de financement suffisantes pour répondre aux besoins en trésorerie des travaux en cours et des futurs engagements au titre du marché.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	s.o.	
		iii) Les bilans vérifiés ou, si cela n'est pas requis par la législation du pays de l'emprunteur, d'autres états financiers acceptables par le maître d'ouvrage doivent	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	



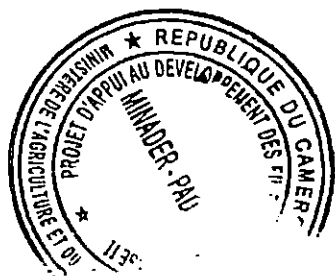
être présentés pour les
 _____ dernières
 années; ils doivent
 démontrer la solidité actuelle
 de la situation financière du
 soumissionnaire et indiquer
 ses perspectives de
 rentabilité à long terme.

3.2.	Chiffre d'affaires annuel moyen des activités de construction	Chiffre d'affaires annuel moyen des activités de construction d'au moins 100 000 000 FCFA, correspondant au total des paiements certifiés reçus pour les marchés en cours et/ou achevés ces cinq (05) dernières années, divisé par cinq (05) années.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.
------	--	---	--------------------------------------	--

Formulaire FIN 4,2

4. Expérience

4.1 a)	Expérience générale dans le domaine de la construction	Expérience des marchés de construction en qualité de principale entreprise adjudicataire, de membre d'une co-entreprise, de sous-traitant ou d'entreprise adjudicataire chargée de la gestion pendant au moins les cinq (05) dernières années, à partir du 1 ^{er} janvier 2018.	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	Doit satisfaire à cette exigence.	s.o.	Formulaire EXP 5.1
--------	--	--	-----------------------------------	------	-----------------------------------	------	--------------------



4.2 a)	Expérience spécifique dans le domaine de la construction & de la gestion des contrats	<p>i) Un nombre minimum de marchés similaires¹⁰, spécifié ci-après, doit avoir été exécuté de manière satisfaisante et achevé pour l'essentiel¹¹, en tant que principale entreprise adjudicataire, membre d'une co-entreprise¹², entreprise adjudicataire chargée de gestion ou sous-traitant, entre le 1^{er} janvier 2018 et la date limite de remise des offres: i) N marchés, d'un montant minimal de V chacun;</p> <p>ou</p> <p>ii) N marchés ou moins, d'un montant minimal de V chacun, l'ensemble représentant une somme totale de N x V ou plus;</p>	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence ¹³ .	s.o.	s.o.	Formulaire EXP 5.2 a)
--------	---	--	-----------------------------------	--	------	------	-----------------------

¹⁰ La similarité sera établie en fonction de la taille physique, de la complexité, des méthodes/technologies et/ou autres caractéristiques décrites dans la Section VII - Exigences relatives aux travaux. Le cumul d'un nombre de marchés de montant inférieur (moins de la valeur spécifiée pour cette exigence) pour atteindre le montant requis ne sera pas accepté.

¹¹ Par achèvement pour l'essentiel, on entend un achèvement à 80% ou plus des travaux prévus pour le marché.

¹² S'agissant des marchés auxquels le soumissionnaire a participé en tant que membre d'une co-entreprise ou sous-traitant, seule la valeur de la part dudit soumissionnaire sera prise en compte pour satisfaire à cette exigence.

¹³ Dans le cas d'une co-entreprise, les montants des marchés exécutés par chacun des membres ne peuvent être cumulés pour déterminer si le montant minimum requis pour un seul marché est atteint. En revanche, de la même manière que pour l'entité unique, chaque marché exécuté par chacun des membres doit atteindre le montant minimum requis par marché. Afin de déterminer si la co-entreprise répond à l'exigence du nombre total de marchés, seul le nombre de marchés achevés par tous les membres, chacun d'un montant équivalent au minimum requis, peut être cumulé.

"ii) Pour les travaux spécialisés ci-après, le maître d'ouvrage autorise le recours à des sous-traitants spécialisés, conformément à la clause 37.3 des instructions aux soumissionnaires."

Doit satisfaire à cette exigence pour un marché (le recours à un sous-traitant spécialisé peut y pourvoir).

Doit satisfaire à cette exigence.

s.o.

Doit satisfaire à cette exigence pour un marché (le recours à un sous-traitant spécialisé peut y pourvoir).

4.2 b)

Pour les marchés indiqués ci-dessus et pour tout autre marché exécuté ou en cours d'exécution en tant que principale entreprise adjudicataire, membre d'une co-entreprise, entreprise chargée de gestion ou sous-

Doit satisfaire à cette exigence.

Doit satisfaire à cette exigence.

s.o.

Doit satisfaire aux exigences suivantes pour les activités clés

Formulaire EXP 5.2



traitant¹⁴ depuis le 1^{er} janvier
de l'année civile stipulée à la
clause 4.2 a) ci-dessus,
posséder une expérience
minimale de construction
achevée de manière
satisfaisante dans les
domaines clés suivants¹⁵:

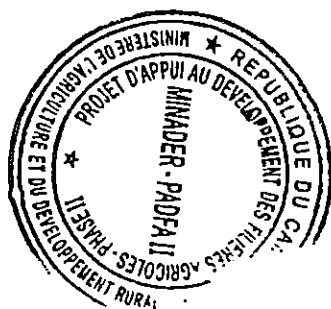
énumérées ci-
après¹⁶.

¹⁴ Pour les marchés auxquels le soumissionnaire a participé en tant que membre d'une co-entreprise ou sous-traitant seule la part dudit soumissionnaire sera prise en compte pour satisfaire à cette exigence.

¹⁵ Le volume, le nombre ou le taux de production de toute activité clé peut être démontré par un ou plusieurs marchés combinés s'ils sont exécutés de manière simultanée. Le taux de production sera le taux annuel pour la ou les activités clés de construction.

¹⁶ Cette exigence peut être satisfaite par un sous-traitant spécialisé.

4.2 c)	Expérience spécifique de la gestion des aspects environnementaux et sociaux	Pour les marchés visés au point 4.2 a) ci-dessus et/ou tout autre marché en tant que principale entreprise adjudicataire, membre d'une co-entreprise ou sous-traitant entre le 1 ^{er} janvier 2018 et la date limite de remise des offres, posséder une expérience de la gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux et plus précisément:	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire à cette exigence.	Doit satisfaire aux exigences ci-après:	Doit satisfaire aux exigences ci-après:	Formulaire EXP 5.2
--------	---	---	-----------------------------------	-----------------------------------	---	---	--------------------

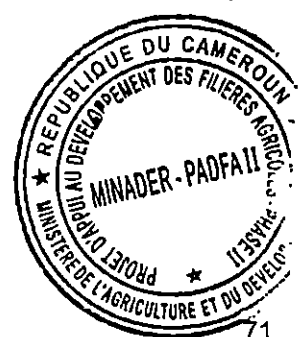


Section IV. Formulaires de soumission

Table des matières

Lettre de soumission.....	72
Cadre de Bordereaux des Prix Unitaires.....	77
Devis quantitatif :.....	86
Formulaire de garantie de soumission (garantie bancaire)	94
Formulaire de déclaration de garantie de l'offre (NON APPLICABLE).....	96
Proposition technique	98
Formulaire PER-1: Tableau des membres du personnel essentiel	98
Formulaire PER-2: <i>Curriculum vitae</i> et déclaration du personnel essentiel	100
Matériel et équipements	102
Organisation du chantier	103
Méthode de travail	104
Calendrier de mobilisation.....	105
Calendrier des travaux de construction	106
Stratégies de gestion environnementale et sociale et plans de mise en œuvre	107
Formulaire relatif au code de conduite du personnel de l'entreprise adjudicataire	108
Formulaire de sélection des soumissionnaires.....	113
Formulaire ELI-1.1: Fiche de renseignements sur le soumissionnaire.....	113
Formulaire ELI-1.2: Fiche de renseignements sur les parties à une co-entreprise	115
Formulaire CON-2: Défauts d'exécution antérieurs, litiges en instance et antécédents de litiges	116
Formulaire ES-3: Déclaration de bonne exécution environnementale et sociale	119
Formulaire FIN-4.1: Situation et résultats financiers	122
Formulaire FIN-4.2: Chiffre d'affaires annuel moyen des activités de construction....	124
Formulaire FIN-4.3: Ressources financières	125

Formulaire FIN-4.4: Engagements contractuels / travaux en cours	126
Formulaire EXP-5.1: Expérience générale dans le domaine de la construction	127
Formulaire EXP-5.2 a): Expérience spécifique dans le domaine de la construction et de la gestion des contrats	129
Formulaire EXP-5.2 b): Expérience de construction dans les activités principales	130
Formulaire EXP-5.2 c): Expérience spécifique en gestion des aspects environnementaux et sociaux	132
 Partie 2: Exigences relatives aux travaux	 133



Lettre de soumission

Date: _____

Marché n° _____

Avis de Demande de Prix n° _____

Offre alternative n°: _____

Destinataire:

Nous, soussignés, déclarons ce qui suit:

1. Nous avons examiné le dossier de Demande de Prix, y compris les additifs qui y ont été joints conformément aux instructions à l'intention des soumissionnaires (clause 11), et n'avons aucune réserve à formuler à leur sujet;
2. Nous n'avons été ni suspendus ni déclarés inéligibles par le maître d'ouvrage en application d'une déclaration de garantie de soumission dans le pays du maître d'ouvrage;
3. Nous proposons d'exécuter, conformément au dossier de Demande de Prix, les travaux ci-après:

4. Le montant total de notre offre, hors décotes consenties au point 5 ci-après, s'élève à:

En cas de lot unique, le montant total de l'offre est de: _____

En cas de lots multiples, le montant total de chaque lot est de:

En cas de lots multiples, le montant total de l'ensemble des lots (somme de tous les lots) est de: _____;

5. Les décotes consenties et les modalités de leur application sont les suivantes:

Décotes: _____

La méthode précise utilisée pour le calcul du prix net après application des décotes est la suivante:

-
6. Notre offre sera valable jusqu'au [indiquer le jour, le mois et l'année, conformément à la clause 21.1 des instructions aux soumissionnaires], et continuera de nous lier pendant cette période, durant laquelle elle pourra être acceptée à tout moment.
 7. Si notre offre est retenue, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution [et une garantie de bonne exécution environnementale et sociale; le cas échéant, rayer cette mention] conformément au dossier de Demande de Prix.
 8. Nous ne participons pas en tant que soumissionnaire ou sous-traitant à plus d'une offre dans le cadre de la présente procédure, conformément à la clause 7.3 d) des instructions aux soumissionnaires, sauf pour ce qui concerne les offres alternatives soumises en application de la clause 16 desdites instructions.
 9. Notre société et ses associés, y compris les sous-traitants ou fournisseurs auxquels il pourrait être fait appel pour une quelconque partie du marché, n'ont pas été déclarés inéligibles par le FIDA et n'ont pas fait l'objet de sanctions, hormis celles déclarées au point 13 de la présente lettre de soumission, ou d'exclusions en application de textes de loi ou de réglementations officielles du pays de l'acheteur, ni été écartés en vertu de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion (dit "Accord d'exclusion mutuelle")¹⁷ conformément à la clause 7 des instructions aux soumissionnaires.
 10. Nous reconnaissons et acceptons la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations. Nous certifions que ni notre entreprise ni quiconque agissant pour notre compte ou en notre nom ne s'est livré à l'une quelconque des pratiques répréhensibles visées par la clause 3 des instructions aux soumissionnaires. Nous reconnaissons et comprenons par ailleurs que nous sommes tenus de signaler, par envoi d'un courriel à l'adresse anticorruption@ifad.org, toute allégation de pratique répréhensible dont nous aurions connaissance au cours du processus de sélection ou lors de l'exécution du marché. À cet égard, nous certifions ce qui suit.
 - a) Les prix proposés dans la présente offre ont été fixés en toute indépendance, sans aucune consultation, communication ni entente avec une quelconque autre partie, en ce compris les autres soumissionnaires ou concurrents, ou dans le but de limiter la concurrence en ce qui concerne:
 - i) les prix en question;
 - ii) l'intention de soumettre une offre; ou
 - iii) les méthodes ou facteurs utilisés pour calculer les prix proposés.

¹⁷ Accord conclu avec le Groupe de la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site <http://crossdebarment.org/>.



- b) Les prix indiqués dans la présente offre n'ont pas été ni ne seront sciemment divulgués par nos soins, directement ou indirectement, à aucun autre soumissionnaire ou concurrent avant l'ouverture des plis, sauf si la loi nous y oblige expressément.
- c) Rien n'a été ni ne sera fait de notre part pour tenter d'amener un quelque autre soumissionnaire à présenter ou ne pas présenter une offre dans le but de restreindre la concurrence.

11. Nous reconnaissons et acceptons la Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Nous certifions que ni notre société ni quiconque agissant pour notre compte ou en notre nom ne s'est livré à aucun acte relevant du harcèlement sexuel, de l'exploitation sexuelle ou des atteintes sexuelles visé dans la clause 5 des instructions précitées. Nous reconnaissons et comprenons en outre qu'il est de notre devoir de signaler, par envoi d'un courriel à l'adresse ethicsoffice@ifad.org, toute allégation de harcèlement sexuel, d'exploitation sexuelle ou d'atteinte sexuelle dont nous aurions connaissance au cours du processus de sélection ou lors de l'exécution du marché.
12. Le processus de Demande de Prix a donné ou devrait donner lieu au versement des commissions, gratifications ou sommes ci-après: *[indiquer le nom et l'adresse complète de chaque bénéficiaire, le motif de l'octroi de chaque commission ou gratification, ainsi que leur montant et la monnaie dans laquelle elles ont été versées].*

Nom du bénéficiaire	Adresse	Motif	Montant

(Si rien n'a été ni ne devrait être versé, indiquer "néant".)

13. Nous déclarons que ni le soumissionnaire ni aucun de ses directeurs, partenaires, propriétaires, membres du personnel essentiel, mandataires, sous-consultants, sous-traitants ou partenaires constitués en consortium ou en co-entreprise ne sont en situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou perçu comme tel au sens de la clause 7.3 des instructions aux soumissionnaires qui concernerait le présent processus de Demande de Prix ou l'exécution du marché. *[Indiquer, si nécessaire: "hormis la situation ci-après" et présenter un exposé détaillé du conflit réel, potentiel ou perçu comme tel.]* Il est entendu que nous sommes en permanence tenus de faire état des conflits d'intérêts réels, potentiels ou perçus comme tels et que nous informerons l'acheteur et le FIDA dans les meilleurs délais dès lors que de tels conflits apparaîtraient à tout stade du processus de passation du marché ou de l'exécution de celui-ci.

14. Le soumissionnaire et/ou l'un de ses directeurs, partenaires, propriétaires, membres du personnel essentiel, mandataires, sous-consultants, sous-traitants ou partenaires constitués en consortium ou en co-entreprise ont fait l'objet des condamnations pénales, sanctions administratives (y compris l'exclusion) et/ou suspensions temporaires ci-après.

Nature de la mesure (condamnation pénale, sanction administrative ou suspension temporaire)	Prononcée par	Nom de la partie condamnée, sanctionnée ou suspendue (et lien avec le soumissionnaire)	Motifs de la mesure (fraude portant sur l'obtention d'un marché ou corruption lors de l'exécution d'un marché)	Date et durée de la mesure

Si aucune condamnation pénale, sanction administrative ou suspension temporaire n'a été prononcée, indiquer "néant".

15. Nous reconnaissons et comprenons qu'il est de notre devoir d'informer rapidement l'acheteur de toute modification notable des renseignements fournis dans le présent formulaire de soumission.
16. Il est entendu par ailleurs que la non-divulcation d'informations en relation avec le présent formulaire de soumission peut entraîner notre disqualification en tant que soumissionnaire, la résiliation du marché ou toute autre mesure appropriée en application de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.
17. Il est entendu que la présente offre, de même que l'acceptation écrite que vous pourriez y donner dans votre notification d'attribution, tiendront lieu de contrat qui liera l'entreprise et l'acheteur jusqu'à l'établissement et l'exécution d'un contrat en bonne et due forme.
18. Il est entendu que vous n'êtes nullement tenu d'accepter l'offre évaluée la plus avantageuse ni aucune autre offre que vous pourriez recevoir.
19. Conciliateur potentiel: nous acceptons la désignation de [indiquer le nom proposé dans les données particulières de la Demande de Prix] en tant que conciliateur. [ou]



Nous n'acceptons pas la désignation de *[indiquer le nom proposé dans les données particulières de la Demande de Prix]* en tant que conciliateur et proposons en lieu et place la nomination de *[indiquer le nom]*, dont les honoraires journaliers et renseignements personnels sont joints à la présente.

Nom du soumissionnaire

[Si l'offre est soumise par une co-entreprise, indiquer son nom.]

Nom de la personne dûment habilitée à signer l'offre pour le compte du soumissionnaire**

[La personne qui signe l'offre doit joindre à celle-ci la procuration donnée par le soumissionnaire.]

Qualité du signataire de l'offre

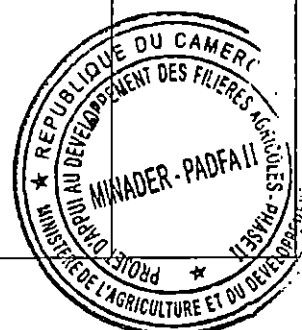
Signature de la personne susmentionnée

Date de signature _____

Cadre de Bordereaux des Prix Unitaires

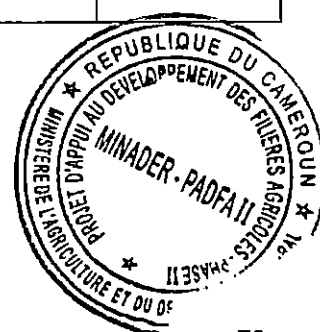
Les prix définis ci-après rémunèrent tous les travaux, frais directs et indirects recuis mais non nécessairement identifiés, pour la réalisation des aménagements de bas-fonds selon les prescriptions et clauses techniques, les plans et les devis. Ces prix sont réputés avoir été établis après la visite des sites et en considérant qu'aucune prestation n'est à effectuer par le Maître d'Ouvrage Délégué et de sorte à ne formuler aucune réclamation au cours des travaux consécutif à un oubli quelconque du Maître d'Ouvrage.

N°	DESIGNATION	U	PU EN CHIFFRES	PU EN LETTRES
100 :	MOBILISATION ET INSTALLATION DE CHANTIER			
101	<p>MISE EN PLACE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER</p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement les frais d'installation de chantier, la construction des baraques de chantier la fourniture et la pose de deux panneaux de chantier suivant le modèle fourni par le Maître d'Ouvrage Délégué et toutes les obligations décrites dans le Cahier des Prescriptions Techniques (CPT) .</p> <p>Ce prix comprend notamment sans que cette liste soit limitative :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les bureaux équipés d'au moins 5 chaises et une table (en location ou en matériaux provisoires); - le magasin de l'Entreprise - les frais de gardiennage et de surveillance du chantier ; - l'aménagement et l'entretien des aires de stockage des matériaux; - l'amenée et le repli du matériel ; - panneaux de chantier; - toutes suggestions relatives à ces travaux ainsi que toutes autres dispositions nécessaires pour le fonctionnement du chantier <p>Ce prix sera réglé au forfait selon l'échéancier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soixante-dix pour cent (70%) dès constat de la fin de la construction de la totalité des installations de Chantier et amenée du matériel nécessaire au démarrage des travaux. - trente pour cent (30%) après démontage et repliement des installations et du matériel. <p>Ce prix est forfaitaire et comprend toutes sujétions.</p> <p>Le Forfait à :Francs CFA</p>	Ft		



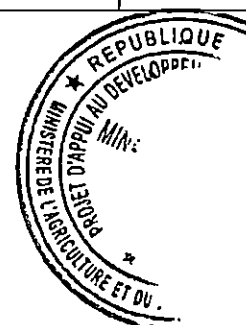
102	<p>Fourniture et pose de panneaux de chantier</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La confection du panneau en bois usinés - La confection du panneau en bois usinés - La fixation du panneau - L'organisation du personnel pour l'application de la méthode HIMO <p>Ce prix est forfaitaire et comprend toutes sujétions.</p> <p>Le forfait à : Francs CFA</p>	Ft		
103	<p>Amenée du matériel et équipements et repliement en fin de chantier</p> <p>Ce prix rémunère l'amené et le repli de la totalité des installations de chantier et du personnel pour l'exécution du forage et comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'amenée et le repli du matériel et engins nécessaires à l'exécution des travaux - l'amenée et le repli du personnel nécessaire à l'exécution des travaux et toutes sujétions <p>CE PRIX FORFAITAIRE sera réglé à raison de 50% des constat par le Maître d'œuvre, l'amenée et de la conformité de l'ensemble du matériel et du personnel permettant la réalisation complète du marché, et 50 pour cent des constat par le Maître d'œuvre du repli du chantier, après réception provisoire des travaux, et de la remise en état des lieux</p> <p>Ce prix est forfaitaire et comprend toutes sujétions.</p> <p>Le Forfait à :Francs CFA</p>	Ft		
200	ETUDES D'EXECUTION			

201	<p>Actualisation des études d'APD (Implantation des forages maraîchers).</p> <p>Ce prix rémunère les frais pour l'établissement du projet/ programme d'exécution et du plan de recollement conformément aux prescriptions du CPT.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les études géophysiques et implantation des forages - Les notes de calcul du reseau d'irrigation - L'établissement des plans d'exécution. - Toute autre étude nécessaire pour mener à bien l'exécution des travaux. - La fourniture du projet et du programme d'exécution - La fourniture du plan de recollement <p>Ce prix sera payé ainsi qu'il suit :</p> <p>Soixante dix pourcent (70 %) après la validation du projet d'exécution, et le solde de</p> <p>Trente pourcent (30%) après repli des installations et production du dossier de recollement.</p> <p>Ce prix est forfaitaire et comprend toutes sujétions.</p> <p>Le Forfait à :francs CFA</p>	Ft		
202	<p>Elaboration du projet d'exécution</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le projet d'exécution assorti de : - La présentation de l'entreprise en charge de l'exécution des travaux - Du personnel d'exécution affecté sur le chantier - Du matériel affecté sur le chantier - De l'organisation du chantier - De la méthodologie d'exécution des travaux - Du planning d'exécution des travaux ré actualisable chaque fin de semaine - Le planning d'approvisionnement du chantier ré actualisé - Des mesures de sécurité envisagées pour la protection des biens et des personnes sur le chantier - Les mesures d'atténuations des aspects socio-environnementaux - La définition des tâches à réalisées par méthode HIMO - La mention « vu bon à exécuter » de l'ingénieur du marché, approuvé par le chef de service du marché <p>Ce prix est forfaitaire et comprend toutes sujétions.</p> <p>Le Forfait à :francs CFA</p>	Ft		



203	Elaboration du dossier de recollement Il comprend : <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de final des travaux - Les ordres de service à caractère technique (PV d'installation de chantier, PV des réunions de chantier, PV de réception partielle des pompes et autres matériels nécessitant ce genre d'opération) - Les fiches techniques (rapport géophysique, rapport d'essai de pompage, rapport d'analyse physico chimique et bactériologique de l'eau, le certificat de traitement de l'eau à la solution chlorée délivré par le chef service d'hygiène territorialement compétent) - Les difficultés rencontrées et les solutions apportées - Les plans avant travaux - Les plans conformes après travaux - Les photos illustrant l'avancement des travaux - Et toutes sujétions Ce prix est forfaitaire et comprend toutes sujétions. Le Forfait à :francs CFA	Ft		
300	FORAGES MARAICHERS			
	Infrastructure			
301	Fonçage en terrain tendre à la tarière, de diamètre 5" 1/2 Ce prix rémunère : <ul style="list-style-type: none"> - le fonçage en terrain dur au moyen de matériels et outils appropriés mis à disposition, y compris les reconnaissances, les fluides de circulation, le carottage et toutes sujétions, pour des diamètres d'au moins 8 pouces et des profondeurs minimum de 60 mètres de l'amenée et de la conformité de l'ensemble du matériel et du personnel permettant la réalisation complète du marché; - Cinquante (50%) pour cent dès constat par le Maître d'œuvre du repli du chantier, après réception provisoire des travaux, et de la remise en état des lieux Le mètre linéaire à :Francs CFA	ml		
302	Fourniture et pose de tubes PVC pleins de diamètre 110/125 mm Ce prix rémunère : <ul style="list-style-type: none"> - La mise à disposition des matériels et outils appropriés - Le choix des tubes crépines (calcul des ouvertures) - La fourniture sur les sites des tubes PVC pleins - La réception technique de conformité des tubes - La pose de toutes les colonnes de tubage dans les trous forés au moyen de matériels et outils appropriés - Et toutes sujétions Le mètre linéaire à :Francs	ml		

303	Fourniture et pose de tubes PVC crépines de diamètre 110/125 mm <i>Ce prix rémunère au mètre linéaire,</i> <i>La mise à disposition des matériels et outils appropriés</i> <ul style="list-style-type: none"> - Le choix des tubes crépines (calcul des ouvertures) - La fourniture sur les sites des tubes PVC pleins et crépines - La réception technique de conformité des tubes - La pose de toutes les colonnes de tubage dans les trous forés au moyen de matériels et outils appropriés - Et toutes sujétions <i>Le mètre linéaire à :Francs CFA</i>	ml		
304	Fourniture et mise en place d'un massif filtrant de gravier calibré (1-3 mm) <i>Ce prix rémunère :</i> <ul style="list-style-type: none"> - Le calcul du volume de gravier à introduire dans chaque forage - La fourniture sur les sites du gravier - Le calibrage et lavage à l'eau du gravier - L'introduction au moyen de matériels et outils appropriés du gravier dans l'espace annulaire avec contrôle du volume - Et toutes sujétions <i>Le mètre linéaire à :Francs CFA</i>	ml		
305	Fourniture et mise en place d'un bouchon de fond préfabriqué en béton <i>Ce prix rémunère :</i> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture sur les sites des quantités d'argile nécessaires - La fabrication des pâtes - L'introduction au moyen de matériels et outils appropriés des pâtes dans l'espace annulaire - Et toutes sujétions <i>L'Unité à :Fcfa</i>	U		
306	Fourniture et mise en place de tout venant <i>Ce prix rémunère :</i> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture sur les sites du tout venant - L'introduction au moyen de matériels et outils appropriés du tout-venant dans l'espace annulaire - Et toutes sujétions <i>Le mètre linéaire à :Francs CFA</i>	ml		



307	Mise en place d'une tête de forage (cimentation en tête de forage en béton maigre) <i>Ce prix rémunère :</i> <ul style="list-style-type: none"> - la cimentation du premier mètre de l'espace annulaire ; - la fourniture du tubage situé à la surface du sol, sur une hauteur d'au moins 0,50 cm ; <i>y compris toutes sujétions nécessaires à l'exécution de cette tâche</i> Le mètre linéaire à :.....Fcfa	ml		
	Superstructure			
308	Fouille en rigole pour tête de forage <i>Ce prix rémunère au mètre :</i> <ul style="list-style-type: none"> - le terrassement - le dégagement - et le rangement des déblais loin du site, y compris toutes sujétions. Le mètre cube à :.....Fcfa	m3		
309	Béton de propreté dosé à 150 kg/m3 de CPJ <i>Ce prix rémunère :</i> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture des agrégats et du ciment - La fabrication et la pose du béton, y compris toutes sujétions Le mètre cube à :.....Francs CFA.	m ³		
310	Maçonnerie d'Agglos de 15 x 20 x 40 bourrés hourdés au mortier de ciment dosé à 300 kg/m3 <i>Ce prix rémunère au mètre cube les remblais compactés en couche.</i> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture des agrégats et du ciment - La fabrication des agglos - La pose et le bourrage des agglos, y compris toutes sujétions. Le mètre carré à :.....Fcfa	m ²		
311	Dallage en béton <i>Ce prix rémunère :</i> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture du sable et du ciment - La fabrication et pose du mortier, y compris toutes sujétions ; - la mise en place d'un dallage 0,50x0,50 avec une épaisseur d'au plus 10 cm ainsi que la maçonnerie des murets de protection jusqu'à une hauteur de 0,60 m ; - la fourniture et la pose d'un capot métallique boulonné sur le tubage PVC ; Le mètre cube à :.....Francs CFA	m ³		
312	Fourniture et pose de couvercle métallique en tôle acier de 10/10 ième y compris le système de fermeture <i>Ce prix rémunère :</i> <i>La fourniture et pose des cadres et battants préfabriqués</i> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture de cadenas type vachette originale - et toutes sujétions L'Unité à :.....Fcfa	U		

313	Essai de pompage <i>Ce prix rémunère :</i> <ul style="list-style-type: none"> - La mise à disposition des matériels et outils appropriés - Les pompages par paliers - Les mesures et relevés des débits et niveaux d'eau - La détermination des caractéristiques hydrauliques du forage - Le traçage des courbes caractéristiques - Et toutes sujétions <i>L'Heure à :Fcfa.</i>	Ft		
400	POMPAGE / REFOULEMENT / DISTRIBUTION			
401	Fouilles en tranchées de profondeur 60 cm minimum et de largeur 40 cm, pour pose de tuyauterie <i>Ce prix rémunère :</i> <ul style="list-style-type: none"> - le terrassement ; - le dégagement ; - et rangement des déblais hors de l'emprise des ouvrages ainsi que l'organisation du personnel pour l'application de la méthode HIMO. <i>Le mètre cube à :Francs CFA</i>	m ³		
402	Fourniture et pose de sable pour enrobage des tuyauteries sur une hauteur minimale de 20 cm du fond des fouilles <i>Ce prix rémunère :</i> <ul style="list-style-type: none"> - le terrassement ; - le dégagement ; - et rangement des déblais hors de l'emprise des ouvrages ainsi que l'organisation du personnel pour l'application de la méthode HIMO <i>Le mètre cube à :Fcfa</i>	m ³		
403	Fourniture et pose de tuyauterie en PVC pression 10 bars	ml		
403.1	Diamètre 125 mm, y compris les Tés pour bouches d'irrigation, et les accessoires de pose <i>Ce prix rémunère la fourniture et la pose des canalisations PVC de Ø125 conformément aux CCTP, ainsi que l'organisation du personnel pour l'application de la méthode HIMO, y compris toutes sujétions.</i> <i>Le mètre linéaire à :Francs</i>	ml		



403.2	<p>Diamètre 75 mm, y compris les Tés pour bouches d'irrigation, et les accessoires de pose</p> <p><i>Ce prix rémunère la fourniture et la pose des canalisations PVC de Ø75 conformément aux CCTP, ainsi que l'organisation du personnel pour l'application de la méthode HIMO, y compris toutes sujétions.</i></p> <p>Le mètre linéaire à:.....Francs CFA</p>	ml		
403.3	<p>Diamètre 63 mm, y compris les Tés pour bouches d'irrigation, et les accessoires de pose</p> <p><i>Ce prix rémunère la fourniture et la pose des canalisations PVC de Ø63 conformément aux CCTP, ainsi que l'organisation du personnel pour l'application de la méthode HIMO, y compris toutes sujétions.</i></p> <p>Le mètre linéaire à:.....Francs CFA</p>	ml		
404	<p>Achat et fourniture de motopompes de caractéristiques Q = 10 m³ /h et HMT =12 mCE, y compris les accessoires</p> <p><i>Ce prix rémunère :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture sur les sites des pompes de caractéristiques Q = 10m³/h et HMT = 12 mCE et des accessoires de pose ; - La réception technique de conformité de la motopompe et ses accessoires ; - La mise à disposition des outils appropriés ainsi que la pose ; - Et toutes sujétions <p>L'Unité à :Francs CFA</p>	U		
405	<p>Fourniture et pose de bassin de dissipation d'énergie en maçonnerie</p> <p><i>Ce prix rémunère au forfait, la réfection sur l'ouvrage de cru existant le désherbage, le réglage et la finition des canaux en terrain de toute nature. Il comprend :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture des matériaux servant à la confection du mortier de pose et du béton de bourrage ; - la fourniture des agglomérés ; - la confection du mortier de pose et du béton de bourrage ; - l'élévation des murs ; - suivant les CCTP et les recommandations du Maître d'Ouvrage ; - Et toutes sujétions <p>L'Unité àFrancs CFA</p>	U		
500	MENUISERIE METALLIQUE ET VISIBILITE DU PROJET			

501	<p>Fourniture et pose sur la tête de forage d'une plaquette métallique signalétique du forage, conformément au modèle fourni par le Maître d'ouvrage</p> <p>Ce prix rémunère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fabrication d'une plaquette d'identification du forage comportant les insignes de la Coopération Cameroun-Union Européenne suivant les dimensions du modèle; - la fabrication du cadre en cornière de Φ 10 - la fixation la tête de forage; - y compris toutes sujétions nécessaires à l'exécution de cette tâche. <p>- Et toutes sujétions</p> <p>L'Unité à:Francs CFA</p>	U		
502	<p>Fourniture et pose d'un panneau métallique signalétique du projet à l'entrée du site du périmètre conformément au modèle fourni par le Maître d'ouvrage</p> <p>Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fabrication d'une plaquette d'identification du projet comportant les insignes du PADFA suivant les dimensions du modèle; - la fabrication du cadre 50x50 en cornière de Φ 10 - la fixation à l'entrée du site ; - y compris toutes sujétions nécessaires à l'exécution de cette tâche. <p>L'Unité à:..... Francs CFA</p>	U		



Devis quantitatif :

**LOT N° 1 : REALISATION DES TRAVAUX MARAICHERS RELATIFS A LA PRODUCTION D'OIGNON POUR LE COMPTE DU PADFA II, DANS LES
ARRONDISSEMENTS DE MAROUA 1ER ET GAZAWA (REGION DE L'EXTREME-NORD)**

PRI X N°	DESIGNATION	U	PU (fcfa)	QUANTITE					PT (fcfa)
				Ouro Djiddéré	Gogoria	Bankara	Barza	Total	
100	MOBILISATION ET INSTALLATION DE CHANTIER								
101	Mise en place des installations de chantier	Ft		1	1	1	1	1	
102	Fourniture et pose de panneaux de chantier	Ft		1	1	1	1	1	
103	Amenée du matériel et équipements et repliement en fin de chantier	Ft		1	1	1	1	1	
	SOUS TOTAL 100								
200	ETUDES D'EXECUTION								
201	Actualisation des études d'APD (Implantation des forages maraîchers)	Ft		1	1	1	1	1	
202	Elaboration du projet d'exécution	Ft		1	1	1	1	1	
203	Elaboration du dossier de recollement	Ft		1	1	1	1	1	
	SOUS TOTAL 200								
300	FORAGES MARAÎCHERS								
	Infrastructure								
301	Fonçage en terrain tendre à la tarière, de diamètre 5" 1/2	ml		90	195	120	150	555	
302	Fourniture et pose de tubes PVC pleins de diamètre 110/125 mm	ml		21	45,5	28	35	129,5	

303	Fourniture et pose de tubes PVC crépines de diamètre 110/125 mm	ml		72	156	96	120	444	
304	Fourniture et mise en place d'un massif filtrant de gravier calibré (1-3 mm)	ml		72	156	96	120	444	
305	Fourniture et mise en place d'un bouchon de fond préfabriqué en béton	U		6	13	8	10	37	
306	Fourniture et mise en place de tout venant	ml		11,4	24,7	15,2	19	70,3	
307	Mise en place d'une tête de forage (cimentation en tête de forage en béton maigre)	ml		6	13	8	10	37	
	Superstructure								
308	Fouille en rigole pour tête de forage	m ³		1,90	4,12	2,53	3,17	11,72	
309	Béton de propreté dosé à 150 kg/m ³ de CPJ	m ³		0,20	0,44	0,27	0,34	1,24	
310	Maçonnerie d'Agglos de 15 x 20 x 40 bourrés hourdés au mortier de ciment dosé à 300 kg/m ³	m ²		20,16	43,68	26,88	33,60	124,32	
311	Dallage en béton	m ³		0,16	0,34	0,21	0,26	0,97	
312	Fourniture et pose de couvercle métallique en tôle acier de 10/10 ième y compris le système de fermeture	U		6	13	8	10	37	
313	Essai de pompage	Ft		1	1	1	1	1	
	SOUS TOTAL 300								
	400 - POMPAGE / REFOULEMENT / DISTRIBUTION								
401	Fouilles en tranchées de profondeur 60 cm minimum et de largeur 40 cm, pour pose de tuyauterie	m ³		192	636	348	528	1704	

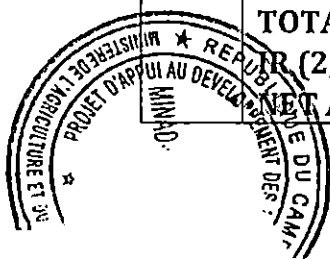


402	Fourniture et pose de sable pour enrobement des tuyauteries sur une hauteur minimale de 20 cm du fond des fouilles	m ³		64	212	116	176	568	
403	Fourniture et pose de tuyauterie en PVC pression 10 bars :								
403.1	De diamètre 125 mm, y compris les Tés pour bouches d'irrigation, et les accessoires de pose	ml		0	0	0	0	0	
403.2	De diamètre 75 mm, y compris les Tés pour bouches d'irrigation, et les accessoires de pose	ml		0	2650	1450	0	4100	
403.3	De diamètre 63 mm, y compris les Tés pour bouches d'irrigation, et les accessoires de pose	ml		800	0	0	2200	3000	
404	Achat et fourniture de motopompes de caractéristiques Q = 6,6 m ³ /h et HMT =10,5 mCE, y compris les accessoires	U		0	0	0	0	0	
405	Fourniture et pose de bassin de dissipation d'énergie en maçonnerie	U		3	9	5	6	23	
	SOUS TOTAL 400								
500	MENUISERIE METALLIQUE ET VISIBILITE DU PROJET								
501	Fourniture et pose sur la tête de forage d'une plaquette métallique signalétique du forage, conformément au modèle fourni par le Maître d'ouvrage	U		6	13	8	10	37	



502	Fourniture et pose d'un panneau métallique signalétique du projet à l'entrée du site du périmètre conformément au modèle fourni par le Maître d'ouvrage	U		1	1	1	1	4	
	SOUS TOTAL 500								
	TOTAL GENERAL HORS TAXES								
	TVA (19,25 %)								
	TOTAL TTC								

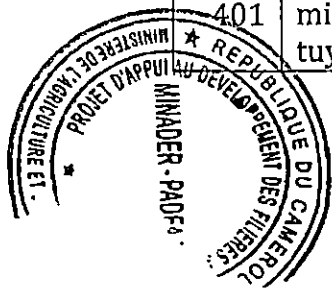
	RECAPITULATIF							MONTANT HT
100	MOBILISATION ET INSTALLATION DE CHANTIER							
200	ETUDES D'EXECUTION							
300	FORAGES MARAÎCHERS							
400	POMPAGE / REFOULEMENT / DISTRIBUTION							
500	MENUISERIE METALLIQUE ET VISIBILITE DU PROJET							
	TOTAL GENERAL HORS TAXES							
	TVA (19,25 %)							
	TOTAL TTC							
	IR (2,2% ou 5,5%)							
	NET A MANDATER							



**LOT N° 2 : REALISATION DES TRAVAUX MARAICHERS RELATIFS A LA PRODUCTION D'OIGNON POUR LE COMPTE DU
PADFA II, DANS LES ARRONDISSEMENTS DE GUIDER ET PITOA (REGION DU NORD)**

PRIX N°	DESIGNATION	U	PU (fcfa)	QUANTITE			PT (fcfa)
				Gollombé	Bounguel	Total	
100	MOBILISATION ET INSTALLATION DE CHANTIER						
101	Mise en place des installations de chantier	Ft		1	1	1	
102	Fourniture et pose de panneaux de chantier	Ft		1	1	1	
103	Amenée du matériel et équipements et repliement en fin de chantier	Ft		1	1	1	
	SOUS TOTAL 100						
200	ETUDES D'EXECUTION						
201	Actualisation des études d'APD (Implantation des forages maraîchers)	Ft		1	1	1	
202	Elaboration du projet d'exécution	Ft		1	1	1	
203	Elaboration du dossier de recollement	Ft		1	1	1	
	SOUS TOTAL 200						
300	FORAGES MARAÎCHERS						
	Infrastructure						
301	Fonçage en terrain tendre à la tarière, de diamètre 5" 1/2	ml		315	75	390	
302	Fourniture et pose de tubes PVC pleins de diamètre 110/125 mm	ml		73,5	17,5	91	
303	Fourniture et pose de tubes PVC crépines de diamètre 110/125 mm	ml		252	60	312	

304	Fourniture et mise en place d'un massif filtrant de gravier calibré (1-3 mm)	ml		252	60	312	
305	Fourniture et mise en place d'un bouchon de fond préfabriqué en béton	U		21	5	26	
306	Fourniture et mise en place de tout venant	ml		39,9	9,5	49,4	
307	Mise en place d'une tête de forage (cimentation en tête de forage en béton maigre)	ml		21	5	26	
	Superstructure						
308	Fouille en rigole pour tête de forage	m ³		6,65	1,58	8,24	
309	Béton de propreté dosé à 150 kg/m ³ de CPJ	m ³		0,71	0,17	0,87	
310	Maçonnerie d'Agglos de 15 x 20 x 40 bourrés hourdés au mortier de ciment dosé à 300 kg/m ³	m ²		70,56	16,80	87,36	
311	Dallage en béton	m ³		0,55	0,13	0,68	
312	Fourniture et pose de couvercle métallique en tôle acier de 10/10 ième y compris le système de fermeture	U		21	5	26	
313	Essai de pompage	Ft		1	1	1	
	SOUS TOTAL 300						
400	POMPAGE / REFOULEMENT / DISTRIBUTION						
401	Fouilles en tranchées de profondeur 60 cm minimum et de largeur 40 cm, pour pose de tuyauterie	m ³		876	360	1236	



402	Fourniture et pose de sable pour enrobement des tuyauteries sur une hauteur minimale de 20 cm du fond des fouilles	m ³		292	120	412	
403	Fourniture et pose de tuyauterie en PVC pression 10 bars :						
403.1	De diamètre 125 mm, y compris les Tés pour bouches d'irrigation, et les accessoires de pose	ml		0	1500	1500	
403.2	De diamètre 75 mm, y compris les Tés pour bouches d'irrigation, et les accessoires de pose	ml		0	0	0	
403.3	De diamètre 63 mm, y compris les Tés pour bouches d'irrigation, et les accessoires de pose	ml		3650	0	3650	
404	Achat et fourniture de motopompes de caractéristiques Q = 6,6 m ³ /h et HMT =10,5 mCE, y compris les accessoires	U		0	0	0	
405	Fourniture et pose de bassin de dissipation d'énergie en maçonnerie	U		13	12	25	
	SOUS TOTAL 400						
500	MENUISERIE METALLIQUE ET VISIBILITE DU PROJET						
501	Fourniture et pose sur la tête de forage d'une plaquette métallique signalétique du forage, conformément au modèle fourni par le Maître d'ouvrage	U		21	5	26	

502	Fourniture et pose d'un panneau métallique signalétique du projet à l'entrée du site du périmètre conformément au modèle fourni par le Maître d'ouvrage	U		1	1	2	
	SOUS TOTAL 500						
	TOTAL GENERAL HORS TAXES						
	TVA (19,25 %)						
	TOTAL TTC						

	RECAPITULATIF					MONTANT HT
100	MOBILISATION ET INSTALLATION DE CHANTIER					
200	ETUDES D'EXECUTION					
300	FORAGES MARAÎCHERS					
400	POMPAGE / REFOULEMENT / DISTRIBUTION					
500	MENUISERIE METALLIQUE ET VISIBILITE DU PROJET					
	TOTAL GENERAL HORS TAXES					
	TVA (19,25 %)					
	TOTAL TTC					
	IR (2,2% ou 5,5%)					
	NET A MANDATER					



Formulaires relatifs à la garantie de soumission

Formulaire de garantie de soumission (garantie bancaire)

Banque: *[Nom de la banque et adresse de l'agence émettrice]*

Bénéficiaire: *[Nom et adresse du maître d'ouvrage]*

Date: _____

GARANTIE DE SOUMISSION N° _____

Nous avons été informés que *[indiquer le nom du soumissionnaire]* (ci-après, "le soumissionnaire") vous a présenté une offre le *[date de la soumission de l'offre]* pour l'exécution de *[intitulé du marché]* dans le cadre de l'avis de Demande de Prix n° *[indiquer le numéro de l'avis de Demande de Prix]* (ci-après, "l'offre").

Il appert par ailleurs que, selon vos conditions, les offres doivent être accompagnées d'une garantie de soumission.

À la demande du soumissionnaire, nous *[indiquer le nom de la banque]* prenons l'engagement irrévocable de vous régler toute somme à hauteur d'un montant de *[indiquer le montant en chiffres]* (*[indiquer le montant en lettres]*) dès réception de votre première demande écrite accompagnée d'une déclaration écrite attestant que le soumissionnaire a failli à son ou ses obligation(s) au titre des conditions de l'offre, au motif:

- a) qu'il a retiré son offre après la date limite de soumission, mais pendant le délai de validité indiqué dans la lettre de soumission; ou
- b) que, s'étant vu notifier l'acceptation de son offre par le maître d'ouvrage pendant la période de validité, il i) s'abstient ou refuse d'exécuter le marché, ou ii) s'abstient ou refuse de fournir la garantie de bonne exécution, conformément aux clauses de la lettre d'acceptation et autres conditions contractuelles applicables.

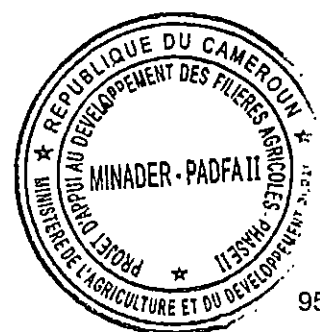
La présente garantie expirera: a) si le marché est attribué au soumissionnaire, lorsque nous recevrons une copie du contrat signé par lui et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom sur instruction du soumissionnaire; ou b) si le marché n'est pas octroyé au soumissionnaire, à la première des dates suivantes i) lorsque nous recevrons copie de votre notification selon laquelle le soumissionnaire retenu a signé le contrat et fourni la garantie de bonne exécution; ou ii) vingt-huit (28) jours après l'expiration du délai de validité de l'offre du soumissionnaire.

En conséquence, toute demande de paiement au titre de la présente garantie devra nous parvenir à l'agence au plus tard à la date susmentionnée.

[Radiation de la mention inutile par la banque émettrice]. Nous confirmons que [nous sommes une institution financière légalement autorisée à fournir la présente garantie dans le pays du maître d'ouvrage] [ou] [nous sommes une institution financière située en dehors du pays du maître d'ouvrage mais disposons d'une institution financière correspondante dans le pays du maître d'ouvrage qui veillera à exécuter la présente garantie. Le nom et les coordonnées de notre banque correspondante sont: [indiquer les nom, adresse, numéro de téléphone et adresse électronique de la banque correspondante]].

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de commerce internationale relatives aux garanties sur demande, Publication CCI n° 758, sauf s'il en est disposé autrement ci-dessus.

[Signature(s)]



Formulaire de déclaration de garantie de l'offre (NON APPLICABLE)

[Le soumissionnaire devra compléter ce formulaire conformément aux instructions données.]

Date: *[jour, mois et année]*

Référence de l'offre: *[indiquer le numéro de référence]*

Offre alternative n°: *[indiquer le numéro d'identification s'il s'agit d'une offre alternative.]*

Destinataire: *[dénomination sociale complète du maître d'ouvrage]*

Nous, soussignés, déclarons ce qui suit:

Il appert que, selon vos conditions, les offres doivent être accompagnées d'une déclaration de garantie.

Nous acceptons que soit automatiquement suspendu notre droit de participer à toute Demande de Prix ou de propositions en vue d'obtenir un marché de la part du maître d'ouvrage pour une période de *[nombre de mois ou d'années]* commençant le *[date]*, si nous manquons à l'une ou plusieurs des obligations auxquelles nous sommes tenus en vertu de l'offre, à savoir:

a) si nous retirons l'offre pendant la période de validité spécifiée dans la lettre de soumission; ou

b) si, nous étant vus notifier l'acceptation de notre offre par le maître d'ouvrage pendant la période de validité, nous i) nous abstenons ou refusons de signer le contrat, ou ii) nous abstenons ou refusons de fournir, s'il y a lieu, la garantie de bonne exécution, conformément aux instructions à l'intention des soumissionnaires.

Il est entendu que la présente déclaration de garantie de l'offre deviendra caduque si le marché ne nous est pas attribué, et ce à la première des dates suivantes: i) lorsque nous recevrons votre notification du nom du soumissionnaire retenu, ou ii) vingt-huit jours après l'expiration de notre offre.

Nom du soumissionnaire*

Nom de la personne dûment habilitée à signer l'offre pour le compte du soumissionnaire**

Qualité du signataire de l'offre _____

Signature de la personne susmentionnée _____

Date de signature _____

* Si l'offre est soumise par une co-entreprise, indiquer son nom.

** La personne qui signe l'offre doit joindre à celle-ci la procuration donnée par le soumissionnaire.

[Note: Pour les co-entreprises, la déclaration de garantie de l'offre doit être établie au nom de tous les membres qui soumettent l'offre.]

Proposition technique

Formulaire PER-1: Tableau des membres du personnel essentiel

Les soumissionnaires sont invités à communiquer les noms et coordonnées des membres du personnel essentiel dûment qualifiés auxquels il sera fait appel pour l'exécution du marché. Les informations relatives à l'expérience de chacune des personnes pressenties devront être portées sur le formulaire PER-2 ci-après.

1	Intitulé du poste ou de la fonction	
	Nom de la personne pressentie	
	Durée de l'engagement	[Indiquer l'intégralité de la période (dates de début et de fin de contrat) pour laquelle ce poste doit être pourvu.]
	Temps consacré à ce poste ou cette fonction	[Indiquer le nombre de jours/semaines/mois qu'il a été prévu de consacrer à ce poste ou cette fonction.]
	Ordonnancement des tâches escompté pour ce poste ou cette fonction	[Indiquer l'ordonnancement des tâches escompté pour ce poste ou cette fonction (joindre, par exemple, un diagramme de Gantt détaillé)]
2	Intitulé du poste ou de la fonction [spécialiste des questions environnementales]	
	Nom de la personne pressentie	
	Durée de l'engagement	[Indiquer l'intégralité de la période (dates de début et de fin de contrat) pour laquelle ce poste doit être pourvu.]
	Temps consacré à ce poste ou cette fonction	[Indiquer le nombre de jours/semaines/mois qu'il a été prévu de consacrer à ce poste ou cette fonction.]
	Ordonnancement des tâches escompté pour ce poste ou cette fonction	[Indiquer l'ordonnancement des tâches escompté pour ce poste ou cette fonction (joindre, par exemple, un diagramme de Gantt détaillé)]
3	Intitulé du poste ou de la fonction [spécialiste des questions de santé et de sécurité]	
	Nom de la personne pressentie	
	Durée de l'engagement	[Indiquer l'intégralité de la période (dates de début et de fin de contrat) pour laquelle ce poste doit être pourvu.]
	Temps consacré à ce poste ou cette fonction	[Indiquer le nombre de jours/semaines/mois qu'il a été prévu de consacrer à ce poste ou cette fonction.]
	Ordonnancement des tâches escompté pour ce poste ou cette fonction	[Indiquer l'ordonnancement des tâches escompté pour ce poste ou cette fonction (joindre, par exemple, un diagramme de Gantt détaillé)]
4	Intitulé du poste ou de la fonction [spécialiste des questions sociales]	
	Nom de la personne pressentie	
	Durée de l'engagement	[Indiquer l'intégralité de la période (dates de début et de fin de contrat) pour laquelle ce poste doit être pourvu.]

	Temps consacré à ce poste ou cette fonction	[Indiquer le nombre de jours/semaines/mois qu'il a été prévu de consacrer à ce poste ou cette fonction.]
	Ordonnancement des tâches escompté pour ce poste ou cette fonction	[Indiquer l'ordonnancement des tâches escompté pour ce poste ou cette fonction (joindre, par exemple, un diagramme de Gantt détaillé)]
6. Intitulé du poste ou de la fonction [expert spécialisé dans les problèmes d'exercice et d'atteintes sexuelles ainsi que de harcèlement sexuel]		
	Nom de la personne pressentie	
	Durée de l'engagement	[Indiquer l'intégralité de la période (dates de début et de fin de contrat) pour laquelle ce poste doit être pourvu.]
	Temps consacré à ce poste ou cette fonction	[Indiquer le nombre de jours/semaines/mois qu'il a été prévu de consacrer à ce poste ou cette fonction.]
	Ordonnancement des tâches escompté pour ce poste ou cette fonction	[Indiquer l'ordonnancement des tâches escompté pour ce poste ou cette fonction (joindre, par exemple, un diagramme de Gantt détaillé)]
7. Intitulé du poste ou de la fonction [indiquer son intitulé]		
	Nom de la personne pressentie	
	Durée de l'engagement	[Indiquer l'intégralité de la période (dates de début et de fin de contrat) pour laquelle ce poste doit être pourvu.]
	Temps consacré à ce poste ou cette fonction	[Indiquer le nombre de jours/semaines/mois qu'il a été prévu de consacrer à ce poste ou cette fonction.]
	Ordonnancement des tâches escompté pour ce poste ou cette fonction	[Indiquer l'ordonnancement des tâches escompté pour ce poste ou cette fonction (joindre, par exemple, un diagramme de Gantt détaillé)]

Formulaire PER-2: *Curriculum vitae* et déclaration du personnel essentiel

Nom du soumissionnaire		
Poste ou fonction [#1]: [intitulé du poste ou de la fonction tel qu'indiqué dans le formulaire PER-1]		
Renseignements personnels	Nom:	Date de naissance:
	Adresse:	Courriel:
	Qualifications professionnelles:	
	Titres universitaires:	
	Aptitudes linguistiques: [langue et niveau de compétence à l'oral, en lecture et en écriture]	
Autres informations		
	Adresse de l'employeur:	
	Téléphone:	Contact (directeur/responsable du personnel):
	Télécopie:	
	Intitulé de l'emploi exercé:	Ancienneté auprès de l'employeur actuel:

Fournir un récapitulatif de l'expérience professionnelle, par ordre chronologique inverse, en précisant l'expérience particulière acquise sur le plan technique et en matière de gestion qui pourrait être utile pour le projet.

Projet	Rôle	Durée d'exercice	Expérience pertinente
[Principales informations concernant le projet]	[Rôle et responsabilités au sein du projet]	[Durée d'exercice du rôle/des responsabilités en question]	[Description de l'expérience acquise en rapport avec le présent poste/la présente fonction]

Déclaration

Je soussigné, membre du personnel essentiel, certifie que le présent formulaire PER-2 contient, à ma connaissance, des renseignements exacts concernant ma personne, mes qualifications et mon expérience.

Je confirme ma disponibilité, certifiée dans le tableau ci-dessous, et ce pour toute la période couverte par l'ordonnancement des tâches envisagé pour ce poste ou cette fonction, comme spécifié dans l'offre.

Engagement	Détails
Engagement en termes de durée du contrat	[Indiquer la période de disponibilité (dates de début et de fin) de ce membre du personnel essentiel pour le présent contrat.]
Engagement en termes de temps	[Indiquer le nombre de jours/semaines/mois pendant lesquels ce membre du personnel essentiel sera engagé.]

Je n'ignore pas que toute fausse déclaration ou omission dans le présent formulaire pourra:

- a) être prise en considération lors de l'évaluation des offres;
- b) me disqualifier pour l'attribution de l'offre;
- c) entraîner mon congédiement.

Nom du membre du personnel essentiel: *[indiquer le nom]*

Signature: _____

Date: (jour, mois, année): _____

Contresigning du représentant autorisé du soumissionnaire:

Signature: _____

Date: (jour, mois, année): _____



Matériel et équipements

Le soumissionnaire est tenu de donner des renseignements suffisants pour démontrer clairement qu'il est en mesure de satisfaire aux conditions relatives à la fourniture du matériel et des équipements essentiels énumérés dans la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires. Un formulaire distinct devra être établi pour chaque composante du matériel et des équipements énumérés, ou pour le matériel et les équipements de remplacement proposés par le soumissionnaire. Ce dernier devra communiquer, dans la mesure du possible, tous les renseignements demandés ci-dessous.

Type de matériel ou d'équipements		
Renseignements concernant le matériel/l'équipement	Nom du fabricant	Modèle et puissance nominale
	Capacité	Année de fabrication
État actuel du matériel/de l'équipement	Localisation actuelle	
	Engagements en cours	
Source	Indiquer la source du matériel/de l'équipement en propriété en location en crédit-bail fabrication spéciale	

Les renseignements ci-après concernent uniquement le matériel et les équipements dont le soumissionnaire n'est pas propriétaire.

Propriétaire	Nom du propriétaire	
	Adresse du propriétaire	
	Téléphone	Personne à contacter (nom et qualité)
	Télécopie	Télex
Ententes	Précisions sur les ententes (location, crédit-bail, fabrication) propres au projet	

Organisation du chantier

[Donner des informations sur l'organisation du chantier.]



Calendrier de mobilisation

[Indiquer le calendrier de mobilisation.]



Calendrier des travaux de construction

[Indiquer le calendrier des travaux de construction.]

Stratégies de gestion environnementale et sociale et plans de mise en œuvre

Le soumissionnaire est tenu de fournir des stratégies de gestion environnementale et sociale et des plans de mise en œuvre complets et concis, comme requis par la clause 14.1 h) des instructions aux soumissionnaires figurant dans les données particulières de la Demande de Prix. Ces stratégies et plans devront décrire en détail les actes, matériaux, matériels et équipements, processus de gestion, etc. qu'il incombera à l'entreprise adjudicataire et à ses sous-traitants de mettre en place.

Lors de l'élaboration de ces stratégies et plans, le soumissionnaire devra tenir compte des dispositions du contrat en matière environnementale et sociale, y compris celles qui peuvent être décrites plus en détail dans la Section V - Exigences relatives aux travaux.



Formulaire relatif au code de conduite du personnel de l'entreprise adjudicataire

Note à l'intention du maître d'ouvrage:

Les exigences minimales ci-après ne doivent pas être modifiées. Le maître d'ouvrage peut ajouter des exigences supplémentaires pour tenir compte de problèmes identifiés, en s'appuyant sur une évaluation environnementale et sociale pertinente.

Il pourrait notamment s'agir de risques liés à l'afflux de main-d'œuvre, à la propagation de maladies transmissibles, à des cas d'exploitation et atteintes sexuelles ou de harcèlement sexuel, etc.

[Supprimer cet encadré avant la publication du dossier demande de prix.]

Note à l'intention du soumissionnaire:

Le contenu minimal du formulaire relatif au code de conduite tel qu'il a été établi par le maître d'ouvrage ne saurait être modifié substantiellement. Le soumissionnaire peut cependant ajouter des exigences, si nécessaire, y compris pour prendre en compte des problèmes/risques propres au marché en question.

Code de conduite du personnel de l'entreprise adjudicataire

En notre qualité d'entreprise adjudicataire *[indiquer le nom de l'entreprise adjudicataire]*, nous avons signé un contrat avec *[indiquer la dénomination sociale du maître d'ouvrage]* concernant *[donner une description des travaux]*. Ces travaux seront réalisés à *[indiquer le chantier et les autres lieux où seront menés les travaux]*. Nous sommes tenus, aux termes de notre contrat, de mettre en place des mesures destinées à pallier les risques sociaux et environnementaux liés auxdits travaux, y compris les risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles, ainsi que de harcèlement sexuel.

Le présent code de conduite fait partie des mesures que nous avons prises pour faire face aux risques sociaux et environnementaux liés aux travaux. Il s'applique à tous les membres de notre personnel ainsi qu'aux autres salariés présents sur le chantier ou en d'autres lieux où sont réalisés les travaux. Il s'applique également au personnel de chaque sous-traitant et aux autres personnels qui nous apportent leur concours dans l'exécution desdits travaux. Toutes ces personnes, qui constituent le "personnel de l'entreprise adjudicataire", sont soumises au présent code de conduite.

Le code de conduite recense les comportements que nous exigeons de tous les membres de notre personnel.

Notre lieu de travail est un environnement dans lequel aucun comportement dangereux, choquant, abusif ou violent ne sera toléré et dans lequel chacun devrait pouvoir soulever des questions ou exprimer ses préoccupations sans craindre des mesures de représailles.

Conduite exigée

Le personnel de l'entreprise adjudicataire devra:

1. s'acquitter de ses tâches avec compétence et diligence;
2. respecter le présent code de conduite et tous textes de loi, règlements et autres prescriptions, y compris celles qui font obligation de protéger la santé, la sécurité et le bien-être des autres membres du personnel de l'entreprise adjudicataire et de tout autre personne;
3. préserver la sécurité de l'environnement de travail, notamment:
 - a. en veillant à ce que les lieux de travail, les machines, le matériel et les équipements, ainsi que les processus dont chacun a la maîtrise soient sûrs et ne présentent aucun risque pour la santé;
 - b. en portant les équipements de protection individuelle requis;
 - c. en ayant recours aux mesures appropriées concernant les substances et agents chimiques, physiques et biologiques;
 - d. en suivant les procédures d'urgence en vigueur;
4. signaler les situations de travail jugées présenter un risque sur le plan de la santé ou de la sécurité et se mettre en retrait d'une situation de travail jugée raisonnablement poser un danger grave et imminent pour la vie ou la santé de l'intéressé;
5. traiter autrui avec respect et n'exercer aucune discrimination envers des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants ou les enfants;
6. ne pas exercer de harcèlement sexuel, ce qui signifie s'abstenir de faire des avances sexuelles importunes, de formuler des demandes non désirées de faveurs sexuelles ou d'avoir avec d'autres membres du personnel de l'entreprise adjudicataire ou du maître d'ouvrage tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle non désiré;
7. ne pas se livrer à l'exploitation sexuelle, ce qui signifie s'abstenir d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris mais non exclusivement en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique;
8. ne pas commettre d'atteintes sexuelles, ce qui signifie s'abstenir de tout contact de nature sexuelle établi par la force ou la contrainte ou à la faveur d'un rapport inégal, la menace d'un tel acte constituant aussi une atteinte sexuelle;
9. éviter toute forme d'activité sexuelle avec des individus âgés de moins de 18 ans, sauf mariage pré-existant;
10. suivre les formations proposées concernant les aspects sociaux, environnementaux du marché, y compris celles portant sur les questions de santé et de sécurité, sur l'exploitation et les atteintes sexuelles, et sur le harcèlement sexuel;



11. signaler les violations du présent code de conduite;
12. s'abstenir d'exercer des mesures de représailles à l'encontre de quiconque ferait état de violations du présent code de conduite, que ces faits soient communiqués à nous ou au maître d'ouvrage, ou en faisant usage du mécanisme de traitement des plaintes mis en place pour le personnel de l'entreprise adjudicataire ou prévu dans le cadre du projet.

Signalement des problèmes

Quiconque est témoin de comportements dont il croit qu'ils peuvent constituer une violation du présent code de conduite ou qui le concernent d'une quelconque autre manière se doit de le signaler sans délai. Il peut, pour ce faire, procéder comme suit:

1. contacter [*indiquer le nom du spécialiste des questions sociales de l'entreprise adjudicataire possédant l'expérience voulue pour traiter les violences sexistes ou, si le contrat n'exige pas qu'un tel spécialiste soit mobilisé, de toute autre personne désignée par l'entreprise adjudicataire pour s'occuper de ces questions*] par écrit à l'adresse suivante [] ou par téléphone au numéro [], ou en personne à []; ou
2. appeler [] pour joindre l'assistance téléphonique (éventuellement) mise en place par l'entreprise adjudicataire et laisser un message.

L'identité de l'auteur du signalement demeurera confidentielle, sauf si la législation nationale fait obligation de rendre compte des allégations. Il est également possible de soumettre des plaintes ou allégations de manière anonyme; elles recevront toute l'attention qui leur est due. Toutes les informations faisant état d'éventuels comportements répréhensibles seront prises très au sérieux, et feront l'objet d'une enquête et de mesures appropriées. Nous veillerons à encourager vivement celles et ceux qui auraient été victimes de tels comportements à s'adresser à des prestataires de services en mesure de leur apporter l'aide qui leur serait nécessaire.

Aucune mesure de représailles ne sera exercée à l'encontre de quiconque dénonce en toute bonne foi un comportement prohibé par le présent code de conduite. Pareille mesure contreviendrait audit code.

Conséquences du non-respect du code de conduite

Toute violation du présent code de conduite par un membre du personnel de l'entreprise adjudicataire peut avoir de graves conséquences, jusqu'à et y compris la résiliation du contrat et l'éventuelle saisine de la justice.

Pour les membres du personnel de l'entreprise adjudicataire:

Je confirme avoir reçu un exemplaire du présent code de conduite rédigé dans une langue que je comprends. Je n'ignore pas qu'en cas de question concernant ledit code, il m'est possible

de contacter [indiquer le nom de la personne de contact de l'entreprise adjudicataire possédant l'expérience voulue] pour lui demander des explications.

Nom du membre du personnel de l'entreprise adjudicataire: [indiquer le nom]

Signature: _____

Date: (jour, mois, année) _____

Contreseing du représentant autorisé de l'entreprise adjudicataire:

Signature: _____

Date: (jour, mois, année) _____

Pièce jointe 1: Comportements relevant de l'exploitation et des atteintes sexuelles, et comportements relevant du harcèlement sexuel.



Pièce jointe au Formulaire relatif au code de conduite

Comportements relevant de l'exploitation et des atteintes sexuelles, et comportements relevant du harcèlement sexuel

La liste non exhaustive qui suit a pour but de donner des exemples de types de comportements prohibés.

1) Exemples d'actes relevant de l'exploitation et des atteintes sexuelles (liste non limitative):

- Un membre du personnel de l'entreprise adjudicataire fait savoir autour de lui qu'il peut procurer du travail à des membres de la communauté locale sur le chantier où il est employé (travaux de cuisine et de nettoyage, par exemple), en échange de relations sexuelles.
- Un membre du personnel de l'entreprise adjudicataire chargé d'effectuer les travaux de raccordement électrique des logements fait savoir qu'il est prêt à raccorder au réseau les familles dirigées par une femme, en échange de relations sexuelles.
- Un membre du personnel de l'entreprise adjudicataire viole ou agresse sexuellement un membre de la communauté locale.
- Un membre du personnel de l'entreprise adjudicataire exige de quelqu'un qu'il lui accorde des faveurs sexuelles pour lui autoriser l'accès au chantier.
- Un membre du personnel de l'entreprise adjudicataire déclare à quelqu'un qui postule à un emploi dans le cadre du présent marché qu'il ne le recrutera qu'à la condition que cette personne accepte d'avoir des relations sexuelles avec lui.

2) Exemples d'actes relevant du harcèlement sexuel au travail

- Un membre du personnel de l'entreprise adjudicataire fait des remarques (positives ou négatives) au sujet du physique d'un autre membre du personnel et de l'attirance sexuelle de cette personne.
- À un membre du personnel de l'entreprise adjudicataire qui se plaint des remarques faites par des collègues concernant son physique, l'autre membre du personnel lui répond qu'il/elle "l'a bien cherché", vu sa tenue vestimentaire.
- Attouchements non sollicités de la part d'un membre du personnel de l'entreprise adjudicataire sur l'un ou l'une de ses collègues.
- Un membre du personnel de l'entreprise adjudicataire promet à l'un ou l'une de ses collègues une augmentation salariale ou une promotion à condition qu'il/elle lui envoie des photos d'il/elle dénudé(e).

Formulaires de sélection des soumissionnaires

Le soumissionnaire est tenu de fournir les informations demandées dans les formulaires ci-après pour établir qu'il remplit les conditions requises pour exécuter le marché conformément aux exigences énoncées dans la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires.

Formulaire ELI-1.1: Fiche de renseignements sur le soumissionnaire

Date: [indiquer la date]

Demande de Prix n°: [indiquer le numéro]

Page [indiquer le numéro de la page] sur [indiquer le nombre total de pages]

Dénomination sociale du soumissionnaire:

Dans le cas d'une co-entreprise, dénomination sociale de chaque membre:

Pays d'immatriculation effectif ou envisagé:

[indiquer le pays d'immatriculation]

Année d'immatriculation effective ou envisagée:

Adresse légale du soumissionnaire [dans le pays d'immatriculation]:

Renseignements relatifs au représentant autorisé du soumissionnaire

Nom: _____

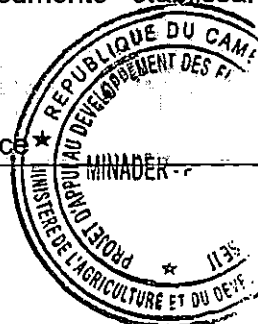
Adresse: _____

Numéros de téléphone/télécopie: _____

Adresse électronique: _____

1. Copies de documents jointes au présent formulaire

- ☐ Statuts (ou documents équivalents d'immatriculation ou d'association), et/ou documents constitutifs de l'entité légale susmentionnée, conformément à la clause 7.1 des instructions aux soumissionnaires.
- ☐ Dans le cas d'une co-entreprise, accord de co-entreprise ou lettre faisant état de l'intention de constituer une co-entreprise, conformément à la clause 14.2 desdites instructions.
- ☐ Dans le cas d'une entreprise ou institution publique, les documents établissant, conformément à la clause 7.8 desdites instructions:
 - qu'elle dispose d'une autonomie juridique et financière
 - qu'elle est régie par le droit commercial
 - qu'elle n'est pas liée au maître d'ouvrage par un lien de dépendance



2. L'organigramme, la liste des membres du conseil d'administration et des renseignements sur l'actionnariat de l'entreprise sont également joints.

Formulaire ELI-1.2: Fiche de renseignements sur les parties à une co-entreprise

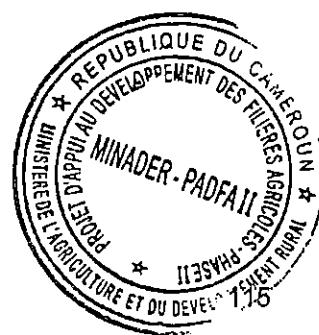
(À remplir par chaque membre de la co-entreprise qui forme le soumissionnaire)

Date: [indiquer la date.]

Demande de Prix n°: [indiquer le numéro]

Page [indiquer le numéro de la page] sur [indiquer le nombre total de pages]

Dénomination sociale de la co-entreprise
Membres de la co-entreprise:
Pays d'immatriculation des membres de la co-entreprise:
Année d'immatriculation des membres de la co-entreprise:
Adresse légale des membres de la co-entreprise dans le pays d'immatriculation:
Renseignements relatifs au représentant autorisé des membres de la co-entreprise Nom: _____ Adresse: _____ Numéros de téléphone/télécopie: _____ Adresse électronique: _____
1. Copies de documents jointes au présent formulaire <ul style="list-style-type: none">• Statuts (ou documents équivalents d'immatriculation ou d'association), et/ou documents constitutifs de l'entité légale susmentionnée, conformément à la clause 7.1 des instructions aux soumissionnaires.• Dans le cas d'une entreprise ou institution publique, les documents établissant, conformément à la clause 7.8 desdites instructions, son autonomie juridique et financière, le fait qu'elle est régie par le droit commercial et l'absence de liens de dépendance avec le maître d'ouvrage. 2. L'organigramme, la liste des membres du conseil d'administration et des renseignements sur l'actionnariat de la co-entreprise sont également joints.



Formulaire CON-2: Défauts d'exécution antérieurs, litiges en instance et antécédents de litiges

Dénomination sociale du soumissionnaire: *[indiquer la dénomination sociale complète]*

Date: *[jour, mois, année]*

Dénomination sociale du membre de la co-entreprise: *[indiquer la dénomination sociale complète]*

Demande de Prix n°: *[indiquer le numéro et l'intitulé du processus de Demande de Prix]*

Page *[indiquer le numéro de la page]* sur *[indiquer le nombre total de pages]*

Marchés non exécutés selon les dispositions de la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires

☐ Absence de marchés non exécutés depuis le 1^{er} janvier *[indiquer l'année]*, comme spécifié dans le critère 2.1 de la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires.

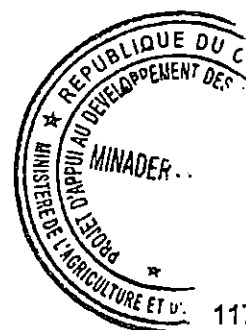
☐ Marchés non exécutés depuis le 1^{er} janvier *[indiquer l'année]*, comme spécifié dans le critère 2.1 de la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires.

Année	Fraction non exécutée du marché	Identification du marché	Montant total du marché (valeur actuelle, monnaie, taux de change et équivalent en USD)
<i>[Indiquer l'année.]</i>	<i>[Indiquer le montant et le pourcentage.]</i>	Identification du marché <i>[Indiquer l'intitulé complet/le numéro du marché et toute autre identification.]</i> Dénomination sociale du maître d'ouvrage: <i>[Indiquer la dénomination sociale complète.]</i> Adresse du maître d'ouvrage: <i>[Indiquer la rue/la ville/le pays.]</i> Motif(s) de non-exécution: <i>[Indiquer le ou les motifs principaux.]</i>	<i>[Indiquer le montant.]</i>

Litiges en instance, conformément à la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires

☐ Absence de litiges en instance conformément au critère 2.3 de la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires.

☐ Litiges en instance conformément au critère 2.3 de la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires, comme indiqué ci-après.



Année du litige	Montant du litige (monnaie)	Identification du marché	Montant total du marché (monnaie), équivalent en USD (taux de change)
		Identification du marché: _____ Dénomination sociale du maître d'ouvrage: _____ Adresse du maître d'ouvrage: _____ Objet du litige: _____ Partie ayant soumis le litige: _____ État actuel du litige: _____	

Antécédents de litiges, conformément à la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires

- Absence d'antécédents de litiges conformément au critère 2.4 de la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires.
- Antécédents de décisions judiciaires/arbitrales prononcées contre le soumissionnaire conformément au critère 2.4 de la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires, comme indiqué ci-après.

Année de la décision	Montant, en pourcentage de la valeur nette	Identification du marché	Montant total du marché (monnaie), équivalent en USD (taux de change)
		Identification du marché: Dénomination sociale du maître d'ouvrage: Adresse du maître d'ouvrage: Objet du litige: Partie ayant soumis le litige: État actuel du litige:	

Formulaire ES-3: Déclaration de bonne exécution environnementale et sociale

[Le tableau ci-après doit être rempli pour le soumissionnaire, pour chaque membre de la co-entreprise et pour chaque sous-traitant spécialisé.]

Dénomination sociale du soumissionnaire: *[indiquer la dénomination sociale complète]*

Date: *[jour, mois, année]*

Dénomination sociale du membre de la co-entreprise ou du sous-traitant spécialisé: *[indiquer la dénomination sociale complète]*

Demande de Prix n°: *[indiquer le numéro et l'intitulé du processus de Demande de Prix]*

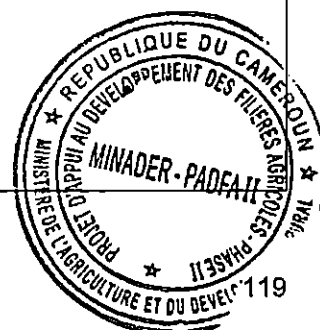
Page *[indiquer le numéro de la page]* de *[indiquer le nombre total de pages]*

Déclaration de bonne exécution environnementale et sociale conformément à la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires

Absence de suspension ou de résiliation du marché: aucun contrat obtenu par le soumissionnaire n'a jamais été suspendu ou résilié et/ou fait l'objet d'une saisie de la garantie de bonne exécution pour des motifs d'ordre environnemental et social depuis la date spécifiée au sous-critère 2.5 de la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires.

Déclaration de suspension ou de résiliation du marché: le ou les marchés ci-après ont fait l'objet d'une suspension ou d'une résiliation et/ou d'une saisie de la garantie de bonne exécution par un ou des maîtres d'ouvrage pour des motifs liés à la bonne exécution environnementale et sociale depuis la date spécifiée au sous-critère 2.5 de la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires. Le tableau ci-dessous en donne le détail.

Année	Fraction suspendue ou résiliée du marché	Identification du marché	Montant total du marché (valeur actuelle, monnaie, taux de change et équivalent en USD)
<i>[Indiquer l'année.]</i>	<i>[Indiquer le montant et le pourcentage.]</i>	Identification du marché: <i>[Indiquer l'intitulé complet/le numéro du marché et toute autre identification.]</i> Dénomination sociale du maître d'ouvrage: <i>[Indiquer la dénomination sociale complète.]</i>	<i>[Indiquer le montant.]</i>



		Adresse du maître d'ouvrage: <i>[Indiquer la rue/la ville/le pays.]</i> Motif(s) de suspension ou résiliation: <i>[Indiquer le ou les motifs principaux.]</i>	
<i>[Indiquer l'année.]</i>	<i>[Indiquer le montant et le pourcentage.]</i>	Identification du marché: <i>[Indiquer l'intitulé complet/le numéro du marché et toute autre identification.]</i> Dénomination sociale du maître d'ouvrage: <i>[Indiquer la dénomination sociale complète.]</i> Adresse du maître d'ouvrage: <i>[Indiquer la rue/la ville/le pays.]</i> Motif(s) de suspension ou résiliation: <i>[Indiquer le ou les motifs principaux.]</i>	<i>[Indiquer le montant.]</i>
		<i>[Fournir la liste de tous les marchés concernés.]</i>	

Saisie de garantie de bonne exécution par un ou des maîtres d'ouvrage pour des motifs liés à la bonne exécution environnementale et sociale

Année	Identification du marché	Montant total du marché (valeur actuelle, monnaie, taux de change et équivalent en USD)
<i>[Indiquer l'année.]</i>	Identification du marché: <i>[Indiquer l'intitulé complet/le numéro du marché et toute autre identification.]</i> Dénomination sociale du maître d'ouvrage: <i>[Indiquer la dénomination sociale complète]</i>	<i>[Indiquer le montant.]</i>

	Adresse du maître d'ouvrage: <i>[Indiquer la rue/la ville/le pays.]</i> Motif(s) de saisie de la garantie de bonne exécution: <i>[Indiquer le ou les motifs principaux.]</i>	



Formulaire FIN-4.1: Situation et résultats financiers

Dénomination sociale du soumissionnaire: [indiquer la dénomination sociale complète]

Date: [jour, mois, année]

Dénomination sociale du membre de la co-entreprise: [indiquer la dénomination sociale complète]

Demande de Prix n°: [indiquer le numéro et l'intitulé du processus de Demande de Prix]

Page [indiquer le numéro de la page] sur [indiquer le nombre total de pages]

1. Données financières

Type de renseignements financiers en (monnaie)	Antécédents pour les _____ dernières années (montant - monnaie, taux de change* et équivalent en USD)				
	année 1	année 2	année 3	année 4	année 5
Situation financière (informations tirées du bilan)					
Total des actifs					
Total du passif					
Fonds propres/avoirs nets					
Disponibilités					
Passif à court terme					
Fonds de roulement					
Informations tirées des comptes de résultats					
Recettes totales					
Bénéfices avant impôts					
Informations sur la capacité de financement					
Capacité de financement générée par les activités opérationnelles					

*Voir la clause 18 des instructions aux soumissionnaires pour le taux de change.

2. Sources de financement

Préciser les sources de financement susceptibles de couvrir les besoins de trésorerie pour les travaux en cours et les futurs engagements au titre du marché.

N°	Source de financement	Montant (équivalent en USD)
1		

2		
3		

2. Documents financiers

Le soumissionnaire et les parties à la co-entreprise sont tenus de fournir des copies des états financiers sur _____ ans, conformément au sous-critère 3.1 de la Section III. Ces états financiers doivent:

- a) refléter la situation financière du soumissionnaire ou des membres de la co-entreprise, et non celle d'une entité apparentée (telle que la maison-mère ou une autre société du même groupe);
 - b) faire l'objet d'un audit ou d'une certification indépendante, conformément à la législation nationale;
 - c) être complets et inclure toutes les notes jointes auxdits états;
 - d) correspondre aux périodes comptables déjà terminées et vérifiées.
- On trouvera ci-après des copies des états financiers¹⁸ pour les _____ années requises ci-dessus, conformes à ces prescriptions.

¹⁸ Si les états financiers les plus récents datent de moins de 12 mois par rapport à la date de l'offre, il conviendra d'en donner la raison.



Formulaire FIN-4.2: Chiffre d'affaires annuel moyen des activités de construction

Dénomination sociale du soumissionnaire: _____

Date: _____

Dénomination sociale du membre de la co-entreprise _____

Numéro et intitulé du processus de Demande de Prix : _____

Page _____ de _____

Chiffre d'affaires annuel (activités de construction uniquement)			
Année	Montant Monnaie	Taux de change	Équivalent en USD
<i>[Indiquer l'année.]</i>	<i>[Indiquer le montant et la monnaie.]</i>		
Chiffre d'affaires annuel moyen des activités de construction			

• Voir le sous-critère 3.2 de la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires.

Formulaire FIN-4.3: Ressources financières

Préciser les sources de financement, telles que les liquidités, biens immobiliers non grevés, lignes de crédit et autres moyens financiers, nets des engagements financiers en cours, disponibles pour les besoins de trésorerie des travaux objets du ou des marchés, comme spécifié dans la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires.

Ressources financières		
N°	Source de financement	Montant (équivalent en USD)
1		
2		
3		



Formulaire FIN-4.4: Engagements contractuels / travaux en cours

Les soumissionnaires et chacun des membres d'une co-entreprise sont tenus de fournir des informations sur leurs engagements en cours pour tous les marchés qui leur ont été attribués ou pour lesquels ils ont reçu une lettre d'intention ou d'acceptation, ou pour les marchés en cours d'exécution, mais pour lesquels un certificat d'achèvement complet n'a pas encore été remis.

Engagements contractuels en cours					
N°	Intitulé du marché	Adresse, téléphone, télécopie du maître d'ouvrage	Valeur des travaux en cours <i>[équivalent actuel en USD]</i>	Date d'achèvement prévue	Montant mensuel moyen des factures sur les six derniers mois <i>[en dollars USD par mois]</i>
1					
2					
3					
4					
5					

Formulaire EXP-5.1: Expérience générale dans le domaine de la construction

Dénomination sociale du soumissionnaire: _____

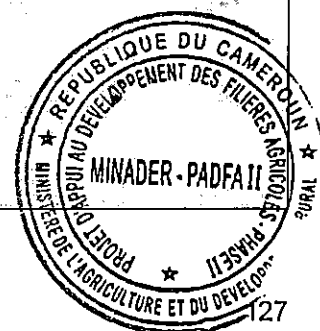
Date: _____

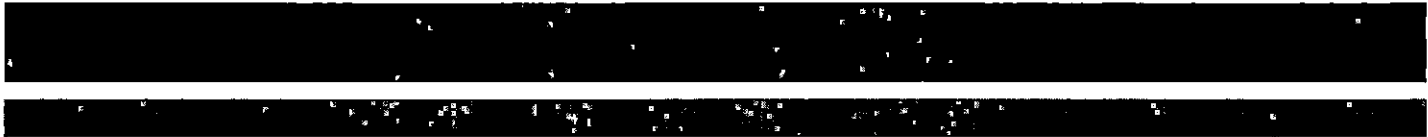
Dénomination sociale du membre de la co-entreprise _____

Demande de Prix n°: _____

Page _____ de _____

Année de début des travaux	Année de fin des travaux	Identification du marché	Rôle du soumissionnaire
		Intitulé du marché: _____ Brève description des travaux réalisés par le soumissionnaire: _____ Montant du marché: _____ Dénomination sociale du maître d'ouvrage: _____ Adresse: _____	
		Intitulé du marché: _____ Brève description des travaux réalisés par le soumissionnaire: _____ Montant du marché: _____ Dénomination sociale du maître d'ouvrage: _____ Adresse: _____	
		Intitulé du marché: _____ Brève description des travaux réalisés par le soumissionnaire: _____ Montant du marché: _____	





		Dénomination sociale du maître d'ouvrage: _____ Adresse: _____	
--	--	--	--

Formulaire EXP-5.2 a): Expérience spécifique dans le domaine de la construction et de la gestion des contrats

Dénomination sociale du soumissionnaire: _____

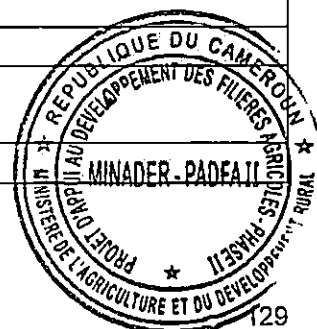
Date: _____

Dénomination sociale du membre de la co-entreprise _____

Demande de Prix n°: _____

Page _____ de _____

Número de référence du marché similaire	Informations			
Identification du marché				
Date d'attribution				
Date d'achèvement				
Rôle dans le marché	Principale entreprise adjudicataire <input type="checkbox"/>	Membre d'une co-entreprise <input type="checkbox"/>	Entreprise adjudicataire chargée de gestion <input type="checkbox"/>	Sous-traitant <input type="checkbox"/>
Montant total du marché				USD
Dans le cas d'un membre d'une co-entreprise ou d'un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché.				
Dénomination sociale du maître d'ouvrage:				
Adresse: Numéros de téléphone/télécopie: Courriel:				
Description de la similitude, au regard du sous-critère 4.2 a) de la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires:				
1. Montant				
2. Taille physique des différentes parties des travaux à réaliser				
3. Complexité				
4. Méthodes/techniques				
5. Rythme de construction pour les activités principales				
6. Autres caractéristiques				



Formulaire EXP-5.2 b): Expérience de construction dans les activités principales

Dénomination sociale du soumissionnaire: _____

Date: _____

Dénomination sociale du membre de la co-entreprise: _____

Dénomination sociale du sous-traitant¹⁹ (conformément aux clauses 37.2 et 37.3 des instructions aux soumissionnaires): _____

Numéro et intitulé du processus de Demande de Prix: _____

Page _____ de _____

Tous les sous-traitants pressentis pour les activités principales sont tenus de remplir le présent formulaire conformément aux clauses 37.2 et 37.3 des instructions aux soumissionnaires et au sous-critère 4.2 de la Section III - Examen et évaluation des offres et critères de qualification des soumissionnaires.

1. Activité principale n° 1: _____

Informations				
Identification du marché				
Date d'attribution				
Date d'achèvement				
Rôle dans le marché	Principale entreprise adjudicataire <input type="checkbox"/>	Membre d'une co-entreprise <input type="checkbox"/>	Entreprise adjudicataire chargée de gestion <input type="checkbox"/>	Sous-traitant <input type="checkbox"/>
Montant total du marché			USD	
Quantité (volume, nombre ou taux de production, selon le cas) assurée dans le cadre du marché par an ou sur une partie de l'année	Quantité totale prévue par le marché (i)	Pourcentage de participation (ii)	Quantité effective réalisée (i) x (ii)	
année 1				
année 2				
année 3				
année 4				
Dénomination sociale du maître d'ouvrage				
Adresse:				

¹⁹ Le cas échéant

Numéros de téléphone/télécopie: Courriel:	
--	--

[Ajouter des activités si besoin.]

Informations	
Description des activités principales au regard du sous-critère 4.2 b) de la Section II:	



Formulaire EXP-5.2 c): Expérience spécifique en gestion des aspects environnementaux et sociaux

[Le tableau ci-dessous doit être rempli pour les marchés exécutés par le soumissionnaire et par chaque membre de la co-entreprise]

Dénomination sociale du soumissionnaire: *[indiquer la dénomination sociale complète]*

Date: *[jour, mois, année]*

Dénomination sociale du membre de la co-entreprise: *[indiquer la dénomination sociale complète]*

Demande de Prix n°: *[indiquer le numéro et l'intitulé du processus de Demande de Prix]*

Page *[indiquer le numéro de la page]* de *[indiquer le nombre total de pages]*

1. Exigence essentielle n° 1, au regard du sous-critère 4.2 c):

Informations				
Identification du marché				
Date d'attribution				
Date d'achèvement.				
Rôle dans le marché	Principale entreprise adjudicataire <input type="checkbox"/>	Membre d'une co-entreprise <input type="checkbox"/>	Entreprise adjudicataire chargée de gestion <input type="checkbox"/>	Sous-traitant <input type="checkbox"/>
Montant total du marché				USD
Informations relatives à une expérience dans ce domaine				

2. Exigence essentielle n° 2, au regard du sous-critère 4.2 c):

3. Exigence essentielle n° 3, au regard du sous-critère 4.2 c):

4. [...]

Partie 2: Exigences relatives aux travaux



Section V. Exigences relatives aux travaux

Périmètre des travaux	135
Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)	153
Exigences environnementales et sociales	176
Plans et schémas	179
Informations complémentaires.....	184

La présente section porte sur le périmètre des travaux, les spécifications techniques, les exigences environnementales et sociales, les plans et schémas, ainsi que les informations complémentaires qui décrivent les travaux à réaliser. Elle comporte les sous-sections ci-après.

Périmètre des travaux, spécifications techniques, exigences environnementales et sociales

Cette sous-section précise le périmètre des travaux et indique clairement les normes à respecter en termes de matériaux, d'installations, de fournitures et de qualité d'exécution. Les spécifications techniques font également état des textes législatifs et réglementaires en vigueur et des prescriptions applicables pour ce qui concerne le personnel essentiel, tandis que les exigences environnementales et sociales incluent les normes auxquelles l'entreprise adjudicataire devra satisfaire lors de l'exécution des travaux en matière d'environnement, sur le plan social, ainsi qu'en termes de santé, de sécurité et d'égalité des sexes.

Il convient de noter que l'entreprise adjudicataire est tenue d'établir un plan de gestion environnementale et sociale ainsi qu'un plan de gestion de la santé et de la sécurité propres au chantier, qui devront s'appuyer sur les exigences pertinentes au niveau environnemental, social, sanitaire et sécuritaire qui figurent dans les spécifications techniques, le devis quantitatif, les schémas et plans, ainsi que dans la législation et la réglementation nationales en vigueur. D'autres études et documents d'ordre environnemental et social, ou relatifs à la santé et à la sécurité peuvent être fournis à titre de référence pour permettre aux soumissionnaires de cerner ce qui leur sera demandé pour mettre en œuvre les mesures d'atténuation environnementales et sociales associées au projet.

Plans et schémas

Cette sous-section présente les plans et schémas de conception de manière suffisamment détaillée pour permettre aux soumissionnaires de comprendre le type et la complexité des travaux à réaliser et de chiffrer le devis quantitatif/calendrier des activités.

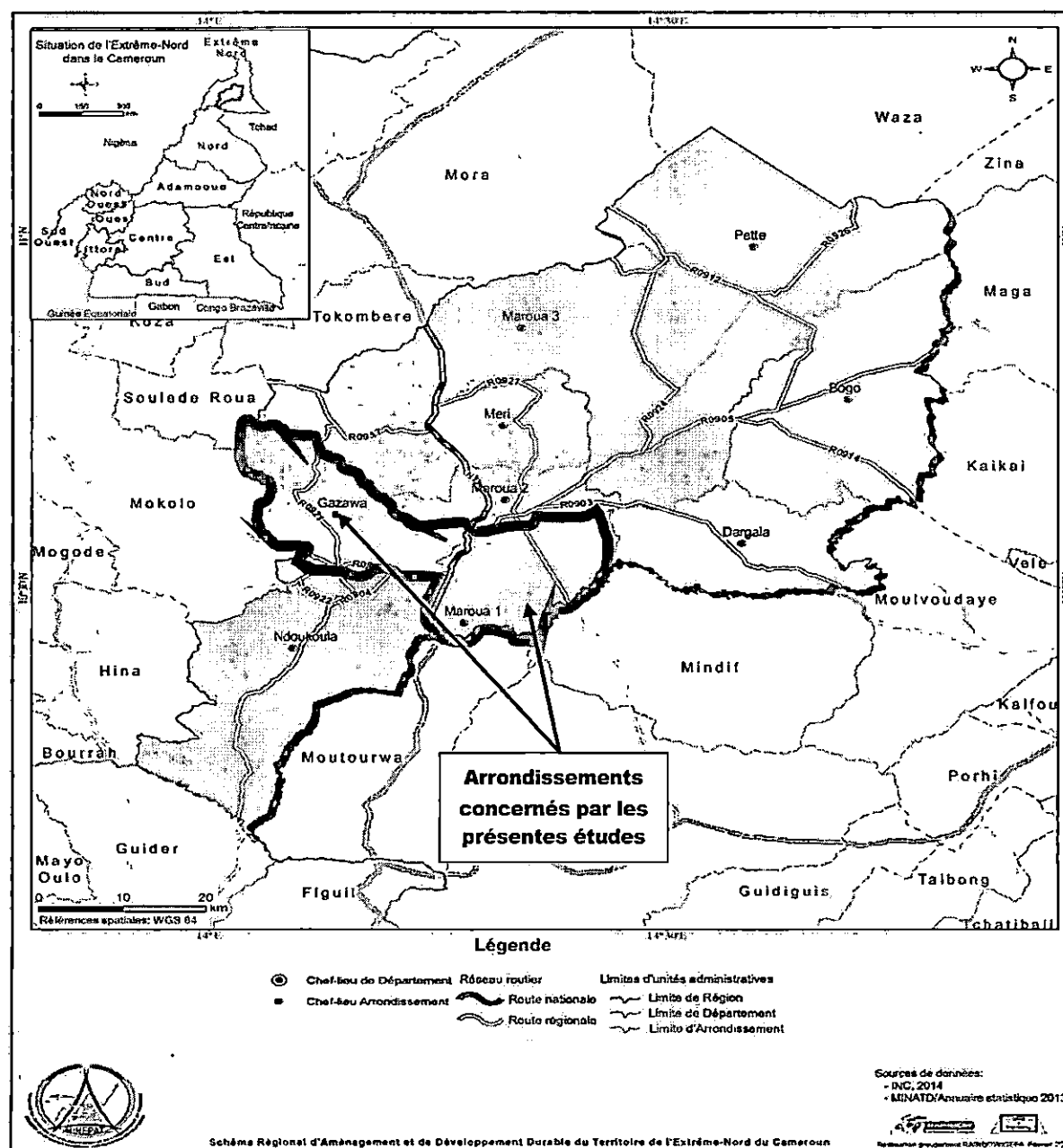
Périmètre des travaux

1. LOCALISATION ET ACCESSIBILITÉ DES ARRONDISSEMENTS ABRITANTS LES SITES DE PROJET

1.1- Localisation des arrondissements de MAROUA 1^{ER} et GAZAWA

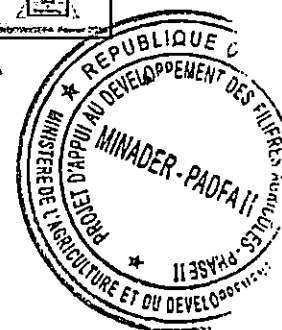
La zone des études est incluse dans deux Arrondissements du département du DIAMARE, à savoir MAROUA 1^{ER} et GAZAWA. La ville de Maroua est le chef-lieu du département tel que le montre la figure ci-dessous :

Carte 1 : Carte de localisation des arrondissements de MAROUA 1^{ER} et GAZAWA



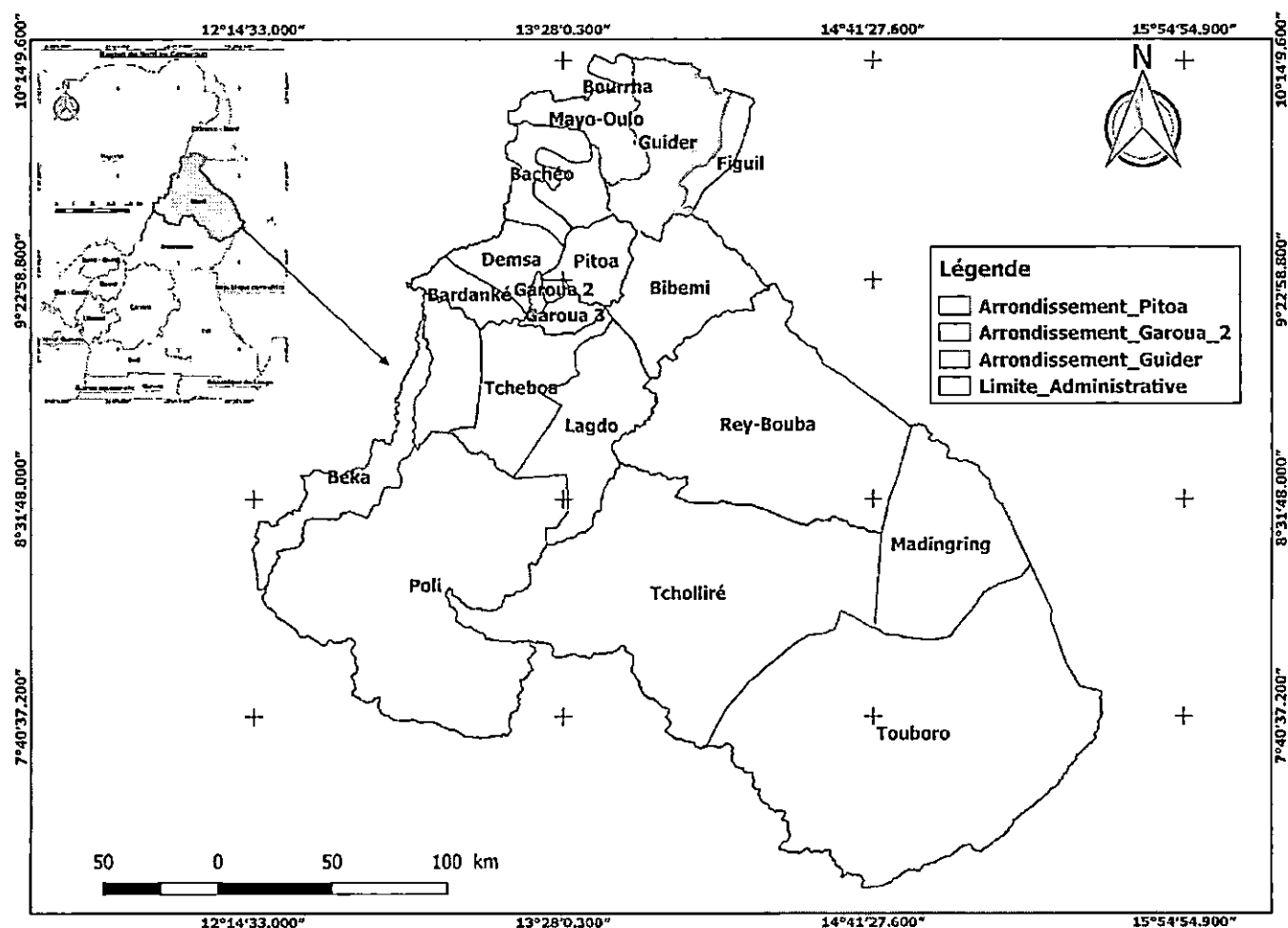
Source : ATLAS de la Région de l'Extrême-Nord : MEDIMA

1.2- Localisation des arrondissements de GUIDER et PITOA



La zone des études est incluse dans deux Arrondissements à savoir GUIDER dans le département du MAYO LOUTI, et PITOIA dans celui de la BENOUE. Les villes de GUIDER et GAROUA sont les chefs-lieux des départements respectifs. Toutefois et s'agissant de l'appui du PADFA II à la Coopérative bénéficiaire de l'arrondissement de PITOIA, il convient de signaler que le site présenté par celle-ci a été localisé (coordonnées géographiques) dans l'arrondissement de GAROUA 2^{IE}ME qui délimite celui de PITOIA dans sa partie Sud-Ouest, tel que le montre la figure ci-dessous :

Carte 2 : Carte de localisation des arrondissements de GUIDER et PITOIA



Source : Institut national de la cartographie et Word Street Map

1.3. Accessibilité des arrondissements de MAROUA 1ER et GAZAWA

Les chefs-lieux des arrondissements de MAROUA 1ER et GAZAWA sont accessibles en toute saison comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Situation des chefs-lieux des arrondissements MAROUA 1ER et GAZAWA par rapport à la ville de MAROUA

Désignation	Distance en km	Obstacles	Accessibilité
MAROUA 1ER	0 Km	RAS	RAS
Ville de GAZAWA	30 Km	RAS	Route bitumée

Accessibilité des arrondissements de GUIDER et PITOIA

Les chefs-lieux des arrondissements de GUIDER et PITOA sont accessibles en toute saison comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Situation des chefs-lieux des arrondissements GUIDER et PITOA par rapport à la ville de GAROUA chef-lieu de la Région du Nord

Désignation	Distance en km	Obstacles	Accessibilité
Ville de GUIDER	103 Km	RAS	Route bitumée
Ville de PITOA	15 Km	RAS	Route bitumée

2. – Localisation et accessibilité des sites

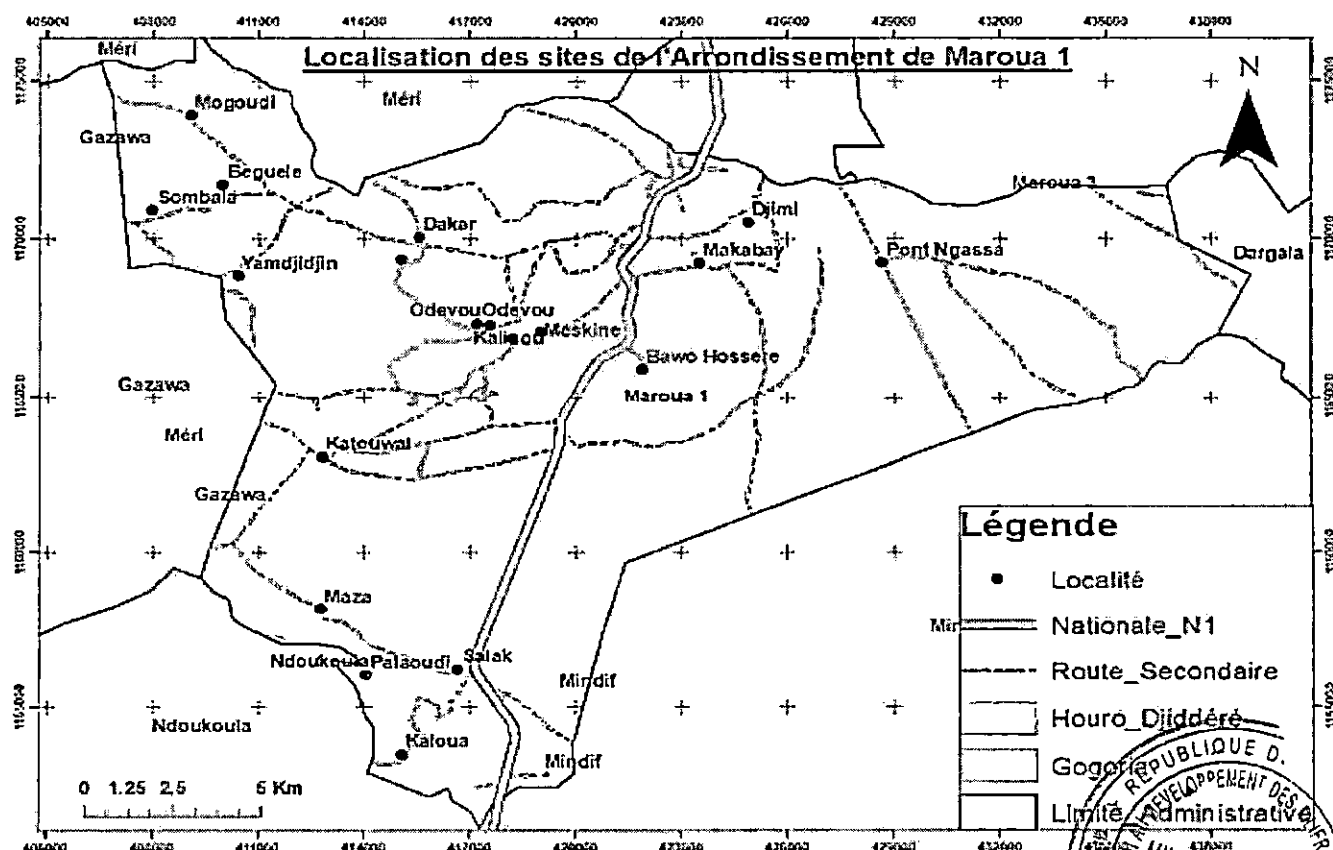
Localisation des sites des arrondissements de MAROUA 1ER et GAZAWA

L'arrondissement de MAROUA 1ER compte deux (02) sites et celui de GAZAWA en compte trois (03). Le tableau et les figures ci-dessous donnent les indications sur la localisation des sites.

Tableau 3 : Coordonnées GPS des sites des études dans le département du DIAMARE

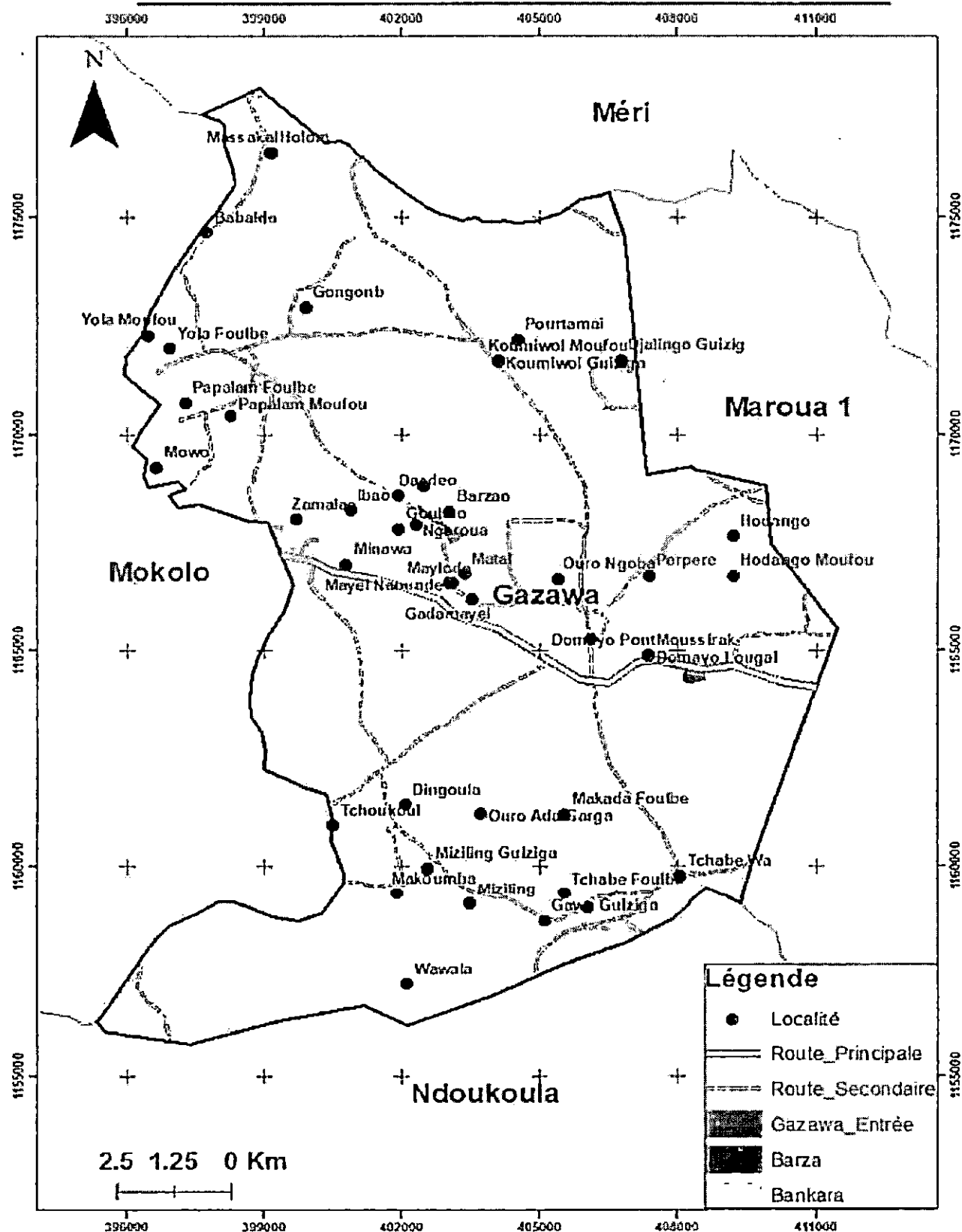
COORDONNÉES GPS (UTM) :	MAROUA 1 ^{ER}		GAZAWA		
	OURO DJIDDERE	GOGORIA	BARZA	BANKARA	GAZAWA ENTREE
X	415397	417347	402800	410000	408400
Y	1164892	1165271	1168000	1164700	1164450
Z	429	427	475	480	457

Carte 3 : Localisation des sites de l'arrondissement de MAROUA 1^{ER}



Carte 4 : Localisation des sites de l'arrondissement de GAZAWA

Localisation des Sites de l'Arrondissement de Gazawa



Sources : Institut national de la cartographie et Word Street Map

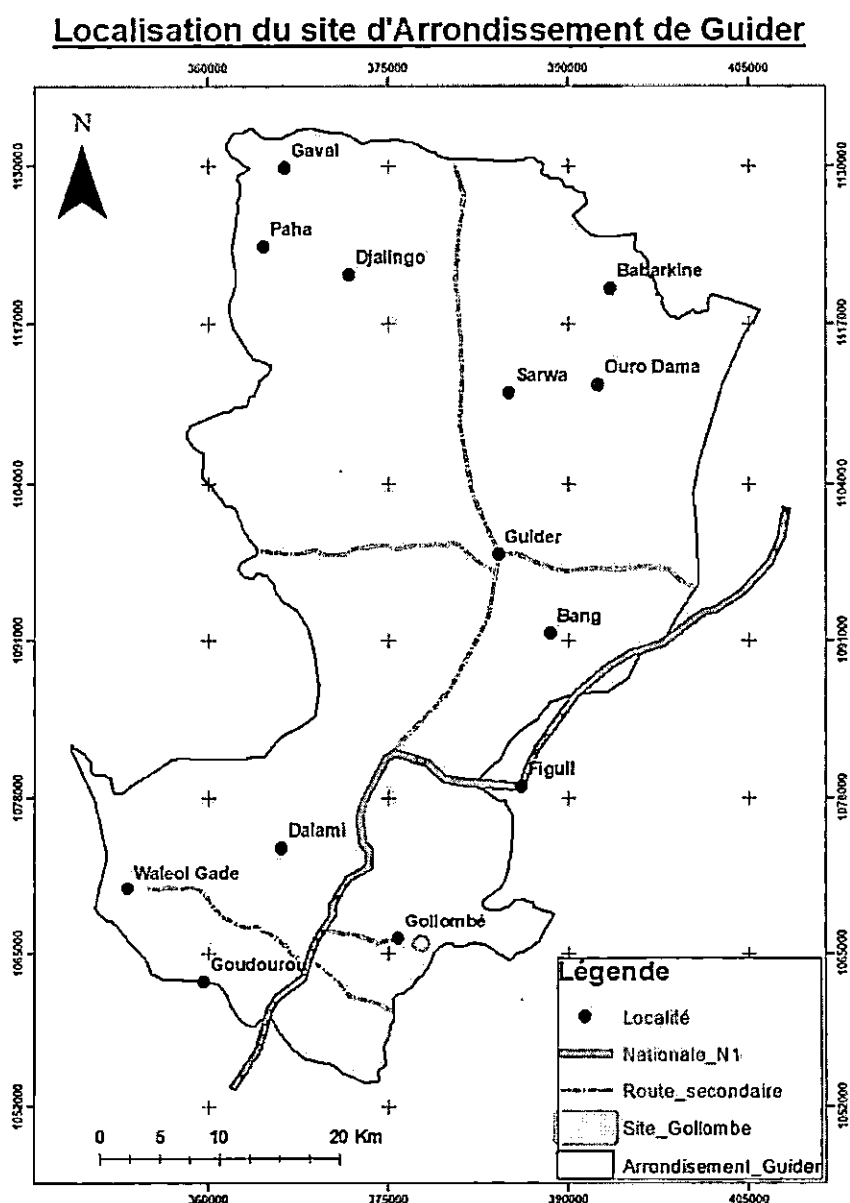
Localisation des sites des arrondissements de GUIDER et PITOIA

L'arrondissement de GUIDER compte un site (**GOLLOMBE WINDE (KARIA)**) et celui de PITOIA en compte un également (**BOUNGUEL**). Le tableau et les figures ci-dessous donnent les indications sur la localisation des sites.

Tableau 4 : Coordonnées GPS des sites des études

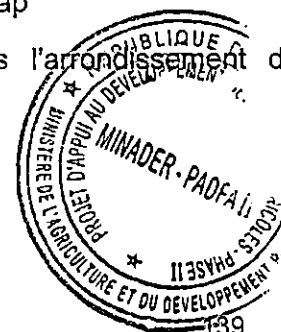
COORDONNÉES GPS (UTM) :	ARRONDISSEMENT DE GUIDER	ARRONDISSEMENT DE PITOIA
	SITE DE GOLLOMBE WINDE	SITE DE BOUNGUEL
X	377800	331900
Y	1065850	1033700
Z	229	183

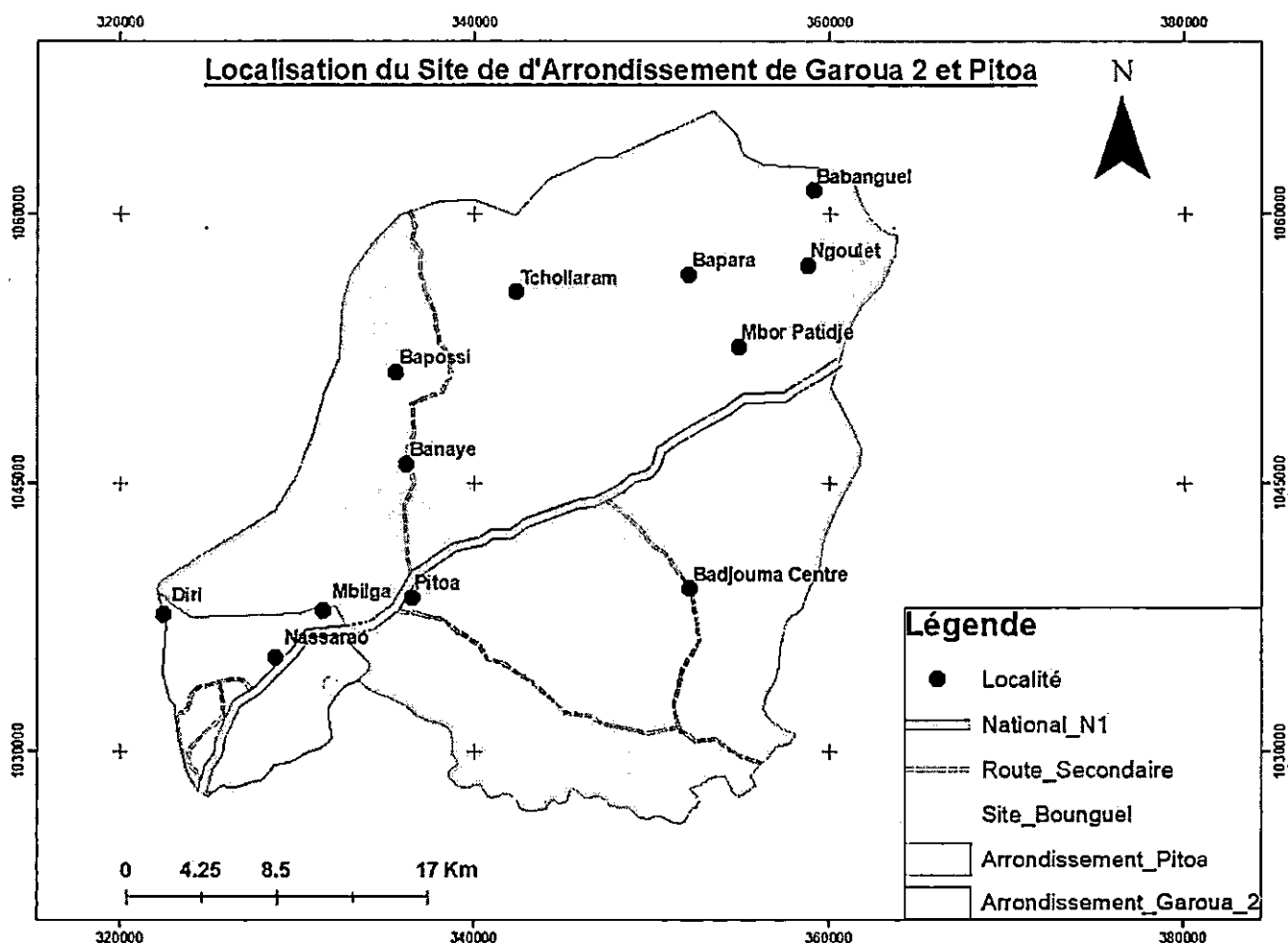
Carte 5 : Localisation du site de l'arrondissement de GUIDER



Sources : Institut national de la cartographie et Word Street Map

Carte 6 : Localisation du site de la Coopérative de PITOIA, situé dans l'arrondissement de GAROUA 2^{IEME}





Sources : Institut national de la cartographie et Word Street Map

Accessibilité aux sites de l'arrondissement de MAROUA 1^{ER}

Les sites de OURO DJIDDERE et de GOGORIA se trouvent à MESKINE, l'un des quartiers périphériques de la ville de MAROUA. Le tableau ci-dessous résume l'accessibilité.

Tableau 5 : Situation des sites par rapport à la mairie de de MAROUA 1^{ER}

Site	Distance en km	Obstacles	Accessibilité
OURO DJIDDERE	10 Km	RAS	- Route bitumée à partir de la mairie sur 3 km environ - Route en terre entretenue jusqu'au site
GOGORIA	8 Km	RAS	- Route bitumée à partir de la mairie sur 3 km environ - Route en terre entretenue jusqu'au site

Accessibilité aux sites de l'arrondissement de GAZAWA

La ville de GAZAWA chef-lieu de l'arrondissement se trouve à 30 km environ de la ville de MAROUA chef-lieu de la Région, sur route bitumée, et à 12 km environ sur route en terre difficilement praticable en saison de pluies, en passant par MESKINE. Le tableau ci-dessous résume l'accessibilité des sites.

Tableau 6 : Situation des sites par rapport à la mairie de GAZAWA

Site	Distance en km	Obstacles	Accessibilité / moyen de transport
BARZA	5 Km au Nord-Ouest de la ville	Radier sur le mayo Tsanaga	- Route en terre difficilement praticable en saison de pluies
BANKARA	7 Km	RAS	- Route bitumée à partir de la mairie sur 5 km environ - Route en terre difficilement praticable en saison de pluies jusqu'au site
GAZAWA ENTREE	5 Km	RAS	- Route bitumée à partir de la mairie jusqu'au site

Accessibilité au site de la Coopérative COOP-CA PROAGUI de GUIDER

Le site de cette Coopérative se trouve à GOLLOMBE WINDE (KARIA) l'un des villages de l'arrondissement. Le tableau ci-dessous résume l'accessibilité.

Tableau 7: Situation du site par rapport à la ville de GUIDER

Site	Distance en km	Obstacles	Accessibilité
GOLLOMBE WINDE (KARIA)	43 Km	RAS	- Route bitumée de GUIDER jusqu'à la route nationale n° 1 (20 Km) - Route bitumée sur la route nationale n° 1 (15 Km) - Route en terre non entretenue jusqu'au site (8 Km)

Accessibilité au site de la Coopérative COOP-CA RISKOU DJARNE de PITO A

Le site de cette Coopérative se trouve à BOUNGUEL, l'un des villages de l'arrondissement de GAROUA 2^{ème}. Le tableau ci-dessous résume l'accessibilité.

Tableau 8 : Situation du site par rapport à la ville de PITO A

Site	Distance en km	Obstacles	Accessibilité / moyen de transport
BOUNGUEL	11 Km	RAS	- Route bitumée (nationale n° 1) à partir de la ville de PITO A sur 8 km environ - Route en terre difficilement praticable en saison de pluies, à partir de la nationale n° 1 jusqu'au site (3 Km)

3 – PRESENTATION SOMMAIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE MAROUA 1^{ER} (Source : PCD Commune de MAROUA 1^{ER} 2016)

L'arrondissement de MAROUA 1^{ER} abrite les deux sites de OURO DJIDDERE et de GOGORIA. Il est situé dans le Département du DIAMARE de la région de l'Extrême Nord. Il s'étend sur une superficie de 660 Km² et compte quatre (04) chefferies de 2^e degré (KATOUAL, SALAK, ZOKOK LADDEO ET MESKINE) en milieu rural et un espace urbain qui se réfère traditionnellement au LAMIDAT de MAROUA situé dans la



Commune de MAROUA 2^{ème}. Ces entités traditionnelles comptent 119 villages ayant à leur tête des DJOUROS. La Commune de Maroua 1^{er} est limitée :

- Au Nord par les arrondissements de MAROUA 2^{EME} et de MERI ;
- Au Sud par les arrondissements de MINDIF et de MOUTOURWA ;
- A l'Est par l'arrondissement de MAROUA 3^{EME} ;
- A l'Ouest par les arrondissements de GAZAWA et de NDOUKOULA ..

3.1 – Milieu biophysique

Le climat

Le climat de MAROUA 1^{ER} est de type soudano-sahélien caractérisé par deux saisons à savoir, une saison des pluies aux précipitations mal réparties dans le temps et dans l'espace qui dure généralement 4 à 5 mois, et une saison sèche qui dure 7 à 8 mois.

Le volume pluviométrique annuel oscille autour de 850 à 1000 millimètres. Les amplitudes thermiques journalières sont assez variables et vont généralement de 20 à 45°C, alors que la différence entre la température moyenne des mois les plus chauds (mars-avril) et celles des mois les plus froids (juin-décembre) est de l'ordre de 10°C.

Le relief

Le relief de la Commune de Maroua 1^{er} est d'une relative platitude perturbé par quelques montagnes à l'instar de la colline de MAKABAYE.

Les sols

Les sols du milieu sont très diversifiés. On y trouve des sols à texture argileuse, des sols dits « hardé » nus et très lessivés, des sols à texture sablo argileuse et sablo limoneuse le long des bords des mayo.

L'hydrographie

La Commune de Maroua 1^{er} est traversée par deux (02) mayo : Le mayo TSANAGA qui prend sa source dans les montagnes du département du MAYO TSANAGA, et Le Mayo KALIAO qui prend sa source dans les montagnes de MERI et ses environs.

Ces cours d'eau sont irréguliers et à sec pendant une bonne partie de l'année. Leur écoulement de surface ne dure que trois à quatre mois de la saison de pluies (de juillet à octobre). Les berges de ces cours d'eau présentent des phénomènes de dégradation accélérée.

La végétation

Dans la Commune, la végétation dominante est la savane arbustive caractéristique de la zone soudano sahélienne. La flore est assez diversifiée. On y rencontre les espèces comme le Faidherbia albida, le Ziziphus Mauritania, le Tamarindus Indica, l'Acacia Seyal... ; certains de ces plantes sont utilisées dans la pharmacopée traditionnelle.

La faune

La faune sauvage est en voie de disparition. Les espèces présentes sont les reptiles, oiseaux, rats, écureuil et insectes.

Ressources naturelles

Les ressources naturelles dans la Commune de Maroua 1^{er} ne sont pas assez diversifiées. Il y a du sable à profusion dans les mayo, les pierres sur les différentes montagnes. D'ailleurs, certaines de ces pierres sont exploitées de façon artisanale à MAKABAYE.

3.2 – Milieu humain

Organisation sociale

Les entités traditionnelles de la Commune de Maroua 1^{er} comptent 119 villages ayant à leur tête un DJAURO dont 28 dans le canton de KATOUAL, 19 dans le canton de ZOKOK LADDEO, 23 dans le canton de SALAK, 37 dans le canton de MESKINE et 12 en zone urbaine. Les cantons (chefferies de 2^e degré) sont dirigés par des LAWANES. Le DJAURO/LAWANE a entre autres pour mission de gérer des conflits agro-pastoraux et fonciers, de distribuer les terres et s'assurer de la sécurité de son territoire. Les

DJAOUROS/LAWANES sont assistés par un conseil de notables (gouvernement traditionnel composé de plusieurs ministres appelé fada).

Outre cette organisation traditionnelle, il existe dans la Commune plusieurs organisations de la société civile notamment les Groupements d'Initiatives Communes les GIC, les associations de développement, et des partis politiques qui cohabitent et vivent en paix.

Habitat et système foncier

La ville de MAROUA en général dispose d'un plan d'urbanisation qui date de 1980 et qui n'a pas pris en compte les possibilités d'extension à l'échelle actuelle.

Certains quartiers de la ville tels PALAR, MAKABAYE, ZILING et NGASSA ressemblent aux zones rurales avec des habitations archaïques et présentant toutes formes de difficultés pour leur urbanisation.

Quant aux zones rurales, les cases sont regroupées "ça et là" sans véritable plan d'occupation des sols. Les enquêtes ont permis de classer ces habitats en plusieurs catégories : les habitats en matériaux définitifs, semi-définitifs ou provisoires avec ou sans latrines. Il est à noter que le problème des latrines est crucial pour les communautés rurales qui n'en construisent pratiquement pas. Les principaux matériaux de construction utilisés sont la terre (potopoto), les parpaings, le ciment, les planches, la paille et les tôles ondulées en aluminium. Le faible revenu des populations rurales ne les encourage pas à construire des habitats décentes, d'où la précarité de ceux-ci. À titre d'illustration, 95% des maisons de la zone rurale de Maroua 1^{er} sont construites en matériaux provisoires.

Les terres appartiennent aux chefs des ménages qui, eux-mêmes les ont héritées de leurs ancêtres. La transmission du patrimoine est très souvent faite de père en fils par héritage, dons ou legs. Mais il est à noter que les terres se vendent de plus en plus au gré de la demande exprimée. En ville, Le Maire se charge de l'attribution des terres sous le contrôle du sous-préfet. L'attributaire verse à la Commune une taxe dite de droit communal. Si la demande concerne une parcelle immatriculée, la Commune procède au morcellement. Les parcelles ont déjà été recensées dans l'espace urbain, mais n'ont pas encore été loties. Les lots domaniaux, c'est-à-dire non immatriculés sont du ressort de l'autorité administrative (sous-préfet et préfet), qui les attribuent à leur discrétion avec la collaboration des forces sociales locales.

Population

Maroua 1^{er} connaît depuis une décennie, une croissance importante de sa population. La population est passée de 60.000 en 2005 (RGPH, 2005) à 171.832 habitants en 2014. Cette augmentation est liée d'une part à un taux d'accroissement annuel de 3,2% et d'autre part à la création de l'université de Maroua et des activités connexes qui s'y sont greffées.

Les principales ethnies dans la Commune de Maroua 1^{er} sont : les peulhs (20%) ; les Guiziga (20%) et les Mofou (14%).

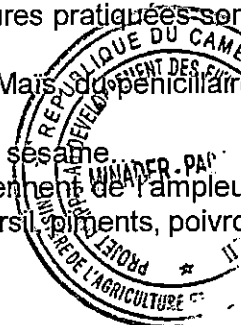
Les principales religions qu'on rencontre dans la Commune de Maroua 1^{er} sont : l'animisme, l'islam et le christianisme.

3.3 – Activités socio-économiques

Agriculture

L'agriculture est la principale activité qui génère de revenus à la population. Selon les études menées par la délégation départementale d'agriculture pour le Diamaré, les trois-quarts (¾) de la population rurale sont essentiellement agricoles et 80% de cette population est active. Ceci démontre l'importance accordée à cette activité. En effet, l'agriculture est utilisée comme source de subsistance et source de revenus pour faire face aux problèmes vitaux (Education, Santé, Habillement). Les principales cultures pratiquées sont, par ordre d'importance :

- Les céréales : c'est l'aliment de base de la population ; ils sont constitués du Maïs, du sorgho (saison pluvieuse et de contre saison) riz pluvial ;
- Les légumineuses : elles sont variées : les arachides, le niébé, le voandzou, le sésame.
- Les cultures maraichères : elles ont fait surface ces dernières années et prennent de l'ampleur. C'est la culture des oignons, tomates, carottes, aubergines, laitues, chou, les persil, poivron (condiments) et des légumes.



- Le coton
- Les tubercules principalement de la patate

Les fruitiers ne sont pas de côté : les manguiers, goyaviers, citrus (citronnier, orangers, pamplemoussier, anacardiens).

Elevage et pêche

L'élevage dans la Commune de Maroua 1^{er} est généralement mixte. Il est pratiqué concomitamment avec l'agriculture. En zone rurale, chaque famille dispose de quelques bêtes soit pour des raisons économiques, soit pour la traction. Pour des personnes dites éleveurs, l'élevage est de type transhumant avec quelques têtes qui sont gardées dans les domiciles pour l'embauche et la production laitière.

On note l'existence de quelques fermes avicoles. Au vue de la demande en viande, beaucoup d'organisation d'embauche ont vu le jour. Cette forme d'élevage joue un rôle important dans l'économie et l'alimentation des populations. Cette activité offre d'innombrables emplois dont la professionnalisation est en cours de capitalisation (berger et éleveurs professionnels, les bouchers et d'autres intermédiaires du circuit d'élevage). Notons également que ces groupes d'éleveurs bénéficient de l'encadrement de plusieurs ONG de la ville (CARPA, il faut les citer).

Bien que la pêche ne soit pas pratiquée dans la Commune, les produits halieutiques venant d'ailleurs en grande quantité (MAGA, YAGOUA, FIGUIL, LAGDO) sont vendus sur les marchés de l'espace communal. Cette activité a contribué à créer un nombre important d'emplois notamment les vendeurs-détaillant, les grossistes. Sauf que cette activité souffre d'une difficulté de conservation des produits du fait des coupures intempestives de l'énergie électrique, d'une absence de voiture frigorifique pour le transport, des difficultés de commercialisation dû à l'insuffisance des points de vente appropriés.

Activité commerciale

C'est l'activité dominante de la ville. Il existe plusieurs formes de commerce et dans tous les domaines : les grossistes, les semi-grossistes, les détaillants et les ambulants. A côté des boutiques parsemées dans la ville et les grands foyers (MISKINE, SALAK ET KATOUAL), ouverts 24h sur 24. Il existe dans l'espace urbain, deux marchés formels quasi permanents (le marché comice et le marché "Para", et trois marchés informels qui sont : les marchés du Pont vert, du Pont rouge et de PITOIRE (qui sont tolérés mais non reconnus par la délégation du Commerce). En milieu rural, il existe trois marchés périodiques qui sont : le marché de KATOUAL qui se tient le mardi, le marché de SALAK qui se tient le mercredi et le marché de MESKINE qui se tient le samedi.

Par ailleurs, la restauration occupe une place de choix dans l'économie locale. Elle est constituée des restaurants de toutes formes (formel et informel ; fixe et ambulant) et des tenanciers des débits de boisson (bar et cabaret de bil-bil).

3.4 – Infrastructures socio-économiques et communautaires

L'arrondissement de Maroua 1^{er} regroupe un certain nombre d'infrastructures sociales et communautaires comprenant entre autres :

- ✓ Postes Agricoles
- ✓ CEAC
- ✓ Abattoirs
- ✓ Centre Zootechnique et Vétérinaire
- ✓ Puits pastoraux
- ✓ Parc vaccinogène
- ✓ Marché à bétail
- ✓ Points d'eau potable
- ✓ Ecole maternelle
- ✓ Ecole primaire
- ✓ Collèges
- ✓ Lycée

- ✓ Hôpital de District
- ✓ Centres de Santé Intégrés
- ✓ Cases de santé
- ✓ Réseaux d'électricité

3.5 - Organismes et structures de développement

Les acteurs du développement de la Commune de Maroua 1^{er} sont représentatifs et appréciables. C'est d'abord l'Etat à travers les services déconcentrés, puis viennent les projets-programmes de l'Etat tels que le PADFA II, le PNDP, le PDR-EN, PACA, PRODEBALT PAJED/GIZ PIDMA... et les organisations non gouvernementales et partenaires que sont, VSO, UNICEF, FAO/PAM, PNUD, CROIX ROUGE village du millénaire, les opérateurs économiques, les artisans, ... Aussi le dynamisme des élites du milieu est très appréciable à travers les dons et aides.

4 – PRESENTATION SOMMAIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE GAZAWA (Source : PCD Commune de GAZAWA 2011)

L'arrondissement de GAZAWA abrite les trois sites de BANKARA, GAZAWA ENTREE, et BARZA. Il est situé dans le Département du DIAMARE de la région de l'Extrême Nord. Il s'étend sur une superficie de 180 Km² et est limitée :

- Au Nord par l'arrondissement de MERI ;
- Au Sud par le District de NDOUKOULA ;
- A l'Est par l'arrondissement de MAROUA 1^{ER} ;
- A l'Ouest par l'arrondissement de MOKOLO.

4.1 – Milieu biophysique

Le climat

Le climat de l'arrondissement de GAZAWA est de type soudano-sahélien caractérisé par deux saisons à savoir, une saison des pluies aux précipitations mal réparties dans le temps et dans l'espace qui dure généralement 4 à 5 mois, et une saison sèche qui dure 7 à 8 mois.

La moyenne de volume pluviométrique annuel oscille autour de 800 millimètres. Les amplitudes thermiques journalières sont assez variables et vont généralement de 20 à 45°C, alors que la différence entre la température moyenne des mois les plus chauds (mars-avril) et celles des mois les plus froids (juin-décembre) est de l'ordre de 10°C.

Les sols

Le sol a une texture sablo-argileux et laisse apparaître par endroit des espaces dégradés dites hardés. Deux grands types de sols sont rencontrés à savoir : (i) Les sols ferrugineux qui sont des sols de couleur rouge avec une faible teneur en argile et en matière organique, un lessivage important et une structure peu développée en surface, et (ii) les vertisols qui sont caractérisés par une teinte grise foncée et par une teneur en argile constante dans tout le profil, et présentent des taux de matière organique et de capacité d'échange cationique élevés.

Le relief

Le relief de la Commune de Maroua 1^{er} est d'une relative platitude perturbé par quelques collines dans ses parties Nord et Ouest.

L'hydrographie et ressources en eau

L'ensemble des cours d'eau de l'arrondissement est caractérisé par des écoulements non permanents. Leur régime est d'avantage lié à l'importance de la durée de la saison sèche qu'à la modestie des précipitations annuelles. Les cours d'eau les plus marqués sont ceux du Mayo Tsanada qui traverse l'arrondissement de GAZAWA par le Nord et le Mayo-Boula qui longe les villages certains villages par le Sud. Ces cours d'eau permettent à la population riveraine de s'alimenter en eau bien que non potable en saison sèche par des petits puits dans le lit du mayo.



La végétation et biodiversité

La végétation correspondante est constituée des espèces de la savane soudano-sahélienne avec une dominance des arbustes à épines tels que les *Acacia albida*, *Acacia senegal*, *Balanites Aegyptiaca*, *Ziziphus mauritania*. A ces espèces, s'ajoutent les *Ficus*, *Andosonia digitata*, *Tamarindus indica*. Aussi les espèces exogènes sont fortement représentées autour des habitations notamment l'*Eucalyptus camaldulensis*, *Azadirachta indica* et d'autres arbustes dispersés. Le pâturage excessif et les brûlages annuels ont considérablement modifiés la communauté des plantes.

La faune

La faune est très peu abondante dans l'arrondissement de GAZAWA. Elle se limite à quelques rongeurs (rats, écureuil, etc.), aux singes, à des multiples espèces d'oiseaux (perdrix, hibou, hirondelles, etc.) et des reptiles.

4.2 – Milieu humain

Organisation administrative et sociale

L'arrondissement de GAZAWA fut érigé en 1993. Dès lors, la ville de GAZAWA était dotée d'une sous-préfecture, d'une commune rurale, d'une gendarmerie et de plusieurs délégations d'arrondissement. Le centre de santé intégré deviendra CMA. Le CES deviendra également Lycée de GAZAWA.

Administrativement, l'arrondissement de GAZAWA est placé sous l'autorité d'un sous-préfet. Le territoire de l'arrondissement de GAZAWA se confondant avec celui du canton du même nom, est sous l'autorité d'un LAMIDO.

Population

Plusieurs ethnies vivent ensemble dans l'arrondissement. Les ethnies majoritaires sont : Foulbé, Mofou, Guiziga, Mafa et Kanouri. L'arrondissement de GAZAWA possède une chefferie de deuxième degré et quatre-vingt-neuf chefferies de troisième degré. Le tableau ci-après représente la répartition de la population de l'arrondissement en fonction d'âge et du sexe.

Tableau 9 : Répartition de la population de l'arrondissement de GAZAWA en fonction de l'âge et du sexe (2011)

Village	Population				
	Homme	Femme	Jeunes (- 16 de ans)	Enfants (- de 5 ans)	Total
ZOUMBA	249	350	542	657	1 798
POURTAMAI	853	920	960	1071	3 804
MASSAKAL	630	1025	1200	1172	4 027
YOLA MALIKI	398	635	751	815	2 599
WOURO WANDOU	312	604	343	510	1 769
IBBAO	409	652	920	839	2 820
BARZA	465	639	887	790	2 781
MAYEL NAOUDE	541	749	960	561	2 811
MIZILING	398	579	818	915	2 710
BANKARA	419	647	411	533	2 010

Village	Population				
	Homme	Femme	Jeunes (- 16 de ans)	Enfants (- de 5 ans)	Total
GAZAWA	1 501	1 999	1 055	1 376	5 931
TOTAL	6 175	8 799	8 847	9 239	33 060

4.3 – Activités socio-économiques

Agriculture

L'arrondissement de GAZAWA est une zone essentiellement agricole ; près de 80% de la population tirent leurs revenus de l'agriculture. Les populations cultivent principalement en saison pluvieuses le maïs (*Zea mays*), le sorgho pluvial (*Sorghum bicolor*), l'arachide (*Arachis hypogaea*), le niébé (*Vigna unguiculata*), le coton (*Gossypium hirsutum*), et en saison sèche le sorgho de contre saison (muskwa'ari) qui est cultivé sur des vastes étendues des vertisols, et les maraîchers dont l'oignon.

Les céréales constituent la base de l'alimentation. Les résidus de récoltes (fanés d'arachide, chaumes de céréales, etc.) sont généralement exportés des champs et servent à l'alimentation du bétail et à la construction des habitations (toitures des cases et les haies mortes des clôtures des cours des maisons).

Elevage

L'élevage est l'une des activités économiques de base de l'arrondissement. Les bovins sont des espèces *Bos indicus* de race zébus *Gudali* et zébus *Mbororo* et *namshi*. Aux bovins viennent s'ajouter les élevages des ovins, des équins et de la volaille.

Bien que la plupart des familles à Gazawa pratique à la fois l'élevage et l'agriculture, il existe toujours un conflit agropastoral dans les villages.

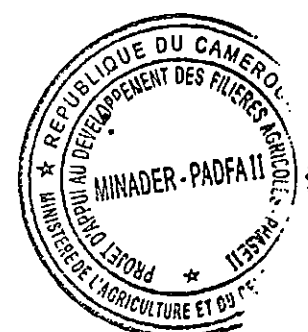
Activité commerciale

Le commerce des produits manufacturés est une activité économique dans l'arrondissement de GAZAWA. Afin de promouvoir le développement économique, la Commune de GAZAWA a construit un marché et une gare routière dans la ville. Le marché est hebdomadaire. Il dispose de 10 boutiques construites en matériel définitif. Plusieurs hangars en paille y existent également et sont construits par les utilisateurs. La gestion du marché est sous la responsabilité de la commune. Le marché a bétail qui a lieu le vendredi à GAZAWA est très florissant dans l'arrondissement.

4.4 – Infrastructures socio-économiques et communautaires

L'arrondissement de Maroua 1^{er} regroupe un certain nombre d'infrastructures sociales et communautaires comprenant entre autres :

- ✓ Postes Agricoles
- ✓ CEAC
- ✓ Abattoirs
- ✓ Centre Zootechnique et Vétérinaire
- ✓ Puits pastoraux
- ✓ Parc vaccinogène
- ✓ Points d'eau potable
- ✓ Ecole maternelle
- ✓ Ecoles primaires
- ✓ Lycée
- ✓ Centres de Santé Intégré
- ✓ CMA



4.5 - Organismes et structures de développement

Les acteurs du développement de la Commune de GAZAWA sont représentatifs et appréciables. C'est d'abord l'Etat à travers les services déconcentrés, puis viennent les projets-programmes de l'Etat tels que le PADFA II, MIDIMA, PNDP, le PDR-EN, PACA, PRODEBALT PAJED/GIZ PIDMA, PADDL, et les organisations non gouvernementales et partenaires que sont, VSO, UNICEF, PLAN CAMEROON, FAO/PAM, PNUD, CROIX ROUGE village du millénaire, les opérateurs économiques, les artisans, ... Aussi le dynamisme des élites du milieu est très appréciable à travers les dons et aides.

5 – PRESENTATION SOMMAIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE GUIDER_ (Source : PCD Commune de GUIDER 2014)

La commune de Guider couvre une superficie de 2438 Km². Les limites de la Commune sont :

- Au nord les communes de BOURHA et HINA dans la région de l'Extrême-Nord ;
- Au Sud par la commune de BIBEMI ;
- A l'Est par la commune de FIGUIL ;
- A l'Ouest par la commune de MAYO OULO

La Commune de GUIDER est traversée par la route régionale N°1 (RR1), la route départementale N°17 (RD17), et diverses pistes communales et de pistes de collecte.

5.1 – Milieu biophysique

Le climat

Tout comme le département du MAYO LOUTI qui l'abrite, l'arrondissement de GUIDER est caractérisé par 05 mois de saison sèche et les températures oscillent entre 28 et 45°C. La température maximale de 45°C est observée au mois de mars et /ou avril tandis que les plus basses (20 à 28°C) entre décembre et janvier. La moyenne pluviométrique annuelle est de 950 mm Les pluies sont généralement inégalement réparties dans le temps et dans l'espace.

Le relief

Il est accidenté selon qu'on se trouve au Nord ou au Sud de la Commune. L'altitude moyenne se situe à 600 m avec des variations de 400 m à 800 m à l'Ouest vers BELI. Le paysage peut se classer en deux types à savoir une zone de piedmont formée à la fois des plaines alluviales et de reliefs isolés comme les montagnes de Mousgoy ; en avant de ceux-ci, se dressent les « Hossérés » vers Héri, Lombel et Badessi tous témoins des mouvements tectoniques anciens.

Les sols

- Six (06) catégories des sols existent dans la Commune :
- Les vertisols ou « Karal » caractérisés par leur forte teneur en argile
- Les sols hydromorphes qui se prêtent aux cultures maraîchères en saison sèche
- Les sols halomorphes localement appelés « Hardés » caractérisés par un excès de sodium.
- Les sols en voie d'évolution dont les minéraux subissent un début d'altération chimique avec une apparition d'argile.
- Les sols minéraux bruts peu évolués d'érosion ou d'apport (colluvions et alluvions).
- Les sols à sesquioxydes caractérisés par la montmorillonite à humus bien décomposé caractérisé par la kaolinite

L'hydrographie

Les cours d'eau saisonniers (Mayo Oulo et Mayo Louti) qui arrosent la commune de Guider prennent leur source dans les monts Mandara (région de l'Extrême Nord). Ces eaux se jettent dans le Mayo Kébi (qui vient du Tchad), affluent du fleuve Bénoué. Tous ces cours d'eau tarissent en saison sèche.

La végétation

La végétation est composée des essences variées tels que : Azadirachta Indica (neem), Cassia Siaméa, Eucalyptus Camaldulensis, Albizia Terminalia Mentalis, Terminalia Superbas, Ziziphus Mauritia, Ziziphus sp, Prosopis Africana, Combretum glutinosum, Boswelvia Dolzielli, Commiphora Africana.

Les espèces les plus exploitées et en voies de disparition dans la localité sont : Khaya Senegalensis (Caïlcédrat), Anageisus Biocayus, Banites Egyptiaca, Baobab, Tamarinier, Karité.

La couche herbacée est essentiellement composée des essences dont le cycle de vie s'arrête avec la fin des pluies en septembre.

La faune

Loin d'être dense, la faune de la Commune de Guider renferme quelques rongeurs tels les rats, les souris, les écureuils, les lièvres, les damans. Comme reptile on retrouve les lézards, les serpents, les varans ...

Les rares espèces aussi rencontrées dans la faune sauvage sont : Hyènes, Porc-épic, les crocodiles.

Toutes ces espèces sont menacées et tendent à disparaître.

Ressources naturelles

La végétation naturelle subit d'énormes pressions anthropiques dont les plus redoutables sont :

- La menace des feux de brousse sur une écologie assez fragile,
- Le surpâturage
- Et la pratique de l'agriculture itinérante sur brulis.

5.2 – Milieu humain

Organisation sociale

La commune de Guider est peuplée essentiellement de Guider, des Daba et des Peuhls. Cependant on rencontre aussi des Fali, des Guiziga, des Mambai, des Moundang, des Haoussa, des Sara et des Djeng. Les autres peuples du Cameroun sont également représentés même si c'est en un petit nombre et habitent surtout la ville de Guider.

Comme partout ailleurs, la commune de Guider regorge de toutes les religions cependant celles qui dominent sont l'Islam et le Christianisme

Population

La commune de Guider compte 351 526 habitants (149 085 Hommes, 202 441 femmes). Cette population est ainsi répartie :

- 65 761 habitants (33 119 hommes et 32 642 femmes) pour l'espace urbain de Guider,
- 4131 habitants (1 738 hommes et 2 116 femmes) pour celui de Tchontchi et,
- 283 425 habitants pour la zone rurale (116 084 hommes et 167 339 femmes) répartis dans 256 villages et 26 quartiers.

Le village GOLLombe WINDE qui abrite le site comptait 1704 habitants en 2014.

5.3 – Activités socio-économiques

L'économie de la commune de Guider repose essentiellement sur le secteur primaire : agriculture et élevage. Les principales spéculations pratiquées sont : le maïs, le sorgho, les arachides, le niébé, le riz, les oignons, les bovins, les petits ruminants, la volaille et autres.

5.4 – Infrastructures socio-économiques et communautaires

L'arrondissement de GUIDER regroupe un certain nombre d'infrastructures sociales et communautaires comprenant entre autres :

- ✓ Postes Agricoles
- ✓ CEAC
- ✓ Abattoirs
- ✓ Centre Zootechnique et Vétérinaire
- ✓ Puits pastoraux
- ✓ Parc vaccinogène
- ✓ Marché à bétail
- ✓ Points d'eau potable
- ✓ Ecole maternelle

- ✓ Ecole primaire
- ✓ Collèges
- ✓ Lycée
- ✓ CPFF (centre de Promotion de la Femme et de la Famille)
- ✓ Hôpital de District
- ✓ Centres de Santé Intégré
- ✓ Cases de santé
- ✓ Réseaux d'électricité
- ✓ Stations d'essence
- ✓ Réseau d'eau potable
- ✓ Hôtels
- ✓ Auberges
- ✓ Pharmacies
- ✓ Structures de micro-finance

6 – PRESENTATION SOMMAIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE PITOIA (Source : PCD Commune de PITOIA 2015)

La Commune de PITOIA couvre l'ensemble de l'Arrondissement de PITOIA, elle est située dans la région du Nord. La Commune s'étend sur une superficie de 812 km² avec une population estimée à environ 117 653 habitants en 2015. Elle est limitée :

- au Nord par les Communes de Dembo et de Guider ;
- à l'Est par la Commune de Bibémi ;
- à l'Ouest par les Communes de Garoua II et de Bascheo ; Gaschiga
- au Sud par la commune de Lagdo et Garoua III.

6.1 – Milieu biophysique

Le climat

Le climat qui règne dans la Commune de PITOIA est du type Soudano-sahélien, caractérisé par une saison sèche qui dure 6 mois et une saison de pluies allant de Mai à octobre avec de grandes irrégularités. Ce climat est fortement influencé par la présence des fleuves Bénoué et les Mayo Kébi, Lébri, Badjouma, Bangaï. Les mois les plus pluvieux sont août et septembre. Les données de la station pluviométrique de PITOIA pris au secteur SODECOTON présentent une pluviométrie moyenne annuelle de 1200 mm et une moyenne annuelle des températures de l'ordre de 25°C.

Les sols

Les sols sont de deux types à savoir :

- Les sols sédimentaires fortement érodés et
- Les sols de la vallée de la Bénoué en terrain plat.

Ce dernier type de sols est propice à la poterie et à la fabrication des briques en terre. Ces sols argileux ont une capacité de rétention d'eau très élevée et se prête à la culture du sorgho de contre saison pratiquée le long du fleuve Bénoué

Le relief

Le relief de la commune de PITOIA est globalement accidenté, il est constitué d'une zone montagneuse (Mont Tinguélin) et de la vallée (vallée de la Bénoué).

L'hydrographie et ressources en eau

Le réseau hydrographique est composé de quelques cours d'eau (Mayo Badjouma, Mayo Pitoa, Mayo Lebri, Mayo Kébi et le fleuve Bénoué). On y pratique de façon saisonnière la pêche et surtout l'agriculture et la production des briques le long de ces mayos.

La végétation et biodiversité

La formation végétale se réduit aux essences locales tels que : Tamarindus indica, Vitellaria paradoxa, Accacia albida, Ziziphus mauritiana, Anogeissus leiocarpus, Combretum nigricans, Balanites aegyptea, dont une grande partie est destinée aux ménages sous formes de bois de chauffe. Une petite partie est utilisée pour la consommation alimentaire, la pharmacopée traditionnelle et l'artisanat.

La faune

La faune est composée des oiseaux (vautours, mange-mil, pigeons....) et des animaux sauvages (singes, rongeurs, chats sauvages....). Ces animaux se font de plus en plus rare à cause du déboisement qui limite leurs habitats ainsi que la chasse.

6.2 – Milieu humain

Population et organisation sociale

L'Arrondissement de PITOIA comptait en 2015 environ 117 653 âmes dont 56276 hommes (47,83%) et 61377 femmes (52,17%) inégalement réparties sur une superficie de 812 km² ; soit 145 hbts au km². Le taux de morbidité¹ est égal à 31,8% (Données Indicateur socio démographique de base au Cameroun 2006) avec un taux d'accroissement² annuel de 3,4%. La majorité de la population est installée le long de la Route Nationale N°1. Les principales ethnies rencontrées dans l'Arrondissement de Pitoa sont : Les Peul, les Kangou, les Fali, les Toupouri, les Guiziga, les Moundang, les Sarah, les Guidar, les Massa et les Mafa. Toutes ces ethnies cohabitent pacifiquement. Les principales religions pratiquées sont : le christianisme, l'islam et les cultes traditionnels. Le foulfouldé est la principale langue utilisée dans l'Arrondissement pour les échanges. L'arrondissement de PITOIA compte 61 villages répartis dans le Lamidat de Garoua, le Lamidat de Bé et les secteurs du groupement Fali Kangou, du groupement Tinguelin. Ces secteurs comptent de nombreuses chefferies traditionnelles qui se répartissent ainsi qu'il suit

- La chefferie du 1er degré à savoir le lamidat de Garoua ; avec environ 82 chefferie de 3ème degré ;
- La chefferie du 2ème degré à savoir le lamidat de bé (environ 96 chefferies de 3ème degré) ;
- Le groupement Kangou ; avec environ 11 chefferies de 3ème degré ;
- Le groupement Tinguelin. Avec environ 9 chefferies de 3ème degré.

6.3 – Activités socio-économiques

Agriculture

La Commune de PITOIA dispose de réelles potentialités agricoles sous exploitées, principalement grâce aux sols argilo-limoneux de la vallée de la Bénoué dont la mise en valeur intensive pourrait accroître considérablement la production agricole et pastorale. Malgré l'existence de nombreuses organisations, il n'existe pas d'exploitation agricole « moderne ». Les exploitations agricoles sont en effet extensives avec des superficies comprises entre 0,5 ha et 10 ha. Le système agricole est actuellement extensif, mais tend plus ou moins à être amélioré par les structures d'encadrements spécialisés (SODECOTON, MINADER, société ADER).

Elevage

Il existe plusieurs systèmes d'élevage dans la commune de PITOIA : l'élevage traditionnel, l'élevage semi intensif, l'élevage intensif et l'élevage sédentaire.

La pêche

La pêche est aussi l'une des activités des populations de la commune de PITOIA. Elle est artisanale, pratiquée dans la Bénoué et n'arrive pas à alimenter le marché de poisson de PITOIA. Pour y arriver les commerçants vont jusqu'au lac de Loumbou, Douloumi, Lesdi Boderi dans la zone de Rey-bouba et de Lagdo.

6.4 – Infrastructures socio-économiques et communautaires

L'arrondissement de PITOIA regroupe un certain nombre d'infrastructures sociales et communautaires comprenant entre autres :



- ✓ Postes Agricoles
- ✓ CEAC
- ✓ Abattoirs
- ✓ Centre Zootechnique et Vétérinaire
- ✓ Puits pastoraux
- ✓ Parc vaccinogène
- ✓ Marché à bétail
- ✓ Points d'eau potable
- ✓ Ecole maternelle
- ✓ Ecole primaire
- ✓ Collèges
- ✓ Lycée
- ✓ CPFF (centre de Promotion de la Femme et de la Famille)
- ✓ Hôpital de District
- ✓ Centres de Santé Intégré
- ✓ Cases de santé
- ✓ Réseaux d'électricité
- ✓ Stations d'essence
- ✓ Réseau d'eau potable
- ✓ Hôtels
- ✓ Auberges
- ✓ Pharmacies
- ✓ Structures de microfinance

2. Consistance des travaux

La consistance des travaux à réaliser est détaillée dans le présent CCTP, au bordereau des prix et au détail estimatif et comprend en particulier les opérations suivantes :

- Mobilisation et installation de chantier ;
- Projet d'exécution et plan de recollement ;
- Réalisation des Forages Maraîchers et Superstructures ;
- Réalisation des pompes d'essais (essai de débit simplifié) ;
- Pose des conduites de refoulement et de distribution y compris raccordement ;
- Pompage, refoulement et distribution ;
- Réalisation de la menuiserie métallique et la visibilité du projet.

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)



SOMMAIRE

1 GENERALITES	155
1.1 Objet du présent cahier des clauses techniques particulières	155
1.2 NORMES ET REGLEMENTS	155
1.3. CONSISTANCE DES TRAVAUX	158
1.4. PRESCRIPTIONS GENERALES	158
1.5. CONNAISSANCE DES LIEUX ET CONDITIONSS DE TRAVAIL	158
1.6. DESCRIPTIONS DU PROGRAMME D'EXECUTION ET DES ETUDES D'EXECUTION	159
1.7. EXECUTION DES TRAVAUX	159
1.8. JOURNAL DE CHANTIER	160
1.9. REUNION HEBDOMADAIRE	160
1.10. PERSONNEL DU CHANTIER	160
1.11. BUREAU DE CHANTIER	161
1.12. LABORATOIRE DE CONTROLE DE MATERIAUX	161
1.13. MATERIEL SUR LE CHANTIER	161
1.14. SIGNALISATION DU CHANTIER	162
1.15. MODIFICATIONS SUSCEPTIBLES D'INTERVENIR AU COURS DES TRAVAUX	162
1.16. DOSSIERS DE RECOLEMENT	162
2 PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX	163
2.1 PROVENANCE DES MATERIAUX	163
2.2 DEPOT ET RANGEMENT DES MATERIAUX	163
2.3 RECEPTION DES MATERIAUX	165
2.4 MATERIAUX POUR REMBLAIS	166
2.5 GRANULATS POUR MORTIERS ET BETONS	166
2.6 LIANTS HYDRAULIQUES	167
2.7 COMPOSITION DES BETONS ET MORTIERS	168
2.8 EAU DE COMPACTAGE ET DE GACHAGE	170
2.9 ACIERS POUR ARMATURES DE BETON ARME	170
2.10 PROFILES ET ACIERS DIVERS	170
2.11 COFFRAGE	170
2.12 FAÇONNAGE DES ARMATURES POUR BETON ARME	171
2.13 TUYAUX EN PVC	171
3 MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX	171
3.1 TRAVAUX PREPARATOIRES	171
3.2 PREPARATION DES TERRES ET TERRASSEMENT	172
3.3 TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE REHABILITATION DE CANAUX ET DRAINS	172
3.4 TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'IRRIGATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.5 TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE REFECTION DE PISTES	173

1 GENERALITES

1.1 Objet du présent cahier des clauses techniques particulières

Le présent Cahier des clauses Techniques Particulières (CCTP) définit les travaux à exécuter, spécifie les matériaux à utiliser ainsi que les conditions d'exécution pour la réalisation des travaux maraichers relatifs à la production d'oignon pour le compte du PADFA II, dans les arrondissements de Maroua 1er et de Gazawa (Région de l'Extrême-Nord), et les arrondissements de Guider et de Pitoa (Région du Nord), Cameroun.». Tous les éléments développés dans le présent C.C.T.P sont censés être implicitement compris dans les prix du marché.

Les dénominations utilisées dans le présent CCTG sont, conformément à la réglementation en vigueur :

Le Maître d'Ouvrage Délégué : le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural/La Coordinatrice Nationale du PADFA II.

Le Chef Service du Marché : Le Responsable Administratif et Financier du PADFA II

L'Ingénieur du Marché : Le Délégué Départemental du MINADER du Diamaré.

Le Maître d'œuvre : Le Spécialiste Génie Rural du PADFA II de l'Antenne Régionale de l'Extrême-Nord.

1.2 Normes et règlements

Les normes applicables sont celles en vigueur en République du Cameroun ou à défaut les normes Françaises en vigueur dans le domaine des aménagements hydro agricoles, Bâtiments et Travaux Publics. D'autres normes seront acceptées si leur qualité est équivalente ou supérieure à la norme spécifiée après soumission à l'approbation du Maître d'Œuvre.

Les provenances, qualités, types, dimensions, poids, caractéristiques, ainsi que les modalités d'essais de contrôle et de réception des matériaux fournitures devront répondre aux normes en vigueur au moment de la signature du Marché.

Le Cocontractant de l'Administration est réputé connaître ces normes et en particulier les Documents suivants :

- Fascicule 1 : du C.C.T.G français : Dispositions générales et communes aux diverses natures de travaux
- Fascicule 2 : du C.C.T.G français : Travaux de terrassement
- Fascicule 3 : du C.C.T.G français : Fourniture des liants hydrauliques
- Fascicule 4 : du C.C.T.G français : Fourniture d'acier et autres métaux
- Titre I : Acier pour B.A
- Titre 3 : Aciers laminés pour constructions métalliques
- Titre 4 : Boulonneries, etc.
- Fascicule 7 du C.C.T.G français : Reconnaissances des sols
- Fascicule 23 du C.C.T.G français : Fournitures de granulats employés à la construction et à l'entretien des chaussées
- Fascicule 25 du C.C.T.G français : Exécution des corps de chaussées
- Fascicule 56 du C.C.T.G français : Protection des ouvrages métalliques contre la corrosion
- Fascicule 61 Titre I du C.C.T.G français : Programme de charges et épreuves de ponts routes Fascicule 61 Titre V du C.C.T.G français : Conception et calcul des ponts constructions métalliques en acier



- Fascicule 62 Titre I du C.C.T.G français : Règles Techniques de construction et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé suivant la méthode des états limites (BAEL91)
- Règles C.M 66 et Additif 80 : Règles de calcul des constructions en acier Eurocode 3, Partie 1, Règles générales
- Fascicule 62 Titre V du C.C.T.G français : Conception et calcul des fondations des ouvrages
- Fascicule 63 du C.C.T.G français : Exécution et mise en oeuvre des bétons non armés, confection des mortiers
- Fascicule 64 du C.C.T.G français : Travaux de maçonnerie d'ouvrage de Génie Civil
- Fascicule 65A et Annexes du C.C.T.G français : Exécution des ouvrages en BA et BP
- Fascicule 66 du C.C.T.G français : Exécution des ouvrages en Génie Civil à ossatures en acier
- Fascicule 68 du C.C.T.G français : Exécution des fondations d'ouvrages
- Fascicule 70 du C.C.T.G français : Canalisations d'assainissement et ouvrages annexes
- Code des conditions générales des garanties de peinture et spécifications techniques de décapage par projection d'abrasif de l'Office National d'Homologation des garanties de peinture industrielle
- Fascicule 71 du C.C.T.G français : Fournitures et pose de canalisation pour adduction d'eau
- Fascicule 73 du C.C.T.G français : Equipement hydraulique, mécanique et électrique des stations de pompage d'eaux d'alimentation et à usages industriels et agricoles
- Échelle Européenne de degrés d'enrouille pour peinture antirouille éditée par le Comité Européen des Associations de Fabricants de Peintures, d'Encres d'imprimerie et de Couleurs d'Art.
- Normes AFNOR ou équivalentes couramment admises

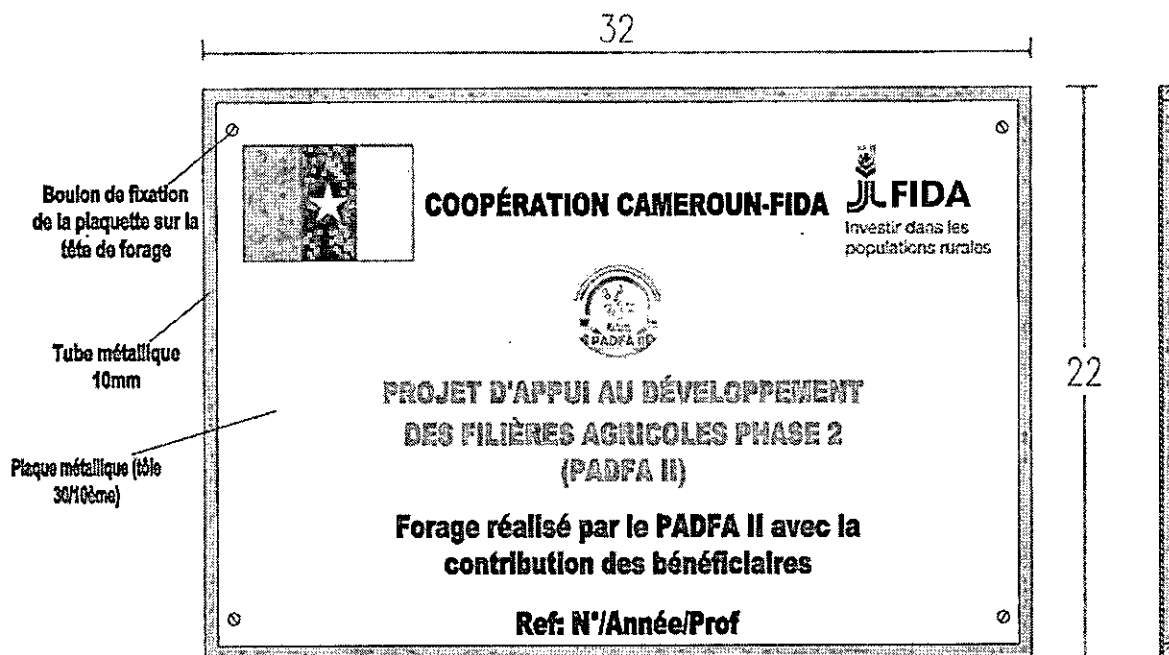
Les essais en laboratoire et en place sont conduits conformément aux modes opératoires de l'AFNOR (France) et du LCPC (France), en vigueur le premier jour du mois qui précède la date limite de la remise des offres.

En ce qui concerne le vocabulaire des essais de laboratoire et les documents émis par les laboratoires d'essais, les termes fondamentaux et leurs définitions seront conformes à la norme NFX 10-001 et NF P 08-500.

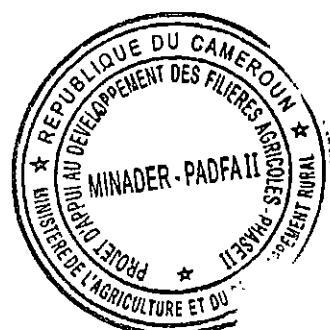
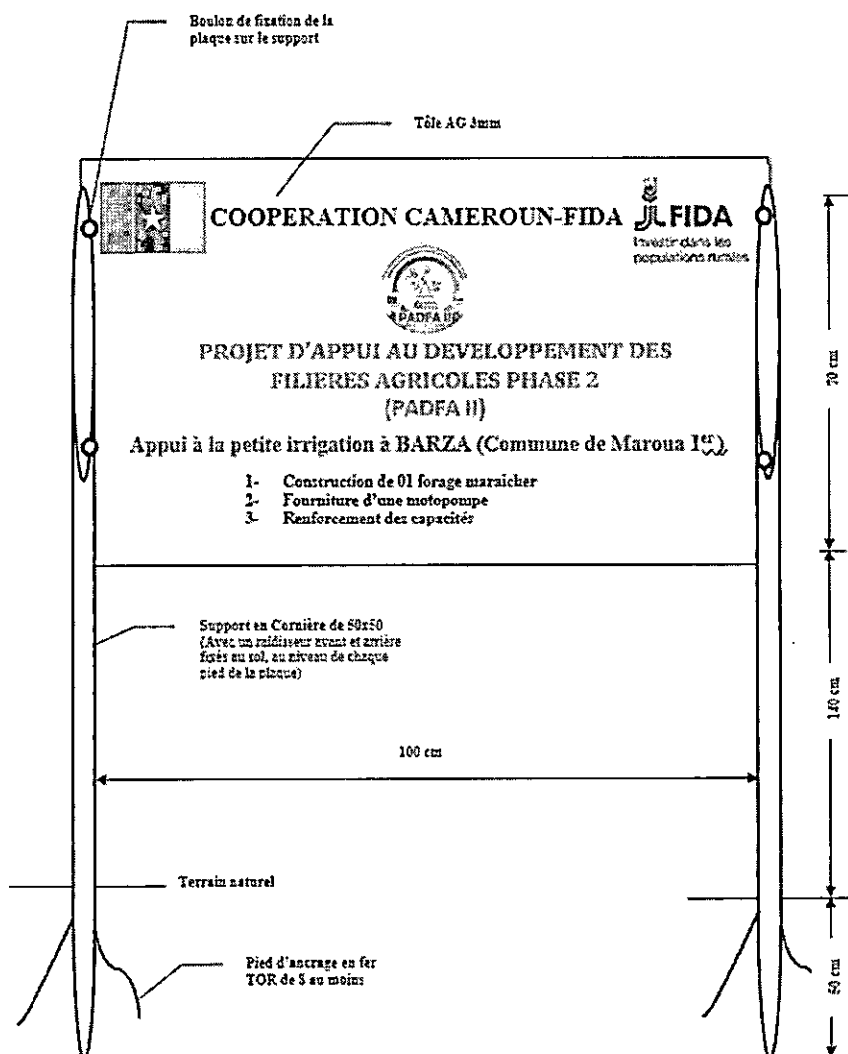
Le label de visibilité sera réalisé suivant le modèle ci-dessous et protégé dans un cadre en cornière de Ø 10 avant fixation sur la tête de forage:

Les couleurs à utiliser sont celles du modèle

Les polices seront proportionnelles aux dimensions de la plaquette à confectionner



Plaques à implanter sur les sites de construction des forages maraîchers et sites d'au moins 02 forages maraîchers



1.3. Consistance des travaux

La consistance des travaux à réaliser est détaillée dans le présent CCTP, au bordereau des prix et au détail estimatif et comprend en particulier les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Mobilisation et installation de chantier ;
- Projet d'exécution et plan de recollement ;
- Réalisation des Forages Maraîchers et Superstructures ;
- Réalisation des pompages d'essais (essai de débit simplifié) ;
- Pose des conduites de refoulement et de distribution y compris raccordement ;
- Pompage, refoulement et distribution ;
- Réalisation de la menuiserie métallique et la visibilité du projet ;
- Prise en compte des aspects environnementaux.

1.4. Prescriptions générales

Les travaux sont décomptés par application des prix figurant au bordereau des prix unitaires et des quantités de travaux réellement exécutés.

Les prix comprennent en sus des conditions particulières à chaque article :

- les installations de chantier et la remise en état des lieux en fin de chantier y compris des lieux annexes au chantier ayant subi des dégradations dues à celui-ci;
- les études d'exécution;
- le piquetage général du chantier;
- la fourniture, le transport et l'approvisionnement sur place des matériaux nécessaires;
- la mise en œuvre, la location, l'utilisation du matériel et de matériaux nécessaires à l'exécution des travaux;
- l'exécution des travaux décrit dans le détail estimatif et le bordereau des prix ci-joint avec les sujétions normales d'exécution afférentes;
- la mise en place et l'entretien de la signalisation, le pilotage du chantier, sur toute la durée des travaux;
- l'enlèvement aux décharges publiques des déblais;
- le nettoyage du chantier;
- la réalisation essais et contrôles internes et externes;
- les plans de recollements et le dossier des ouvrages exécutés.

1.5. Connaissance des lieux et conditions de travail

Par le fait même de sa soumission, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'emplacement et de la nature des travaux, des conditions générales, locales particulières, des conditions relatives aux moyens de communication et de transport, au stockage des matériaux, aux disponibilités en main d'œuvre, en eau, en énergie électrique et de toutes conditions physiques relatives au lieu des travaux, à la topographie et à la nature du terrain, aux caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux et tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et les

prix de ceux-ci.

Les conséquences des erreurs ou carences des entrepreneurs ne pourront que demeurer à leur charge.

1.6. Descriptions du programme d'exécution et des Etudes d'Exécution

Dans un délai de vingt (20) jours à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux, le Cocontractant délimitera l'emprise des travaux après accord du Maître d'œuvre ou selon les instructions de l'ingénieur du Marché et du Maître d'Œuvre. Ensuite, il établira à partir des plans et documents Demande de Prix le programme d'exécution complet définissant l'adaptation des ouvrages aux conditions réelles d'exécution.

Ce programme d'exécution comprendra toutes les modifications ou variantes proposées par le Cocontractant ainsi que les notes de calcul et dessins. Le Maître d'œuvre disposera d'un délai de dix (10) jours pour approuver le programme d'exécution ou pour faire connaître ses observations dans les conditions définies dans le Cahier des Prescriptions Spéciales.

Le programme d'exécution comprendra :

- La méthodologie d'exécution ;
- L'organigramme de chantier,
- Le matériel à mobiliser
- Le personnel à mobiliser
- Le calendrier d'exécution des travaux ;
- Le calendrier d'approvisionnements;
- Le plan d'assurance qualité ;
- Le plan de gestion environnemental;
- La liste du personnel et du matériel à utiliser
- Annexes (cautionnement définitif, polices d'assurances, OSD, etc.).

Les études d'exécution comprendront :

- L'exécution des implantations des forages à travers les études hydrogéologiques et prospections géophysiques ;
- Plan topographiques d'état des lieux respectivement au 1/1000^{ième} ;
- Les plans d'aménagement à l'échelle 1/500^{ième} ;
- Les plans de profils des ouvrages linéaires (profil en long) à l'échelle 1/1000^{ième} ;
- La note de calcul éventuelle des aménagements hydroagricoles ;
- La note de calcul des éventuels ouvrages ;
- La note de calcul des éventuels ouvrages annexes ;
- Les résultats investigations géophysiques nécessaires ;
- Avant métré détaillé par section et ouvrages.

1.7. Exécution des travaux

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions contenues au présent





dispositions figurées aux plans.

L'ensemble des sujétions afférentes à la mise en œuvre des prestations et leur incidence financière feront partie des dites prestations.

Il demeure expressément convenu que l'Entrepreneur devra exécuter tout ce qui, bien qu'omis au présent C.C.T.P. ou sur les plans, croquis et schémas, serait nécessaire au complet achèvement des ouvrages dans l'esprit des plans, du présent C.C.T.P. et conformément aux règles de l'art.

1.8. Journal de chantier

Le journal de chantier sera rédigé et signé chaque jour par le représentant du Cocontractant sur le chantier et par le représentant du Maître d'œuvre. Il sera établi conjointement suivant un modèle défini et devra contenir au minimum les informations journalières suivantes :

- Les conditions atmosphériques
- Les travaux exécutés dans la journée, le personnel et le matériel employés
- L'avancement des travaux
- Les prescriptions imposées
- Les quantités détaillées de travaux
- Les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement du marché
- Les réceptions et agréments
- Les incidents, accidents ou événements qui pourraient avoir une incidence ultérieure sur la tenue des ouvrages ou le déroulement du chantier
- Les non-conformités
- Les visites officielles

1.9. Réunion hebdomadaire

Une réunion hebdomadaire, à laquelle participeront obligatoirement le Cocontractant et le Maître d'œuvre, et éventuellement le Chef de service ou l'ingénieur du Marché, permettra de discuter de points relatifs à l'exécution du marché, d'évaluer l'avancement des travaux et de préciser tout élément n'ayant pas reçu une définition suffisamment claire dans les termes du contrat ou avant le début des travaux.

Le Maître d'œuvre pourra modifier la périodicité des réunions sans que celle-ci puisse être supérieure à 15 jours.

Les réunions hebdomadaires permettent au Maître d'œuvre d'avoir une idée précise de l'évolution du chantier et de définir à priori les actions à entreprendre pour respecter les conditions du marché.

Ces réunions font l'objet d'un procès-verbal, rédigé par le Maître d'œuvre et signé par le Cocontractant et éventuellement le Chef de service ou/et l'ingénieur du Marché.

1.10. Personnel du chantier

L'Entrepreneur s'engagera à déléguer sur le chantier une maîtrise qualifiée et à employer des ouvriers

compétents pour assurer l'exécution convenable des travaux.

Au cas où il serait constaté des défaillances de compétence et de correction dans la main d'œuvre employé, l'Entrepreneur en serait immédiatement avisé afin qu'il soit procédé au remplacement du personnel jugé indésirable.

L'entrepreneur devra surveiller personnellement les travaux de façon suivie et devra maintenir en permanence sur le chantier, s'il ne s'y trouve pas lui-même en permanence, un Directeur de chantier et des agents qualifiés.

Le Directeur de chantier sera habilité à recevoir valablement tous les ordres de services ou instructions, accepter les constats et d'une manière générale, assurer les relations avec le Maître d'œuvre comme s'il s'agissait de l'Entrepreneur lui-même.

1.11. Bureau de chantier

Un local à usage de bureau de chantier, sera construit ou loué par l'Entrepreneur sur chaque site et mis à la disposition du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage.

Ce local comprendra une salle où il sera possible de tenir des réunions de chantier pour huit personnes. Il devra être équipé de mobiliers et sera distinct des bureaux de l'Entrepreneur.

L'aménagement de ce local, ainsi que son emplacement seront soumis à l'approbation du Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur aura la charge, pendant toute la durée des travaux, de l'entretien de ce local et de ses abords.

1.12. Laboratoire de contrôle de matériaux

L'Entrepreneur devra équiper le laboratoire de chantier du matériel permettant de réaliser les essais in situ. Ces matériels doivent permettre d'effectuer les analyses suivantes :

- Granulométrie ;
- Limites d'ATTERBERG ;
- Densité sèche PROCTOR.

Les résultats de ces essais devront être fournis au Maître d'œuvre avant tout approvisionnement sur chantier.

1.13. Matériel sur le chantier

L'Entrepreneur remettra la liste du matériel qu'il s'engage à mettre sur le chantier dès la notification du marché pour exécuter les travaux dans les délais prévus.

L'entrepreneur justifiera les possibilités du matériel qu'il compte mettre sur le chantier en rapport avec le programme d'exécution qu'il aura établi.

Le Maître d'œuvre pourra exiger que ce matériel soit complété, s'il se révèle qu'il ne permet pas le respect du planning d'avancement.



Le Maître d'œuvre a le droit de refuser tout matériel dont la qualité, les caractéristiques ou l'état sont inférieurs à ceux que l'Entrepreneur a définis éventuellement dans sa soumission ou tout matériel trop usagé, non approprié ou insuffisant pour assurer, de l'avis du Maître d'œuvre, l'exécution correcte des travaux dans les délais prévus.

Le Matériel sera amené, exploité, entretenu et maintenu en bon état de fonctionnement par ses soins et à ses frais.

L'Entrepreneur devra, s'il en est requis par le Maître d'œuvre, remettre à ce dernier, dans la forme et aux dates prescrites, une liste récapitulative détaillée, indiquant le matériel existant sur chantier.

1.14. Signalisation du chantier

La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement éventuel de toute la signalisation de chantier seront à la charge de l'Entrepreneur. La signalisation de chantier devra être conforme aux normes et à la réglementation en vigueur.

Afin d'être entièrement visible, ce panneau doit dépasser 80 cm (conformément au code des constructions), soit 80x120 cm qui est le format le plus commercialisé. Les informations suivantes doivent figurées dans le panneau de signalisation :

- Le titre du marché ;
- Le contractant ;
- Le Maître d'Ouvrage ;
- Le Maître d'Ouvrage Délégué ;
- Le Chef Service du marché ;
- L'Ingénieur du marché ;
- Le co-contractant ;
- Le délai d'exécution

1.15. Modifications susceptibles d'intervenir au cours des travaux

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de modifier, de supprimer ou d'ajouter certains ouvrages ou partie d'ouvrages après la signature du marché.

1.16. Dossiers de récolement

Avant la réception provisoire, l'entrepreneur devra impérativement produire, signer et remettre au Maître d'œuvre contre décharge **cinq (05) exemplaires** des dossiers d'exécution définitifs de l'ouvrage (plan de recollement) tenant compte des modifications éventuellement apportées au projet en cours de réalisation et donnant tous les renseignements sur les travaux exécutés ainsi que la nature, la provenance et la qualité des différents matériaux utilisés pour la construction sans oublier les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution, les photos montrant l'ensemble de l'ouvrage ainsi que l'exécution des phases principales de celui-ci. A cet effet, Il sera constitué des parties suivantes :

- Présentation générale,
- Personnel et matériel effectivement utilisé,

- Méthodologie d'exécution utilisée,
- Historique du projet :
- Procès-verbaux de réunions de chantier (hebdomadaires et mensuels) ;
- Procès-verbaux de réception des travaux ;
- Constats des travaux (éventuellement) ;
- Décomptes provisoires (éventuellement) ;
- Procès-verbal de pré-réception technique ;
- Procès-verbal de levés des réserves (éventuellement) ;
- Projet de décompte final ;
- Ensemble des correspondances émises dans le cadre de l'exécution de ce contrat ;
- Documents administratifs préalables (OSD, cautionnement définitif, polices d'assurances, etc.) ;
- Reportage photos des travaux ;
- Plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution.

Ces documents seront également fournis sur support informatique (CDROM) sous format D.W.G

2 PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX

2.1 Disposition générales

Le Titulaire soumettra à l'approbation du Maître d'œuvre les matériaux qu'il compte employer avec indication de leur nature et de leur provenance. Tous les matériaux rebutés devront être évacués par le Titulaire et à ses frais.

Le Titulaire s'assurera, sous sa propre responsabilité, de l'approvisionnement régulier des matériaux pour la bonne marche des travaux.

Nonobstant l'avis du Maître d'œuvre sur la qualité des matériaux et de leur provenance, le Titulaire demeure garant de la qualité d'exécution des ouvrages. Il lui revient de faire effectuer, à ses frais, toutes analyses ou essais de matériaux nécessaires à une bonne exécution de l'ouvrage.

A cet effet, dans le délai maximum de **8 jours** à dater de la demande qui lui en sera faite l'Entrepreneur devra faire connaître les provenances exactes des matériaux ainsi que ses disponibilités éventuelles en fournitures répondant aux spécifications imposées.

2.2 Composition des mortiers, des bétons et qualité des agrégats

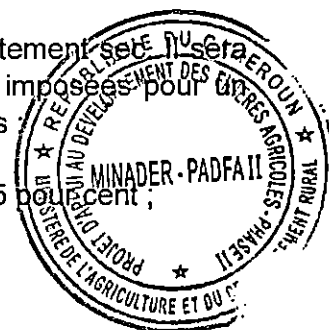
2.2.1 Agrégats

Les agrégats destinés à la fabrication des mortiers ou bétons seront durs, propres et sains, débarrassés par lavage de tous détritiques organiques ou terreux, poussières, argiles. Ils proviendront des carrières ou ballastières. Le sable devra faire l'objet de criblage et le cas échéant de lavage.

a) Sable

Le sable devra être siliceux, alluvial et ne pas contenir d'argile (ES 70 à 80) et parfaitement sec. Il sera tamisé et sa courbe granulométrique devra être continue et répondre aux conditions imposées pour un sable de 0,05 mm (dimensions des tamis) pour les mortiers de 0,25 mm pour les bétons

- ✓ le module moyen de finesse sera voisin de 3 ;
- ✓ le pourcentage des matériaux passant au tamis de 0,10 mm ne dépassera pas 5 pour cent ;



- ✓ le sable sera exempt d'argile et aura un équivalent de sable d'au moins 70 pour cent pour les mortiers et bétons ordinaires ;
- ✓ le poids de matériaux étrangers contenus dans le sable ne pourra dépasser 2 pour cent.

b) Gravier

Les gravillons, devront être denses, stables et exempts de toutes traces de terre ou de déchets végétaux. Ils devront pouvoir passer, en tous sens, dans un anneau de 30 mm.au plus. La dimension minimale devra être de 5 mm.

c) Ciment et adjuvants

On utilisera en principe du ciment artificiel, portland de la classe 250/315 répondant à l'AFNOR P15 302.

Le ciment devra être protégé de l'humidité par stockage sous abri de telle façon que les prélèvements puissent toujours être faits sur le ciment le plus anciennement emmagasiné.

Tous les adjuvants à ajouter aux bétons et mortiers destinés à faciliter la mise en place du béton, et les entraîneurs d'air devront être soumis à l'accord du Maître d'œuvre. Ils ne pourront pas entraîner d'augmentation des prix unitaires consentis pour la mise en œuvre du béton. L'utilisation des adjuvants au chlore et d'accélérateurs de prise sera interdite.

d) Eau de gâchage

L'eau destinée à être mélangée avec le ciment sera toujours de la même provenance. Elle ne contiendra pas plus de 0,2 % en poids de matière en suspension et pas plus de 1,5 pour mille de matières dissoutes.

2.2.2. Mortier

Le mortier de ciment de l'ouvrage sera fabriqué mécaniquement sauf pour de très petites quantités et avec l'autorisation du Maître d'œuvre. Le dosage courant sera de 300 kg de ciment par mètre cube.

2.2.3. Bétons

Les bétons auront en principe les compositions suivantes (qualités en litre par m³ de béton en place).

Numéro et désignation	Ciment (250/315)	Sable (0,2 – 5)	Gravier (5 – 25)
1. 1. Béton de propreté	150 kg	1.200 l de tout-venant 0/25	
2. Béton armé	350 kg	400	800

Les qualités des agrégats figurant dans le tableau ci-dessus sont données à titre indicatif et pourront être modifiées par le PADFA pour tenir compte des conditions locales de mise en œuvre.

Les dosages seront déterminés préalablement par essais sur échantillons sélectionnés, surtout pour déterminer la promotion d'eau de gâchage. En cours d'exécution, le Maître d'œuvre apportera toutes modifications nécessaires pour les dosages et granulométrie, afin d'obtenir le résultat qu'il estimera le meilleur pour la consistance et la résistance requises des bétons.

En cas de doute sur la qualité du béton, le Maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des prélèvements de béton frais et à faire procéder à des essais de résistance des bétons au frais du Titulaire.

2.2.4. Fabrication, mise en œuvre et conservation du béton

a) Fabrication

Le béton devra être fabriqué mécaniquement sauf dérogation spéciale du Maître d'œuvre, pour de petites quantités. Les dosages devront se faire par mesures pondérales à 1 % près.

b) Mise en place

La hauteur de chute de béton ne devra jamais dépasser 1,50 m. Pas plus de 3 m³ de béton ne sera déposé en un flot pour coffrage.

c) Cure et protection

La protection du béton mise en œuvre sera effectuée au moyen de bâches, sacs, paillassons, maintenus constamment humides ou par emploi des enduits temporaires et imperméables (produit de cure). La durée de la protection sera de quinze jours après exécution.

Les parements devront être protégés contre toutes détériorations provenant de la chute de pierres, outils divers, béton ou mortier.

2.2.5. Résistances des bétons

Les résistances à la compression mesurée sur cylindres écrasés suivant les méthodes normalisées seront les suivantes :

	7 jours (daN/cm ²)	28 jours (daN/cm ²)
Béton (150 kg)	100	150
Béton (350 kg)	205	270

Les échantillons du béton frais seront prélevés à la sortie des appareils de fabrication. Les éprouvettes essayées auront 200 cm² de section et une hauteur double de leur diamètre. Les essais normaux se feront à 28 jours. Le nombre d'éprouvettes à prélever sera fixé par le Maître d'œuvre pour chaque corps d'ouvrage et ne sera pas inférieur à 3. Si les essais effectués sur les éprouvettes montrent une résistance inférieure à celle définie ci-dessus, la partie correspondante de l'ouvrage construite avec un tel béton fera l'objet de contrôles spéciaux ou sera démolie à la demande du maître d'œuvre. Les essais de vérification à 7 jours se feront aussi souvent qu'il sera jugé nécessaire.

2.2.6. Fers à Béton

Les aciers utilisés pour les armatures seront des ronds lisses ou TOR en acier doux à limite d'élasticité garantie (norme NF A 35 015).

Ils devront présenter les caractéristiques minimales suivantes :

Désignation	Limite élastique (daN/mm ²)	Résistance de rupture (daN/mm ²)	Allongement de rupture
Acier TOR	42	48	12 %
Rond lisse Fe E 24	24	42	25 %

Les fils de ligature seront en fils de fer souples ou en acier doux recuit.

Sur les aires de stockage pour les aciers devront être soustraits au contact direct du sol. Les armatures de béton armé devront être parfaitement propres, sans aucune trace de rouille non adhérente, de peinture, de graisse, béton, etc...

2.3 Pénalités pour exécution non-conforme d'une partie de l'ouvrage



Lorsque l'exécution, de l'ouvrage ou certaines parties de l'ouvrage, sera jugée non-conforme par le Maître d'œuvre, parce que les règles courantes de l'Art ne sont pas respectées, le Titulaire devra se soumettre aux décisions de la Structure Opérationnelle qui pourra ordonner :

- soit la démolition de l'ouvrage ou parties jugées non conformes et une nouvelle exécution sera entièrement aux frais du Titulaire ;
- soit l'application d'une amende dont le montant sera fixé par la Structure Opérationnelle du PADFA, mais qui ne sera en aucun cas supérieur aux frais qui pourraient résulter de la démolition ou de la reconstruction de l'ouvrage ;
- soit toute réfection nécessaire suivant une méthode agréée par la Structure Opérationnelle du PADFA mais dont le coût aura la même limite maximale que le montant de l'amende ci-dessus.

2.4 Suivi et Contrôle de qualité des travaux

La surveillance et le contrôle de qualité des travaux seront assurés par le Maître d'œuvre.

2.4.1. Contrôle et surveillance des travaux

Le Maître d'Ouvrage à travers le Maître d'œuvre, devra assurer :

- la surveillance des chantiers de construction des ouvrages de la petite irrigation traditionnelle, dans les bas-fonds ;
- le respect des clauses administratives du marché ;
- les vérifications et le contrôle technique des travaux par référence au cahier des spécifications techniques ou toute autre option technique retenue par le PADFA ;
- le suivi de la qualité technique des prestations de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux, à chaque stade de leur réalisation.

Le PADFA devra porter son agrément sur la qualification du personnel de l'entreprise Titulaire, la conformité du matériel et des matériaux à mettre en œuvre dans le chantier.

Le Maître d'œuvre, chargé du contrôle des travaux, pourra :

- vérifier et viser le cahier de chantier et le journal des travaux ;
- vérifier et viser les attachements présentés par l'entrepreneur.

2.4.2. Documents des travaux

Afin de permettre un suivi efficace des travaux, le Titulaire tiendra sur le chantier les documents de suivi et de contrôle relatifs à chaque type de travail : *cahier de chantier, journal des travaux*.

➤ Sur le cahier de chantier, les renseignements suivants seront notés :

- date ;
- les observations et remarques du Maître d'Ouvrage ;
- les observations et remarques du Titulaire.

- Sur le journal des travaux, seront notés jour par jour, les détails techniques, les incidents, les pannes, les arrêts et difficultés propres au déroulement des travaux avec la précision des heures où ils se sont produits, la liste du matériel mis en œuvre et celle du personnel présent sur le chantier et l'avancement des travaux. Le cahier de réunions de chantier est destiné aux procès-verbaux des réunions de chantier, lesquelles devront se tenir toutes les semaines sous la direction de l'Ingénieur-conseil.

Sur le chantier, tous les documents seront visés par le Maître d'œuvre et celui de l'entrepreneur qui sera chargé de les mettre à jour ou de les remplir. Ils serviront de base à l'établissement des attachements.

2.5 Granulats pour mortiers et bétons

Les granulats pour mortiers et bétons devront répondre aux prescriptions des normes françaises citées dans les fascicules 65 du C.C.T.G. (voir B103.1). Les granulats seront d'une qualité uniforme et sans excès de morceaux plats ou allongés, de poussière ou d'impuretés.

En outre, il est précisé que la dimension des gravillons pour bétons sera au plus égale à 25 mm. Cette grosseur maximale sera réduite à 15 mm dans les zones frottées.

Toutefois dans les ouvrages massifs et sur accord expresse du Maître d'œuvre la grosseur maximale pourra être portée à 40 mm

Le béton 0/25 sera constitué d'au moins trois classes de granulats, les courbes granulométriques étant prises dans les séries suivantes de dimensions de passoires, exprimées en millimètres : 2 - 4 - 6,3 - 10-20 ou 3-5-8- 12,5- 15-25.

Les sables seront de bonnes qualités, stables, propres et exemptes de poussière, de débris schisteux, argileux ou organiques. Ils ne devront pas contenir plus de 5 % d'éléments fins passant au tamis de 80 microns.

Aucun grain ne devra être de dimension supérieure à 6,3 mm L'équivalent de sable sera obligatoirement supérieur à 70.

Le stockage des granulats se fera de façon à ce que les différentes classes ne puissent se mélanger. La contamination par boue et poussière devra être évitée. Un bon drainage des stocks devra être assuré.

La qualité et la granulométrie des granulats devront être soumises à l'agrément du Maître d'Œuvre. Cet agrément ne sera acquis qu'après que les essais de résistance sur des éprouvettes de béton réalisées avec les granulats proposés se seront révélés satisfaisants.

2.6 Liants hydrauliques

Le ciment entrant dans la composition des bétons ordinaires ou armés et des mortiers sera de la classe CPA 325 ou CPJ 35.

L'utilisation de ciment d'aluminium ne sera pas autorisée de même que le mélange de ciment

Le ciment devra être emmagasiné dans les locaux secs, bien aérés et efficacement protégés contre les intempéries. Le radier des locaux en bois ou en béton se trouvera à au moins 20 cm au-dessus du sol pour



éviter toute remontée d'humidité. Chaque approvisionnement devra être stocké séparément pour qu'il puisse être identifié et contrôlé facilement.

Le ciment devra être utilisé dans l'ordre de livraison ou suivant les indications du Maître d'Œuvre. L'entassement du ciment en sacs se fera sur une hauteur maximale de 2 mètres.

Le tonnage de ciment stocké devra être suffisant pour assurer une consommation d'au moins un mois en période d'activité du chantier. Tout ciment présentant des traces d'humidité ou de prise sera obligatoirement évacué du chantier.

2.7 Composition des bétons et mortiers

2.7.1 Bétons

Les bétons utilisés pour la construction des ouvrages répondront aux spécifications suivantes :

Désignation	Dosage minimal en ciment	Utilisation	Résistance minimale à	
			28 jours Compression mini Traction mini	Rapport E/C maximal,
Béton courant BC	200 Kg	Béton de propreté		0,70
Béton de qualité 1(BQ1) 20	250 Kg	Béton de forme	18MPa 1,8 Mpa	0,60
Béton de qualité 2(BQ2)	300 Kg	pour partie d'ouvrage non armée ou légèrement armée	23 MPa 2,05 MPa	0,55
Béton de qualité 3(BQ3)	350 Kg	pour ouvrages ou parties d'ouvrages en béton armé (semelles de fondation, murs de soutènement, etc.)	27 MPa 2,32 MPa	0,55
Béton de qualité 4(BQ4)	400 kg	Pour ouvrages en béton armé fortement sollicités : radier général, les voiles des drains.	33 Mpa 2,6Mpa	0,55

Le rapport E/C (eau/ciment) indiqué dans le tableau est le maximum admissible pour la mise en œuvre du type de béton correspondant.

La dose de ciment indiquée dans le tableau ne peut être diminuée même si les résistances des essais dépassent les valeurs prescrites.

a) Consistance

La consistance des bétons de qualité BQ2, BQ3 et BQ4 sera mesurée au cône AGTM, les affaissements seront inférieurs à 5cm. Le Cocontractant devra dans tous les cas, disposer du matériel nécessaire de sorte à assurer une vibration satisfaisante du béton.

b) Composition

L'étude de la composition des bétons incombe au Cocontractant.

Le Cocontractant devra présenter au Maître d’Œuvre ses propositions et soumettre à son agrément la composition granulométrique et les volumes d’eau à incorporer par mètre cube et cela en temps utile pour respecter le délai d’exécution contractuel.

Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze **(15) jours** ouvrables à compter de la notification du marché pour présenter la composition des bétons.

Le Maître d’Œuvre formulera ses observations ou donnera son agrément dans un délai de sept (07) jours ouvrables à compter de la date de la réception des propositions du Cocontractant.

Suite à l'approbation par le Maître d’Œuvre des compositions de bétons proposées, le Cocontractant procédera à des essais de mélanges pour chaque qualité de béton indiquée. Les essais devront correspondre aux conditions de fabrication sur le chantier.

Le Cocontractant n'appliquera que les mélanges approuvés par le Maître d’œuvre.

c)Composition des différents types de béton (à titre indicatif)

Type de Béton	Ciment	Sable	gravier	eau
Béton de propreté dosé à 150 kg/m3	1sac de 50kg	3 brouettes	3 brouettes	25 litres
Béton pour structures dosé à 350 kg/m3	1sac de 50kg	1.5 brouettes	2.5 brouettes	25 litres
Mortier pour maçonnerie dosé à 300 kg/m3	1sac de 50kg	3 brouettes	0	25 litres
Mortier pour enduit dosé à 400 kg/m3	1sac de 50kg	2.5 brouettes	0	25 litres
Mortier pour brique cuite 300kg/m3	1 sac de 50kg	2 brouettes de sable + 1 brouette de latérite tamisée à 2.5mm	0	25 litres
Micro béton de propreté150kg/m3	1sac de 50kg	4.5 brouettes de gros sable + 4.5 brouette sable fin	0	25 litres

2.7.2 Contrôle des bétons

Le Cocontractant a la responsabilité de procéder aux épreuves d’études et aux épreuves de convenances en temps utile pour respecter ses obligations contractuelles relatives aux délais d’exécution quels que soient les résultats desdites épreuves.

Les éprouvettes seront réalisées dans des moules agréés. Le transport au laboratoire de contrôle des éprouvettes de contrôle de convenance et d'information sera effectué par les soins du Cocontractant.

Le contrôle des bétons se fera suivant les prestations du tableau ci-après :

Classe des Bétons	Nombre d'éprouvettes à prélever	Compression	Fréquence des essais Traction	Consistance béton frais
BQ3 350 kg	Par journée de bétonnage - cylindres	2 essais à 7 jours	2 essais à 7 jours	1 par % journée de bétonnage
	6 prismes	4 essais à 28 jours	4 essais à 28 jours	

BQ4 400 kg	Par journée de bétonnage 10 cylindres	3 essais à 3 jours 2 essais à 7 jours	3 essais à 3 jours 2 essais à 7 jours	1 par % journée de bétonnage
	10 prismes (à la demande de l'Ingénieur)	5 essais à 7 jours	5 essais à 28 jours	

Les ouvrages ou parties d'ouvrages, pour lesquelles les essais ainsi effectués feraient apparaître des résistances inférieures de 15 % aux résistances exigées, seront refusées.

2.8 Eau de compactage et de gâchage

La fourniture d'eau incombe au Cocontractant. La proportion des matières en dissolution ou en suspension dans l'eau de compactage doit être suffisamment faible pour qu'elle ne soit pas la cause d'un amoindrissement des qualités des terrassements de la chaussée.

L'eau utilisée tant pour le malaxage que pour le compactage devra avoir les propriétés physiques et chimique fixées par la norme définie dans les prescriptions du fascicule 65 du C.C.T.G. Elle ne devra pas dépasser une température de 30 °C et ne devra pas contenir plus de 2 g de sel dissout par litre.

Les eaux douteuses seront soumises à l'analyse chimique par les soins et aux frais du Cocontractant.

2.9 Aciers pour armatures de béton arme

Les aciers employés pour le béton armé seront les suivants :

- Aciers à la haute adhérence Fe400 conforme aux normes citées dans le fascicule 4 au titre 1 du C.C.T.G.
- Limite d'élasticité minimum : 400 MPa

Pour chaque approvisionnement d'aciers destinés aux travaux, le Cocontractant fournira des certificats indiquant les résultats d'essais subis par les matériaux. Si des résultats d'essais ne sont pas disponibles, le Maître d'Œuvre pourra refuser son utilisation. Les aciers seront solidement attachés en faisceaux. Sur les faisceaux devront être clairement marqués le fournisseur, la qualité, la date de livraison et la longueur, le diamètre et le nombre de barres.

Les aciers pour bétons armés seront stockés sur des supports au-dessus du sol et seront protégés contre la rouille, l'huile et autre influences nuisibles.

2.10 Profilés et aciers divers

Les profilés divers, tôles, plats, barres, tubes seront en acier doux laminé, de qualité soudable, non cassant, malléable, exempt de pailles, stries, gerçures, fissures. Les pièces devant recevoir un revêtement de protection de zinc seront galvanisées par trempage à chaud. Le poids de zinc ne sera pas inférieur à 200 grammes par mètre carré (simple face). Ils seront conformes aux prescriptions du fascicule 4, titre 3 du C.C.T.G.

2.11 COFFRAGE

Les coffrages seront constitués par les éléments métalliques, en bois ou par tout autre matériau équivalent. Ils seront soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre.

Les coffrages de dalles, radiers et parois qui resteront en vue seront lisses, assurant des surfaces lisses et régulières. Ils seront conformes aux prescriptions du fascicule 65 du C.C.T.G.

2.12 Façonnage des armatures pour béton arme

Les conditions d'emploi des armatures devront être conformes aux prescriptions du fascicule 4, titre 1 du C.C.T.G.

L'article 21 du fascicule 65 du C.C.T. est complété comme suit :

Lorsqu'il y a lieu de constituer une armature avec plusieurs barres, les joints sont répartis sur une certaine longueur de telle sorte que, dans une section, il y ait au moins 2/3 des barres continues étant admis que le recouvrement des armatures à adhérence améliorée sera conforme aux prescriptions des règles béton armé en vigueur.

Immédiatement avant la mise en place, les aciers seront propres et sans rouille. Les armatures seront bien fixées de façon à ce qu'il n'y ait pas de risques de déplacement pendant le coulage du béton. Sont interdits:

- le pliage et le dépliage délibérés des armatures,
- l'assemblage des armatures par soudure.

2.13 Tuyaux en pvc

Pour les canalisations et les fourreaux seront utilisés des tuyaux en PVC série assainissement. Ces tuyaux devront répondre aux normes françaises spécifiées dans le fascicule 71 du C.C.T.G. notamment aux normes AFNOR T54-002, T54-003, T54-016, T54-028, T54-029 et T54-038.

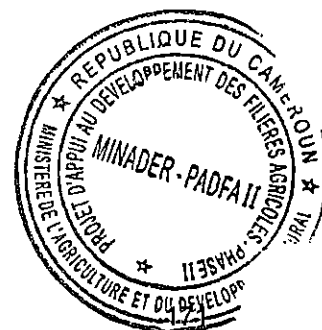
3 MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

3.1 TRAVAUX PREPARATOIRES

3.1.1 Installation et repli du chantier

Les prestations comprennent l'installation et aménagement des bureaux, ateliers, garages, et laboratoires de l'entreprise ainsi que les installations diverses mises à la disposition du Maître d'œuvre et de l'Administration pour les besoins de contrôle de chantier conformément aux plans approuvés. Elles comprennent notamment :

- les bureaux équipés d'au moins 5 chaises et une table (en location ou en matériaux provisoires);
- le magasin de l'Entreprise
- les frais de gardiennage et de surveillance du chantier ;
- l'aménagement et l'entretien des aires de stockage des matériaux ;
- l'amenée et le repli du matériel ;
- panneaux de chantier.



3.1.2 Programme d'exécution

Dans un délai de **vingt (20) jours** à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux, le Cocontractant communique à l'Administration son programme d'exécution conforme au point 1.6 du présent CCTP.

3.2 DESCRIPTION DES OUVRAGES

3.2.1 Défrichage manuel avec Dessouchage, Mise en dépôt hors du périmètre

L'entrepreneur procédera sur indication du maître d'œuvre au débroussaillage général du terrain, à l'abattage des arbres et à leur dessouchage, le brûlage et l'évacuation des imbrulés et des matériaux non combustibles et leur mise en dépôt en des lieux agréés par le Maître d'œuvre. Sur indications du de ce dernier, certains arbres pourront être conservés pour autant qu'ils ne constituent pas un obstacle à l'exécution des travaux.

3.3 Travaux de construction ou de réhabilitation de canaux et drains

3.3.1 Déblais

Conduits conformément aux règles de l'art, ils comprennent l'exécution des mouvements de terres pour l'obtention des côtes du projet des canaux, drains, pistes et ouvrages ponctuels, ainsi que des encaissements de pistes et de parcelles à aménager.

Les déblais dont la qualité aura été reconnue satisfaisante par le Maître d'œuvre seront utilisés en remblais pour la confection des plates-formes des pistes, canaux, en remblais pour purges ou sur les zones dégradées des évacuateurs de crues.

Les autres déblais seront utilisés soit dans les zones d'espaces libres ou seront conduits à la décharge publique.

3.3.2 Fouille pour tuyauterie

La fouille ne peut être effectué qu'après accord du Maître d'œuvre. Les remblais seront mis en place conformément aux dimensions figurants sur les plans et aux indications du Maître d'œuvre.

Les zones à remblayer devront au préalable être défrichées, essouchées et débarrassées de la terre végétale et des débris végétaux.

Les remblais contenant des éléments argileux ou argilo-sableux ne pourront être exécutés en pluies. Leur exécution ne pourra être ensuite entreprise ni reprise qu'après un délai juge suffisant par le Maître d'œuvre.

Pour les terrassements, les tolérances admissibles ne seront pas supérieures à 2,5 cm par rapport à leur cote théorique.

3.3.3 Remblais pour cavaliers de tuyauterie

Après décapage de la zone à remblayer, les matériaux seront régalez sur toute la largeur des zones à compacter, par couches successives ne dépassant pas 20 cm avant compactage.

Le compactage des couches sera assuré par un compacteur manuel vibrant ou à roues lisses, avec un nombre de passes égal à 4.

Les surfaces après compactage seront réglées selon les profils indiqués aux plans.

3.5 Exécution des forages maraîchers

Le PADFA réalise les forages maraîchers avec la participation des populations bénéficiaires. Au regard de leur usage, la profondeur de chaque forage devrait être d'environ 15m (\approx Aspiration probable + 0,67 m), à exécuter dans les altérites. Afin d'éviter les actions de tarissement imposant des rabattements importants de la nappe en zone de plaine, pendant les périodes de plus grande sécheresse, il est demandé une hauteur de captage de 6 à 8 m sous la nappe, sauf en cas de très fort débit empêchant la continuation des travaux.

3.5.1 Profondeur des forages maraîchers

La profondeur des forages dans les formations altérées sera de l'ordre de 11 m. La distance entre deux (02) forages maraîcher devra être au moins de 100 m pour permettre une irrigation optimale du périmètre.

3.5.2 Mode d'exécution des forages

Les forages seront exécutés de façon manuelle à la tarière.

Après la phase d'installation du chantier, le soumissionnaire procédera à une prospection sommaire à l'aide des baguettes de sourcier en vue d'implanter le forage. Il fera un quadrillage et une matérialisation des points de fonçage.

Le fonçage se fera de préférence à la tarière pour sols mous avec un diamètre de 5"1/2.

Le tubage quant à lui sera réalisé en PVC Ø110/125 pleins et rigide sur 3 m à partir du terrain naturel et crépiné sur 9 m. Les fentes des crépines seront d'au moins 1 mm. Les éléments du tubage seront fixés par assemblage.

L'espace annulaire compris entre le tubage et le terrain naturel sera comblé avec du massif filtrant de granulométrie compatible avec la largeur de l'espace annulaire.

Le fond du forage sera revêtu d'un bouchon de forage pour éviter la remontée de boue dans le forage susceptible de colmater l'ouvrage.

Le tubage PVC dépassera d'au moins 0,50 m la cote du terrain naturel. La tête de forage sera fermée par un capot métallique boulonné sur le tubage en PVC.

Après la phase de fonçage et tubage, le soumissionnaire réalisera une tête de forage sous forme de cage (0.8mx0.8m) dont les parois sont en maçonnerie de parpaing bourré et le couvercle métallique. Le dallage sur le sol de la cage sera dosé à 300 kg/m³ et son épaisseur sera de 10 cm.

Le forage sera cimenté sur 1 m à partir de la cote du terrain naturel.

4 Mesure simplifiée de débit

La mesure simplifiée de débit sera pratiquée sur le forage, à la fin des travaux. Une méthode empirique adoptée par le Titulaire sera présentée et agréée par le PADFA.



5. DEROULEMENT DES TRAVAUX

5.1 *Planning des travaux*

Le délai d'exécution du projet est de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires après installation du chantier.

La date d'interruption des travaux en cas de force majeure sera décidée d'un commun accord entre le PADFA et le Titulaire.

5.2 *Prospection et implantation des forages maraîchers*

Avant toute implantation du forage maraîcher, le Titulaire devra toujours procéder à une prospection de la zone pour localiser la nappe phréatique la plus proche, grâce à ses sourciers. Le site à prospecter est indiqué par les populations bénéficiaires. Le changement de site ne peut survenir que si l'étude de prospection a montré qu'il n'existe pas de nappe phréatique dans la zone d'influence délimitée par la parcelle exploitée.

L'implantation proprement dite du forage est effectuée par le Titulaire, en présence du Maître d'œuvre et des bénéficiaires de l'intervention.

5.3 *Réceptions provisoires*

Les réceptions provisoires des forages qui se feront au fur et à mesure de leur achèvement, seront prononcées au vu des résultats de mesure de débit et de respect du cahier des charges. Les réceptions provisoires seront notifiées au Titulaire par le PADFA lors des réunions de chantiers, simultanément avec la prise en attachement des travaux.

Les réceptions provisoires et les attachements ne porteront que sur les ouvrages terminés (mesure de débit et remise en état des lieux) et pour lesquels le journal de travaux et le procès-verbal de mesure de débit auront été remis au PADFA.

5.4 *Réceptions définitives*

Les réceptions définitives seront prononcées à l'issue du délai de garantie qui est d'un an.

Si au cours de l'exploitation des ouvrages, pendant la période de garantie, une chute de caractéristiques (baisse de la nappe, ensablement, ...) devrait être constatée et avoir pour origine un défaut d'exécution, le Titulaire pourrait être mis dans l'obligation, à ses frais, soit de corriger les anomalies constatées et le cas échéant réaliser un nouvel ouvrage à proximité immédiat.

5.5 *Garantie des travaux*

Le Titulaire s'engage à exécuter, avec le matériel qu'il dispose, tous les travaux dans les règles de l'art quelles que soient les conditions géologiques, dans les limites des profondeurs définies dans le présent CCTP.

En cas d'incident en cours d'exécution d'un ouvrage, pouvant entraîner son abandon, le Titulaire est tenu de recommencer un autre dans le voisinage immédiat du premier. Il ne pourra prétendre à aucune rémunération.

5.6 *Travaux de construction ou de réfection de pistes*

5.6.1 *Nettoyage dépisés existantes*

Ces travaux portent sur l'entretien des certaines pistes existantes dont la largeur de chaussée est réduite et qui présentent des problèmes d'assainissement.

Ils comprendront :

- le débroussaillage manuel,

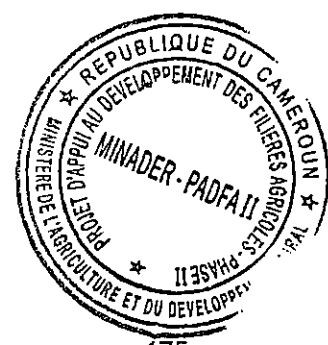
- l'enlèvement des débris de toute sorte sur la chaussée,
- le curage des canaux en terre.

3.5.1 Création de pistes d'accès aux sites

Des pistes en terre d'une largeur de chaussée égale à 4 mètres seront créées pour permettre l'accès à certains sites à aménager.

Les travaux comprendront :

- le débroussement mécanique, l'abattage des arbres et le décapage de la terre végétale sur l'emprise des pistes (4 m) ;
- la création de fossés ;
- la mise en forme et le compactage de l'arase des terrassements ;
- la fourniture éventuelle et la mise en œuvre de matériaux graveleux naturels pour la couche de roulement.



Exigences environnementales et sociales

Politique environnementale et sociale (Déclaration)

La politique du Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles Phase II (PADFA II) comprend au minimum prendre les engagements suivants qui constituent les obligations environnementales générales de l'Entrepreneur au titre du présent marché :

- 1. appliquer les bonnes pratiques industrielles internationales pour protéger et préserver l'environnement naturel et limiter/compenser autant que faire se peut les impacts inévitables;**
- 2. offrir et maintenir un environnement de travail sain et sûr et des méthodes de travail sûres;**
- 3. protéger la santé et la sécurité des populations locales, en prenant plus particulièrement soin des personnes handicapées, âgées ou vulnérables à d'autres titres;**
- 4. ne pas tolérer et réprimer les activités illégales, ainsi que les violences sexistes, les traitements inhumains, l'exploitation sexuelle, le viol, les atteintes sexuelles, les relations sexuelles avec des enfants et le harcèlement sexuel;**
- 5. tenir compte des inégalités entre les sexes et créer un environnement où les femmes et les hommes aient les mêmes chances de participer à la planification et au déroulement des travaux, et d'en bénéficier;**
- 6. œuvrer en coopération, notamment avec les utilisateurs finaux des travaux, les autorités compétentes, les entreprises adjudicataires et les communautés locales;**
- 7. dialoguer avec les personnes et organisations concernées, les écouter et être attentif à leurs préoccupations, en accordant une attention particulière aux personnes vulnérables, handicapées et âgées;**
- 8. faire en sorte de favoriser les échanges d'informations, de points de vue et d'idées sans crainte qu'ils ne donnent lieu à des représailles, et de protéger les lanceurs d'alerte;**
- 9. limiter au maximum le risque de maladies transmissibles et atténuer les effets de ces maladies associés à l'exécution des travaux.**

La politique devra être signée par un responsable de haut rang du maître d'ouvrage, afin de montrer que ce dernier entend qu'elle soit appliquée rigoureusement.]

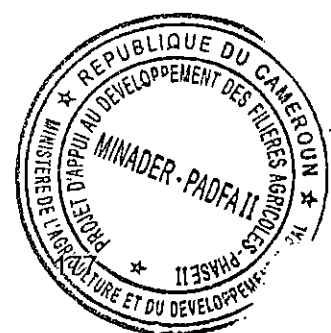
Représentant et personnel essentiel de l'entreprise adjudicataire

[Note: Indiquer dans le tableau ci-après les principaux spécialistes qui seront à tout le moins requis pour exécuter le marché, compte tenu de la nature, de la portée, de la complexité et des risques dudit marché.]

[Lorsqu'un projet est jugé présenter des risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles substantiels ou élevés, le maître d'ouvrage devra faire appel à un ou plusieurs experts en matière d'exploitation et d'atteintes sexuelles et de harcèlement sexuel.]

Représentant et personnel essentiel de l'entreprise adjudicataire

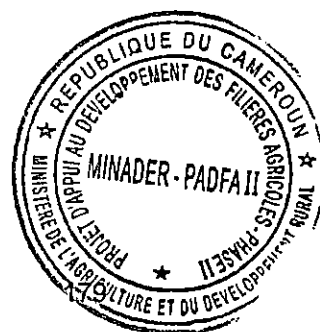
Poste n°	Fonction/spécialisation	Titres universitaires pertinents	Années minimales d'expérience professionnelle pertinente
1	Représentant de l'entreprise adjudicataire		
2	[Questions environnementales]	[par exemple, diplôme dans un secteur environnemental pertinent]	[par exemple, [nombre d'années] d'expérience pour des marchés relatifs à des travaux routiers dans des environnements de travail similaires]
3	[Questions de santé et de sécurité]		
4	[Questions sociales]		
5	Exploitation et atteintes sexuelles et harcèlement sexuel [Lorsqu'un projet est jugé présenter des risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles et de harcèlement sexuel substantiels ou élevés, le personnel essentiel devra comprendre un ou plusieurs experts ayant une expérience pertinente dans la lutte contre ces phénomènes.]		[par exemple, 5 ans de surveillance et de gestion des risques liés aux violences sexistes, dont 3 années d'expérience dans la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, et le harcèlement sexuel]
6	Modifier, le cas échéant		



**REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT SUR 140 HA, EN VUE DE
LA PRODUCTION DE L'OIGNON, DANS LES ARRONDISSEMENTS DE
MAROUA 1^{ER} ET DE GAZAWA (REGION DE L'EXTREME-NORD), ET LES
ARRONDISSEMENTS DE GUIDER ET DE PITOA (REGION DU NORD),
CAMEROUN**

PIECES DESSINEES

Plans et schémas

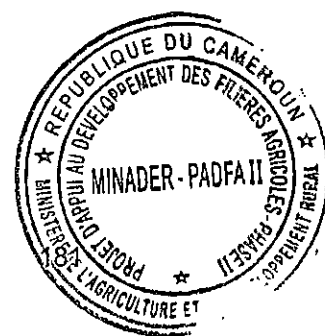
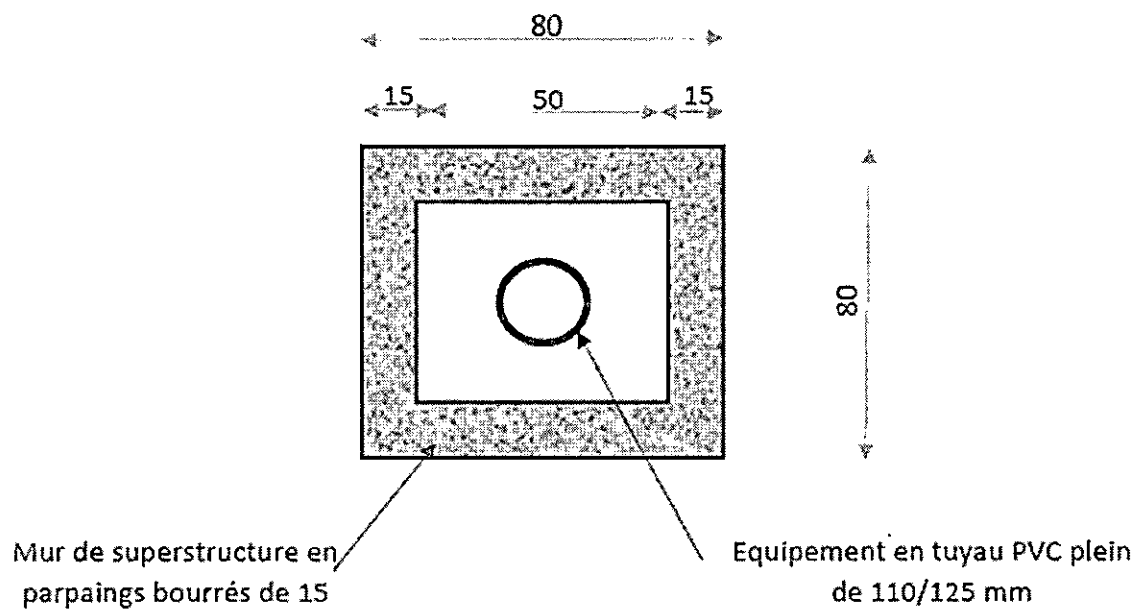


LISTE

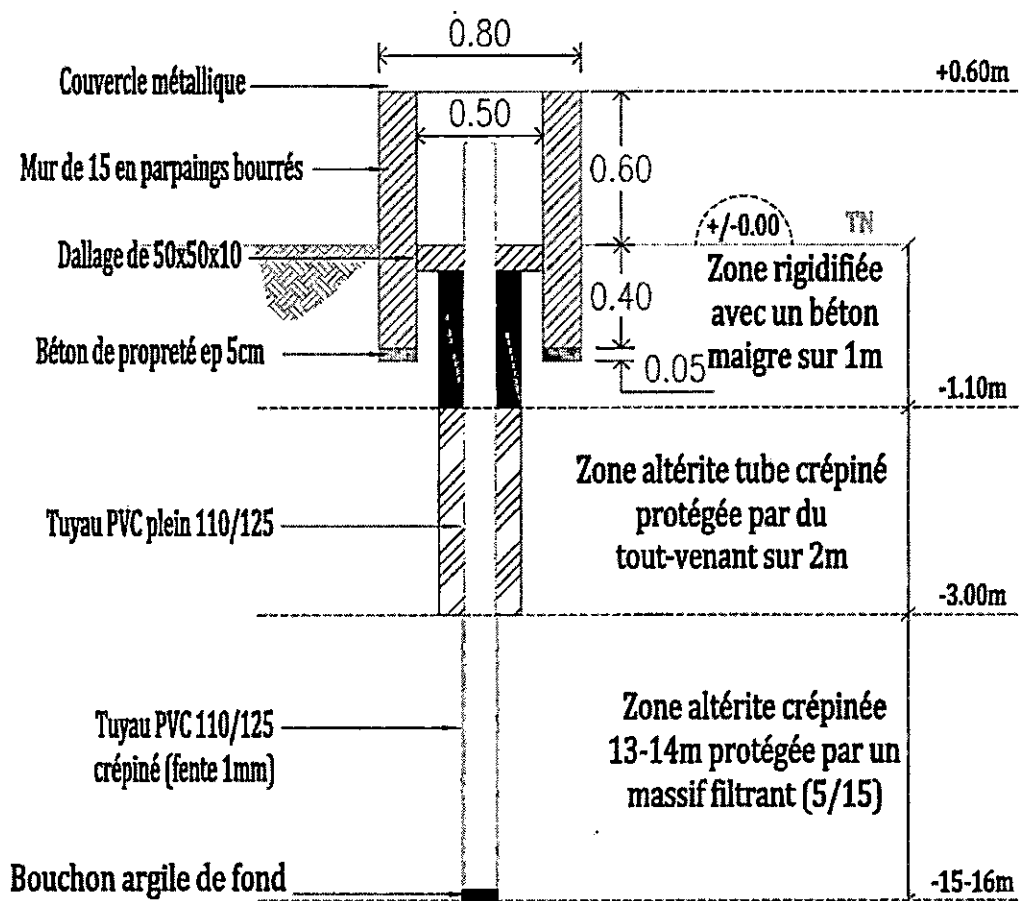
- 1 plan de Forage Maraîcher
- 1 Coupe de forage Maraîcher
- 1 Schéma type d'aménagement

PLAN DE FORAGE MARAICHER

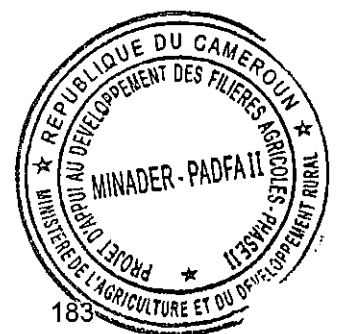
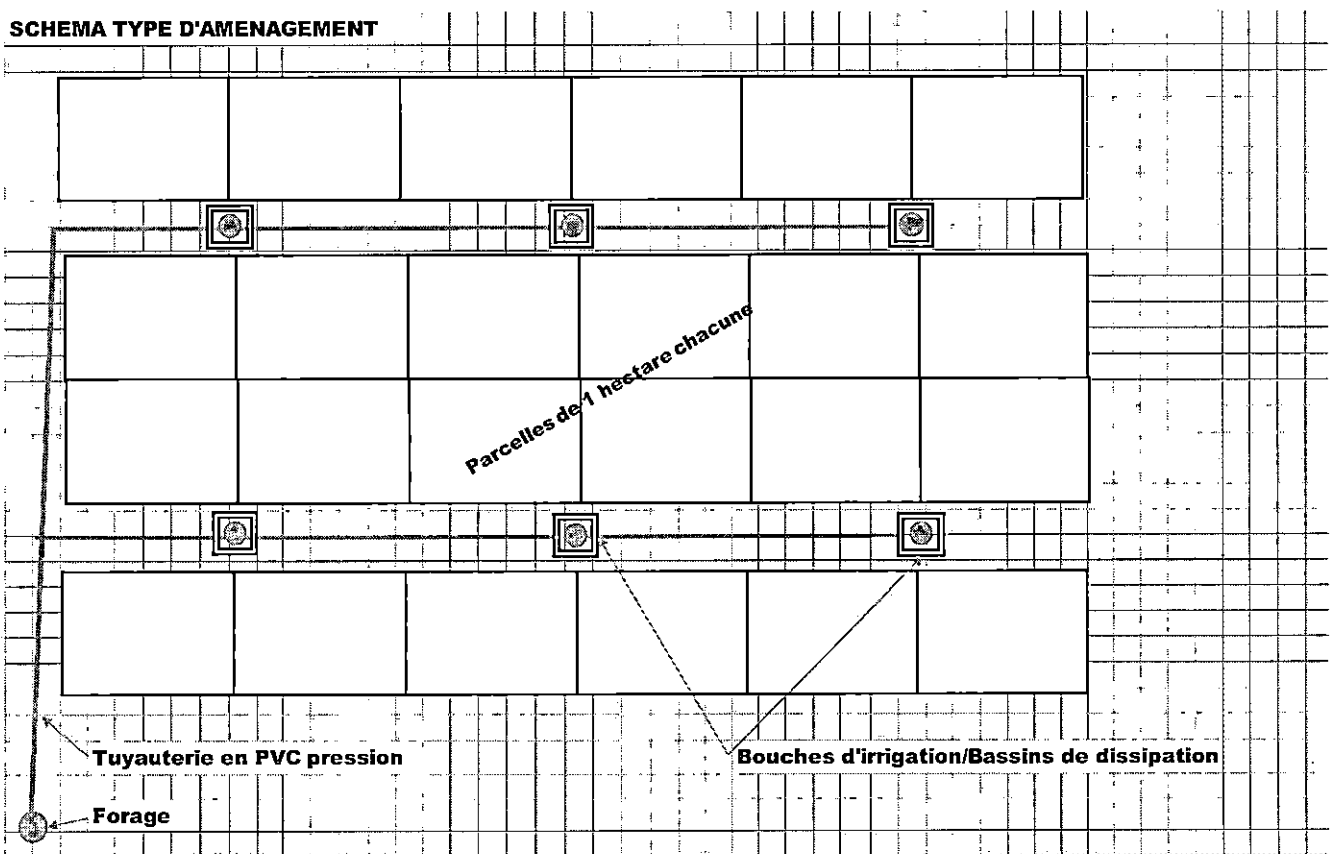
VUE EN PLAN



Coupe de forage Maraîcher



SCHEMA TYPE D'AMENAGEMENT

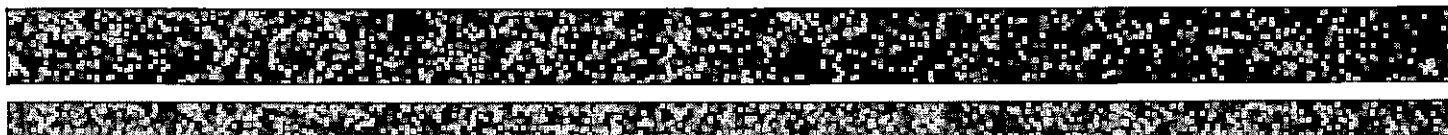




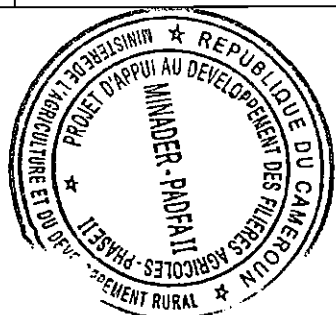
Informations complémentaires

[Le maître d'ouvrage indiquera ici ses autres exigences, concernant plus particulièrement le domaine environnemental et social, les changements climatiques, la santé et la sécurité.

Une copie du plan de gestion environnementale et sociale du projet aidera les soumissionnaires à définir leur plan de mise en œuvre de la stratégie environnementale et sociale qui doit être remis avec leur offre.]



N°	Mesure d'atténuation	Intrants	Acteur/mise en œuvre		Période d'exécution		Cout	Indicateur de suivi/performance	Responsable de suivi
			Principal	Partenaires	Début	Fin			
1.	aviser à l'avance les producteurs de la date du début des et choisir une date en particulier qui n'aura pas d'impact négatif significatif pour les	Date probable de démarrage des travaux	PADFA		Avant le début de la campagne agricole			PV, correspondance reçu par les producteurs ;	PADFA II
2.	Procéder à la signalisation du chantier et Interdire l'accès des étrangers au chantier pendant les travaux	Panneau de chantier, Sensibilisation des riverains	Prestataire des travaux	Contrôleur	Avant le début des travaux	Avant le début des travaux	PM	Existence panneau de signalisation, présence de l'activité dans le Journal de chantier	PADFA II
3.	Réduire les activités susceptibles de produire les nuisances sonores pendant les heures de cours	Planning des travaux	Prestataire des travaux	Contrôleur	Pendant les travaux	Pendant les travaux	PM	Planning des travaux, Journal de chantier	PADFA II
4.	Former les utilisateurs pour la production et l'utilisation des engrais organiques		Un consultant		Après les travaux		PM	Rapport de formation	PADFA II
5.	plantation des arbres	Devis quantitatif	Prestataire des travaux	Contrôleur	Pendant les travaux	Avant la fin des travaux	PM	Présence des arbres	PADFA II
6.	Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les 1ST et le VIH, et sur les US et coutume de la localité	Kit de sensibilisation, Expert en sensibilisation 1ST/SIDA	Prestataire des travaux	Contrôleur	Pendant les travaux	Avant la fin des travaux	PM	Nombre de séances de sensibilisation organisées Nombre de participants aux réunions de sensibilisation Le personnel et les populations riveraines évitent les comportements à risques d'IST et VIH SIDA	PADFA II



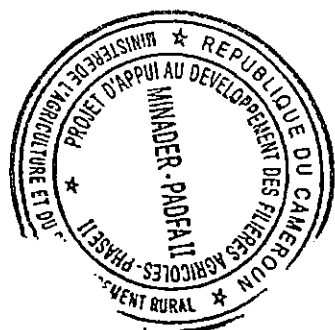


N°	Mesure d'atténuation	Intrants	Acteur/mise en œuvre		Période d'exécution		Cout	Indicateur de suivi/performance	Responsable de suivi
			Principal	Partenaires	Début	Fin			
7.	Porter les EPI et boîte à pharmacie pour les soins de premières nécessités,	Achat et port des EPI, Sensibilisation des employés	Prestataire des travaux	Contrôleur	Pendant les travaux	Avant la fin des travaux	PM	Port des équipements de protection individuelle par les ouvriers Aucun accident n'est enregistré sur le chantier pendant la période de travaux	PADFA II
8.	Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique H1MO ; utilisation des matériaux locaux	Recensement de la main d'œuvre au village	Prestataire des travaux	Contrôleur, Chef du village, COOPÉRATIVE	Pendant les travaux	Avant la fin des travaux	PM	Nombre de locaux / non locaux recrutés Quantité de matériaux locaux utilisés Aucun conflit n'oppose les riverains à l'entreprise au sujet du recrutement réalisé pour les besoins de travaux	PADFA II
9.	prévoir les sanctions contre ceux qui ne respectent les us et coutumes locales	Règlement intérieur	Prestataire des travaux	Contrôleur	Avant les travaux	fin des travaux	PM	Liste des sanctions liée aux us et coutume présente dans le règlement intérieur Nombre de personne sanctionné	PADFA II
10.	formation des producteurs pour l'utilisation, l'entretien et la maintenance,	Kit de formation	Prestataire des travaux	Contrôleur, Chef du village, Mairie	Pendant les travaux	Après la fin des travaux	PM	Rapport de formation, nombre de personnes formés	PADFA II
11.	Remise en état du site d'implantation Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau	Choix d'une décharge agréé par la Commune	Prestataire des travaux	Contrôleur, Chef du village, Mairie	Pendant les travaux	Avant la fin des travaux	PM	Nombre et type de déchets Le site est exempt de tout déchet issu des travaux de construction du puits à la fin du chantier	PADFA II
12.	Former le comité de gestion du microprojet et fournir le petit matériel pour entretien	Mise en place du comité, Disponibilité des formateurs Petits matériels	Prestataire des travaux	Contrôleur	Pendant les travaux	Avant la fin des travaux	PM	Rapport et supports de la formation des membres du comité de gestion PV de réunion du comité de gestion	PADFA II



N°	Mesure d'atténuation	Intrants	Acteur/mise en œuvre		Période d'exécution		Cout	Indicateur de suivi/performance	Responsable de suivi
			Principal	Partenaires	Début	Fin			
13.	Respecter les limites du bas-fond ou négocier éventuellement avec les riverains pour une cession gratuite lorsque cela s'avère nécessaire		Prestataire des travaux	Responsable coopérative Chef du village Contrôleur	Pendant les travaux		PM	Nombre de litiges fonciers, Nombre de litiges réglés	PADFA II

NB : Outre les mesures qui ont été annoncées, l'Entreprise doit mettre en place un plan sommaire de gestion environnementale et sociale de chantier et un programme de prévention en matière de santé et de sécurité de chantier

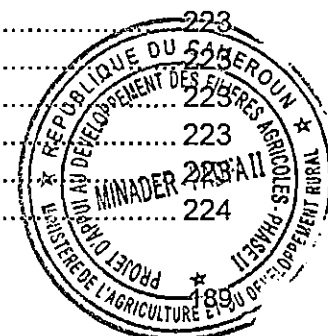


Partie 3: Conditions contractuelles et formulaires spécifiques aux marchés

Section VI. Conditions contractuelles générales

Liste des clauses

1. Définitions.....	191
2. Interprétation	195
3. Langue et droit applicable.....	196
4. Décision du maître d'œuvre.....	196
5. Délégation.....	196
6. Communications.....	196
7. Sous-traitance	196
8. Autres entreprises	196
9. Personnel, équipements et matériel.....	197
10. Risques supportés par le maître d'ouvrage et risques supportés par l'entreprise adjudicataire.....	206
11. Risques supportés par le maître d'ouvrage.....	206
12. Risques supportés par l'entreprise adjudicataire.....	207
13. Assurance	207
14. Données relatives au chantier	208
15. Réalisation des travaux par l'entreprise adjudicataire	208
16. Travaux à exécuter avant la date d'achèvement prévue	209
17. Approbation du maître d'œuvre	209
18. Santé, sécurité et protection de l'environnement	210
19. Découvertes archéologiques et géologiques	214
20. Mise à disposition du site.....	214
21. Accès au site	214
22. Instructions, inspections et audits	214
23. Désignation du conciliateur.....	215
24. Procédure de règlement des litiges.....	216
25. Fraude et corruption (pratiques répréhensibles)	216
26. Participation des parties prenantes.....	216
27. Fournisseurs (autres que les sous-traitants)	217
28. Code de conduite	218
29. Sécurité du chantier.....	219
30. Programme et rapport de situation.....	220
31. Report de la date prévue d'achèvement des travaux	221
32. Accélération des travaux	222
33. Retards imposés par le maître d'œuvre	222
34. Réunions de gestion.....	222
35. Avertissement précoce	222
36. Identification des malfaçons.....	223
37. Tests	223
38. Réparation des malfaçons	223
39. Malfaçons non réparées	223
40. Montant du marché.....	224
41. Modifications du montant du marché	224



42.	Modifications.....	224
43.	Prévisions de trésorerie	226
44.	Attestations de paiement	226
45.	Palements	228
46.	Situations donnant lieu à indemnisation.....	229
47.	Taxes et impôts	230
48.	Monnaies	230
49.	Révision des prix	230
50.	Retenues	231
51.	Pénalités.....	232
52.	Prime	232
53.	Palements anticipés.....	232
54.	Garanties.....	233
55.	Travaux en régie.....	233
56.	Frais de réparation.....	233
57.	Achèvement des travaux	234
58.	Réception des travaux	234
59.	Décompte définitif	234
60.	Manuels d'entretien et de fonctionnement	234
61.	Résiliation	234
62.	Règlement des sommes dues au moment de la résiliation du contrat.....	236
63.	Propriété.....	236
64.	Exonération de l'obligation d'exécution.....	236
65.	Suspension du prêt ou du crédit du FIDA	236
66.	Normes de performance PESEC	237

Conditions contractuelles générales

A. Généralités

1. Définitions

Les termes et expressions qui sont utilisés dans le présent contrat sans toutefois être définis ont le sens qui leur est donné dans l'accord de financement ou un document connexe. À moins que le contexte exige une interprétation différente, les termes et expressions ci-après, lorsqu'ils sont utilisés dans le présent contrat, sont définis comme suit.

1.1 Le calendrier des activités s'entend d'un tableau répertoriant les activités de construction, d'installation, de test et de mise en service, en cas de marché à forfait. Il donne, pour chaque activité, un prix forfaitaire qui sera utilisé pour les estimations et pour l'évaluation des répercussions des modifications et des situations donnant lieu à indemnisation.

1.2 Le sigle CCP désigne les conditions contractuelles particulières.

1.3 Le certificat de garantie contre les malfaçons désigne le document délivré par le maître d'œuvre après rectification des malfaçons par l'entreprise adjudicataire.

1.4 Le chantier est la zone définie comme telle dans les CCP.

1.5 Le conciliateur désigne la personne conjointement désignée par le maître d'ouvrage et l'entreprise adjudicataire pour régler les litiges en première instance, comme le prévoit la clause 23 des CCG.

1.6 La date d'achèvement est la date à laquelle le maître d'œuvre certifie que les travaux seront terminés, conformément à la clause 57.1 des CCG.

1.7 La date d'achèvement prévue est la date à laquelle l'entreprise adjudicataire prévoit d'achever les travaux. Cette date est fixée dans les CCP. Elle ne peut être modifiée que sur décision du maître d'œuvre autorisant une prorogation du délai ou ordonnant l'accélération des travaux.

1.8 La date de démarrage est celle qui figure dans les CCP. Il s'agit de la date maximale à laquelle l'entreprise adjudicataire est tenue



d'entamer les travaux. Elle ne coïncide pas nécessairement avec une quelconque date d'entrée en possession du chantier.

1.9 Le devis quantitatif désigne le document établissant le devis estimatif et la quantité fournie à l'achèvement des travaux, qui doit être joint à l'offre soumise.

1.10 La durée de la garantie contre les malfaçons est la période ainsi désignée dans les CCP conformément à la clause 38.1 des CCG, calculée à compter de la date d'achèvement des travaux.

1.11 Le terme "écrit" ou l'expression "par écrit" s'entend d'un document manuscrit, dactylographié, imprimé ou produit par des moyens électroniques et revêtant de ce fait un caractère permanent.

1.12 L'entreprise adjudicataire désigne la partie dont l'offre de travaux a été acceptée par le maître d'ouvrage.

1.13 L'abréviation "ES" désigne, en anglais, "environnemental et social".

1.14 L'expression "exploitation sexuelle" désigne "le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris mais non exclusivement en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique. On entend par "atteinte sexuelle" toute agression sexuelle commise en utilisant la force ou la contrainte, ou à la faveur d'un rapport inégal, la menace d'une telle agression constituant aussi une atteinte sexuelle".

1.15 Le FIDA ou le Fonds désigne l'institution financière nommée dans les CCP.

1.16 Le harcèlement sexuel s'entend de "toutes propositions sexuelles non sollicitées, de demandes de faveurs sexuelles ou d'autres propos ou comportements à connotation sexuelle qui ont une incidence déraisonnable sur l'exercice des fonctions professionnelles, modifient les conditions de travail, sont utilisés comme condition à l'embauche ou créent une situation intimidante, hostile ou offensante sur le lieu de travail".

1.17 Les situations donnant lieu à indemnisation sont celles définies dans la clause 42 ci-après des CCG.

1.18 Le terme "installation" désigne tout élément faisant partie intégrante de l'ouvrage ayant une fonction mécanique, électrique, chimique ou biologique.

1.19 Les jours s'entendent de jours calendaires; il en va de même pour les mois.

1.20 Le maître d'œuvre est la personne nommément désignée dans les CCP (ou toute autre personne compétente nommée par le maître d'ouvrage pour agir en lieu et place du maître d'œuvre et officiellement présentée comme telle à l'entreprise adjudicataire) comme étant chargée de superviser l'exécution des travaux et d'assurer la gestion du marché.

1.21 Le maître d'ouvrage est la partie qui emploie l'entreprise adjudicataire aux fins de l'exécution des travaux, tels que spécifiés dans les CCP.

1.22 Une malfaçon désigne tout travail qui n'a pas été achevé conformément au contrat.

1.23 Le marché désigne le contrat passé entre le maître d'ouvrage et l'entreprise adjudicataire, par lequel celle-ci s'engage à exécuter et achever les travaux et à entretenir l'ouvrage réalisé. Il se compose des documents énumérés dans la clause 2.3 ci-après des CCG.

1.24 Les matériaux s'entendent de toutes les fournitures, y compris les consommables, que l'entreprise adjudicataire sera amenée à utiliser pour les travaux.

1.25 Le matériel et les équipements désignent les machines et véhicules de l'entreprise adjudicataire qui sont temporairement amenés sur le chantier aux fins de l'exécution des travaux.

1.26 Une modification s'entend d'une instruction donnée par le maître d'œuvre qui vient modifier les travaux.

1.27 Le montant du marché est le montant du marché accepté qui figure dans la lettre d'acceptation, tel que révisé conformément aux dispositions du contrat.

1.28 Le montant du marché accepté désigne le montant qui figure dans la lettre d'acceptation relative à l'exécution et à l'achèvement des travaux ainsi qu'à la rectification d'éventuelles malfaçons.



1.29 Le montant initial du marché est le montant du marché indiqué dans la lettre d'acceptation du maître d'ouvrage.

1.30 L'offre de l'entreprise candidate désigne le document de soumission que l'entreprise présente au maître d'ouvrage.

1.31 Les ouvrages temporaires sont des ouvrages désignés, bâtis, installés et retirés par l'entreprise adjudicataire qui sont nécessaires à l'édification ou à l'installation des ouvrages commandités.

1.32 Le "personnel de l'entreprise adjudicataire" désigne tous les membres du personnel auxquels ladite entreprise fait appel sur le chantier ou en tous autres lieux où sont exécutés les travaux, et englobe également le personnel, salarié et non salarié, de chaque sous-traitant.

1.33 Le "personnel du maître d'ouvrage" désigne le maître d'œuvre et tous les (éventuels) autres membres, salariés ou non salariés, du personnel de ce dernier et du maître d'ouvrage qui sont chargés de remplir les obligations incombant contractuellement au maître d'ouvrage, ainsi que tous autres membres du personnel identifiés comme faisant partie du personnel du maître d'ouvrage en vertu d'une notification adressée en ce sens par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre à l'entreprise adjudicataire.

1.34 Le "personnel essentiel" désigne les membres du personnel qui occupent (éventuellement) les postes du personnel de l'entreprise adjudicataire mentionnés dans les spécifications.

1.35 Les plans et schémas s'entendent des plans et schémas des travaux tels que prévus dans le marché, ainsi que de tous plans et schémas additionnels et modifiés fournis par le (ou pour le compte du) maître d'ouvrage conformément au contrat, en ce compris les calculs et autres informations fournis ou approuvés par le maître d'œuvre pour l'exécution du marché.

1.36 Les rapports d'évaluation des lieux désignent les documents repris dans le dossier de Demande de Prix qui rendent compte, de manière factuelle et interprétative, de l'état de la surface et du sous-sol.

1.37 Un sous-traitant est une personne physique ou morale avec laquelle l'entreprise adjudicataire a passé contrat pour exécuter une partie des travaux que prévoit le marché, y compris ceux à effectuer sur le chantier en question.

1.38 Les spécifications désignent les caractéristiques des travaux que prévoit le contrat, ainsi que toute modification ou tout ajout apporté ou approuvé par le maître d'œuvre.

1.39 Les travaux ou ouvrages désignent ce que le contrat demande à l'entreprise adjudicataire de construire, d'installer ou de livrer au maître d'ouvrage, comme défini dans les CCP.

1.40 Les travaux en régie s'entendent des différents apports de travail donnant lieu à rétribution en fonction du temps qu'ils représentent en termes de personnel ainsi que de matériel et d'équipements de l'entreprise adjudicataire, auxquels s'ajoutent les coûts des matériaux et installations y afférents.

2. Interprétation

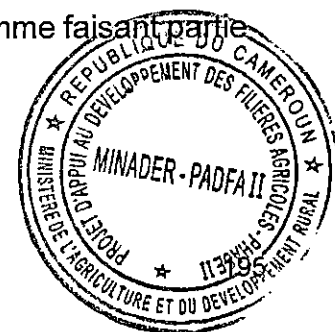
2.1 Aux fins d'interprétation des présentes CCG, les termes renvoyant au genre masculin ou féminin englobent les deux genres; les mots au singulier désignent également le pluriel et inversement. Les rubriques n'ont pas de signification particulière. Les mots ont le sens normal que leur confère la langue dans laquelle le contrat est rédigé, sauf définition spécifique. Le maître d'œuvre est tenu, en cas de doute, de donner des instructions sur le sens précis des présentes CCG.

2.2 Si les CCP prévoient un achèvement des travaux par tranches, les informations relatives aux travaux, à leur date d'achèvement et à la date d'achèvement prévue qui figurent dans les CCG valent pour toute tranche de travaux (autres que la date d'achèvement et la date d'achèvement prévue pour l'ensemble des travaux).

2.3 Les documents constitutifs du contrat doivent être interprétés dans l'ordre de priorité suivant:

- a) le contrat;
- b) la lettre d'acceptation;
- c) l'offre de l'entreprise adjudicataire;
- d) les conditions contractuelles particulières;
- e) les conditions contractuelles générales, y compris les appendices;
- f) les spécifications;
- g) les plans et schémas;
- h) le devis quantitatif²⁰ et
- i) tous autres documents inscrits dans les CCP comme faisant partie du contrat.

²⁰ Dans les contrats au forfait, remplacer "devis quantitatif" par "calendrier des activités".



3. Langue et droit applicable 3.1 La langue du contrat et le droit applicable audit contrat sont ceux que prévoient les CCP.

3.2 Tout au long de l'exécution du marché, l'entreprise adjudicataire est tenue de respecter les interdictions d'importations de biens et services en vigueur dans le pays du maître d'ouvrage dès lors que

a) la législation ou la réglementation du pays de l'emprunteur interdisent toutes relations commerciales avec l'État en question, ou que

b) en application d'une décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l'emprunteur interdit toute importation de biens provenant de l'État en question ou tout paiement destiné à une quelconque personne morale ou physique dudit État.

4. Décision du maître d'œuvre 4.1 Sauf mention expresse du contraire, les questions contractuelles entre le maître d'ouvrage et l'entreprise adjudicataire seront tranchées par le maître d'œuvre, qui représentera en l'espèce le maître d'ouvrage.

5. Délégation 5.1 Sauf si les CCP en disposent autrement, le maître d'œuvre peut déléguer ses fonctions et responsabilités, quelles qu'elles soient, à une tierce personne, hormis au conciliauteur, après en avoir averti l'entreprise adjudicataire; il peut également révoquer toute délégation moyennant notification à ladite entreprise.

6. Communications 6.1 Les communications entre les parties dont il est fait mention dans les conditions n'auront d'effet que par écrit. Un avis ne produira d'effet qu'au moment où il aura été signifié.

7. Sous-traitance 7.1 L'entreprise adjudicataire peut décider de sous-traiter des travaux avec l'approbation du maître d'œuvre mais ne peut transférer le marché sans l'approbation écrite du maître d'ouvrage. Le recours à la sous-traitance ne saurait modifier les obligations de l'entreprise adjudicataire. Celle-ci est tenue d'imposer à ses sous-traitants d'exécuter les travaux conformément au contrat, en se conformant notamment aux exigences environnementales et sociales pertinentes et aux obligations énoncées dans la clause 28.1.

8. Autres entreprises 8.1 L'entreprise adjudicataire devra accepter le partage du chantier et sera tenue de coopérer avec d'autres entreprises, les pouvoirs publics, les services publics, ainsi qu'avec le maître d'ouvrage entre les dates

indiquées dans les calendriers de travaux des autres entreprises, comme mentionné dans les CCP. L'entreprise adjudicataire devra également mettre à leur disposition les installations et services indiqués dans le calendrier des travaux. Le maître d'ouvrage pourra modifier le calendrier des travaux d'autres entreprises; il devra en avvertir l'entreprise adjudicataire.

8.2 L'entreprise adjudicataire devra par ailleurs, comme indiqué dans les spécifications ou sur instruction du maître d'œuvre, coopérer avec le personnel du maître d'ouvrage, ou avec tous autres intervenants qui lui auront été notifiés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, afin de leur permettre de procéder à une évaluation environnementale et sociale.

9. Personnel, équipements et matériel

9.1 L'entreprise adjudicataire est tenue d'employer les membres du personnel essentiel et d'utiliser le matériel et les équipements indiqués dans son offre pour réaliser les travaux, ou d'utiliser tout autre personnel et autres matériel et équipements approuvés par le maître d'œuvre. Ce dernier ne validera le remplacement proposé de membres du personnel essentiel ou de matériel et équipements qu'à la condition que leurs qualifications ou caractéristiques soient sensiblement égales ou supérieures à celles proposées dans l'offre.

9.2 Le maître d'œuvre peut demander à l'entreprise adjudicataire de congédier (ou de faire congédier) toute personne employée sur le chantier ou pour la réalisation des travaux, y compris un (éventuel) membre du personnel essentiel, qui:

- a) persiste dans une conduite fautive ou un manque de diligence;
- b) exécute ses obligations avec incompétence ou négligence;
- c) ne se conforme pas à une quelconque disposition du contrat;
- d) persiste dans une conduite préjudiciable à la sécurité, à la santé ou à la protection de l'environnement;
- e) s'est livrée, ainsi qu'il ressort de preuves suffisantes, à des actes de fraude et de corruption lors de l'exécution des travaux;
- f) a été recrutée parmi le personnel du maître d'ouvrage;
- g) se comporte de manière non conforme au code de conduite en matière environnementale et sociale du personnel du maître d'ouvrage.



Si nécessaire, l'entreprise adjudicataire nommera (ou fera nommer) rapidement un remplaçant possédant des compétences et une expérience équivalentes.

Nonobstant la demande du maître d'œuvre de congédier ou faire congédier un individu, l'entreprise adjudicataire devra prendre immédiatement des mesures appropriées face à tout comportement visé aux points a) à g) ci-dessus. Ces mesures immédiates consisteront notamment à exclure (ou faire exclure) du chantier, ou d'autres lieux où sont réalisés des travaux, tout membre du personnel de l'entreprise adjudicataire ayant eu un comportement visé aux points a), b), c), d), e) ou g) ci-dessus ou ayant été recruté comme indiqué au point f) ci-dessus.

9.3 L'entreprise adjudicataire est tenue de prendre toutes les mesures de sécurité pour éviter qu'un tiers ne soit victime d'un incident ou ne soit blessé du fait de l'utilisation, le cas échéant, de matériel et équipements sur la voie publique ou autres infrastructures publiques. Elle devra surveiller les incidents et accidents de circulation afin d'identifier les problèmes de sécurité et de définir et mettre en œuvre les mesures qui s'imposent pour y remédier.

9.4 Main-d'œuvre

- 1.4. Recrutement du personnel et conditions de travail.
L'entreprise adjudicataire est tenue de mettre à disposition et d'employer sur le chantier, pour réaliser les travaux, la main-d'œuvre qualifiée, semi-qualifiée et non qualifiée nécessaire pour exécuter le marché correctement et dans les délais requis. Elle est encouragée, dans la mesure du possible et du raisonnable, à employer du personnel et de la main d'œuvre possédant les qualifications et l'expérience voulues issus du pays. Sauf indication contraire dans le contrat, l'entreprise adjudicataire est responsable, conformément à la clause 9.4.6 des CCG, du recrutement, du transport, du logement et des infrastructures sociales de son personnel, ainsi que de tous les paiements y afférents. Il lui faudra fournir des renseignements et documents relatifs à ces travailleurs, qui devront préciser de manière claire et intelligible leurs modalités et conditions d'emploi. Ces renseignements et documents devront énoncer les

droits dont jouissent les intéressés au regard de la législation du travail applicable au personnel de l'entreprise adjudicataire (en faisant état de toutes les conventions collectives en vigueur), y compris leurs droits pour ce qui concerne les horaires de travail, les salaires, les heures supplémentaires, les indemnités et les avantages, ainsi que ceux découlant des éventuelles exigences prévues dans les spécifications du marché. Le personnel de l'entreprise adjudicataire devra être avisé de toute modification importante des modalités ou conditions d'emploi.

- 1.5. Conditions de travail. L'entreprise adjudicataire devra informer les membres de son personnel de:
- a) toute retenue opérée sur leur rémunération, ainsi que des conditions dans lesquelles cette retenue peut être effectuée selon les lois en vigueur ou ce que prévoient les spécifications;
 - b) leur obligation de payer l'impôt sur le revenu dans le pays au titre de leurs salaires, rémunérations, allocations et de tous avantages assujettis à l'impôt en vertu des lois du pays en vigueur.
- L'entreprise adjudicataire devra s'acquitter de ces obligations pour ce qui est des retenues qui peuvent lui être imposées par ces lois. Il lui faudra, lorsque la législation en vigueur l'exige ou que les spécifications le prévoient, fournir en temps opportun aux membres de son personnel une notification écrite de la résiliation du contrat de travail et des précisions concernant les indemnités de départ. L'entreprise adjudicataire devra avoir versé aux membres de son personnel (soit directement, soit à leur profit) toutes les rémunérations et prestations dues, y compris le cas échéant les prestations de sécurité sociale et les cotisations de retraite, et ce au plus tard à la fin de leur engagement ou emploi.
- 1.6. L'entreprise adjudicataire pourra faire venir dans le pays le personnel étranger nécessaire pour l'exécution des travaux dans la mesure où la législation applicable le prévoit. Elle devra s'assurer que les titres de séjour et permis de travail exigés aient été remis aux intéressés. Sur demande de l'entreprise adjudicataire, le maître



d'ouvrage s'efforcera de l'aider à obtenir, rapidement et en temps opportun, toutes les autorisations locales, régionales, nationales ou gouvernementales requises pour faire venir le personnel de l'entreprise adjudicataire.

1.7. L'entreprise adjudicataire est tenue de mettre à la disposition des membres du personnel de l'entreprise employés sur le site dans le cadre du marché, à ses propres frais, les moyens nécessaires à leur rapatriement vers leurs différents pays d'origine. Elle devra également leur procurer des moyens de subsistance temporaires entre la date de la cessation de leur emploi au titre du marché et la date prévue de leur départ. Dans l'hypothèse où l'entreprise adjudicataire ne fournirait pas ces moyens de transport et de subsistance, le maître d'ouvrage pourra le faire à sa place et recouvrer les frais engagés auprès de l'entreprise adjudicataire.

1.8. Inconduite. L'entreprise adjudicataire devra, pendant toute la durée de l'exécution du marché, faire de son mieux pour prévenir tout comportement illégal, actes séditieux ou troubles à l'ordre public de la part du personnel de l'entreprise adjudicataire.

2. Infrastructures destinées au personnel et aux travailleurs. Sauf indication contraire dans les spécifications, l'entreprise adjudicataire est tenue de mettre à disposition et entretenir les logements et infrastructures sociales nécessaires pour le personnel de l'entreprise adjudicataire. Si les spécifications le prévoient, l'entreprise adjudicataire devra donner accès à des services répondant aux besoins physiques, sociaux et culturels du personnel de l'entreprise adjudicataire ou y pourvoir. Elle devra également mettre à disposition des infrastructures similaires pour le personnel du maître d'ouvrage si les spécifications l'exigent.

2.4. L'entreprise adjudicataire est tenue, dans le cadre de ses relations avec son personnel, de respecter les fêtes nationales, jours fériés légaux, fêtes religieuses ou autres coutumes, ainsi que toutes les lois et réglementations locales relatives à l'emploi de main-d'œuvre. Elle devra accorder à son personnel des congés annuels, des congés de maladie et de maternité, ainsi que des congés

familiaux, comme l'exigent les textes de loi applicables ou comme indiqué dans les spécifications.

- 2.5. Fourniture de denrées alimentaires. L'entreprise adjudicataire est tenue de prendre les dispositions nécessaires pour fournir une alimentation convenable et suffisante, à des prix raisonnables, comme précisé éventuellement dans les spécifications, à son personnel aux fins ou dans le cadre du marché.
- 2.6. Approvisionnement en eau. L'entreprise adjudicataire se doit, en tenant compte des conditions locales, d'assurer sur le chantier un approvisionnement suffisant en eau potable et autre pour son personnel.
- 2.7. Mesures de protection contre les insectes et animaux nuisibles. L'entreprise adjudicataire est tenue, en toutes circonstances, de prendre les précautions nécessaires pour protéger son personnel employé sur le chantier contre les insectes et animaux nuisibles, et de lutter contre les risques sanitaires qu'ils présentent. Elle devra se conformer à toutes les réglementations des autorités sanitaires locales, y compris en ce qui concerne l'utilisation d'insecticides appropriés.
- 2.8. Alcool et drogue. L'entreprise adjudicataire est tenue de s'abstenir, si ce n'est conformément à la législation du pays, d'importer, de vendre, de donner, d'échanger ou d'écouler de quelque autre manière des boissons alcoolisées ou drogues, et d'autoriser ou permettre l'importation, la vente, le don, l'échange ou l'écoulement de tels produits par son personnel.
- 2.9. Armes et munitions. L'entreprise adjudicataire est tenue de s'abstenir de donner, d'échanger ou d'écouler d'une quelque autre manière à qui que ce soit toutes armes ou munitions, quel qu'en soit le type, et de permettre à son personnel d'en faire autant.
- 2.10. Funérailles. L'entreprise adjudicataire est responsable dans la mesure où les réglementations locales l'exigent de l'organisation des funérailles de l'un quelconque de ses employés locaux dont le décès surviendrait pendant l'exécution des travaux.



- 2.11. Travail forcé. L'entreprise adjudicataire, en ce compris ses sous-traitants, est tenue de s'abstenir de recourir au travail forcé. Celui-ci s'entend de tout travail ou service réalisé de manière non volontaire, obtenu d'un individu sous la menace de la force ou d'une sanction; il inclut tout type de travail non volontaire ou obligatoire, tel que le travail en servitude, le travail sous contrat, non résiliable ou tout travail effectué sur la base de dispositions similaires.

L'emploi ou le recours aux services de quiconque a fait l'objet d'un acte de traite est proscrit. La traite des êtres humains désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation.

- 2.12. Travail des enfants. L'entreprise adjudicataire, en ce compris ses sous-traitants, est tenue de s'abstenir d'avoir recours aux services d'un enfant de moins de 14 ans, sauf si la législation nationale prévoit un âge minimum supérieur.

L'entreprise adjudicataire, en ce compris ses sous-traitants, devra s'abstenir d'employer ou d'avoir recours aux services d'enfants d'un âge compris entre l'âge minimum et 18 ans qu'ils destinent à des tâches susceptibles d'être dangereuses ou de compromettre leur éducation, ou de nuire à leur santé ou à leur développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

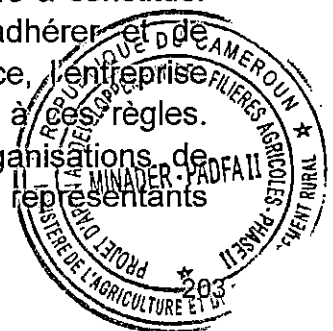
L'entreprise adjudicataire, en ce compris ses sous-traitants, ne peut employer ou avoir recours aux services d'enfants d'un âge compris entre l'âge minimum et 18 ans qu'après avoir procédé, avec l'approbation du maître d'œuvre, à une évaluation des risques appropriée. L'entreprise adjudicataire fera l'objet d'un suivi régulier par le maître d'œuvre, qui portera notamment sur l'état de santé, ainsi que sur les conditions et horaires de

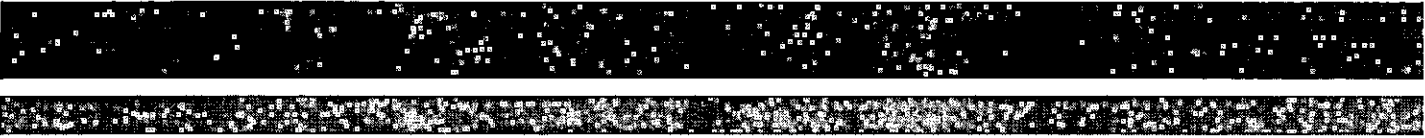
travail des enfants.
Le travail jugé dangereux pour les enfants est celui qui, de par sa nature ou des circonstances dans lesquelles il est effectué, est susceptible de mettre en péril la santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant. Sont notamment interdites aux enfants les activités qui impliquent:

- a) une exposition à des risques de violences physiques, psychologiques ou sexuelles;
- b) des travaux souterrains, sous-marins, en hauteur ou dans des espaces confinés;
- c) l'utilisation de machines, matériels ou outils dangereux, ou la manipulation ou
- d) le transport de charges lourdes;
- e) des travaux en milieu insalubre exposant les enfants à des substances, agents ou processus dangereux, ou à des températures, du bruit ou des vibrations préjudiciables à leur santé; ou
- f) des travaux à effectuer dans des conditions difficiles – longues plages de travail, travail de nuit ou travail confiné dans les locaux du maître d'ouvrage.

9.4.16 Registres relatifs à l'emploi des travailleurs. L'entreprise adjudicataire a l'obligation de tenir des registres complets et précis relatifs à l'emploi de la main-d'œuvre sur le chantier. Le nom, l'âge, le sexe, le nombre d'heures travaillées et le salaire versé à tous les salariés doivent y être consignés. Ces registres devront faire l'objet d'un récapitulatif mensuel qui sera transmis au maître d'œuvre.

9.4.17 Organisations de travailleurs. Dans les pays où le code du travail reconnaît le droit des travailleurs à constituer des organisations de leur choix, d'y adhérer et de négocier collectivement et sans ingérence, l'entreprise adjudicataire est tenue de se conformer à ces règles. Lorsque tel est le cas, le rôle des organisations de travailleurs légalement établies et des représentants





légitimes des travailleurs devra être respecté, et les informations qui leur sont nécessaires pour pouvoir mener de véritables négociations devront leur être fournies en temps utile. Lorsque le code du travail restreint considérablement les droits desdites organisations, l'entreprise adjudicataire devra donner à son personnel d'autres moyens pour exprimer ses doléances et protéger ses droits en matière de conditions de travail et d'emploi, moyens sur lesquels elle ne devra pas chercher à influencer ni ne devra contrôler. L'entreprise adjudicataire devra s'abstenir d'exercer toute discrimination ou représailles à l'encontre des membres de son personnel qui participent, ou cherchent à participer, à de telles organisations, à des négociations collectives ou à d'autres mécanismes. Les organisations de travailleurs sont censées représenter équitablement les travailleurs qui composent la main-d'œuvre à laquelle il est fait appel.

- 9.4.18 Non-discrimination et égalité des chances. L'entreprise adjudicataire est tenue de s'abstenir de prendre des décisions relatives au recrutement ou au traitement de son personnel sur la base de caractéristiques propres à la personne des travailleurs, sans rapport avec les besoins inhérents au poste à pourvoir. L'entreprise adjudicataire devra fonder la relation de travail avec son personnel sur les principes d'égalité des chances et de traitement équitable, et ne devra prendre aucune mesure discriminatoire concernant un quelconque aspect de la relation de travail, notamment le recrutement et l'embauche, la rémunération (en ce compris les salaires et autres avantages), les conditions de travail et modalités d'emploi, l'accès à la formation, l'affectation à un poste, la promotion, la fin de la relation de travail ou le départ à la retraite et les mesures disciplinaires. Des mesures spéciales de protection ou d'assistance visant à remédier à des pratiques passées de discrimination ou de sélection pour un poste spécifique reposant sur les besoins inhérents à ce poste ne sont pas réputées constituer des actes discriminatoires. L'entreprise adjudicataire devra prendre les mesures de protection et d'assistance nécessaires pour garantir la non-discrimination et l'égalité des chances, notamment pour certaines catégories de travailleurs, comme les

femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants et les enfants (en âge de travailler, conformément à la clause 9.4.15 des CCG).

- 9.4.19 Mécanisme de règlement des litiges à l'intention du personnel de l'entreprise adjudicataire. L'entreprise adjudicataire est tenue de mettre un mécanisme de règlement des litiges à la disposition de son personnel et, le cas échéant, des organisations de travailleurs visées dans la clause 9.4.17 des CCG, afin de leur donner la possibilité de faire état des problèmes professionnels qu'ils rencontrent. Ce mécanisme devra être proportionnel à la nature et à l'envergure du marché, ainsi qu'à ses risques et incidences. Il devra traiter rapidement les problèmes en ayant recours à un processus compréhensible et transparent qui assure un retour d'informations aux intéressés dans une langue qu'ils comprennent, sans qu'ils aient à craindre des représailles et devra en outre fonctionner de manière indépendante et objective.

Le personnel de l'entreprise adjudicataire devra être informé de l'existence du mécanisme de règlement des litiges au moment de l'embauche, ainsi que des mesures mises en place afin de le mettre à l'abri de toutes représailles pour l'avoir utilisé. Des dispositions devront être prises pour le rendre facilement accessible à tous les membres du personnel de l'entreprise adjudicataire. Ce mécanisme ne devra pas empêcher l'accès à d'autres voies de recours judiciaires ou administratives qui pourraient être prévues, ni se substituer aux mécanismes de règlement des litiges institués par des conventions collectives.

Le mécanisme de règlement des litiges peut faire appel aux mécanismes existants, pourvu qu'ils soient bien conçus et mis en œuvre, qu'ils répondent rapidement aux préoccupations et soient facilement accessibles au personnel de l'entreprise adjudicataire. Les mécanismes de règlement des litiges existants peuvent être complétés au besoin par des dispositions propres au contrat.

- 9.4.20 Formation du personnel de l'entreprise adjudicataire. L'entreprise adjudicataire est tenue de fournir une



formation appropriée à son personnel sur les aspects environnementaux et sociaux du marché, en le sensibilisant notamment à l'interdiction de l'exploitation et des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel, ainsi qu'une formation sur la santé et la sécurité, telle que mentionnée à la clause 18.2 des CCG.

Comme indiqué dans les spécifications ou sur instruction du maître d'œuvre, l'entreprise adjudicataire devra également permettre au personnel concerné de suivre une formation sur les aspects environnementaux et sociaux du marché dispensée par le personnel du maître d'ouvrage.

L'entreprise adjudicataire devra assurer la formation relative à l'exploitation et aux atteintes sexuelles ainsi qu'au harcèlement sexuel, y compris en matière de prévention, à tous les membres de son personnel chargés de superviser d'autres membres du personnel.

10. Risques supportés par le maître d'ouvrage et risques supportés par l'entreprise adjudicataire

10.1 Le maître d'ouvrage et l'entreprise adjudicataire supportent les risques qui leur incombent respectivement aux termes du présent contrat.

11. Risques supportés par le maître d'ouvrage

11.1 À compter de la date de démarrage des travaux et jusqu'à la délivrance du certificat de garantie contre les malfaçons, sont supportés par le maître d'ouvrage:

- a) les risques relatifs aux dommages corporels et au décès, ou les risques de perte ou de détérioration de biens (à l'exclusion des travaux, installations, matériaux, matériel et équipements) imputables
 - i) à l'utilisation du chantier ou à son occupation aux fins de ce dernier, dès lors que cette utilisation ou occupation en constitue le résultat inévitable, ou
 - ii) à une faute grave, au non-respect d'une obligation légale ou à une atteinte à un quelconque droit de la part du maître

d'ouvrage ou de toute autre personne engagée ou prise sous contrat par ce dernier, à l'exception de l'entreprise adjudicataire;

- b) les risques de dommages causés aux travaux, installations, matériaux, matériel et équipements, dans la mesure où ils sont imputables à une faute du maître d'ouvrage, à un défaut de conception de ce dernier, à une guerre ou à une contamination radioactive affectant directement le pays où doivent être réalisés les travaux.

11.2 À compter de la date d'achèvement des travaux et jusqu'à la délivrance du certificat de garantie contre les malfaçons, les risques de perte ou de dommages causés aux travaux ou ouvrages, installations et matériaux sont supportés par le maître d'ouvrage, sauf si la perte ou les dommages sont imputables

11.2.1 à un défaut qui existait à la date d'achèvement;

11.2.2 à un événement survenu avant la date d'achèvement, qui ne constituait pas en soi un risque supporté par le maître d'ouvrage, ou

11.2.3 aux activités menées par l'entreprise adjudicataire sur le chantier après la date d'achèvement.

12. Risques supportés par l'entreprise adjudicataire

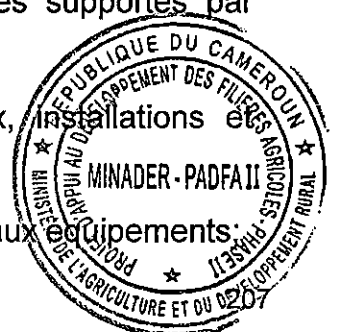
12.1 À compter de la date de démarrage des travaux et jusqu'à la délivrance du certificat de garantie contre les malfaçons, les risques relatifs aux dommages corporels, au décès, à la perte ou à la détérioration de biens (en ce compris, sans que cette énumération soit limitative, les travaux, les installations, les matériaux, le matériel et les équipements) qui ne relèvent pas de la responsabilité du maître d'ouvrage sont supportés par l'entreprise adjudicataire.

13. Assurance

13.1 L'entreprise adjudicataire est tenue de prévoir une couverture d'assurance prise conjointement à son nom et à celui du maître d'ouvrage pour la période comprise entre la date de démarrage des travaux et la fin de la durée de garantie contre les malfaçons, pour les montants et franchises indiqués dans les CCP. L'assurance devra couvrir les événements ci-après porteurs de risques supportés par l'entreprise adjudicataire:

5.6.1.1.1 perte ou dommages causés aux travaux, installations et matériaux;

5.6.1.1.2 perte ou dommages causés au matériel et aux équipements;



5.6.1.1.3 perte ou dommages causés aux biens (à l'exception des travaux, des installations, des matériaux, du matériel et des équipements) en rapport avec le marché;

5.6.1.1.4 dommages corporels ou décès.

13.2 Les polices et attestations d'assurance devront être communiquées par l'entreprise adjudicataire au maître d'œuvre pour approbation avant la date de démarrage des travaux. Toute assurance devra prévoir que les indemnités soient versées selon les types et dans les proportions des monnaies nécessaires pour compenser la perte ou les dommages subis.

13.3 Si l'entreprise adjudicataire ne fournit aucune des polices ou attestations requises, le maître d'ouvrage pourra prendre lui-même l'assurance que l'entreprise adjudicataire aurait dû souscrire et recouvrer les primes qu'il a payées sur les montants dus à ladite entreprise à d'autres titres; si aucun paiement n'est dû, le paiement des primes deviendra une dette de l'entreprise adjudicataire.

13.4 Aucune modification ne pourra être apportée aux clauses d'assurance sans l'approbation du maître d'œuvre.

13.5 Les deux parties devront satisfaire à toutes les conditions des polices d'assurance.

**14. Données
relatives au
chantier**

14.1 L'entreprise adjudicataire est censée avoir examiné, outre les informations dont elle dispose déjà, toutes les données relatives au chantier mentionnées dans les CCP.

**15. Réalisation des
travaux par
l'entreprise
adjudicataire**

15.1 L'entreprise adjudicataire est tenue de procéder à la construction et à la mise en place des ouvrages dans le respect des plans et schémas, et conformément aux spécifications.

15.2 Si le contrat stipule qu'il incombe à l'entreprise adjudicataire de concevoir une quelconque partie des ouvrages permanents, ladite entreprise devra prendre en considération les exigences du maître d'ouvrage, au titre desquelles il pourra notamment lui être demandé, si les spécifications le prévoient:

a) de concevoir des éléments structurels de l'ouvrage en tenant compte de considérations liées au changement climatique;

b) de se conformer au principe d'accès universel (concept qui s'entend de l'accès sans entrave pour les personnes de tous les âges et de toutes les aptitudes se trouvant dans des situations et des circonstances différentes);

c) de prendre en compte les risques supplémentaires liés à l'exposition potentielle du public aux accidents d'exploitation ou aux risques naturels, y compris les phénomènes météorologiques extrêmes.

16.Travaux à exécuter avant la date d'achèvement prévue

16.1 L'entreprise adjudicataire est tenue d'entamer les travaux à la date de démarrage et de les exécuter conformément au calendrier qu'elle a soumis, tel que mis à jour avec l'approbation du maître d'œuvre, et de les achever à la date prévue.

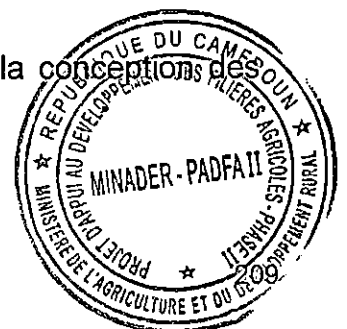
16.2 L'entreprise adjudicataire devra s'abstenir de mobiliser les effectifs sur le site aussi longtemps que le maître d'œuvre n'aura pas approuvé – approbation qui ne saurait être reportée de manière déraisonnable – les mesures qu'elle propose de prendre pour remédier aux risques et impacts environnementaux et sociaux. Lesdites mesures devront au minimum prendre en compte les stratégies de gestion environnementale et sociale et les plans de mise en œuvre, ainsi que le code de conduite du personnel de l'entreprise adjudicataire soumis avec l'offre et convenu dans le cadre du marché.

16.3 L'entreprise adjudicataire devra soumettre au maître d'œuvre, pour approbation, tous plans de mise en œuvre supplémentaire nécessaires à la gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux des travaux en cours. Tous ces plans constituent collectivement le plan de gestion environnementale et sociale de l'entreprise adjudicataire. Ce dernier devra être régulièrement revu par l'entreprise (au minimum tous les six (6) mois) et mis à jour selon que de besoin pour veiller à ce qu'il contienne des mesures appropriées aux travaux. Le plan mis à jour devra être soumis au maître d'œuvre pour approbation.

17.Approbation du maître d'œuvre

17.1 L'entreprise adjudicataire est tenue de soumettre au maître d'œuvre, pour approbation, les spécifications et les plans et schémas montrant les ouvrages provisoires proposés.

17.2 L'entreprise adjudicataire est responsable de la conception des ouvrages provisoires.



17.3 L'approbation du maître d'œuvre ne saurait en rien modifier la responsabilité de l'entreprise adjudicataire pour ce qui est de la conception des ouvrages provisoires.

17.4 L'entreprise adjudicataire est tenue d'obtenir, le cas échéant, l'approbation de tiers pour la conception des ouvrages provisoires.

17.5 Tous les plans et schémas établis par l'entreprise adjudicataire en vue de l'exécution d'ouvrages provisoires ou permanents devront être approuvés par le maître d'œuvre avant leur mise en œuvre.

18.Santé, sécurité et protection de l'environnement 18.1 L'entreprise adjudicataire est responsable de la sécurité de toutes les activités exécutées sur le chantier.

l'environnement

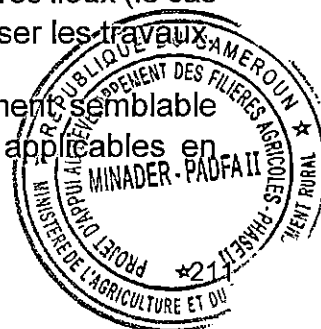
18.2 L'entreprise adjudicataire est tenue:

- a) de respecter tous les textes de loi et règlements applicables en matière de santé et de sécurité;
- b) de se conformer à toutes les obligations applicables en matière de santé et de sécurité spécifiées dans le contrat;
- c) de prendre soin de la santé et de la sécurité de toutes les personnes habilitées à se trouver sur le chantier et, le cas échéant, en d'autres lieux où des travaux sont réalisés;
- d) d'empêcher toute obstruction inutile du site et des travaux afin d'éviter de mettre ces personnes en danger;
- e) d'installer des clôtures, un éclairage et un accès sécurisé, et de faire garder et surveiller les travaux jusqu'à la délivrance du certificat d'achèvement;
- f) de réaliser tous ouvrages provisoires (y compris des routes, passerelles, garde-corps et clôtures) qui pourraient être nécessaires pour l'exécution des travaux, ou pour les besoins et la protection du public, des propriétaires et occupants des terrains adjacents;
- g) d'assurer, le cas échéant, une formation du personnel de l'entreprise adjudicataire en matière de santé et de sécurité, et de consigner les informations y afférentes dans un dossier;

- h) d'inciter son personnel à faire comprendre les exigences en matière de santé et de sécurité et lui indiquer comment les faire respecter, lui fournir des informations, lui assurer une formation en matière de sécurité et de santé au travail, et lui mettre gratuitement à disposition des équipements de protection individuelle;
- i) d'instaurer, sur le lieu de travail, des procédures permettant au personnel de l'entreprise adjudicataire de signaler des situations professionnelles jugées présenter un risque sur le plan de la santé ou de la sécurité et de se mettre en retrait d'une situation jugée raisonnablement poser un danger grave et imminent pour la vie ou la santé des intéressés;
- j) ne pas contraindre les membres du personnel de l'entreprise adjudicataire qui se mettraient ainsi en retrait face à de telles situations de retourner travailler avant que les mesures correctives nécessaires aient été mises en place. Le personnel ne doit pas faire l'objet de représailles ou autres sanctions pour avoir effectué un tel signalement ou s'être mis en retrait;
- k) de veiller, lorsque le personnel du maître d'ouvrage, les autres entreprises employées par ce dernier et/ou le personnel des organismes publics légalement constitués et des entreprises privées assurant des services publics sont chargés d'effectuer, sur le chantier ou à proximité, des travaux non compris dans le marché, à collaborer à l'application des règles de santé et de sécurité, sans préjudice de la responsabilité en la matière des entités concernées à l'égard de leur propre personnel;
- l) d'établir et mettre en œuvre un système d'examen régulier (au minimum tous les six mois) du respect des exigences en matière de santé et de sécurité ainsi que de l'environnement de travail.

Sous réserve de la clause 16.2 des CCG, l'entreprise adjudicataire devra soumettre au maître d'œuvre, pour approbation, un manuel précisant les règles de santé et de sécurité spécialement établi pour le chantier et autres lieux (le cas échéant) où l'entreprise adjudicataire entend réaliser les travaux.

Ce manuel viendra s'ajouter à tout autre document semblable exigé en vertu des textes de loi et règlements applicables en matière de santé et de sécurité.



Il devra définir toutes les prescriptions de santé et de sécurité requises dans le cadre du marché.

a) Devront au minimum y figurer:

- i) les procédures à suivre pour établir et préserver la sécurité de l'environnement de travail, en veillant à ce que les lieux de travail, les machines, le matériel et les équipements et les processus dont l'entreprise adjudicataire a la maîtrise ne présentent aucun risque pour la santé, notamment par des mesures de lutte contre les substances et agents chimiques, physiques et biologiques;
- ii) des précisions sur la formation à dispenser et les registres à tenir;
- iii) les procédures relatives aux activités de prévention, de préparation et d'intervention à mettre en œuvre en cas d'urgence (c'est-à-dire un incident imprévu, résultant d'un risque d'origine naturelle ou humaine, généralement sous la forme d'incendies, d'explosions, de fuites ou de déversements, qui peut se produire pour des raisons diverses et variées, notamment le fait de ne pas avoir mis en œuvre des procédures d'exploitation conçues pour prévenir leur apparition, des conditions météorologiques extrêmes ou l'absence d'alerte précoce);
- iv) les voies de recours en cas de conséquences préjudiciables telles que les accidents du travail, le décès, l'invalidité ou la maladie;
- v) les mesures à prendre pour éviter ou limiter au maximum le risque d'exposition des populations locales aux maladies transmises par l'eau ou liées à l'eau et aux maladies vectorielles;
- vi) les mesures à mettre en œuvre pour éviter ou limiter au maximum la propagation de maladies transmissibles (y compris de maladies ou d'infections sexuellement transmissibles, telles que le virus du VIH) et de maladies non transmissibles associées à l'exécution des travaux,

en tenant compte des différences d'exposition aux risques et de la plus grande sensibilité des groupes vulnérables. Il s'agit notamment de prendre des mesures pour éviter ou limiter au maximum la propagation de maladies transmissibles qui peuvent être associées à l'afflux de main d'œuvre temporaire ou permanente pour les besoins du marché;

- vii) les règles et procédures relatives à la gestion et à la qualité des logements et infrastructures sociales, si ces logements et infrastructures sont mis à disposition par l'entreprise adjudicataire conformément à la clause 9.4.6 des CCG;
- viii) toutes autres exigences énoncées dans les spécifications.

18.3 Protection de l'environnement

- i) L'entreprise adjudicataire est tenue de prendre toutes mesures raisonnables pour protéger l'environnement (tant sur le chantier qu'à l'extérieur du site), et de
- ii) limiter les dommages et nuisances aux personnes et aux biens résultant de la pollution, du bruit et d'autres opérations et/ou activités de l'entreprise adjudicataire.
- iii) L'entreprise adjudicataire est tenue de s'assurer que les émissions, les écoulements de surface, les effluents ou tout autre polluant provenant de ses activités n'excèdent ni les valeurs indiquées dans les spécifications ni celles prescrites par la législation en vigueur.
- iv) En cas de dommages à l'environnement, aux biens et/ou de nuisances aux personnes, sur le chantier ou à l'extérieur du site, résultant des activités de l'entreprise adjudicataire, celle-ci est tenue de convenir avec le maître d'œuvre des mesures et du calendrier appropriés pour remettre, dans la mesure du possible, l'environnement endommagé dans son état antérieur. Elle devra mettre en œuvre ces mesures à ses frais et à la satisfaction du maître d'œuvre.



19.Découvertes archéologiques et géologiques 19.1 Tous les fossiles, pièces de monnaie, objets de valeur ou d'antiquité, structures, groupes de structures et autres vestiges ou objets d'intérêt géologique, archéologique, paléontologique, historique, architectural ou religieux découverts sur le chantier doivent être confiés à la garde du maître d'ouvrage. L'entreprise adjudicataire est tenue:

- a) de prendre toutes les précautions raisonnables, y compris la clôture de la zone ou du site de la découverte, pour éviter d'autres perturbations et empêcher le personnel de l'entreprise adjudicataire ou d'autres personnes d'enlever ou d'endommager l'une ou l'autre de ces découvertes;
- b) de former les membres de son personnel concernés aux mesures appropriées à prendre en cas de découverte de ce type;
- c) de mettre en œuvre toute autre mesure conforme aux exigences qu'imposent les spécifications et la législation pertinente.

L'entreprise adjudicataire est tenue, dès que possible après une telle découverte, d'en avertir le maître d'œuvre et d'exécuter les instructions de ce dernier à ce sujet.

20.Mise à disposition du site 20.1 Le maître d'ouvrage est tenu de mettre la totalité du site destiné à accueillir le chantier à la disposition de l'entreprise adjudicataire. Si la mise à disposition d'une partie du site n'est pas effectuée à la date indiquée dans les CCP, le maître d'ouvrage sera réputé avoir retardé le début des activités qui doivent y être menées, ce qui constitue une situation donnant lieu à indemnisation.

21.Accès au site 21.1 L'entreprise adjudicataire doit donner au maître d'œuvre et à toute personne autorisée par celui-ci (y compris le personnel du FIDA ou les consultants agissant au nom du FIDA, les parties prenantes et les tiers, tels que des experts indépendants, des communautés locales ou des organisations non gouvernementales), notamment pour effectuer, le cas échéant, des audits environnementaux et sociaux, accès au site et à tout lieu où sont ou seront effectués des travaux dans le cadre du marché.

22.Instructions, inspections et audits 22.1 L'entreprise adjudicataire est tenue d'exécuter toutes les instructions du maître d'œuvre qui sont conformes à la législation en vigueur dans le lieu où est situé le chantier.

22.2 Il incombe à l'entreprise adjudicataire de tenir à jour, de façon systématique, la comptabilité et les documents relatifs aux travaux, sous une forme suffisamment précise pour permettre d'identifier clairement toutes les modifications de délais et les coûts y afférents, et de faire de son mieux pour que ses sous-traitants et sous-consultants fassent de même.

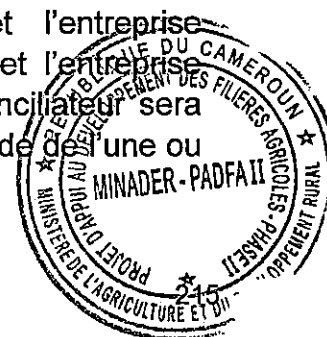
22.3 Inspections et audits réalisés par le FIDA

Conformément au paragraphe 2.2 e) de l'appendice A des CCG – fraude et corruption –, l'entreprise adjudicataire est tenue de permettre, et de veiller à ce que ses mandataires (déclarés ou non), sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, fournisseurs ainsi que les membres de leur personnel permettent, au FIDA et/ou aux personnes désignées par le Fonds d'inspecter le chantier et/ou les comptes, dossiers et autres documents relatifs à la procédure de passation du marché, de sélection et/ou d'exécution du marché, et de faire auditer ces comptes, dossiers et autres documents par des auditeurs désignés par le Fonds. L'attention de l'entreprise adjudicataire et de ses sous-traitants et sous-consultants est attirée sur la clause 25.1 des CCG (fraude et corruption) qui prévoit, entre autres, que les actes visant à entraver substantiellement l'exercice des droits du FIDA relatifs à l'inspection et à l'audit constituent une pratique répréhensible pouvant entraîner la résiliation du contrat (ainsi qu'une décision d'inéligibilité conformément aux procédures du FIDA en matière de sanctions).

23. Désignation du conciliateur

23.1 Le conciliateur doit être désigné conjointement par le maître d'ouvrage et l'entreprise adjudicataire, au moment de l'émission par le maître d'ouvrage de la lettre d'acceptation. Si le maître d'ouvrage ne consent pas à la nomination du conciliateur dans la lettre d'acceptation, il demandera à l'autorité désignée dans les CCP d'y pourvoir dans les 14 jours suivant la réception de ladite demande.

23.2 En cas de démission ou de décès du conciliateur, ou dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage et l'entreprise adjudicataire estimeraient de commun accord que le conciliateur n'agit pas conformément aux dispositions du marché, un nouveau conciliateur sera désigné conjointement par le maître d'ouvrage et l'entreprise adjudicataire. Si, après 30 jours, le maître d'ouvrage et l'entreprise adjudicataire ne sont pas parvenus à s'accorder, le conciliateur sera désigné par l'autorité indiquée dans les CCP, à la demande de l'une ou



l'autre partie, dans un délai de 14 jours suivant la réception de ladite demande.

24.Procédure de règlement des litiges

24.1 Toute décision prise par le maître d'œuvre dont l'entreprise adjudicataire estimerait qu'elle outrepassse l'autorité qui est conférée à ce dernier en vertu du contrat ou est erronée doit être soumise au conciliateur dans un délai de 14 jours suivant la notification de ladite décision.

24.2 Le conciliateur est tenu de rendre une décision par écrit dans les 28 jours suivant la réception d'une notification de litige.

24.3 Le conciliateur doit être rémunéré au tarif horaire spécifié dans les CCP, en sus des dépenses remboursables dont la nature est précisée dans lesdites CCP; le coût sera divisé à parts égales entre le maître d'ouvrage et l'entreprise adjudicataire, quelle que soit la décision rendue par le conciliateur. Chaque partie pourra renvoyer la décision du conciliateur à un arbitre dans un délai de 28 jours suivant la date de ladite décision. À défaut, la décision du conciliateur sera définitive et exécutoire.

24.4 L'arbitrage doit se dérouler conformément aux procédures d'arbitrage publiées par l'institution et au lieu spécifiés dans les CCP.

25.Fraude et corruption (pratiques répréhensibles)

25.1 Le FIDA exige que soient respectées ses directives anticorruption et ses règles et procédures applicables en matière de sanctions telles qu'indiquées dans l'Appendice A des CCG.

25.2 Le maître d'ouvrage exige que l'entreprise adjudicataire fasse état de toutes commissions ou sommes versées ou à verser à des mandataires ou à toute autre partie dans le cadre de la procédure de Demande de Prix ou de l'exécution du marché. Ces informations doivent inclure au minimum le nom et l'adresse du mandataire ou de la tierce partie, le montant et la monnaie, ainsi que le motif des commissions, gratifications ou autres sommes.

26.Participation des parties prenantes

26.1 L'entreprise adjudicataire est tenue de fournir les renseignements pertinents concernant le marché que le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre peuvent raisonnablement demander afin de permettre l'intervention de parties prenantes. L'expression "parties prenantes" désigne les personnes ou les groupes qui:

- 



remplacer par un autre fournisseur qui soit en mesure de gérer ce type de risques.

27.4 Obtention de ressources naturelles et exigences par rapport au fournisseur. L'entreprise adjudicataire est tenue de se procurer des ressources naturelles auprès de fournisseurs qui peuvent démontrer, en se conformant aux exigences applicables en matière de vérification et/ou de certification, que l'obtention de ces matériaux ne risque pas de contribuer à une transformation ou dégradation importante d'habitats naturels ou essentiels, comme le fait de récolter des produits du bois de façon irrespectueuse de l'environnement ou l'extraction de gravier ou de sable des lits des rivières ou des plages.

Si un fournisseur ne peut continuer à démontrer que l'obtention de ces matériaux ne risque pas de contribuer à une transformation ou dégradation importante d'habitats naturels ou essentiels, l'entreprise adjudicataire devra, dans un délai raisonnable, le remplacer par un autre fournisseur qui soit en mesure de démontrer que son action n'a pas d'impact négatif significatif sur les habitats.

28. Code de conduite

28.1 L'entreprise adjudicataire doit disposer d'un code de conduite pour son personnel.

L'entreprise adjudicataire est tenue de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que chaque membre de son personnel ait connaissance dudit code, y compris des comportements spécifiques qui sont interdits, et comprenne les conséquences de tels comportements.

Ces mesures consistent notamment à remettre des instructions et documents qui puissent être compris par le personnel de l'entreprise adjudicataire et à obtenir la signature de chaque membre du personnel reconnaissant avoir reçu ces instructions et/ou documents, selon le cas.

L'entreprise adjudicataire devra également veiller à ce que le code de conduite soit affiché de manière visible en plusieurs endroits du chantier et en tout lieu où des travaux seront réalisés, ainsi que dans les zones situées à l'extérieur du chantier qui sont accessibles à la communauté locale et aux personnes concernées par le projet. Le code de conduite devra être affiché dans des langues compréhensibles par le personnel de l'entreprise adjudicataire et du maître d'ouvrage, ainsi que par la population locale.

La stratégie de gestion et les plans de mise en œuvre de l'entreprise adjudicataire devront prévoir des procédures appropriées permettant à ladite entreprise de vérifier le respect de ces obligations.

29.Sécurité du chantier

29.1 L'entreprise adjudicataire est responsable de la sécurité du chantier, et:

- a) doit empêcher les personnes non autorisées d'y accéder;
- b) les personnes autorisées doivent être limitées au personnel de l'entreprise adjudicataire et du maître d'ouvrage et à tout autre membre du personnel reconnu comme faisant partie du personnel autorisé (y compris les autres entreprises du maître d'ouvrage présentes sur le chantier) par notification du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre à l'entreprise adjudicataire.

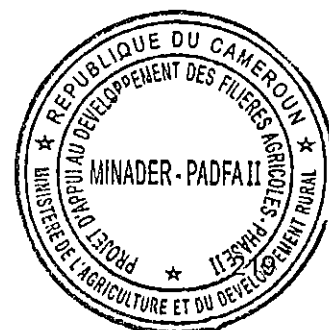
Sous réserve de la clause 16.2 des CCG, l'entreprise adjudicataire devra soumettre au maître d'œuvre, pour avis de non-objection, un plan de gestion de la sécurité qui énonce les dispositions de sécurité pour le chantier.

L'entreprise adjudicataire devra i) dûment vérifier les antécédents de tous les membres du personnel retenu pour assurer la sécurité, ii) former le personnel de sécurité (ou établir qu'il est dûment formé) à l'usage de la force (et, le cas échéant, des armes à feu) et à un comportement approprié à l'égard du personnel de l'entreprise adjudicataire et du maître d'ouvrage, ainsi que des communautés concernées et iii) exiger du personnel de sécurité qu'il agisse conformément à la législation en vigueur et à toutes les exigences énoncées dans les spécifications.

L'entreprise adjudicataire ne saurait autoriser le personnel de sécurité à faire usage de la force pour assurer la sécurité des lieux, sauf à des fins préventives et défensives et d'une manière proportionnée à la nature et à l'importance de la menace.

Lorsque l'entreprise adjudicataire prend des mesures de sécurité, elle devra également se conformer à toutes les exigences supplémentaires énoncées dans les spécifications.

B. Maîtrise du temps



**30. Programme et
rapport de
situation**

30.1 L'entreprise adjudicataire est tenue de soumettre au maître d'œuvre pour approbation, dans les délais indiqués dans les CCP et après la date de la lettre d'acceptation, un programme exposant d'une manière générale les méthodes, les modalités, l'ordre et la chronologie des différentes activités auxquelles donneront lieu les travaux. Dans le cas d'un marché à forfait, les activités indiquées dans le programme doivent être conformes à celles définies dans le calendrier des activités. L'approbation du programme par le maître d'œuvre ne modifiera en rien les obligations de l'entreprise adjudicataire. Celle-ci pourra à tout moment revoir son programme et le représenter ensuite au maître d'œuvre. Le programme ainsi révisé devra indiquer les conséquences des modifications qui y ont été apportées et des situations donnant lieu à indemnisation qui seraient survenues.

30.2 Un programme mis à jour indiquera les progrès réellement accomplis pour chaque activité et les effets de ces progrès sur le travail restant, notamment tous les changements qu'ils entraînent éventuellement dans l'enchaînement des activités.

30.3 L'entreprise adjudicataire devra surveiller l'avancement des travaux et soumettre au maître d'œuvre, à des intervalles définis dans les CCP, le rapport de situation et le programme mis à jour montrant les progrès réellement accomplis et les effets de ces progrès sur le travail restant, notamment toute modification de l'enchaînement des activités. Si l'entreprise adjudicataire ne présente pas le programme mis à jour dans les délais prévus, le maître d'œuvre pourra retenir le montant indiqué dans les CCP sur l'attestation de paiement suivante et continuer de retenir ce montant jusqu'au paiement suivant à effectuer après la date à laquelle le programme en retard a été soumis. Dans le cas d'un marché à forfait, l'entreprise adjudicataire devra soumettre un calendrier des activités mis à jour, et ce dans les 14 jours qui suivent la demande du maître d'œuvre en ce sens.

30.4 Sauf indication contraire dans les spécifications, chaque rapport de situation devra inclure les indicateurs environnementaux et sociaux énoncés dans l'Appendice B.

30.5 Outre les rapports de situation, l'entreprise adjudicataire devra informer immédiatement le maître d'œuvre de toute allégation, ou de tout incident ou accident survenu sur le chantier, qui a ou est susceptible d'avoir des effets préjudiciables importants sur l'environnement, les communautés concernées, le public ou le personnel du maître d'ouvrage

ou de l'entreprise adjudicataire. Sont ici visés, sans que cette liste soit limitative, tout incident ou accident entraînant un décès ou des blessures graves, les effets préjudiciables ou dommages importants à des biens privés, ou toute allégation d'exploitation et d'atteintes sexuelles et/ou de harcèlement sexuel. Dans ce dernier cas, tout en respectant la confidentialité des données, le type d'allégation (exploitation et atteintes sexuelles ou harcèlement sexuel), le sexe et l'âge de la personne qui a subi l'incident allégué devront être communiqués.

Dès qu'elle en a connaissance, l'entreprise adjudicataire devra par ailleurs informer immédiatement le maître d'œuvre de tout incident, accident ou allégation en rapport avec les travaux, survenu dans les locaux des sous-traitants ou des fournisseurs, qui a ou est susceptible d'avoir des effets préjudiciables importants sur l'environnement, les communautés concernées, le public, le personnel du maître d'ouvrage ou de l'entreprise adjudicataire, ainsi que le personnel de ses sous-traitants et fournisseurs. La notification devra comporter des précisions suffisantes sur ces incidents ou accidents. L'entreprise adjudicataire devra fournir tous les détails de tels incidents ou accidents au maître d'œuvre dans les délais convenus avec lui.

L'entreprise adjudicataire devra exiger de ses sous-traitants et fournisseurs (autres que les sous-traitants) qu'ils l'informent immédiatement de tout incident ou accident visé dans la présente clause.

31. Report de la date prévue d'achèvement des travaux

31.1 Le maître d'œuvre est tenu de reporter la date prévue d'achèvement des travaux si une situation donnant lieu à indemnisation survient ou qu'une modification est apportée au programme qui fait que les travaux ne pourront être terminés à la date prévue sans que l'entreprise adjudicataire prenne des mesures visant à accélérer les opérations restantes, ce qui l'amènerait à devoir supporter des frais supplémentaires.

31.2 Le maître d'œuvre est tenu de décider du report de la date prévue d'achèvement des travaux, et de la durée de ce report, dans un délai de 21 jours après la réception d'une demande présentée par l'entreprise adjudicataire quant aux répercussions d'une situation donnant lieu à indemnisation ou d'une modification du programme; cette demande devra être accompagnée de toutes les informations pertinentes. Si l'entreprise adjudicataire n'a pas averti rapidement d'un retard ou n'a pas coopéré en vue de le résorber, ledit retard ne sera pas pris en compte pour la fixation de la nouvelle date prévue d'achèvement des travaux.



32.Accélération des travaux

32.1 Lorsque le maître d'ouvrage souhaite que l'entreprise adjudicataire achève les travaux avant la date prévue, le maître d'œuvre est tenu d'obtenir de ladite entreprise des propositions chiffrées pour l'accélération demandée. S'il accepte ces propositions, la date prévue d'achèvement sera modifiée en conséquence et confirmée de part et d'autre par le maître d'ouvrage et l'entreprise adjudicataire.

32.2 Si les propositions chiffrées de l'entreprise adjudicataire aux fins d'une accélération des travaux sont acceptées par le maître d'ouvrage, elles seront incorporées au montant du marché et traitées comme une modification du contrat.

33.Retards imposés par le maître d'œuvre

33.1 Le maître d'œuvre peut donner instruction à l'entreprise adjudicataire de retarder le début ou la poursuite de toute activité entrant dans le cadre des travaux.

34.Réunions de gestion

34.1 Le maître d'œuvre ou l'entreprise adjudicataire peut demander à l'autre partie de participer à une réunion de gestion. Une telle réunion a pour but d'examiner le programme de travail restant et de régler les questions soulevées conformément à la procédure d'avertissement précoce.

34.2 Le maître d'œuvre est tenu de dresser le procès-verbal des réunions de gestion et d'en donner copie aux participants et au maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre décidera de la répartition des responsabilités entre les parties pour ce qui est des actions à prendre, soit lors de la réunion soit après celle-ci, et transmettra sa décision par écrit à tous les participants.

35.Avertissement précoce

35.1 L'entreprise adjudicataire est tenue d'aviser au plus tôt le maître d'œuvre de la possible survenue d'événements ou circonstances spécifiques susceptibles de nuire à la qualité du travail fourni, d'entraîner une hausse du montant du marché ou de retarder l'exécution des travaux. Le maître d'œuvre pourra exiger de l'entreprise adjudicataire qu'elle établisse une estimation des répercussions que les événements ou circonstances futurs devraient avoir sur le montant du marché et sur la date d'achèvement des travaux. Cette estimation devra être fournie par l'entreprise adjudicataire dès que possible.

35.2 L'entreprise adjudicataire est tenue de coopérer avec le maître d'œuvre pour formuler et examiner des propositions quant aux solutions qui permettraient à toute personne participant aux travaux en question d'éviter ou d'atténuer les répercussions de ces événements ou

circonstances, et pour se conformer aux instructions du maître d'œuvre qui résulteraient desdites propositions.

Contrôle de qualité

36. Identification des malfaçons 36.1 Le maître d'œuvre est tenu de vérifier le travail effectué par l'entreprise adjudicataire et de lui notifier toute malfaçon qu'il découvrirait. Cette vérification n'aura aucune incidence sur les responsabilités de l'entreprise adjudicataire. Le maître d'œuvre pourra ordonner à l'entreprise adjudicataire de rechercher une malfaçon et de procéder à des vérifications et tests sur tout ouvrage qui pourrait, à son avis, présenter une malfaçon.

37. Tests 37.1 Si le maître d'œuvre ordonne à l'entreprise adjudicataire de réaliser un test non prévu dans les spécifications pour vérifier si un ouvrage présente une malfaçon et que celle-ci est confirmée, l'entreprise adjudicataire devra assumer le coût de ce test et des éventuels échantillons. En l'absence de malfaçon, le test sera considéré comme une situation donnant lieu à indemnisation.

38. Réparation des malfaçons 38.1 Le maître d'œuvre est tenu de notifier toutes malfaçons à l'entreprise adjudicataire avant l'expiration de la durée de la garantie dont elles font l'objet, laquelle débute à l'achèvement des travaux et se trouve précisée dans les CCP. La durée de la garantie sera prorogée aussi longtemps que les malfaçons n'auront pas été réparées.

38.2 Chaque fois qu'une malfaçon est notifiée, l'entreprise adjudicataire se devra de la réparer dans les délais spécifiés par le maître d'œuvre dans sa notification.

39. Malfaçons non réparées 39.1 Si l'entreprise adjudicataire n'a pas réparé une malfaçon dans les délais qui lui ont été notifiés par le maître d'œuvre, ce dernier évaluera le coût nécessaire à la réparation et les frais correspondants devront être payés par l'entreprise adjudicataire.

D. Maîtrise des coûts

40. Montant du marché²¹ 40.1 Le devis quantitatif doit préciser les postes qui incombent à l'entreprise adjudicataire concernant les ouvrages à réaliser et leur

²¹ Dans les marchés à forfait, remplacer la clause 40.1 comme suit.



estimation chiffrée. Il sert à calculer le montant du marché. L'entreprise adjudicataire sera rémunérée pour le volume de travaux réalisés, au tarif indiqué dans le devis en regard de chaque poste.

**41.Modifications
du montant du
marché²²**

41.1 Si le volume final des travaux réalisés diffère, pour un poste donné, de plus de 25% de celui indiqué dans le devis quantitatif et dès lors que cette modification représente plus de 1% du montant du contrat initial, le maître d'œuvre est tenu d'ajuster le tarif pour répercuter ce changement. Il ne modifiera cependant pas les prix si la modification entraîne une hausse du montant du marché supérieur à 15%, sauf approbation préalable du maître d'ouvrage.

41.2 Sur demande du maître d'œuvre, l'entreprise adjudicataire est tenue de présenter à ce dernier une ventilation détaillée de tous les prix unitaires figurant dans le devis quantitatif.

42.Modifications

42.1 Toutes les modifications doivent être incluses dans les programmes mis à jour soumis par l'entreprise adjudicataire²³.

42.2 Sur demande du maître d'œuvre, l'entreprise adjudicataire est tenue de présenter à ce dernier une proposition de prix pour l'exécution des modifications. Elle lui fournira également des informations sur les risques et impacts environnementaux et sociaux desdites modifications. Le maître d'œuvre évaluera la proposition, qui devra lui parvenir dans les sept (7) jours suivant la date de la demande ou dans un délai plus long spécifié par le maître d'œuvre, avant d'ordonner de procéder aux modifications.

42.3 Si le prix proposé par l'entreprise adjudicataire est jugé déraisonnable, le maître d'œuvre peut ordonner de procéder aux modifications et apporter un changement au montant du marché, sur la

40.1 L'entreprise adjudicataire est tenue de soumettre un calendrier des activités dûment actualisé dans les 14 jours qui suivent la demande du maître d'œuvre en ce sens. Ce calendrier devra indiquer les activités à réaliser dans le cadre des travaux à exécuter par l'entreprise adjudicataire, ainsi que leur estimation chiffrée. Il servira à suivre et contrôler l'exécution des activités sur la base desquelles ladite entreprise sera rémunérée. Si le paiement des matériaux utilisés sur le chantier doit être effectué séparément, l'entreprise adjudicataire devra renseigner la livraison desdits matériaux dans une rubrique distincte du calendrier des activités.

²² Dans les marchés à forfait, remplacer la clause 41 des CCG par la nouvelle clause 41.1, libellée comme suit.

41.1 L'entreprise adjudicataire est tenue de modifier le calendrier des activités pour répercuter les changements de programme ou de méthode de travail décidés par l'entreprise adjudicataire. Les prix figurant dans le calendrier des activités ne pourront être modifiés suite aux changements apportés par l'entreprise adjudicataire au calendrier des activités.

²³ Dans les marchés à forfait, ajouter "et les calendriers des activités" après "programmes".

base de ses propres prévisions quant à leurs répercussions sur les coûts supportés par l'entreprise adjudicataire.

42.4 Si le maître d'œuvre décide que les modifications sont à ce point urgentes qu'il n'est pas possible d'établir et d'évaluer un devis sans retarder les travaux, aucun devis ne sera fourni et les modifications seront assimilées à une situation donnant lieu à indemnisation.

42.5 L'entreprise adjudicataire ne pourra prétendre à aucun paiement supplémentaire au titre de coûts qui auraient pu être évités si elle avait émis un avertissement précoce.

42.6 Si le travail requis pour réaliser les modifications correspond à un poste décrit dans le devis quantitatif et si, de l'avis du maître d'œuvre, le volume de travail dépassant la limite spécifiée à la clause 41.1 des CCG ou le délai d'exécution n'entraîne pas de changement de coût par unité de quantité, le prix unitaire figurant dans le devis quantitatif sera utilisé pour calculer la valeur des modifications. Si le coût par unité de quantité change, ou si la nature ou le délai d'exécution des travaux requis pour les modifications ne correspond pas aux postes figurant dans le devis quantitatif, la proposition de prix de l'entreprise adjudicataire devra faire apparaître de nouveaux taux unitaires correspondant aux postes pertinents²⁴.

42.7 Analyse de la valeur. L'entreprise adjudicataire peut établir à ses propres frais et à tout moment durant l'exécution du marché, une proposition relative à l'analyse de la valeur, qui devra au minimum inclure:

- a) la ou les modifications proposées, ainsi qu'une description des différences par rapport aux exigences du marché;
- b) une analyse coût-bénéfice complète de la ou des modifications proposées, y compris une description et une estimation des coûts (incluant le coût du cycle de vie) qui incomberaient au maître d'ouvrage s'il adoptait ladite proposition;
- c) une description de toutes les répercussions qu'entraînerait la modification en termes d'exécution ou de fonctionnalité;
- d) une description des travaux qu'il est proposé de réaliser sur le plan programme d'exécution et suffisamment d'informations sur le plan

²⁴ Dans les marchés à forfait, supprimer ce paragraphe.



environnemental et social pour permettre une évaluation des risques et impacts correspondants.

Le maître d'ouvrage peut accepter la proposition relative à l'analyse de la valeur si cette proposition démontre qu'elle permettrait:

- a) d'accélérer le délai de réalisation du marché; ou
- b) de réduire le montant du marché ou les coûts du cycle de vie pour le maître d'ouvrage; ou
- c) d'améliorer la qualité, l'efficacité, la sécurité ou la durabilité des installations; ou
- d) d'offrir tous autres avantages au maître d'ouvrage,

sans pour autant remettre en question la fonctionnalité des ouvrages.

Si la proposition relative à l'analyse de la valeur est retenue par le maître d'ouvrage et se traduit par:

- a) une baisse du montant du marché, la somme à payer à l'entreprise adjudicataire sera le pourcentage de ladite baisse spécifié dans les CCP; ou
- b) une augmentation du montant du marché mais une diminution des coûts du cycle de vie du fait des avantages décrits aux points a) à d) ci-dessus, l'entreprise adjudicataire percevra la totalité du montant du marché, y compris la majoration.

43.Prévisions de trésorerie

43.1 Lors de la mise à jour du programme²⁵, l'entreprise adjudicataire est tenue de remettre au maître d'œuvre une prévision de la trésorerie actualisée. Celle-ci devra être exprimée en différentes monnaies, comme défini dans le marché, converties si nécessaire aux taux de change indiqués dans le contrat.

44.Attestations de paiement

44.1 L'entreprise adjudicataire est tenue de soumettre au maître d'œuvre des relevés mensuels du montant estimé des travaux exécutés, déduction faite du montant cumulé précédemment certifié.

44.2 Il appartient au maître d'œuvre de vérifier le relevé mensuel et de certifier le montant à verser à l'entreprise adjudicataire.

²⁵ Dans les marchés à forfait, ajouter "ou le calendrier des activités" après "programme".

44.3 Le montant des travaux exécutés doit être déterminé par le maître d'œuvre.

44.4 Ce montant couvre la valeur que représentent, en fonction de leur volume, les éléments indiqués dans le devis quantitatif²⁶.

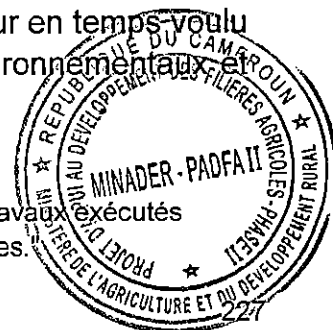
44.5 Le montant des travaux exécutés doit inclure l'estimation des modifications et des situations donnant lieu à indemnisation.

44.6 Le maître d'œuvre peut exclure tout poste précédemment certifié ou réduire la proportion d'un poste précédemment certifié à la lumière d'informations nouvelles.

44.7 Si l'entreprise adjudicataire n'a pas exécuté, ou n'exécute pas, l'une des obligations ou activités d'ordre environnemental et social prévues par le marché, la valeur de cette obligation ou activité, telle que déterminée par le maître d'œuvre, peut être retenue jusqu'à ce que ladite obligation ou activité ait été exécutée; de même, le coût de la rectification ou du remplacement, tel que déterminé par le maître d'œuvre, peut être retenu jusqu'à ce qu'il ait été procédé à ladite rectification ou audit remplacement. Les manquements visés ci-dessus englobent, sans que cette liste soit limitative:

- a) le non-respect des obligations ou activités environnementales et sociales décrites dans les exigences relatives aux travaux, comme, par exemple, le fait de travailler en dehors des limites du chantier, le dégagement de poussières excessives, le défaut de maintien des conditions de sécurité et de visibilité des voies publiques, les dommages causés à la végétation hors du chantier, la pollution des cours d'eau par la présence d'huiles ou de sédiments, la contamination des sols, notamment par des huiles, l'abandon de déchets d'origine humaine, les dommages causés à des éléments d'archéologie ou du patrimoine culturel, ou encore la pollution de l'air due à une combustion non autorisée et/ou inefficace;
- b) l'absence de révision régulière du plan de gestion environnementale et sociale et/ou de mise à jour en temps voulu pour faire face à de nouveaux problèmes environnementaux et sociaux ou à des risques ou impacts attendus;

²⁶ Dans les marchés à forfait, remplacer ce paragraphe par ce qui suit: "Le montant des travaux exécutés couvre la valeur des activités indiquées dans le calendrier des activités qui ont été réalisées."



- c) le défaut de mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale, par exemple le fait de ne pas avoir organisé les activités de formation ou de sensibilisation requises;
- d) le défaut d'obtention des autorisations/permis nécessaires au démarrage des travaux ou activités y relatives;
- e) le fait de ne pas avoir soumis de rapports environnementaux et sociaux (selon les modalités décrites à l'Appendice B) ou de ne pas l'avoir fait en temps voulu;
- f) le défaut de mise en œuvre des mesures correctives demandées par le maître d'œuvre dans les délais impartis (par exemple, en cas de non-conformité).

45. Paiements

45.1 Les paiements doivent être ajustés en fonction des sommes à déduire au titre des paiements anticipés et des retenues. Le maître d'ouvrage est tenu de verser à l'entreprise adjudicataire les montants certifiés par le maître d'œuvre dans les 28 jours suivant la date de chaque attestation. En cas de retard de paiement de la part du maître d'ouvrage, les intérêts auxquels donne droit ce retard devront être versés à l'entreprise adjudicataire lors du paiement suivant. Les intérêts seront calculés à compter de la date à laquelle le paiement aurait dû intervenir et courent jusqu'à la date à laquelle le paiement tardif a été effectué, sur la base du taux d'intérêt en vigueur pour les emprunts commerciaux pour chacune des monnaies dans lesquelles les paiements sont effectués.

45.2 Si un montant certifié est majoré dans une attestation ultérieure ou à la suite d'une décision d'un conciliateur ou d'un arbitre, l'entreprise adjudicataire se verra attribuer des intérêts sur les arriérés conformément à la présente clause. Les intérêts seront calculés à partir de la date à laquelle le montant majoré aurait été certifié en l'absence de différend.

45.3 Sauf disposition contraire, tous les paiements et retenues seront effectués dans les proportions des monnaies figurant dans le montant du marché.

45.4 Les éléments pour lesquels aucun tarif ou prix n'a été indiqué ne seront pas payés par le maître d'ouvrage et seront présumés couverts par d'autres prix et tarifs figurant dans le contrat.

**46. Situations
donnant lieu à
indemnisation**

46.1 Les situations donnant lieu à indemnisation sont les suivantes:

- a) Le maître d'ouvrage ne donne pas accès à une partie du chantier à la date d'entrée en possession fixée à la clause 20.1 des CGG.
- b) Le maître d'ouvrage apporte au calendrier des autres entreprises des modifications qui affectent les travaux réalisés par l'entreprise adjudicataire dans le cadre du marché.
- c) Le maître d'ouvrage retarde la diffusion des plans et schémas, des spécifications ou des instructions nécessaires à l'exécution des travaux, ou ne les diffuse pas.
- d) Le maître d'ouvrage donne instruction à l'entreprise adjudicataire de procéder à des vérifications ou de réaliser des tests supplémentaires une fois les travaux terminés, vérifications ou tests qui révèlent ensuite l'absence de malfaçons.
- e) Le maître d'œuvre refuse sans raison d'approuver un marché de sous-traitance.
- f) L'état du sous-sol est nettement moins bon que l'on ne pouvait raisonnablement le supposer avant l'émission de la lettre d'acceptation au vu des renseignements fournis aux soumissionnaires (y compris les rapports d'évaluation des lieux), des informations mises à la disposition du public et d'un examen visuel du site.
- g) Le maître d'œuvre donne instruction de parer à une situation imprévue, provoquée par le maître d'ouvrage, ou d'effectuer des travaux supplémentaires nécessaires pour des raisons de sécurité ou autres.
- h) D'autres entreprises, organismes ou services publics, ou le maître d'ouvrage, n'exécutent pas les travaux dans les délais et autres contraintes que prévoit le contrat, ce qui provoque des retards ou entraîne un surcoût pour l'entreprise adjudicataire.
- i) Le paiement anticipé est retardé.
- j) L'entreprise adjudicataire subit les conséquences d'un risque imputable au maître d'ouvrage.



- k) Le maître d'œuvre tarde sans raison à délivrer une attestation d'achèvement des travaux.

46.2 Si une situation donnant lieu à indemnisation entraîne un surcoût ou empêche d'achever les travaux avant la date prévue, le montant du marché sera majoré et/ou la date prévue d'achèvement sera reportée. Il appartient au maître d'œuvre de décider si le montant du marché doit être majoré, et dans quelle mesure, et si la date d'achèvement doit être reportée, et la durée de ce report.

46.3 Dès que l'entreprise adjudicataire fournit les informations établissant l'incidence d'une situation donnant lieu à indemnisation sur ses coûts prévisionnels, le maître d'œuvre est tenu de les évaluer et le montant du marché sera ajusté en conséquence. Si l'estimation de l'entreprise adjudicataire est jugée déraisonnable, le maître d'œuvre devra procéder à sa propre estimation et modifier le montant du marché sur cette base. Le maître d'œuvre devra partir du principe que l'entreprise adjudicataire réagira à l'événement survenu avec célérité et compétence.

46.4 L'entreprise adjudicataire ne peut prétendre à une indemnisation dans la mesure où les intérêts du maître d'ouvrage sont lésés par le fait qu'elle n'a pas émis un avertissement précoce ou n'a pas coopéré avec le maître d'œuvre.

47. Taxes et impôts 47.1 Le maître d'œuvre est tenu d'ajuster le montant du marché dès lors que les taxes, impôts, redevances et autres prélèvements ont été modifiés entre le 28^e jour précédant la soumission des offres pour le marché et la date de la dernière attestation d'achèvement des travaux. L'ajustement correspondra à la modification du montant des taxes et impôts dus par l'entreprise adjudicataire, pourvu que ces sommes ne soient pas déjà répercutées dans le montant du marché ou résultent des dispositions de la clause 49 des CGG.

48. Monnaies 48.1 Lorsque les paiements sont effectués dans des monnaies autres que la monnaie du pays du maître d'ouvrage spécifiée dans les CCP, les taux de change utilisés pour calculer les montants à payer seront ceux indiqués dans l'offre présentée par le soumissionnaire.

49. Révision des prix 49.1 Les prix ne doivent être révisés pour tenir compte des fluctuations du coût des intrants qu'à la condition que la révision soit prévue dans les CCP. Si tel est le cas, les montants certifiés dans chaque attestation de paiement seront ajustés, avant déduction des paiements anticipés, en

multipliant le montant dû dans chaque monnaie par le facteur de révision des prix correspondant. Une formule distincte du type indiqué ci-dessous sera utilisée pour chaque monnaie du contrat:

$$Pc = Ac + Bc \text{ Imc/loc,}$$

où:

Pc est le facteur d'ajustement correspondant à la part du montant du marché payable dans une monnaie spécifique "c";

Ac et Bc sont les coefficients²⁷ spécifiés dans les CCP et représentent, respectivement, les portions non ajustables et ajustables du montant du marché payable dans ladite monnaie "c";

Imc est l'indice en vigueur à la fin du mois de facturation et loc l'indice en vigueur 28 jours avant l'ouverture des plis pour les intrants payables, les deux étant exprimés dans la monnaie spécifique "c".

49.2 Si la valeur de l'indice est modifiée après qu'il ait été utilisé dans un calcul, celui-ci doit être corrigé et un ajustement sera apporté à l'attestation de paiement suivante. La valeur de l'indice sera réputée prendre en compte tous les changements de prix dus aux fluctuations des coûts.

50. Retenues

50.1 Le maître d'ouvrage est tenu de retenir sur chaque paiement destiné à l'entreprise adjudicataire la proportion indiquée dans les CCP jusqu'à l'achèvement de l'ensemble des travaux et ouvrages.

50.2 Après la délivrance d'un certificat d'achèvement des travaux par le maître d'œuvre, conformément à la clause 57.1 des CCG, la moitié du montant total retenu sera versée à l'entreprise adjudicataire; l'autre moitié lui sera versée lorsque la durée de garantie des malfaçons sera écoulée et que le maître d'œuvre aura certifié que toutes les malfaçons qu'il lui avait notifiées avant la fin de cette période ont été rectifiées. L'entreprise adjudicataire pourra remplacer la retenue par une garantie bancaire "exigible sur demande".

²⁷ La somme des deux coefficients Ac et Bc doit être égale à 1 (un) dans la formule utilisée pour chaque monnaie. Les deux coefficients seront normalement les mêmes dans les formules appliquées à toutes les monnaies, étant donné que le coefficient A, correspondant à la part non ajustable des paiements, est un chiffre très approximatif (en général 0,15) pour tenir compte des éléments de coût fixes ou d'autres éléments non ajustables. La somme des ajustements de chaque monnaie est ajoutée au montant du marché.



51.Pénalités

51.1 L'entreprise adjudicataire est tenue de verser les pénalités dues au maître d'ouvrage au taux journalier indiqué dans les CCP, et ce pour chaque jour de report de la date d'achèvement des travaux. Le montant total des pénalités ne saurait excéder le plafond fixé dans les CCP. Le maître d'ouvrage pourra déduire les pénalités de toutes sommes dues à l'entreprise adjudicataire. Le versement des pénalités ne modifiera en rien les responsabilités de l'entreprise adjudicataire.

51.2 Si la date prévue d'achèvement est prorogée après que des pénalités ont été appliquées, le maître d'œuvre est tenu de rectifier tout paiement excédentaire effectué par l'entreprise adjudicataire au titre de pénalités, en ajustant l'attestation de paiement suivante. L'entreprise adjudicataire percevra des pénalités sur le montant excédentaire, calculées à partir de la date du paiement jusqu'à la date de remboursement, au taux spécifié à la clause 45.1 des CCG.

52.Prime

52.1 L'entreprise adjudicataire percevra une prime calculée au taux par jour calendaire indiqué dans les CCP pour chaque jour d'avance par rapport à la date prévue d'achèvement des travaux (à l'exception des jours pour lesquels l'entreprise adjudicataire aurait été payée au titre de l'accélération desdits travaux). Le maître d'œuvre certifiera que les travaux sont achevés, même si la date prévue d'achèvement des travaux n'est pas échue.

53.Paiements anticipés

53.1 Le maître d'ouvrage est tenu de verser à l'entreprise adjudicataire un paiement anticipé du montant indiqué dans les CCP, à la date qui y est stipulée, sur présentation par ladite entreprise d'une garantie bancaire inconditionnelle délivrée par une banque et sous une forme ayant l'agrément du maître d'ouvrage pour des montants égaux à ceux du paiement anticipé et dans des monnaies correspondantes. La garantie restera en vigueur jusqu'à ce que l'avance ait été remboursée, mais le montant de ladite garantie sera progressivement diminué des montants remboursés par l'entreprise adjudicataire. Les paiements anticipés ne donnent pas lieu au versement d'intérêts.

53.2 L'entreprise adjudicataire ne devra avoir recours aux paiements anticipés qu'aux fins de régler du matériel, des équipements, des matériaux et autres dépenses spécifiquement requises pour l'exécution du marché. Il lui faudra apporter la preuve que les paiements anticipés ont effectivement été utilisés à cet effet et fournir au maître d'œuvre des copies des factures ou autres documents qui en attestent.

53.3 Le remboursement des paiements anticipés s'effectuera par déduction sur les versements normalement dus à l'entreprise adjudicataire; la déduction sera proportionnelle aux montants des travaux achevés. Les travaux réalisés seront évalués sans tenir compte des paiements anticipés ni de leur remboursement, des modifications de prix, des révisions de prix, des situations donnant lieu à indemnisation, des primes ou des pénalités.

54. Garanties

54.1 La garantie de bonne exécution doit être fournie au maître d'ouvrage au plus tard à la date spécifiée dans la lettre d'acceptation; elle devra correspondre au montant indiqué dans les CCP, être rédigée par une banque ou une société de cautionnement ayant l'agrément du maître d'ouvrage, et être libellée selon les types et dans les proportions des monnaies retenues pour le paiement du montant du marché. La garantie de bonne exécution devra être valable jusqu'au 28^e jour suivant la délivrance du certificat d'achèvement des travaux en cas de garantie bancaire et jusqu'à une date se situant un an après la date de délivrance dudit certificat en cas de cautionnement.

55. Travaux en régie

55.1 Le cas échéant, les tarifs indiqués dans l'offre de l'entreprise adjudicataire pour les travaux en régie ne devront être appliqués qu'à la condition que le maître d'œuvre ait donné par avance des instructions écrites en ce sens.

55.2 Tous les travaux payés comme travaux en régie devront être consignés par l'entreprise adjudicataire sur des formulaires approuvés par le maître d'œuvre. Chaque formulaire complété devra être vérifié et signé par le maître d'œuvre dans les deux jours suivant l'exécution des travaux.

55.3 L'entreprise adjudicataire sera rémunérée pour les travaux en régie à réception des formulaires précités dûment signés.

56. Frais de réparation

56.1 La perte ou les dommages occasionnés aux travaux et ouvrages, ou aux matériaux et équipements nécessaires à l'exécution des travaux entre la date de démarrage de ces derniers et la fin de la durée de garantie contre les malfaçons, devront être réparés par l'entreprise adjudicataire, aux frais de celle-ci, dès lors qu'ils relèvent de risques, actes ou omissions qui lui sont imputables.

E. Fin du contrat



57.Achèvement des travaux	57.1 L'entreprise adjudicataire est tenue de demander au maître d'œuvre un certificat d'achèvement des travaux, document que ce dernier lui remettra lorsqu'il aura considéré que les travaux ont été menés à bien.
58.Réception des travaux	58.1 Le maître d'ouvrage prendra réception des travaux et ouvrages dans les sept jours qui suivent la délivrance dudit certificat par le maître d'œuvre.
59.Décompte définitif	59.1 L'entreprise adjudicataire est tenue de remettre au maître d'œuvre un décompte précis du montant total qu'elle estime lui être dû au titre du marché avant l'expiration de la garantie contre les malfaçons. Le maître d'œuvre délivrera un certificat de garantie contre les malfaçons et certifiera tout règlement définitif dû à l'entreprise adjudicataire dans les 56 jours suivant la réception de son décompte, pour autant que celui-ci soit correct et complet. À défaut, le maître d'œuvre établira dans un délai de 56 jours un état précisant la nature et l'ampleur des corrections ou ajouts nécessaires. Si le décompte définitif demeure non satisfaisant à l'issue de son réexamen, le maître d'œuvre décidera de la somme due à l'entreprise adjudicataire et délivrera une attestation de paiement.
60.Manuels d'entretien et de fonctionnement	<p>60.1 Si des plans de récolement et/ou des manuels d'entretien et de fonctionnement sont exigés, l'entreprise adjudicataire est tenue de les fournir dans les délais que prévoient les CCP.</p> <p>60.2 Si l'entreprise adjudicataire ne fournit pas les plans et/ou manuels dans les délais prévus par les CCP conformément à la clause 60.1, ou s'ils ne sont pas approuvés par le maître d'œuvre, celui-ci retiendra le montant stipulé dans lesdites CCP des paiements dus à l'entreprise adjudicataire.</p>
61.Résiliation	<p>61.1 Le maître d'ouvrage ou l'entreprise adjudicataire peut mettre fin au contrat en cas de rupture essentielle de ce dernier par la partie adverse.</p> <p>61.2 Constituent notamment, sans que cette liste soit limitative, des cas de rupture essentielle du contrat:</p> <p>a) l'interruption des travaux par l'entreprise adjudicataire pendant 28 jours alors que le programme existant ne prévoit nullement leur arrêt et que cette interruption n'a pas été autorisée par le maître d'œuvre;</p>

- b) l'instruction donnée à l'entreprise adjudicataire par le maître d'œuvre de retarder la poursuite des travaux sans que cette instruction ait été levée dans un délai de 28 jours;
- c) la faillite ou la liquidation du maître d'ouvrage ou de l'entreprise adjudicataire à des fins autres que de reconstruction ou de fusion;
- d) le non-paiement par le maître d'ouvrage d'une somme certifiée par le maître d'œuvre due à l'entreprise adjudicataire, et ce dans les 84 jours à compter de la date de l'attestation délivrée par le maître d'œuvre;
- e) l'absence de rectification d'une malfaçon par l'entreprise adjudicataire dans un délai raisonnable, déterminé par le maître d'œuvre, suivant la notification adressée par ce dernier l'avertissant que son inaction constituerait une rupture essentielle du contrat;
- f) le défaut de maintien par l'entreprise adjudicataire d'une garantie exigée;
- g) le retard pris par l'entreprise adjudicataire dans l'achèvement des travaux, dès lors qu'il atteint le nombre de jours ouvrant droit au montant maximal des pénalités tel que défini dans les CCP; ou
- h) les actes de fraude et de corruption, comme défini au paragraphe 2.2 a) de l'Appendice A des CCG, auxquels, de l'avis du maître d'ouvrage, l'entreprise adjudicataire se serait livrée au cours de l'attribution ou de l'exécution du marché; le maître d'ouvrage pourra en pareil cas résilier le marché et expulser l'entreprise du site au terme d'un préavis de quatorze (14) jours.

61.3 Nonobstant ce qui précède, le maître d'ouvrage pourra mettre fin au contrat pour raisons de convenance.

61.4 En cas de résiliation du contrat, l'entreprise adjudicataire arrêtera immédiatement les travaux, sécurisera le chantier et quittera les lieux dès que possible.

61.5 Lorsque l'une des parties au contrat avise le maître d'œuvre d'une rupture du contrat pour un motif autre que ceux énumérés au point 61.2 ci-dessus, il appartient au maître d'œuvre de déterminer si cette rupture revêt ou non un caractère essentiel.



62.Règlement des sommes dues au moment de la résiliation du contrat 62.1 S'il est mis fin au contrat en raison d'une rupture essentielle de ce dernier par l'entreprise adjudicataire, le maître d'œuvre est tenu de délivrer une attestation pour le montant des travaux et matériaux commandés, déduction faite des paiements anticipés réglés jusqu'à la date de délivrance de ladite attestation ainsi que d'un pourcentage applicable au montant des travaux non réalisés, tel qu'indiqué dans les CCP. Aucune pénalité supplémentaire ne sera exigible. Si la somme totale due au maître d'ouvrage est supérieure à ce que devrait percevoir l'entreprise adjudicataire au titre d'un quelconque paiement, la différence constituera une créance exigible par le maître d'ouvrage.

62.2 Si la résiliation du contrat est due à des raisons de convenance propres au maître d'ouvrage ou à un motif de rupture essentielle imputable à ce dernier, le maître d'œuvre devra établir une attestation couvrant le montant des travaux réalisés, les matériaux commandés, les frais raisonnables de l'enlèvement du matériel et des équipements, le rapatriement du personnel de l'entreprise adjudicataire affecté exclusivement à ces travaux ainsi que les frais encourus par l'entreprise pour la protection et la sécurisation des travaux, déduction faite des paiements anticipés reçus jusqu'à la date de délivrance de l'attestation.

63.Propriété 63.1 Tous les matériaux, ainsi que le matériel et les équipements de construction présents sur le chantier, les installations, les ouvrages temporaires et les travaux réalisés sur le site sont réputés être la propriété du maître d'ouvrage s'il est mis fin au contrat en raison d'une malfaçon de l'entreprise adjudicataire.

64.Exonération de l'obligation d'exécution 64.1 En cas d'impossibilité d'exécuter le marché en raison du déclenchement d'une guerre ou de tout autre événement que ni le maître d'ouvrage ni l'entreprise adjudicataire ne maîtrisent, le maître d'œuvre est tenu de certifier l'existence d'un empêchement d'exécution. L'entreprise adjudicataire devra sécuriser le chantier et arrêter les travaux dans les plus brefs délais après réception de cette attestation; elle sera rémunérée pour tous les travaux exécutés avant la réception de ce document ainsi que pour tous ceux réalisés par la suite dès lors qu'ils avaient fait l'objet d'un accord.

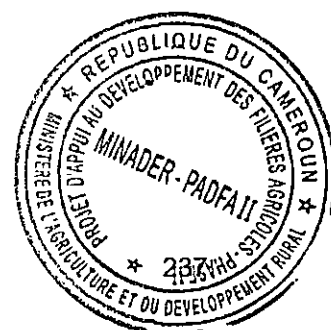
65.Suspension du prêt ou du crédit du FIDA 65.1 Dans l'hypothèse où le FIDA suspend le prêt ou le crédit accordé au maître d'ouvrage à partir duquel sont en partie effectués les paiements dus à l'entreprise adjudicataire:

a) le maître d'ouvrage est tenu de notifier cette suspension à l'entreprise adjudicataire dans un délai de 7 jours après réception de la notification de suspension du FIDA;

b) si l'entreprise adjudicataire n'a pas reçu les montants qui lui sont dus dans le délai de 28 jours visé à la clause 45.1 des CCG, elle pourra immédiatement présenter une notification de résiliation avec préavis de 14 jours.

**66. Normes de
performance
PESEC**

66.1 Le présent marché sera exécuté conformément aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) du FIDA, consultables à l'adresse <https://www.ifad.org/fr/secap>.



Appendice A

Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations (révisée le 12 décembre 2018 [EB 2018/125/R.6])

I. Introduction

1. Le Fonds est conscient que la prévention de la fraude et de la corruption et la limitation de leurs effets dans le cadre de ses activités et opérations constituent des éléments essentiels de son mandat en matière de développement et de ses obligations fiduciaires. Il ne tolère aucun détournement ni gaspillage de ses ressources résultant des pratiques définies au paragraphe 6 ci-après.
2. La présente politique a pour objet d'établir les principes généraux, les responsabilités et les procédures que le Fonds doit mettre en place pour prévenir et réprimer les pratiques répréhensibles dans le cadre de ses activités et opérations.
3. Cette politique prend effet à la date de sa publication. Elle remplace la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations (EB 2005/85/R.5/Rev.1) datée du 24 novembre 2005.

II. Politique

A. Principes généraux

4. Le Fonds ne tolère aucune pratique répréhensible dans le cadre de ses activités et opérations. Tous les individus et entités énumérés au paragraphe 7 ci-après doivent prendre les mesures qui conviennent pour prévenir et combattre les pratiques répréhensibles et en limiter les effets, lorsqu'ils participent à une opération ou activité financée ou gérée par le FIDA.
5. Le Fonds s'efforce de veiller à ce que les individus et entités qui contribuent à prévenir les pratiques répréhensibles ou font état, en toute bonne foi, d'allégations de pratiques répréhensibles soient protégés d'éventuelles représailles, et de protéger également les individus et entités qui font l'objet d'accusations injustes ou malveillantes.

B. Pratiques répréhensibles

6. Les pratiques énumérées ci-après sont considérées comme des pratiques répréhensibles lorsqu'elles concernent une opération ou activité financée ou gérée par le FIDA:
 - a) un "acte de corruption" s'entend du fait d'offrir, de donner, de recevoir ou de solliciter, directement ou indirectement, un avantage dans le but d'influencer indûment les décisions d'une autre partie;

- b) une "pratique frauduleuse" s'entend de toute action ou omission, y compris une fausse déclaration, qui trompe sciemment, ou cherche sciemment à tromper, une partie dans le but d'obtenir indûment un avantage financier ou autre ou de se soustraire à une obligation;
- c) un "acte de collusion" s'entend d'un arrangement entre deux ou plusieurs parties destiné à atteindre un but illégitime, comme influencer indûment les actions d'une autre partie;
- d) un "acte de coercition" s'entend du fait de léser ou d'endommager, ou de menacer de le faire, directement ou indirectement, une partie ou ses biens pour influencer indûment les actions de cette partie ou d'une autre;
- e) un "acte d'obstruction" s'entend i) du fait de détruire, de falsifier, d'altérer ou de dissimuler délibérément tout élément de preuve dans une enquête menée par le Fonds, ou de faire de fausses déclarations aux enquêteurs dans le but d'entraver substantiellement une enquête menée par le Fonds; ii) du fait de menacer, de harceler ou d'intimider une partie pour l'empêcher de divulguer ce qu'elle sait sur des questions intéressant une enquête menée par le Fonds ou de poursuivre cette enquête ou iii) du fait de commettre tout acte visant à entraver substantiellement l'exercice des droits contractuels du Fonds en matière d'audit, d'inspection et d'accès aux informations.

C. Champ d'application

7. La présente politique s'applique à toutes les opérations et activités financées ou gérées par le FIDA et aux individus et entités ci-après:
 - a) le personnel du FIDA et les autres personnes travaillant pour lui sans faire partie du personnel ("personnel et employés hors personnel du FIDA");
 - b) les individus et entités titulaires d'un contrat commercial avec le Fonds et l'ensemble de leurs agents et membres du personnel ("fournisseurs");
 - c) les entités publiques recevant des financements du FIDA ou des financements gérés par le Fonds et l'ensemble de leurs agents et membres du personnel ("bénéficiaires du secteur public") et les entités privées recevant des financements du FIDA ou des financements gérés par le Fonds et l'ensemble de leurs agents et membres du personnel ("bénéficiaires non gouvernementaux") (désignés collectivement sous le nom de "bénéficiaires");
 - d) les individus et entités, autres que ceux mentionnés plus haut, qui reçoivent des financements du FIDA ou des financements gérés par le Fonds ou en sollicitent, sont chargés de leur dépôt ou de leur transfert, ou décident de l'utilisation des montants concernés ou influent sur ces décisions, notamment mais pas seulement les partenaires d'exécution, les prestataires de services, les contractants, les fournisseurs, les sous-contractants, les sous-traitants, les soumissionnaires, les consultants et l'ensemble de leurs agents et membres du personnel. (L'ensemble de ces individus et entités est désigné collectivement par l'expression "tiers parties".)



D. Responsabilités

i) Responsabilités du Fonds

8. Le Fonds s'efforce de prévenir et de combattre les pratiques répréhensibles et d'en limiter les effets dans le cadre de ses opérations et activités. À cet effet, il peut adopter les dispositifs ci-après et veiller à leur maintien:
- a) des canaux de communication et un cadre juridique conçus pour faire en sorte que les dispositions de la politique soient communiquées au personnel et employés hors personnel du FIDA, aux fournisseurs, aux bénéficiaires et aux tierces parties, et soient reprises dans les documents relatifs aux passations de marchés et dans les contrats liés à des activités et opérations financées ou gérées par le FIDA;
 - b) des contrôles fiduciaires et des processus de supervision conçus pour favoriser l'application de la politique par le personnel et les employés hors personnel du FIDA, les fournisseurs, les bénéficiaires et les tierces parties;
 - c) des mesures liées à la réception des plaintes confidentielles, à la protection des lanceurs d'alerte, à la conduite d'enquêtes et à la prise de sanctions ou de mesures disciplinaires, qui soient conçues de manière à ce que les pratiques répréhensibles soient convenablement signalées et réprimées;
 - d) des mesures destinées à permettre au Fonds de signaler les individus et entités dont il a constaté qu'ils se livraient à des pratiques répréhensibles aux autres organisations multilatérales susceptibles d'être la cible d'activités analogues menées par les mêmes individus et entités et aux autorités locales lorsqu'il est possible que le droit local ait été violé.

ii) Responsabilités du personnel et des employés hors personnel du FIDA, des fournisseurs et des tierces parties

9. Lorsqu'ils participent à une opération ou activité financée ou gérée par le FIDA, le personnel et les employés hors personnel du FIDA, les fournisseurs et les tierces parties devront:
- a) s'abstenir de se livrer à des pratiques répréhensibles;
 - b) contribuer à l'exercice du devoir de vigilance et divulguer, comme de besoin, les informations à leur sujet ou au sujet de l'un quelconque des principaux membres de leur personnel ayant trait à des condamnations pénales pertinentes, des sanctions administratives ou des suspensions temporaires; les informations concernant les agents recrutés en lien avec un processus de passation de marché ou un contrat, notamment les commissions et les rémunérations payées ou à payer; les informations relatives à tout conflit d'intérêts réel ou potentiel lié à un processus de passation de marché ou à l'exécution d'un contrat;
 - c) signaler rapidement au Fonds toute allégation ou autre indication de pratique répréhensible dont ils ont connaissance en raison de leur participation à une opération ou activité financée ou gérée par le FIDA;
 - d) coopérer sans réserve à toute enquête conduite par le Fonds, notamment en mettant le personnel à disposition pour les entretiens, en donnant pleinement accès à tous

documents comptables, locaux, documents et dossiers (notamment les fichiers électroniques) liés à l'opération ou activité financée ou gérée par le FIDA pertinente, et en permettant que ces documents comptables, locaux, documents et dossiers fassent l'objet d'un audit ou d'une inspection par les auditeurs ou les enquêteurs nommés par le Fonds;

- e) observent une stricte confidentialité concernant toute information éventuellement reçue en conséquence de leur participation à une enquête ou à un processus de sanction mené par le FIDA.

10. Lorsqu'ils participent à une opération ou activité financée ou gérée par le FIDA, les fournisseurs et les tierces parties conservent tous les documents comptables, documents et dossiers ayant trait à cette opération ou activité pendant une période de temps suffisante, comme indiqué dans les documents liés à la passation de marché ou dans le contrat concernés.

iii) Responsabilités des bénéficiaires

11. Lorsqu'ils participent à une opération ou activité financée ou gérée par le FIDA, les bénéficiaires prendront les mesures qui conviennent pour prévenir et combattre les pratiques répréhensibles et en limiter les effets. Ils devront en particulier:

- a) adopter des pratiques fiduciaires et administratives et des dispositions institutionnelles propres à garantir que le montant de tout financement fourni ou géré par le FIDA soit utilisé uniquement aux fins auxquelles il a été accordé;
- b) exercer, lors des processus de sélection ou avant d'établir un contrat avec une tierce partie, le devoir de vigilance nécessaire concernant le soumissionnaire choisi ou le contractant potentiel, notamment en vérifiant si le soumissionnaire choisi ou le contractant potentiel fait l'objet d'une décision publique d'exclusion prise par l'une quelconque des institutions financières internationales signataires de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion²⁸ et, dans l'affirmative, si l'exclusion remplit les critères de reconnaissance mutuelle établis dans l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion;
- c) prendre les mesures nécessaires pour informer les tierces parties et les bénéficiaires (définis comme "les personnes que le Fonds entend servir au moyen de ses dons et de ses prêts") des dispositions de la présente politique ainsi que de l'adresse de courrier électronique confidentielle et sécurisée à laquelle adresser les plaintes concernant les pratiques répréhensibles;
- d) intégrer dans les documents relatifs aux passations de marchés et les contrats avec des tierces parties des clauses aux termes desquelles:
 - i) les tierces parties sont tenues de communiquer, au cours d'un processus de passation de marché et à tout moment par la suite, les informations à leur sujet ou au sujet de l'un quelconque des principaux membres de leur

²⁸ L'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion, daté du 9 avril 2010, a été signé par cinq des principales institutions financières internationales (IFI), à savoir le Groupe de la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement et le Groupe de la Banque mondiale.



- personnel ayant trait à des condamnations pénales pertinentes, des sanctions administratives ou des suspensions temporaires; les informations concernant les agents recrutés en lien avec un processus de passation de marché ou l'exécution d'un contrat, notamment les commissions et les rémunérations payées ou à payer; les informations relatives à tout conflit d'intérêts réel ou potentiel lié à un processus de passation de marché ou à l'exécution d'un contrat;
- ii) les tierces parties sont tenues de signaler rapidement au Fonds toute allégation ou autre indication de pratique répréhensible dont elles ont connaissance en raison de leur participation à une opération ou activité financée ou gérée par le FIDA;
 - iii) les tierces parties sont informées que le Fonds est compétent pour enquêter sur les allégations et autres indications de pratiques répréhensibles et pour imposer des sanctions aux tierces parties se livrant à ce type de pratiques en lien avec une opération ou activité financée ou gérée par le FIDA;
 - iv) les tierces parties sont tenues de coopérer sans réserve à toute enquête conduite par le Fonds, notamment en mettant le personnel à disposition pour les entretiens, en donnant pleinement accès à tous documents comptables, locaux, documents et dossiers (notamment les fichiers électroniques) liés à l'opération ou activité concernée financée ou gérée par le FIDA, et en permettant que ces documents comptables, locaux, documents et dossiers fassent l'objet d'un audit ou d'une inspection;
 - v) par les auditeurs ou les enquêteurs nommés par le Fonds;
 - vi) les tierces parties sont tenues de conserver tous les documents comptables, documents et dossiers ayant trait à une opération ou activité financée ou gérée par le FIDA pendant une période de temps suffisante, comme convenu avec le Fonds;
 - vii) les tierces parties sont informées de la politique appliquée par le Fonds qui l'autorise unilatéralement à reconnaître les exclusions imposées par d'autres institutions financières internationales si les exclusions remplissent les critères de reconnaissance mutuelle établis dans l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion;
 - viii) le contrat fait l'objet d'une résiliation anticipée ou d'une suspension par le bénéficiaire si la résiliation ou la suspension est requise en conséquence d'une suspension temporaire ou sanction imposée ou reconnue par le Fonds;
- e) informer rapidement le Fonds de toute allégation et autre indication de pratique répréhensible dont ils ont connaissance;
 - f) coopérer sans réserve à toute enquête conduite par le Fonds, notamment en mettant le personnel à disposition pour les entretiens, en donnant pleinement accès à tous documents comptables, locaux, documents et dossiers (notamment les fichiers électroniques) liés à l'opération ou activité concernée financée ou gérée par le FIDA, et en permettant que ces documents comptables, locaux, documents et

dossiers fassent l'objet d'un audit ou d'une inspection par les auditeurs ou les enquêteurs nommés par le Fonds;

- g) conserver tous les documents comptables, documents et dossiers ayant trait à une opération ou activité financée ou gérée par le FIDA, pendant une période de temps suffisante, comme indiqué dans l'accord de financement concerné;
- h) observer une stricte confidentialité concernant toute information éventuellement reçue en conséquence de leur participation à une enquête ou à un processus de sanction mené par le FIDA.

12. Lorsque le Fonds constate que des pratiques répréhensibles ont été commises, les bénéficiaires: a) prendront en concertation avec le Fonds les mesures correctives qui conviennent; b) appliqueront intégralement toute suspension temporaire ou sanction imposée ou reconnue par le Fonds, notamment en renonçant à la sélection d'un soumissionnaire ou à la passation d'un contrat ou en suspendant ou en résiliant une relation contractuelle.

13. Avant la mise en œuvre d'une opération ou activité financée ou gérée par le FIDA, les bénéficiaires du secteur public donneront au Fonds des informations sur les dispositions qu'ils ont prises en vue d'être informés des allégations de fraude ou de corruption intéressant l'opération ou activité financée ou gérée par le FIDA et de pouvoir réagir en conséquence, notamment la désignation d'une autorité locale compétente indépendante chargée de recevoir et d'examiner ces allégations et de mener des enquêtes à leur sujet.

14. Lorsqu'ils participent à une opération ou activité financée ou gérée par le FIDA, les bénéficiaires du secteur public prendront rapidement, en concertation avec le Fonds, les mesures qui conviennent pour lancer une enquête locale sur les allégations ou autres indications de fraude et de corruption intéressant l'opération ou activité financée ou gérée par le FIDA; informeront régulièrement le Fonds, à des intervalles convenus par le bénéficiaire et le Fonds au cas par cas, des mesures prises dans le cadre de cette enquête; et, à la fin de l'enquête, en communiqueront rapidement les conclusions et les résultats, notamment les éléments de preuve, au Fonds. Les bénéficiaires du secteur public collaboreront avec le Fonds pour coordonner toute action autre que les enquêtes qu'eux-mêmes pourraient souhaiter conduire en cas de pratique répréhensible suspectée ou indiquée de toute autre façon.

15. Les bénéficiaires du secteur public sont encouragés à mettre en place, dans le respect de leurs lois et réglementations, des mesures de protection des lanceurs d'alerte et des canaux de communication confidentielle efficaces, afin d'être en mesure de recevoir et de traiter convenablement les allégations de fraude et de corruption intéressant les opérations ou activités financées ou gérées par le FIDA.

E. Démarche

i) Rapports

16. Une adresse de courrier électronique confidentielle et sécurisée exclusivement réservée à la réception des allégations de pratiques répréhensibles est indiquée sur le site web du Fonds.

17. Lorsque la question se pose de savoir si un acte ou une omission constitue une pratique répréhensible, l'adresse de courrier électronique confidentielle et sécurisée pourra être utilisée pour demander conseil.
18. Le Fonds traite dans la plus stricte confidentialité toutes les allégations signalées. Cela signifie que, normalement, le Fonds ne révèle pas l'identité d'une partie à l'origine de la communication des allégations à quiconque n'est pas associé au processus d'enquête, de sanction ou de prise de mesures disciplinaires, sans le consentement de cette partie.
19. Le Fonds s'efforce de protéger d'éventuelles représailles tout individu ou entité qui a contribué à prévenir des pratiques répréhensibles ou a signalé au Fonds, en toute bonne foi, des allégations ou autres indications de pratiques répréhensibles. Le personnel et les employés hors personnel du FIDA sont protégés des représailles dans le cadre des procédures du Fonds relatives à la protection des lanceurs d'alerte.

ii) Enquêtes

20. Lorsque le Fonds a des raisons de croire que des pratiques répréhensibles ont pu être commises, il peut décider d'examiner la question et de mener une enquête à ce sujet, indépendamment de toute action d'investigation menée ou prévue par le bénéficiaire.
21. Le but d'une enquête conduite par le Fonds est de déterminer la mesure dans laquelle un individu ou une entité s'est livré à une ou plusieurs pratiques répréhensibles en lien avec une opération ou activité financée ou gérée par le FIDA.
22. Les examens et enquêtes menés par le Fonds présentent notamment les caractéristiques suivantes:
- a) ils sont strictement confidentiels, ce qui signifie que le Fonds ne communique pas à quiconque n'est pas associé au processus d'enquête, de sanction ou de prise de mesures disciplinaires, l'un quelconque des éléments probants et des informations liés à l'examen ou à l'enquête, notamment le résultat d'un examen ou d'une enquête, à moins que la communication de cette information ne soit autorisée par le cadre juridique du Fonds;
 - b) ils sont indépendants, ce qui signifie qu'aucune autorité n'est habilitée à intervenir dans un examen ou une enquête en cours, ni à autrement altérer, influencer ou interrompre un examen ou une enquête;
 - c) ils sont de nature administrative, par opposition à pénale, ce qui signifie que les examens et les enquêtes menés par le Fonds sont régis par les règlements et les procédures de celui-ci et non par le droit local.
23. Le service du FIDA qui est chargé de conduire les examens et les enquêtes concernant des allégations ou autres indications de pratiques répréhensibles est le Bureau de l'audit et de la surveillance (AUO). Sans préjudice des dispositions des paragraphes 9 d) et 11 f), l'AUD pourra consentir à ne communiquer à aucune personne extérieure à l'AUD l'un quelconque des éléments probants et des informations qu'il a obtenus à condition que ledit élément probant ou ladite information puisse être utilisé(e) uniquement à des fins de génération de nouveaux éléments probants ou informations, à moins que la personne ayant fourni l'élément probant ou l'information ne donne son consentement.

F. Sanctions et mesures connexes

i) Suspension temporaire

24. Pendant la conduite d'un examen ou d'une enquête du FIDA, ou en attendant la conclusion d'un processus de sanction, le Fonds peut décider, à tout moment, de suspendre temporairement les paiements en faveur d'employés hors personnel du FIDA, de bénéficiaires non gouvernementaux, de fournisseurs ou de tierces parties ou de suspendre temporairement leur droit à participer à des opérations ou activités financées ou gérées par le FIDA pendant une période initiale de six (6) mois, susceptible d'être prolongée d'une période supplémentaire de six (6) mois.
25. Le personnel du FIDA peut être temporairement suspendu de ses fonctions conformément aux dispositions du cadre de gestion des ressources humaines en vigueur.

ii) Sanctions

26. S'il détermine que des employés hors personnel du FIDA, des bénéficiaires non gouvernementaux, des fournisseurs ou des tierces parties se sont livrés à des pratiques répréhensibles, le Fonds pourra prendre des sanctions administratives à l'encontre de ces individus ou entités.
27. Les sanctions imposées seront établies en fonction: i) des constatations et éléments probants présentés par l'AUO, y compris les éléments atténuants et à décharge; ii) de tout élément probant ou argument soumis par le sujet de l'enquête face aux constatations présentées par l'AUO.
28. Le Fonds pourra appliquer l'une ou plusieurs des sanctions suivantes:
- a) l'exclusion, qui signifie que, soit de manière permanente soit pendant une période déterminée, un individu ou une entité ne peut plus: i) se voir attribuer un quelconque contrat financé par le FIDA; ii) bénéficier financièrement ou autrement d'un quelconque contrat financé par le FIDA, notamment être engagé en qualité de sous-traitant; iii) participer de toute autre façon à la préparation ou à la mise en œuvre d'une quelconque opération ou activité financée ou gérée par le FIDA;
 - b) l'exclusion avec levée conditionnelle des mesures d'exclusion, qui signifie que l'exclusion est annulée lorsque certaines conditions établies dans la décision de sanction sont remplies;
 - c) la non-exclusion soumise à conditions, qui signifie qu'un individu ou une entité est tenu(e) de mettre en place certaines mesures de correction, de prévention ou autres, comme condition de sa non-exclusion, étant entendu que, s'il/elle ne le fait pas dans le délai prescrit, l'exclusion sera automatiquement appliquée conformément aux termes établis dans la décision de sanction;
 - d) la réparation, qui est définie comme le paiement à une autre partie ou au Fonds (pour ce qui concerne les ressources de ce dernier) d'un montant équivalent au montant des fonds détournés ou de l'avantage économique obtenu en conséquence de l'exercice d'une pratique répréhensible;



- e) la lettre de réprimande, qui est définie comme une lettre de blâme officielle ayant trait aux actes d'un individu ou d'une entité, qui informe cet individu ou cette entité que toute infraction commise à l'avenir entraînera des sanctions plus sévères.

29. Le Fonds pourra étendre l'application d'une sanction à l'un quelconque des associés ou filiales d'une partie sanctionnée même s'ils ne sont pas directement impliqués dans la pratique répréhensible. Par associé ou filiale, on entend tout individu ou toute entité qui: i) est directement ou indirectement contrôlé(e) par la partie sanctionnée; ii) est détenu(e) ou contrôlé(e) conjointement à la partie sanctionnée; ou iii) agit en qualité de représentant, d'employé ou de mandataire de la partie sanctionnée, y compris les propriétaires de la partie sanctionnée ou les personnes qui exercent un contrôle sur elle.

30. Aux fins des opérations et activités financées ou gérées par le FIDA, le Fonds peut considérer comme faisant l'objet d'une exclusion les individus et entités à qui une autre institution financière internationale a imposé une exclusion, sous réserve que: i) cette institution financière soit signataire de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion; et que ii) l'exclusion remplisse les critères de reconnaissance mutuelle établis dans l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion²⁹.

iii) Mesures disciplinaires

31. S'il constate qu'un membre de son personnel se livre à des pratiques répréhensibles, le Fonds pourra appliquer des mesures disciplinaires et demander une réparation ou une autre compensation, conformément aux dispositions du cadre de gestion des ressources humaines en vigueur.

G. Renvois et partage des informations

32. Le Fonds pourra, à tout moment, transmettre aux autorités locales d'un État membre des informations ou des éléments probants liés à un processus, en cours ou achevé, d'enquête, de sanction ou de prise de mesures disciplinaires. Pour déterminer le caractère opportun de cette transmission d'informations, le Fonds prendra en considération son propre intérêt et celui des États membres touchés, des individus ou entités faisant l'objet de l'enquête et de toute autre personne concernée, notamment les témoins.

33. S'il obtient des informations ou des éléments probants sur des malversations potentielles intéressant les opérations ou activités d'une autre organisation multilatérale, le Fonds pourra mettre ces informations ou éléments à la disposition de l'autre organisation afin que celle-ci mène ses propres processus d'enquête, de sanction ou de prise de mesures disciplinaires.

34. Dans le souci de faciliter et de réglementer l'échange confidentiel d'informations et d'éléments probants avec les autorités locales et les organisations multilatérales, le Fonds s'efforcera de conclure des accords établissant les règles à respecter dans le cadre de cet échange.

²⁹ À l'avenir, le Fonds pourrait décider de reconnaître également les exclusions imposées par des entités non signataires de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion.

H. Réponses opérationnelles données aux pratiques répréhensibles

i) Rejet de l'attribution d'un contrat

35. Le Fonds peut refuser de donner un avis de non-objection à l'attribution d'un contrat à une tierce partie s'il détermine que celle-ci, ou l'un quelconque des membres de son personnel, de ses mandataires, de ses sous-consultants, de ses sous-traitants, de ses prestataires de services, de ses fournisseurs et ou de leurs employés s'est livré à une pratique répréhensible lors de la mise en concurrence du marché en question.

ii) Déclaration d'irrégularité de la passation de marché et/ou d'irrecevabilité des dépenses

36. Le Fonds peut, à tout moment, déclarer l'irrégularité d'une passation de marché et/ou l'irrecevabilité de toute dépense associée à une procédure de passation de marché ou à un contrat s'il détermine qu'une tierce partie ou un représentant du bénéficiaire s'est livré à une pratique répréhensible en lien avec la procédure de passation de marché ou le contrat en question et que le bénéficiaire n'a pas pris en temps voulu les mesures nécessaires, acceptables par le Fonds, pour réprimer ces pratiques lorsqu'elles ont été commises.

iii) Suspension ou annulation d'un prêt ou d'un don

37. S'il détermine qu'un bénéficiaire n'a pas pris en temps voulu les mesures qu'il estime nécessaires et acceptables pour réprimer des pratiques répréhensibles lorsqu'elles ont été commises, le Fonds peut suspendre ou annuler tout ou partie du prêt ou du don concerné par ces pratiques.



Appendice B

Indicateurs environnementaux et sociaux utilisés pour l'établissement de rapports de situation

[Note à l'attention du maître d'ouvrage: les indicateurs ci-après peuvent être modifiés afin de prendre en compte les aspects spécifiques du marché. Le maître d'ouvrage devra s'assurer du caractère approprié des indicateurs fournis eu égard aux travaux et à leurs incidences ou autres éléments essentiels dans l'évaluation environnementale et sociale.]

Indicateurs utilisés pour l'établissement de rapports ordinaires:

- a) incidents environnementaux ou manquements aux obligations contractuelles, en ce compris les cas de contamination, de pollution ou de dommages affectant les sources d'alimentation en eau souterraine ou de surface;
- b) incidents en matière de santé et de sécurité, accidents et lésions nécessitant des soins, ainsi que tout décès;
- c) relations avec des organismes de réglementation: préciser l'organisme concerné, les dates, l'objet et l'issue (le cas échéant, indiquer l'absence de contacts);
- d) situation relative aux différents permis, autorisations et accords
 - i) permis de travail: nombre de permis nécessaires, nombre de permis reçus, démarches entreprises pour les permis non reçus;
 - ii) situation relative aux permis, autorisations et consentements:
 - dresser la liste des permis nécessaires (carrières, usines de préparation d'asphalte et de béton), dates des demandes, dates de délivrance (démarches entreprises pour les permis non délivrés), dates de remise à l'ingénieur résident (ou équivalent), état du site (en attente de permis, activités en cours, projet abandonné sans remise en état du site, plan de démantèlement en cours d'exécution, etc.);
 - dresser la liste des sites pour lesquels l'accord du propriétaire du terrain est requis (zones d'emprunt et de déversement de résidus de minéral, campements), dates de conclusion des accords, dates de communication des accords à l'ingénieur résident (ou équivalent);
 - répertorier les principales activités menées sur chaque site au cours de la période considérée et mettre en avant les mesures de protection environnementale et sociale déployées (défrichage des sols, bornage, préservation de la couche arable, gestion de la circulation, planification du démantèlement des sites, mise en œuvre des opérations de démantèlement);
 - pour les carrières: état des opérations de réinstallation et indemnités (achevées, ou détail des activités et situation en cours durant la période considérée);
- e) surveillance en matière de santé et de sécurité;

- i) responsable de la sécurité: nombre de jours travaillés, nombre d'inspections totales et partielles effectuées, rapports adressés au maître d'ouvrage/maître d'œuvre;
- ii) nombre de travailleurs, horaires de travail, indicateur relatif à l'utilisation d'équipements de protection individuelle (pourcentage de travailleurs dotés d'un équipement de protection individuelle total, partiel, etc.), manquements constatés parmi les travailleurs (par type de manquement, équipement de protection individuelle ou autres), avertissements dressés, avertissements répétés, mesures de suivi (éventuellement) mises en place;
- f) logements destinés aux travailleurs:
 - i) nombre d'expatriés hébergés dans des logements, nombre de travailleurs locaux;
 - ii) date de la dernière inspection et points saillants du contrôle, notamment l'état des logements, leur conformité aux législations et bonnes pratiques locales et nationales, y compris en termes d'installations sanitaires, d'espace, etc.;
 - iii) actions engagées en vue de recommander ou exiger de meilleures conditions, ou en vue d'améliorer les conditions existantes;
- g) services de santé: prestataires de services de santé, information et/ou formation, emplacement de la structure de soins, nombre de diagnostics et traitements de maladies n'ayant pas trait à la sécurité (ne pas donner de noms);
- h) égalité femmes-hommes (pour les expatriés et les locaux séparément): nombre de travailleuses, pourcentage de femmes sur le total des effectifs, questions d'égalité des sexes soulevées et traitées (au besoin, recouper les plaintes ou recouper d'autres rubriques);
- i) formation:
 - i) nombre de nouveaux travailleurs, nombre de travailleurs bénéficiant d'une formation initiale, dates de la formation initiale;
 - ii) nombre et dates des séances de discussions pratiques, nombre de travailleurs bénéficiant d'une formation sur les questions de santé et de sécurité au travail ainsi que sur les aspects environnementaux et sociaux;
 - iii) nombre et dates de sessions de sensibilisation et/ou de formation consacrées aux maladies transmissibles (y compris les infections sexuellement transmissibles), nombre de travailleurs bénéficiant d'une formation (au cours de la période considérée et par le passé); mêmes questions pour la sensibilisation aux questions d'égalité des sexes, formation du préposé à la signalisation;
 - iv) nombre et dates des sessions de prévention, de sensibilisation et/ou de formation consacrées au harcèlement sexuel ainsi qu'à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, et nombre de travailleurs bénéficiant d'une formation portant sur le code de conduite destiné aux membres du personnel de l'entreprise adjudicataire (au cours de la période considérée et par le passé), etc.
- j) surveillance en matière environnementale et sociale:
 - i) spécialiste des questions environnementales: nombre de jours travaillés, nombre de sites inspectés et nombre d'inspections effectuées sur chacun d'eux



- (tronçon de route, chantier, logements, carrières, zones d'emprunt, zones de déversement de résidus de minéral, marais, traversées de forêts, etc.), points saillants des activités/constatations (y compris les cas de non-respect des bonnes pratiques environnementales et/ou sociales, mesures prises), rapports adressés au spécialiste des questions environnementales et/ou sociales / maître d'ouvrage / maître d'œuvre;
- ii) spécialiste des questions sociologiques: nombre de jours travaillés, nombre d'inspections totales ou partielles du site (par zones: tronçon de route, logements, carrières, zones d'emprunt, zones de déversement de résidus de minéral, structures de soins, centres VIH/SIDA, centres de proximité, etc.), points saillants des activités (y compris les constats de manquements aux obligations environnementales et/ou sociales, mesures prises), rapports adressés au spécialiste des questions environnementales et/ou sociales / maître d'ouvrage / maître d'œuvre;
 - iii) agent(s) de liaison avec les collectivités locales concernées: nombre de jours travaillés (horaires d'ouverture des centres communautaires), nombre d'usagers rencontrés, points saillants des activités (questions soulevées, etc.), rapports adressés au spécialiste des questions environnementales et/ou sociales / maître d'ouvrage / maître d'œuvre.
- k) plaintes: dresser la liste des nouvelles plaintes (nombre d'allégations de faits de harcèlement sexuel et d'exploitation ou atteintes sexuelles, par exemple) reçues durant la période considérée et nombre de plaintes antérieures non réglées, par date de réception, âge et sexe des plaignants, mode de réception, renvoi éventuel à une instance (préciser) pour action, règlement (date à indiquer, si dossier clos), date de communication du règlement aux plaignants, suivi éventuellement requis (au besoin, recouper avec d'autres rubriques):
- i) plaintes émanant de travailleurs;
 - ii) plaintes émanant de la population locale;
- l) circulation, sécurité routière et véhicules/engins:
- i) incidents et accidents de circulation mettant en cause la sécurité routière et impliquant des véhicules et engins utilisés pour le projet: indiquer la date et le lieu des incidents ou accidents, les dommages occasionnés, leur cause et les suites qui y ont été données;
 - ii) incidents et accidents de circulation mettant en cause la sécurité routière et impliquant des véhicules ou biens étrangers au projet (également signalés par les indicateurs instantanés: indiquer la date et le lieu des incidents ou accidents, les dommages occasionnés, leur cause et les suites qui y ont été données;
 - iii) état général des véhicules/engins (jugement subjectif du spécialiste des questions environnementales); réparations non courantes et opérations d'entretien nécessaires en vue d'améliorer les performances en termes de sécurité et/ou sur le plan environnemental (maîtrise des fumées, etc.);
- m) mesures d'atténuation des incidences sur l'environnement et autres questions (actions menées):

i) poussières: nombre de camion-citerne en service, nombre d'arrosages par jour, nombre de plaintes, avertissements donnés par le spécialiste des questions environnementales, actions entreprises pour régler le problème; points saillants de la lutte contre les poussières dégagées par les carrières (bardage, aspersion, situation opérationnelle); pourcentage de camions bâchés transportant des roches/résidus de minerai, actions entreprises pour les véhicules non bâchés;

ii) lutte contre l'érosion: contrôles effectués sur les différents sites, situation concernant le franchissement de cours d'eau, inspections réalisées par le spécialiste des questions environnementales et résultats, actions entreprises pour régler les problèmes, travaux de réparation ayant dû être exécutés en urgence afin de lutter contre l'érosion ou la sédimentation;

iii) carrières, zones d'emprunt, zones de déversement de résidus de minerai, postes d'enrobage, centrales à béton: liste des principales activités menées durant la période considérée sur chacun des sites et points saillants de la protection environnementale et sociale – défrichage des sols, bornage, préservation de la couche arable, gestion de la circulation, planification du démantèlement des sites, mise en œuvre des opérations de démantèlement);

iv) travaux de dynamitage: nombre et localisation des tirs, état de mise en œuvre du plan de dynamitage (y compris les notifications, évacuations, etc.), incidents ou plaintes concernant des dommages hors chantier ou plaintes (au besoin, recouper avec d'autres rubriques);

v) opérations de nettoyage après éventuels déversements: produit déversé, localisation, volume, actions entreprises, élimination du produit (signaler tous les déversements ayant entraîné une contamination de l'eau ou des sols);

vi) gestion des déchets: type et quantité de déchets générés et gérés, y compris le volume évacué hors chantier (préciser à qui cette opération a été confiée) ou réutilisés, recyclés ou éliminés sur place;

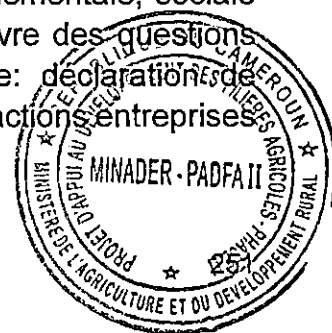
vii) précisions sur les plantations d'arbres et autres mesures d'atténuation nécessaires entreprises durant la période considérée;

viii) précisions sur les mesures d'atténuation entreprises durant la période considérée aux fins de la protection des points d'eau et marais;

n) conformité:

i) conformité des différents consentements et permis requis pour des travaux (notamment pour l'exploitation de carrières, etc.): déclaration de conformité ou établissement d'une liste des problèmes et des actions entreprises (ou à entreprendre) pour rendre la situation conforme;

ii) conformité des exigences du plan de gestion environnementale, sociale et climatique et des politiques de gestion et de mise en œuvre des questions environnementales et sociales de l'entreprise adjudicataire: déclaration de conformité ou établissement d'une liste des problèmes et des actions entreprises (ou à entreprendre) pour rendre la situation conforme;

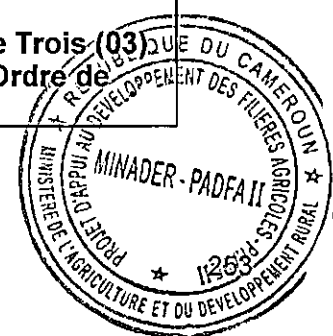


- iii) conformité du plan d'action visant à prévenir et réprimer le harcèlement sexuel et l'exploitation et les atteintes sexuelles: déclaration de conformité ou établissement d'une liste des problèmes et des actions entreprises (ou à entreprendre) pour rendre la situation conforme;
- iv) conformité du plan de gestion des questions de santé et de sécurité: déclaration de conformité ou établissement d'une liste des problèmes et des actions entreprises (ou à entreprendre) pour rendre la situation conforme;
- v) autres problèmes environnementaux et sociaux non réglés depuis les précédentes périodes d'examen: persistance des violations, pannes de matériel récurrentes, manque constant de bâches pour les véhicules, déversements non traités, questions d'indemnisation ou problèmes relatifs à des dynamitages non encore réglés, etc. (au besoin, recouper avec d'autres rubriques).

Section VII. Conditions contractuelles particulières

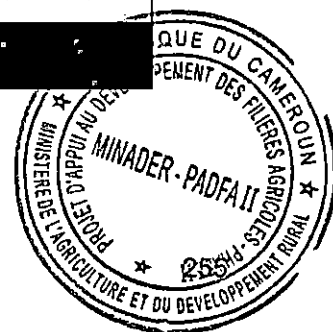
Sauf indication contraire, toutes les conditions contractuelles particulières doivent être renseignées par le Maître d'Ouvrage Délégué préalablement à la publication du dossier de Demande de Prix. Les plannings et rapports à fournir par le maître d'ouvrage devront être annexés au contrat.

A. Généralités				
CCG, clause 1.1 d)	L'institution financière est : FIDA			
CCG, clause 1.1 r)	Le Maître d'Ouvrage Délégué est La Coordination Nationale du PADFA II			
CCG, clause 1.1 v)	La date envisagée pour l'achèvement de l'ensemble des travaux est de Trois (03) mois dès notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux. Elle est comptée après notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux.			
CCG, clause 1.1 y)	Le maître d'œuvre est _____			
CCG, clause 1.1 aa)	Le chantier est situé à :			
	Lot	Site	Superficie (Ha)	
	Lot 1	Ouro Djiddéré	14	80
		Goggoria	25	
		Gazawa Entrée	20	
		Barza	21	
	Lot 2	Gollombé	38	60
		Bounguel	22	
	Total		140	140
GCC 1.1 dd)	La date de démarrage des travaux est : dès notification de l'ordre de service de commencer les travaux.			
CCG, clause 1.1 hh)	La nature des travaux est la suivante : Travaux d'aménagement sur 140 Ha, en vue de la production de l'oignon, dans les Arrondissements de Maroua 1^{er} et de Gazawa (Région de l'Extrême-Nord), et les Arrondissements de Guider et de Pitôa (Région du Nord), Cameroun, pour le compte du PADFA II, en 2 lots.			
CCG, clause 2.2	Les dates d'achèvement des différents lots sont les suivantes : de Trois (03) mois pour chaque lot. Elle est comptée dès notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux.			



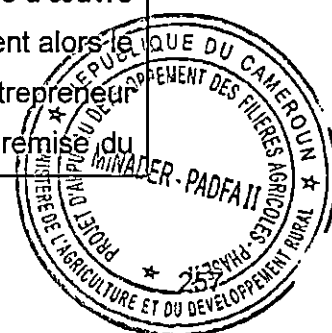
CCG, clause 2.3 i)	Font partie du présent contrat les documents ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - CCG ; - CCP ; - Offres technique et Financière ; - DAO.
CCG, clause 3.1	Le contrat est rédigé en français ou en anglais. Le présent contrat est régi par le droit en République du Cameroun
CCG, clause 5.1	Le maître d'œuvre ne pourra pas déléguer ses tâches et responsabilités.
CCG, clause 8.1	Planning des autres entreprises adjudicataires: RAS
CCG, clause 13.1	Les montants de la couverture minimale et des franchises sont les suivants : a) pour perte ou dommages causés aux travaux, installations et matériaux : b) pour perte ou dommages causés au matériel et aux équipements : c) pour perte ou dommage causés aux biens (à l'exception des travaux, installations, matériaux, matériel et équipements) en rapport avec le marché : d) pour dommages corporels ou décès : i) de membres du personnel de l'entreprise adjudicataire : ii) d'autres personnes : « POUR LES POINTS a), b), c) et d) DE CETTE CLAUSE, IL SERA EXIGÉ A L'ENTREPRISE ADJUDICATAIRE DE SOUSCRIRE A UNE ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER COUVRANT AU MINIMUM 110 % DE LA VALEUR DE TOUT SINISTRE SURVENU AU CHANTIER ».
CCG, clause 14.1	Données relatives au chantier : Voire le descriptif technique des travaux et plan du site.
CCG, clause 20.1	Date(s) d'entrée en possession du chantier : A compter de la notification de l'Ordre de service de commencer les travaux dans le lot attribué.
CCG, clause 23.1 CCG, clause 23.2	Autorité investie du pouvoir de désignation du conciliateur : ARMP
CCG, clause 24.3	Taux horaire et types de dépenses prises en charge et devant être payées au conciliateur : Conforme aux barèmes applicables par l'ARMP.

CCG, clause 24.4	<p>Institution dont les procédures de conciliation devront être appliquées : Tout différend contractuel sera au préalable géré à l'amiable. Au cas où la solution amiable ne tient pas, toute partie se sentant lésée, peut recourir à la juridiction compétente.</p> <p>En cas de recours à l'arbitrage, les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (CNUDCI) sont applicables.</p> <p>Les litiges, les controverses ou les réclamations nés du présent contrat ou se rapportant au présent contrat ou à une contreventions au présent, à sa résolution ou à sa nullité, seront tranchés par voie d'arbitrage conformément au règlement d'arbitrage de la CNUDCI actuellement en vigueur.</p> <p>"Règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI):</p> <p>Les litiges, les controverses ou les réclamations nés du présent contrat ou se rapportant au présent contrat ou à une contravention au présent contrat, à sa résolution ou à sa nullité, seront tranchés par voie d'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI actuellement en vigueur."</p> <p>ou</p> <p>"Règlement de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI):</p> <p>Tout litige né du présent contrat ou s'y rapportant sera tranché définitivement selon le Règlement d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale par un ou plusieurs arbitres désignés conformément à ce Règlement.</p>
B. Maîtrise du temps	
CCG, clause 30.1	L'entreprise adjudicataire est tenue de soumettre, pour approbation, un programme des travaux dans un délai de 10 jours à compter de la date de la lettre d'acceptation.
CCG, clause 30.3	<p>Le programme sera mis à jour tous les 21 jours.</p> <p>Le montant retenu en cas de soumission hors délai d'un programme mis à jour sera de NON APPLICABLE</p> <p>Les rapports de situation devront être soumis dans un délai de 15 jours.</p>
C. Contrôle de qualité	
CCG, clause 38.1	La durée de la garantie contre les malfaçons est de : 12 mois .
D. Maîtrise des coûts	



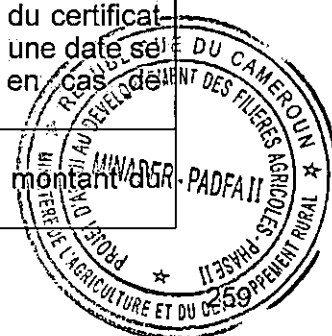
CCG, clause 42.7	En cas d'approbation par le maître d'ouvrage de la proposition relative à l'analyse de la valeur, la somme à verser à l'entreprise adjudicataire sera de _____ % de la réduction du montant du marché. (NON APPLICABLE)
CCG, clause 48.1	La monnaie du pays du maître d'ouvrage est: Francs CFA
CCG, clause 49.1	<p>Le marché ne peut faire l'objet d'une révision de son montant en application de la clause 45 des CCG, et les informations ci-après relatives aux coefficients d'ajustement ne peuvent pas s'appliquer.</p> <p><i>[La révision du montant du marché est obligatoire pour les marchés qui prévoient une durée d'exécution de plus de 18 mois.] (NON APPLICABLE)</i></p> <p>Les coefficients de révision des montants sont les suivants : NON APPLICABLE</p>
CCG, clause 50.1	<p>Le pourcentage des retenues de garantie est fixé à 10% du montant du marché TTC.</p> <p>La restitution de la retenue de garantie sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive par la main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage Délégué après demande du fournisseur.</p> <p>La garantie de bonne exécution est fixée à 10% du montant TTC du marché.</p> <p>La garantie de bonne exécution sera restituée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des fournitures, à la suite d'une main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage Délégué après demande du fournisseur.</p>

CCG, clause 51.1	<p>Pénalités de retard</p> <p>Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un deux millième (1/2000ème) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ; - Un millième (1/1000ème) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour. <p>Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels</p> <p>Pénalités spécifiques</p> <p>Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> Remise tardive du cautionnement définitif (y compris la caution de bonne exécution environnementale) ; Remise tardive des assurances ; Remise tardive du projet d'exécution pour autant que le retard soit du fait de l'entrepreneur ; <p>Règlement en cas de groupement d'entreprises</p> <p>Indiquer en cas de groupement d'entreprises le mode de paiement des co-traitants et sous-traitants, le cas échéant.</p> <p>Indiquer le mode de paiement des sous- traitants, le cas échéant.</p> <p>Décompte final</p> <p>Après achèvement des travaux et dans un délai maximum de 30 jours après la date de réception provisoire, l'entrepreneur établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.</p> <p>Si le projet de décompte final est rectifié par le Maître d'œuvre et accepté par le Chef de service du marché, il devient alors le décompte final. Ce dernier doit être notifié à l'entrepreneur dans le délai de 10 jours à compter de la date de remise du</p>
------------------	---



	<p>projet de décompte final au Maître d'œuvre.</p> <p>L'entrepreneur doit, dans un délai de 15 jours suivant la date de cette notification, renvoyer le décompte final revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer.</p> <p>Décompte général et définitif</p> <p>Dans le délai d'un (01) mois suivant la date à laquelle est prononcée la réception définitive, le chef service du Marché ou le cas échéant, le Maître d'œuvre, établit le décompte général qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le décompte final, - Le solde, - La récapitulation des acomptes mensuels. <p>La signature du décompte général et définitif sans réserve par l'entrepreneur, lie définitivement les parties et met fin au marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.</p> <p>L'entrepreneur dispose alors de 15 jours à partir de cette notification, pour envoyer le décompte général, sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer.</p>
CCG, clause 52.2	NON APPLICABLE

CCG, clause 53.1	<p>Le co-contractant de l'Administration peut, sur simple demande adressée au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué et sans justificatif, obtenir une avance de démarrage, dont le montant ne peut excéder vingt pour cent (20%) du prix initial TTC du marché des travaux. Cette avance de démarrage doit être cautionnée à cent pour cent (100%) par un établissement bancaire de droit camerounais ou un organisme financier agréé de premier rang, conformément aux textes en vigueur.</p> <p style="text-align: center;">Calendrier de paiement</p> <p>Les paiements seront effectués conformément aux textes en vigueur. Les décomptes seront établis mensuellement en fonction de l'évolution des travaux</p> <p>La Commission de réception sera composée des membres suivants à titre indicatif :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Le Maître d'Ouvrage Délégué ou son Représentant (Président) 2) Le Spécialiste de Génie Rural ARM, Chef de Service du Marché; 3) Les Techniciens Spécialisés du Génie Rural (TSGR) des zones concernées, Ingénieur du Marché (Rapporteur); 4) Le Chef d'Antenne Régionale de Maroua du PADFA II (Membre) ; 5) Le Délégué départemental du MINADER territorialement compétent (Membre) ; 6) Le Représentant du Ministère en charge des Marchés Publics (Observateur) ; 7) Le Cocontractant (Membre).
CCG, clause 54.1	<p>Une garantie de bonne exécution environnementale et sociale devra être remise au maître d'ouvrage.</p> <p>La clause 54.1 des CCG est remplacée par ce qui suit.</p> <p>"La garantie de bonne exécution et une garantie de bonne exécution environnementale et sociale devront être remises au maître d'ouvrage au plus tard à la date spécifiée dans la lettre d'acceptation et équivaloir au montant indiqué dans les CCP (pour la clause 54.1 des CCG).</p> <p>La garantie de bonne exécution devra être émise par une banque ayant l'agrément du maître d'ouvrage, être libellée dans les monnaies et selon leurs proportions indiquées dans les modalités de règlement du montant du marché. La garantie de bonne exécution environnementale et sociale devra être émise par une banque ayant l'agrément du maître d'ouvrage et être libellée dans les monnaies et selon leurs proportions indiquées dans les modalités de règlement du montant du marché. La garantie de bonne exécution et, le cas échéant, la garantie de bonne exécution environnementale et sociale devront courir jusqu'à une date se situant 28 jours après la date de délivrance du certificat d'achèvement des travaux en cas de garantie bancaire, et jusqu'à une date se situant un an après la date de délivrance dudit certificat en cas de cautionnement."</p>
CCG, clause 54.1	<p>Le montant de la garantie de bonne exécution s'élève à 8% du montant du Marché.</p>



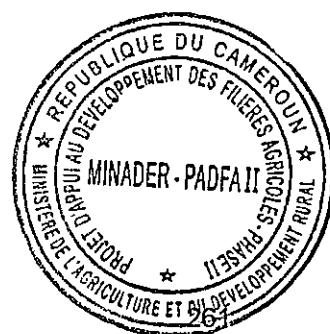
E. Fin du contrat

CCG, clause 60.1	<p>Les manuels de fonctionnement et d'entretien sont dus pour la réception provisoire des travaux.</p> <p>Les plans de récolement sont dus pour une semaine après la réception provisoire des travaux</p>
CCG, clause 60.2	La somme retenue en cas de non-présentation des plans de récolement et/ou des manuels de fonctionnement et d'entretien à la date exigée dans la clause 60.1 des CCG sera de 10% du montant du marché
CCG, clause 61.2 g)	Nombre maximal de jours:une semaine après la réception provisoire des travaux..
CCG, clause 62.1	Le pourcentage qu'il conviendra d'appliquer à la valeur des travaux non terminés, c'est-à-dire le coût additionnel que devra supporter le maître d'ouvrage pour achever les travaux, s'élève à 100% de la valeur des travaux non exécutés.

Section VIII. Formulaires spécifiques aux marchés

Liste des formulaires

Avis d'intention d'attribution	262
Lettre d'acceptation	264
Contrat	265
GARANTIE DE BONNE EXECUTION – GARANTIE BANCAIRE.....	267
Garantie de bonne exécution environnementale et sociale	268
Garantie à première demande relative à des obligations environnementales et sociales	268
Garantie de paiement anticipé.....	270
Garantie sur demande.....	270
Formulaire d'autocertification	272
Instructions a suivre pour remplir le Formulaire d'Autocertification	275



Avis d'intention d'attribution

*Insérer ici le logo du
projet (le cas
échéant)*

À l'attention du représentant habilité du soumissionnaire

Nom: *[indiquer le nom du représentant habilité]*

Adresse: *[indiquer l'adresse du représentant habilité]*

Numéros de téléphone/télécopie: *[indiquer les numéros de téléphone/télécopie du représentant habilité]*

Adresse électronique: *[indiquer l'adresse électronique du représentant autorisé]*

DATE DE TRANSMISSION: *[indiquer la date]*

Entité acheteuse: *[indiquer le nom de l'entité acheteuse]*

Intitulé du marché: *[indiquer son intitulé]*

N° de référence: *[indiquer son numéro de référence]*

Le présent avis a pour objet de vous notifier notre décision d'attribuer le marché susmentionné à *[indiquer le soumissionnaire retenu]*.

Nous attirons votre attention sur le fait que cet avis n'a nulle valeur de contrat entre l'entité acheteuse et le soumissionnaire; de même, il n'ouvre ni ne crée juridiquement aucun droit ou obligation au profit ou à l'égard de l'entité acheteuse ou du soumissionnaire.

[IMPORTANT: indiquer dans le présent avis [le cas échéant] les résultats de l'évaluation et les prix proposés par chaque soumissionnaire]

Nom du soumissionnaire	Nombre de points obtenus	Prix de l'offre	Prix évalué de l'offre (le cas échéant)
[insérer le nom]	[indiquer le nombre de points]	[indiquer le prix de l'offre]	[indiquer le prix évalué]
[insérer le nom]	[indiquer le nombre de points]	[indiquer le prix de l'offre]	[indiquer le prix évalué]
[insérer le nom]	[indiquer le nombre de points]	[indiquer le prix de l'offre]	[indiquer le prix évalué]
[insérer le nom]	[indiquer le nombre de points]	[indiquer le prix de l'offre]	[indiquer le prix évalué]
[insérer le nom]	[indiquer le nombre de points]	[indiquer le prix de l'offre]	[indiquer le prix évalué]

Dans l'hypothèse où votre offre n'aurait pas été retenue, vous pouvez demander un compte rendu des résultats obtenus à l'issue de l'évaluation. Toute demande en ce sens doit être adressée par écrit dans un délai de [indiquer le nombre de jours prévus dans le dossier de Demande de Prix et consulter, pour plus d'informations, le module M1 relatif aux comptes rendus qui figure dans le Guide pratique de passation des marchés du FIDA] jours ouvrables à dater de la réception du présent avis.

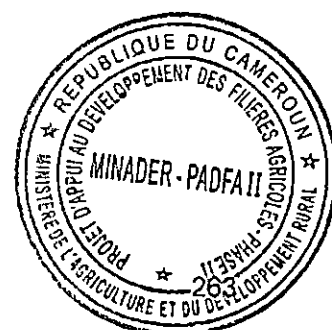
Si votre demande nous parvient dans le délai susmentionné, nous vous fournirons le compte rendu dans les [indiquer le nombre de jours prévus dans le dossier de Demande de Prix et consulter, pour plus d'informations, le Module M1 qui figure dans le Guide pratique de passation des marchés du FIDA] jours ouvrables qui suivent la réception de votre demande.

Le compte rendu des résultats peut être communiqué sous forme écrite ou lors d'un entretien par visio-conférence ou en personne. Nous vous ferons connaître rapidement ces modalités et vous confirmerons la date et l'heure de l'entretien.

Le délai dont vous disposez pour contester la procédure de passation du marché est de [indiquer le nombre de jours prévus dans le dossier de Demande de Prix et consulter, pour plus d'informations, le module M2 relatif aux contestations et recours qui figure dans le Guide pratique de passation des marchés du FIDA] jours ouvrables à dater de la transmission du présent avis.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Représentant habilité



Lettre d'acceptation

[Papier à en-tête du maître d'ouvrage]

[Date] _____

Destinataire: *[nom et adresse de l'entreprise adjudicataire]*

Objet: *[notification de l'attribution du marché n°]*

Nous souhaitons vous informer par la présente que votre offre datée du _____ *[indiquer la date]* concernant l'exécution de _____ *[indiquer l'intitulé et le numéro d'identification du marché, comme indiqué dans les conditions contractuelles particulières]* pour le montant accepté de _____ *[indiquer le montant en chiffres et en lettres, ainsi que la monnaie dans laquelle il est libellé]*, tel que revu et corrigé conformément aux instructions à l'intention des soumissionnaires est acceptée par notre organisation, comme en atteste la présente.

Vous êtes invité à fournir la garantie de bonne exécution ainsi qu'une garantie de bonne exécution environnementale et sociale *[supprimer la seconde garantie si le contrat ne l'exige pas]* dans un délai de 28 jours, conformément aux conditions contractuelles, en utilisant pour ce faire le formulaire de garantie de bonne exécution et le formulaire de garantie de bonne exécution environnementale et sociale *[supprimer la mention du second formulaire si le contrat n'exige pas ladite garantie]*.

[Choisir l'une des deux mentions ci-après:]

Nous acceptons de désigner comme conciliateur _____ *[indiquer le nom du conciliateur proposé par le soumissionnaire]*.

[ou]

Nous n'acceptons pas de désigner comme conciliateur _____ *[indiquer le nom du conciliateur proposé par le soumissionnaire]* et demandons ici, en adressant copie de la présente lettre d'acceptation à _____ *[indiquer le nom de l'autorité investie du pouvoir de désignation]*, autorité habilitée à cet effet, de désigner le conciliateur conformément à la clause 48.1 des instructions à l'intention des soumissionnaires et à la clause 23.1 des CCG.

Signature autorisée:

Nom et qualité du signataire:

Nom de l'organisation:

Pièce jointe: contrat.

Contrat

Le présent contrat, conclu le 202 entre, d'une part,
[nom du maître d'ouvrage] (ci-après dénommé "le maître d'ouvrage") et, d'autre part,
[nom de l'entreprise adjudicataire] (ci-après dénommée "l'entreprise
adjudicataire"),

Attendu que le maître d'ouvrage souhaite faire appel à l'entreprise adjudicataire pour exécuter
[intitulé du marché] et qu'il a accepté l'offre de cette entreprise relative à
l'exécution et à l'achèvement desdits travaux et ouvrages ainsi qu'à la rectification des
éventuelles malfaçons qu'ils présenteraient;

Il a été arrêté et convenu ce qui suit:

1. Dans le présent accord, les mots et expressions ont le même sens que celui qui leur est respectivement donné dans les documents contractuels auxquels il est fait référence.
2. Les documents ci-après sont réputés faire partie intégrante de l'accord et être lus et interprétés à ce titre. Le présent contrat prime sur tous les autres documents contractuels.
 - a) Lettre d'acceptation
 - b) Lettre de soumission de l'offre
 - c) Additifs n°s _____ (le cas échéant)
 - d) Conditions particulières
 - e) Conditions contractuelles générales, y compris les appendices
 - f) Spécifications
 - g) Plans et schémas
 - h) Devis quantitatif
 - i) Tous autres documents inscrits dans les **conditions contractuelles particulières** comme faisant partie du présent contrat, sans que cette liste soit limitative:
 - i. stratégies de gestion environnementale et sociale et plans de mise en œuvre;
 - ii. code de conduite du personnel de l'entreprise adjudicataire.
3. En contrepartie des paiements que le maître d'ouvrage devra effectuer au bénéfice de l'entreprise adjudicataire, comme indiqué dans le présent contrat, ladite entreprise convient avec le maître d'ouvrage par les présentes d'exécuter lesdits travaux ainsi que de rectifier les malfaçons qu'ils présenteraient conformément, à tous égards, aux dispositions du contrat.
4. Le maître d'ouvrage convient par les présentes de payer à l'entreprise adjudicataire, en contrepartie de l'exécution et de l'achèvement des travaux et ouvrages ainsi que de la rectification des malfaçons qu'ils présenteraient, le montant du marché ou tout autre montant dû en application des dispositions du contrat, et ce aux échéances et selon les modalités prescrites par ce dernier.



En foi de quoi les parties au présent contrat l'ont fait signer conformément à la législation de
[nom du pays emprunteur] les jour, mois et année susmentionnés.

Signé par:		Signé par:	
Pour le compte et au nom du maître d'ouvrage		Pour le compte et au nom de l'entreprise adjudicataire	
en présence de:		en présence de:	
Témoin, nom, signature, adresse, date		Témoin, nom, signature, adresse, date	

Garantie de bonne exécution – Garantie bancaire

[En-tête ou code identifiant SWIFT du garant]

Bénéficiaire: *[Indiquer le nom et l'adresse du maître d'ouvrage.]*

Date: *[Indiquer la date d'émission.]*

GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION n°: *[Indiquer le numéro de référence de la garantie.]*

Garant: *[Indiquer le nom et l'adresse de l'établissement émetteur, sauf s'il figure dans l'en-tête.]*

Nous avons été informés que _____ *[indiquer le nom de l'entreprise adjudicataire; en cas de co-entreprise, indiquer le nom de cette dernière]* (ci-après dénommée "le demandeur") a conclu avec le bénéficiaire le contrat n° *[indiquer le numéro de référence du contrat]* daté du *[indiquer la date]* concernant l'exécution de _____ *[indiquer l'intitulé du marché et donner une brève description des travaux]* (ci-après dénommé "le marché").

Il appert par ailleurs qu'aux termes des conditions dudit contrat, une garantie de bonne exécution est exigée.

À la requête du demandeur, nous prenons par la présente, en notre qualité de garant, l'engagement irrévocable de verser au bénéficiaire toute(s) somme(s) à hauteur d'un montant de *[indiquer le montant en chiffres]* (_____) *[indiquer le montant en lettres]*, la ou lesdites sommes étant à régler dans les monnaies et selon leurs proportions indiquées dans les modalités de règlement du montant du marché, et ce à réception de la requête comminatoire du bénéficiaire étayée par une déclaration de ce dernier figurant dans sa requête proprement dite ou dans un document distinct portant sa signature et accompagnant ou identifiant ladite requête, dénonçant le non-respect par le demandeur de son ou ses obligations contractuelles, sans qu'il soit nécessaire au bénéficiaire de prouver ni de donner des raisons à l'appui de sa demande ou des sommes qui s'y trouvent spécifiées.

La présente garantie expirera au plus tard le _____ 202.., toute requête exigeant le paiement de la ou des sommes ici visées devant nous parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus à cette date ou antérieurement.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de commerce internationale relatives aux garanties sur demande, dans leur version révisée en 2010, Publication CCI n° 758, à l'exclusion de la déclaration à l'appui de la requête exigée par l'article 15 a).

[signature(s)]

Note: Tous les passages en italique (y compris les notes de bas de page) sont destinés à l'élaboration du présent formulaire et devront être supprimés une fois celui-ci établi dans sa version définitive.



Garantie de bonne exécution environnementale et sociale

Garantie à première demande relative à des obligations environnementales et sociales

[En-tête ou code identifiant SWIFT du garant]

Bénéficiaire: *[Indiquer le nom et l'adresse du maître d'ouvrage.]*

Date: *[Indiquer la date d'émission.]*

GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE n°: *[Indiquer le numéro de référence de la garantie.]*

Garant: *[Indiquer le nom et l'adresse de l'établissement émetteur, sauf s'il figure dans l'en-tête.]*

Nous avons été informés que _____ (ci-après dénommé "le demandeur") a conclu avec le bénéficiaire le contrat n° _____ daté du _____ concernant l'exécution de _____ (ci-après dénommé "le marché").

Il appert par ailleurs qu'aux termes des conditions dudit contrat, une garantie de bonne exécution est exigée.

À la requête du demandeur, nous prenons par la présente, en notre qualité de garant, l'engagement irrévocable de verser au bénéficiaire toute(s) somme(s) à hauteur d'un montant de _____ (³⁰), la ou lesdites sommes étant à régler dans les monnaies et selon leurs proportions indiquées dans les modalités de règlement du montant du marché, et ce à réception de la requête comminatoire du bénéficiaire étayée par une déclaration de ce dernier figurant dans sa requête proprement dite ou dans un document distinct portant sa signature et accompagnant ou identifiant ladite requête, dénonçant le non-respect par le demandeur de son ou ses obligations environnementales et/ou sociales contractuelles, sans qu'il soit nécessaire au bénéficiaire de prouver ni de donner des raisons à l'appui de sa demande ou des sommes qui s'y trouvent spécifiées.

La présente garantie expirera au plus tard le 202..³¹, toute requête exigeant le

³⁰ Le garant devra indiquer un montant représentant le pourcentage du montant du marché figurant dans la lettre d'acceptation, déduction faite des éventuelles sommes provisionnelles, et libellé dans la ou les monnaies dans lesquelles se feront les paiements afférents audit marché ou dans une monnaie librement convertible ayant l'agrément du bénéficiaire.

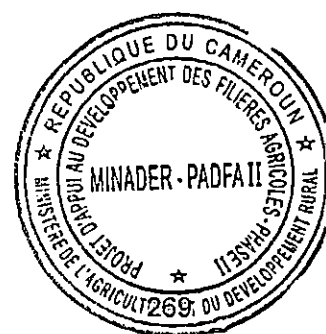
³¹ Indiquer la date correspondant au vingt-huitième jour suivant la date escomptée d'achèvement des travaux au sens de la clause 57.1 des CCG. L'attention du maître d'ouvrage est attirée sur le fait qu'en cas de report de la date d'achèvement des travaux prévue dans le contrat, il lui faudra solliciter de la part du garant une prorogation de la présente garantie. Cette demande devra être présentée par écrit, avant la date d'expiration définie dans ladite garantie. Lors de l'établissement de la garantie, le maître d'ouvrage pourrait envisager d'ajouter, à la fin de l'avant-dernier paragraphe du formulaire, la phrase qui suit: "Le garant consent à accorder une prorogation unique de la présente garantie pour une durée maximale de [six mois] [un an], en réponse à la demande écrite qui lui a été faite en ce sens par le bénéficiaire, demande qui devra être présentée au garant avant l'expiration de la garantie."

paiement de la ou des sommes ici visées devant nous parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus à cette date ou antérieurement.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de commerce internationale relatives aux garanties sur demande, dans leur version révisée en 2010, Publication CCI n° 758, à l'exclusion de la déclaration à l'appui de la requête exigée par l'article 15 a).

[signature(s)]

Note: Tous les passages en italique (y compris les notes de bas de page) sont destinés à l'élaboration du présent formulaire et devront être supprimés une fois celui-ci établi dans sa version définitive.



Garantie de paiement anticipé

Garantie sur demande

[En-tête ou code identifiant SWIFT du garant]

Bénéficiaire: *[Indiquer le nom et l'adresse du maître d'ouvrage.]*

Date: *[Indiquer la date d'émission.]*

GARANTIE DE PAIEMENT ANTICIPÉ n°: *[Indiquer le numéro de référence de la garantie.]*

Garant: *[Indiquer le nom et l'adresse de l'établissement émetteur, sauf s'il figure dans l'en-tête.]*

Nous avons été informés que _____ *[indiquer le nom de l'entreprise adjudicataire; en cas de co-entreprise, indiquer le nom de cette dernière]* (ci-après dénommée "le demandeur") a conclu avec le bénéficiaire le contrat n° *[indiquer le numéro de référence du contrat]* daté du *[indiquer la date]* concernant l'exécution de _____ *[indiquer l'intitulé du marché et donner une brève description des travaux et ouvrages]* (ci-après dénommé "le marché").

Il appert par ailleurs qu'aux termes des conditions dudit contrat, il doit être procédé à un paiement anticipé d'un montant de *[indiquer le montant en chiffres]* (_____) *[indiquer le montant en lettres]* moyennant une garantie de paiement anticipé.

À la requête du demandeur, nous prenons par la présente, en notre qualité de garant, l'engagement irrévocable de verser au bénéficiaire toute(s) somme(s) à hauteur d'un montant de *[indiquer le montant en chiffres]* (_____) *[indiquer le montant en lettres]* à réception de la requête comminatoire du bénéficiaire étayée par une déclaration de ce dernier figurant dans sa requête proprement dite ou dans un document distinct portant sa signature et accompagnant ou identifiant ladite requête, affirmant que le demandeur:

- a) a utilisé le paiement anticipé à des fins autres que les coûts de mobilisation pour les travaux, ou
- b) n'a pas restitué le paiement anticipé comme l'exigent les conditions contractuelles, en précisant le montant que le demandeur a omis de restituer.

Une demande peut être soumise au titre de la présente garantie sur remise au garant d'une attestation de la banque du bénéficiaire certifiant que le paiement anticipé susmentionné a été crédité sur le compte n° *[indiquer le numéro de compte]* du demandeur auprès de *[indiquer le nom et l'adresse de la banque du demandeur]*.

Le montant maximum de la présente garantie sera progressivement minoré du montant du paiement anticipé restitué par le demandeur tel qu'il ressort des copies des relevés intermédiaires ou des certificats de paiement qui nous seront remis. La présente garantie expirera au plus tard lorsque nous aurons reçu copie de l'attestation de paiement anticipé indiquant que quatre-vingt-dix (90) pour cent du montant du marché figurant dans la lettre d'acceptation, déduction faite des éventuelles sommes provisionnelles, a été certifié pour

[REDACTED]

[REDACTED]

paiement, ou à la date du [indiquer le jour et le mois] 202 [indiquer l'année]³², la plus rapprochée de ces dates étant retenue. En conséquence, toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit nous parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus à cette date ou antérieurement.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de commerce internationale relatives aux garanties sur demande, dans leur version révisée en 2010, Publication CCI n° 758, à l'exclusion de la déclaration à l'appui de la requête exigée par l'article 15 a).

[Signature(s)]

Note: Tous les passages en italique (y compris les notes de bas de page) sont destinés à l'élaboration du présent formulaire et devront être supprimés une fois celui-ci établi dans sa version définitive.

³² Indiquer la date escomptée d'achèvement des travaux au sens de la clause 57.1 des CCG. L'attention du maître d'ouvrage est attirée sur le fait qu'en cas de report de la date escomptée d'achèvement des travaux qui figure dans le contrat, il lui faudra solliciter de la part du garant une prorogation de la présente garantie. Cette demande devrait être présentée par écrit, avant la date d'expiration définie dans ladite garantie. Lors de l'établissement de la garantie, le maître d'ouvrage pourrait envisager d'ajouter, à la fin de l'avant-dernier paragraphe du formulaire, la phrase qui suit: "Le garant consent à accorder une prorogation unique de la présente garantie pour une durée maximale de [six mois] [un an], en réponse à la demande écrite qui lui a été faite en ce sens par le bénéficiaire, demande qui devra être présentée au garant avant l'expiration de la garantie."



Formulaire d'autocertification

Le présent formulaire d'autocertification doit être rempli par l'entreprise adjudicataire. Celle-ci devra ensuite le renvoyer, accompagné du contrat signé à *[indiquer le nom de l'entité acheteuse]*. On trouvera ci-après les instructions à respecter pour remplir le présent formulaire.

Dénomination sociale complète de l'entreprise adjudicataire:	
Nom légal complet et fonction du représentant juridique de l'entreprise adjudicataire:	
Intitulé complet et numéro de référence du marché:	
Projet dans le cadre duquel le marché a été signé:	
Pays:	
Date:	

Par la présente, j'atteste être le représentant autorisé de *[nom de l'entreprise adjudicataire]* et certifie que les renseignements donnés ci-dessus sont, pour tous les éléments significatifs, exacts et que toute inexactitude importante ou fausse déclaration ou tout manquement à l'obligation de fournir les renseignements demandés au titre de la présente attestation peut entraîner la mise en œuvre de sanctions ou de voies de recours, y compris la suspension ou la rupture du contrat entre l'entreprise adjudicataire et l'entité acheteuse, ainsi que l'inadmissibilité permanente aux activités et opérations financées et/ou gérées par le FIDA, conformément aux Directives du FIDA pour la passation des marchés, au Guide pratique de passation des marchés du FIDA et aux autres politiques et procédures applicables du Fonds, dont la **Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations** (consultable à l'adresse http://www.ifad.org/fr/anticorruption_policy) et la **Politique de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles** (consultable à l'adresse <https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/40738506>).

Signature autorisée: _____ Date: _____

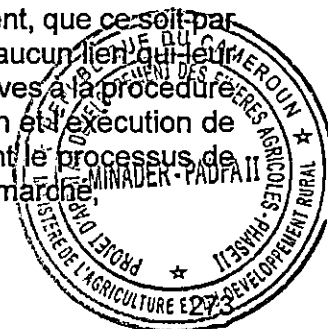
Nom du signataire en caractères d'imprimerie

- ☐ L'entreprise adjudicataire certifie que ni elle-même ni son ou ses directeurs, associés, propriétaires, membres de son personnel essentiel, mandataires, sous-consultants, sous-traitants ou partenaires de son consortium ou de sa co-entreprise ne se sont livrés à AUCUNE pratique frauduleuse, ni acte de corruption, de collusion, de coercition ou d'obstruction dans le cadre de la présente procédure de passation de marché et du présent contrat.
- ☐ L'entreprise adjudicataire déclare qu'elle-même et/ou l'un de ses directeurs, associés, propriétaires, membres du personnel essentiel, mandataires, sous-consultants, sous-traitants ou partenaires de son consortium ou de sa co-entreprise ont fait l'objet des condamnations pénales, sanctions administratives (y compris les exclusions prononcées en application de l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion, également appelé "Accord d'exclusion croisée")³⁹ et/ou suspensions temporaires ci-après:

Nature de la mesure (condamnation pénale, sanction administrative ou suspension temporaire)	Prononcée par	Nom de la partie condamnée, sanctionnée ou suspendue (et lien avec l'entreprise adjudicataire)	Motifs de la mesure (fraude portant sur l'obtention d'un marché ou corruption lors de l'exécution d'un marché)	Date et durée de la mesure

Si aucune condamnation pénale, sanction administrative ou suspension temporaire n'a été prononcée, veuillez indiquer "néant".

- ☐ L'entreprise adjudicataire certifie que son ou ses directeurs, propriétaires et employés, ainsi que le personnel de ses mandataires, sous-consultants, sous-traitants et ou partenaires de son consortium ou de sa co-entreprise ne font l'objet d'AUCUNE condamnation pénale, sanction administrative ou enquête pour faits de harcèlement sexuel ou d'exploitation ou atteintes sexuelles.
- ☐ L'entreprise adjudicataire certifie que ni elle-même, ni son ou ses propriétaires, mandataires, sous-consultants, sous-traitants, ou partenaires de son consortium ou de sa co-entreprise n'ont AUCUN conflit d'intérêt réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel, et plus précisément que:
- ☐ ils n'ont ni ne semblent raisonnablement avoir aucun partenaire majoritaire réel ou potentiel en commun avec une ou plusieurs parties à la procédure de passation du marché ou à l'exécution de ce dernier;
 - ☐ ils n'ont ni ne semblent raisonnablement avoir réellement ou potentiellement le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire aux fins de la présente offre ou de l'exécution du présent marché;
 - ☐ ils n'ont ni ne semblent raisonnablement avoir réellement ou potentiellement, que ce soit par voie directe ou par le biais de tierces parties qu'ils auraient en commun, aucun lien qui leur permettrait d'avoir accès à des informations indues ou confidentielles relatives à la procédure de passation et à l'exécution du présent marché, d'influer sur la passation et l'exécution de ce marché, ou d'influer sur les décisions de l'entité acheteuse concernant le processus de sélection suivi pour le présent Demande de Prix ou durant l'exécution du marché.



- ³⁹ Accord conclu avec le Groupe de la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Pour plus d'informations, consulter le site <http://crossdebarment.org/>.

INSTRUCTIONS À SUIVRE POUR REMPLIR LE FORMULAIRE D'AUTOCERTIFICATION

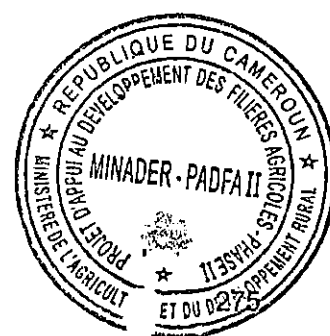
Le registre des entreprises et des personnes non admissibles de la Banque mondiale est une base de données en ligne qui permet de faire des recherches à partir d'un nom pour accéder à une page de résultats indiquant si une entreprise ou une personne est admissible ou non.

L'entreprise adjudicataire est invitée à imprimer la ou les pages de résultats, sur lesquelles est affichée la mention "*No matching records found*" (Aucun résultat), les dater et les joindre au formulaire d'autocertification.

En cas de résultat(s) défavorable(s) (c'est-à-dire si la ou les pages de résultats montrent qu'un ou plusieurs individus ou une ou plusieurs entités, entreprise adjudicataire comprise, ne sont pas en droit d'obtenir des marchés de la Banque mondiale parce qu'ils font l'objet d'une exclusion croisée), il incombe à l'entreprise adjudicataire de faire état avec précision de ces sanctions et, le cas échéant, de leur durée ou, si elle estime qu'il s'agit d'un "résultat positif erroné", d'en informer l'entité acheteuse.

L'entité acheteuse décidera s'il y a lieu de laisser le contrat suivre son cours ou de permettre à l'adjudicataire de procéder à son remplacement. Une telle décision sera prise au cas par cas et devra être approuvée par le FIDA, quelle que soit la valeur estimée du marché proposé.

Tous les documents susmentionnés devront être conservés par l'entreprise adjudicataire en tant qu'éléments du dossier relatif au marché passé avec l'entité acheteuse pendant toute la durée du contrat et pour une période minimale de trois ans après la fin de celui-ci.



LISTE DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES AGRÉÉS

1. Banques

1. Afriland First Bank (FIRST BANK)
2. BANGE Bank Cameroun (BANGE CMR)
3. Banque Atlantique Cameroun (BACM)
4. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BACM)
5. BGFI Bank Cameroun (BGFI BANK Cameroun)
6. Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC)
7. Citibank Cameroun (CITIGROUP)
8. Commercial Bank-Cameroun (CBC)
9. Crédit Communautaire d'Afrique - Bank (CCA-BANK)
10. Ecobank Cameroun (ECOBANK)
11. National Financial Credit-Bank (NFC-Bank)
12. Société Commerciale de Banques-Cameroun (SCB-Cameroun)
13. Société Générale Cameroun (SGC)
14. Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC)
15. Union Bank of Cameroon (UBC)
16. United Bank for Africa (UBA)

2. Compagnies d'assurances :

1. Activa Assurances, B.P. 12 970, Douala
2. Area Assurances S.A, B.P. 1 531, Douala
3. Atlantique Assurances S.A, B.P. 2 933, Douala
4. Chanas Assurances S.A, B.P. 109, Douala
5. CPA S.A, B.P. 54, Douala
6. Nsia Assurances S.A, B.P. 2 759, Douala
7. Pro Assur S.A, B.P. 5 963, Douala
8. Prudential Beneficial General Insurance
9. Royal Onyx Insurance
10. SAAR, B.P. 1 011, Douala
11. Salam Assurances Cameroun, B.P. 12 125, Douala
12. Zenithe Insurance S.A, B.P. 1 540, Douala